



National Library of Canada
Collections Development Branch

Canadian Theses on
Microfiche Service

Bibliothèque nationale du Canada
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes
sur microfiche

NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us a poor photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

**THIS DISSERTATION
HAS BEEN MICROFILMED
EXACTLY AS RECEIVED**

AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de mauvaise qualité.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

**LA THÈSE A ÉTÉ
MICROFILMÉE TELLE QUE
NOUS L'AVONS REÇUE**

STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT EN EDUCATION
PROPOSEES PAR L'UNESCO POUR LE BANGLADESH
RECHERCHE DES IMPLICATIONS POUR L'EDUCATION
DE LA FEMME BENGALIE

par Evelyn Gagné

Thèse de Doctorat présentée à
l'Ecole des Etudes Supérieures
de l'Université d'Ottawa en vue
de l'obtention du Ph.D. en Education

Ottawa, Canada, 1977



E. Gagné, Ottawa, Canada, 1978

RECONNAISSANCE

Cette thèse a été préparée sous la direction du professeur Mary Mulcahy, Ph.D., de la Faculté d'Education de l'Université d'Ottawa.

Deux bourses du Conseil des Arts ont grandement facilité la poursuite de ces recherches en Europe et en Asie. D'autre part, l'encouragement bienveillant de la part de la Congrégation des Soeurs de Sainte-Croix-et-des-Sept-Douleurs nous permit de mener ce travail à bonne fin.

Le manuscrit de cette thèse a été présenté au Directeur général de l'UNESCO pour approbation, en réponse à une exigence de cet organisme envers le candidat à qui l'UNESCO avait permis l'utilisation de documents confidentiels.

CURRICULUM STUDIORUM

Evelyn Gagné naquit à Lachute, province de Québec, le 3 mai 1938. Elle obtint son Brevet d'enseignement du Département de l'Instruction Publique du Québec en 1963, son B.A. de l'Université d'Ottawa en 1972 et son M.Ed. de l'Université d'Ottawa en 1973. Son rapport intérimaire était intitulé: Statut de la femme bengalie et le résultat des influences exercées par l'Hindouisme et l'Islam.

TABLE DES MATIERES

	pages
INTRODUCTION	xi
CHAPITRE PREMIER - PLAN DE KARACHI 1960-1970	1
Introduction.	2
1. Historique.	3
2. Situation de l'enseignement en Asie avant le Plan de Karachi.	6
3. Création du Plan.	19
a) Nature ou définition	20
b) Hypothèse.	21
c) Durée.	23
4. Projet d'élaboration.	23
5. Détail du Plan.	29
a) Difficulté numérique	31
b) Education des adultes et des jeunes.	34
c) Education des filles et de la femme.	37
6. Implications pour le Pakistan	45
a) Limites du Plan.	46
b) CEAE0: Tokyo 1962 - proposition de réforme du Plan.	48
c) CEAE0: Conférence de Bangkok 1965.	53
7. Difficultés d'application au Pakistan	60
a) Rapport du Ministre de l'Education du Pakistan.	60
b) Limites du Rapport	62
c) Première décennie pour le développe- ment	67
8. Sommaire.	76

TABLE DES MATIERES

v

	pages
CHAPITRE II - STRATEGIE EDUCATIVE AU PAKISTAN/ BANGLADESH 1969-1973	82
Inventaire, analyse, propositions de l'UNESCO	82
Introduction	83
1. Historique	83
2. Situation de l'éducation au Pakistan . .	86
a) Problèmes administratifs	89
b) Projet de réforme administrative . .	92
3. La Nouvelle Politique Educative	94
a) Stratégies et objectifs	96
b) Critique de ces stratégies et objectifs	97
c) La question du livre au Bangladesh .	102
d) Education et développement écono- mique	103
e) Education et changement des attitu- des sociales	104
4. Implications de la N.E.P.	105
a) Implications numériques	105
b) Equilibre entre les sciences humai- nes et les sciences exactes	107
c) Implications financières et numéri- ques	108
d) Objectif à moyen terme: Quatrième Plan Quinquennal	110
5. UNESCO: Mission préliminaire pour analyse de la N.E.P.	115
a) Problèmes généraux de l'éducation au Pakistan	115
b) Premier temps de la réforme suggérée par l'UNESCO	118
- Projet numéro 1: Unité de déve- loppement de l'Education	119
c) Points litigieux dans la N.E.P. et le Quatrième Plan	119
6. Sommaire	136

TABLE DES MATIERES

vi

	pages
CHAPITRE III - STRATEGIE DE L'UNESCO POUR LE PAKISTAN/BANGLADESH: 1970-1973 . . .	141
Introduction.	142
1. Stratégies de l'UNESCO pour le déve- loppement de l'Education au Pakistan/ Bangladesh.	143
a) Projet no. 1 - Administration de l'Education.	146
Le Modèle de Mohiuddin	147
b) Pour la Réforme de l'enseignement des sciences	150
c) Stratégie de l'UNESCO pour l'édu- cation de base	153
2. UNESCO - Troisième Conférence Régio- nale des Ministres de l'Education . .	156
a) Rapport du Pakistan.	157
b) UNESCO - Rapport du séminaire sur la coopération régionale - Bangkok/Chiangmai.	171
3. Bangladesh.	181
a) Etat de la question en 1973.	181
b) Nécessité de former des femmes professeurs.	183
c) Les écoles normales au Bangladesh. .	186
d) Statut de la profession ensei- gnante	187
e) Projet de réforme des P.T.I. par K. Risan, consultant de l'UNESCO .	190
4. Sommaire.	195
RESUME ET CONCLUSIONS.	200
BIBLIOGRAPHIE.	216

TABLE DES MATIERES

vii

pages

ANNEXES:

I-A	Compte rendu de recherche au Bangladesh, printemps/été 1976.	227
I-B (0.7)	Admission des nouveaux Etats membres	296
I-C	Accès de la femme à l'éducation extra-scolaire.	298
II	Education des filles.	301
III	Répartition de 85 pays et de l'UNRWA en fonction de la proportion de filles dans les effectifs primaires	304
IV	Diagramme - Répartition de 85 pays et territoires en fonction du pourcentage d'élèves filles inscrites dans les écoles primaires	306
V	Accès des jeunes filles et des femmes à l'enseignement primaire	308
VI	Estimated population for the countries of the region, 1960-1980 (thousands)	311
VII	Estimated school-age population in Asian countries, 1960 and 1980 (in thousands) .	313
VIII	Progress of a cohort through grades, most recent periods.	315
IX		317
X	Education des adultes, des jeunes et de la famille: Alphabétisation.	320
XI	Administration et financement des écoles au Pakistan	324
XII-A	Education - East Pakistan (1967/1968) Table I	326
XII-B	Table II - Control of Schools and their Distribution.	328

TABLE DES MATIERES

viii

	pages
XIII-C Table III - Teachers.	330
XIII Pakistan: N.E.P. Enrolment Targets, 1975-1980.	332
XIV Supply and demand for manpower in selec- ted occupations - East Pakistan, 1970- 1975.	334
XV Pakistan: Financial implications of the N.E.P. 1980-1990: Real resource needs for primary, middle and secondary education as a percentage of G.N.P..	336
XVI East Pakistan: Qualifications of teaching staff, 1967-68.	338
XVII Pakistan: Implications of the N.E.P. tar- gets regarding Primary Education (I-V). . .	340
XVIII East Pakistan - Projected global enrol- ments and costs Grades I-XII and related teacher training 1970-1985.	342
XIX Pakistan: Fourth Plan Educational tar- gets and past enrolments (1964-1974). . .	344
XX East Pakistan: Fourth Plan's physical targets	346
XXI East Pakistan - Impact of the primary school system and the East Pakistan adult literacy project upon the decline of illi- teracy 1970-75.	348
XXII Per student capital and recurrent costs East Pakistan, 1967-1968 (rupees)	350
XXIII Capital and recurring costs per seat/stu- dent at various levels of education during the 4th Plan (1970-1975).	352
XXIV Pakistan - Enrolment in secondary (voca- tional) institutions by type and sex. . .	354

LISTE DES TABLEAUX

	pages
I - East Pakistan: Ratios of Enrolment to Age Group for the Mission's Projections	129
II - Effectif des écoles primaires (années d'étude I à V).	162
III - Effectif des écoles moyennes (années d'étude VI à VIII).	163
IV - Effectif des écoles secondaires proprement dites (années d'étude IX et X).	164
V - Effectif des collèges intermédiaires (années XI et XII).	165
VI - Effectif des écoles professionnelles du second degré par type d'établissement et par sexe.	166
VII - Effectif d'étudiants préparant le Bachelor's Degree.	167
VIII - Nombre d'enseignants sortant chaque année des écoles normales	168
IX - Nombre d'instituteurs primaires en exercice, d'après leur qualification et par sexe.	169
X - Nombre de maîtres en exercice dans les écoles moyennes, d'après leur qualification et par sexe.	170
Annexe I-A	
I - Teacher Education: Projected Supply of Trained Teachers for Primary Level.	253
II - Sulla Project, Phase II - Résultats des cours d'alphabétisation (students).	281
III - Sulla Project, Phase II - Résultats des cours d'alphabétisation (centres)	282

TABLE DES MATIERES

ix

	pages
XXV Supply and demand for manpower with second and third level education 1965-1980 . . .	356
XXVI-A Government expenditure.	358
XXVI-B Sectoral origin of G.P.D. (percentage) (at current factor cost).	360
XXVII East Pakistan: Proposed Project items. .	362
XXVIII Listing of organizations concerned with rehabilitation and development in Bangladesh.	364
XXIX Mécanisme régional de coopération éducative en Asie. Centre régional pour l'innovation éducative en vue du développement en Asie (CRIEDA)	378
XXX Tableau 9 - Progression des taux de scolarisation dans l'enseignement du premier degré	380
XXXI Tableau 13 - Progrès des taux de scolarisation dans l'enseignement du second degré	382
SOMMAIRE	384

INTRODUCTION

Notre Rapport intérimaire de recherche¹ tentait d'éclairer l'arrière-plan historique qui a présidé à la situation actuelle au Bangladesh. Nous dégagions, dans la troisième partie de ce rapport, quelques-uns des traits fondamentaux de la personnalité de la femme bengalie, hindoue, chrétienne ou musulmane, la présentant comme le produit des contingences historiques millénaires qui se sont exercées sur elle. Nous retrouvons dans la femme bengalie, du vingtième siècle le produit de toutes les forces historiques ayant contribué à façonner son statut actuel.

Après avoir éclairé le passé historique du Bangladesh, sa situation géographique, économique et humaine, nous nous interrogerons, dans cette thèse, de concert avec les organismes internationaux de développement dont l'UNESCO, sur le rythme et la stratégie qu'adopta ce pays dans la grande marche du progrès de tous les peuples vers l'éducation. Nous analyserons la manière dont le Pakistan, et depuis peu le Bangladesh, s'est engagé dans la prise en charge du développement de l'éducation du peuple afin de

¹ Evelyn Gagné, Statut de la femme bengalie et le résultat des influences exercées par l'Hindouisme et l'Islam, Rapport intérimaire de Maîtrise, Université d'Ottawa, 1975.

distinguer s'il y a eu, dans le cas de ce pays, prise de conscience de l'urgence de son engagement personnel, en conséquence, choix par le Bangladesh, d'options vigoureuses et irréversibles afin de promouvoir les réformes indispensables à la bonne marche de son système d'éducation.

Le Bangladesh est-il activement conscient de l'urgence de la prise en charge personnelle, par chaque bengali, du devenir humain, économique et politique du pays. Est-il convaincu de la nécessité du développement total de tout le potentiel humain de la nation, hommes et femmes, afin de favoriser par tous les moyens disponibles l'engagement de citoyens éclairés au service du nouvel Etat?

Ces interrogations, au sujet du potentiel de prise de conscience, et donc de prise en charge du Bangladesh par les Bengalis eux-mêmes, nous amenèrent à pousser plus à fond notre recherche sur l'énormité de la tâche à accomplir pour humaniser un tant soit peu la situation

quasi infra-humaine dans laquelle vit encore le peuple du Bangladesh. En effet, comme le disait, Malcolm S. Adiseshiah:

A quoi bon garantir le libre choix des représentants du peuple et déclarer que la volonté du peuple doit s'exprimer en "suffrage universel égal" dans un monde où la législation de certains pays maintient encore des distinctions entre lettrés et illettrés, et où des millions d'hommes ne peuvent se servir de leur droit de vote en toute connaissance de cause parce qu'ils ne savent pas lire et écrire. (...) C'est dire les limites extrêmement réduites dans lesquelles ils peuvent exercer leur qualité de citoyens. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la première entreprise d'un gouvernement qui veut asseoir solidement le régime sur une base démocratique soit d'assurer l'alphabétisation des adultes.²

Une préoccupation fondamentale a présidé au choix de notre thèse: celle de l'éducation de la femme bengalie. Si le devenir d'un pays dépend étroitement de l'éducation de ses citoyens, l'avenir de ces citoyens, enfants et adultes, est vitalement lié à l'éducation de la femme, épouse et mère. La place effectivement réservée par l'éducation au relèvement de la femme du Bangladesh se situe au coeur de notre démarche. En conséquence, le pourcentage des effectifs scolaires réguliers ou des enseignements formels et informels qu'elle a représentés et représente actuellement, autant de questions cernées dans cette thèse.

² Malcolm S. Adiseshiah, Il est temps de passer à l'action, le rôle de l'homme dans le développement: réflexions complémentaires pour les années soixante-dix, UNESCO, Paris, 1972, p. 141.

Nous avons inscrit notre démarche dans le cadre des projets de développement de l'éducation de l'UNESCO. Ceci nous amena à suivre, à l'UNESCO même, la démarche que voici: en un premier temps, regard rapide sur la situation qui prévalait en Asie au début des années soixante, cherchant à y cerner la place accordée à l'éducation de la femme à ce moment, de même que les besoins d'Asie en matière d'enseignement primaire. L'effort déployé par les Ministres d'éducation d'Asie et de la CEAEO pour assurer la mise en application de l'enseignement primaire obligatoire dans la région constituera un autre point important de la présente démarche.

Ceci nous amènera, par le biais de questions bien posées, à analyser les projets, méthodes et stratégies de développement de l'éducation proposés par l'UNESCO, du Plan de Karachi à 1976, pour l'éducation de base, le développement communautaire et l'alphabétisation fonctionnelle au Bangladesh. Non seulement, il y a eu élaboration d'un projet de réforme de l'éducation en Asie, mais à cause de l'optimisme trop élevé des hypothèses émises dans le Plan de Karachi, il y eut nécessité d'amendements et de contre-amendements de ce projet jusqu'en 1976.

Dans le second temps de notre thèse, nous analyserons la gamme des réformes et contre-réformes apportées au Modèle initial de l'Education pour l'Asie, cernant comment le Gouvernement de Karachi, dans sa Nouvelle Politique

éducative de 1969, proposa une tentative de solution à ces difficultés. L'UNESCO, pour sa part, en réponse à une demande expresse du Gouvernement du Pakistan, entreprit une étude en profondeur de la situation de l'éducation, proposant par la suite une stratégie plus réaliste de développement de l'éducation pour ce pays. Voilà autant de problèmes que nous traiterons dans cette thèse au sujet des stratégies de développement de l'UNESCO pour le Bangladesh et de leur impact sur l'éducation de la femme.

Dans notre analyse du développement de l'éducation au Bangladesh, nous cernerons la place qu'on y a faite à la femme. Cet aspect de la planification éducative constitue le point principal de notre démarche.

Le dernier temps de notre investigation se déroula au Bangladesh même, par une observation dans le milieu de la situation actuelle de l'enseignement scolaire et continu. Nous y avons regardé de plus près la place présentement réservée au relèvement de la fille et de la femme et les retombées réelles des stratégies de développement de l'UNESCO sur la situation actuelle de l'éducation au Bangladesh. Les stratégies du système scolaire du pays, aussi bien que les différents projets d'aide au développement firent l'objet de notre enquête. Après consultation des documents gouvernementaux pour l'analyse théorique des Plans quinquennal et annuels de développement, ceci nous amena à visiter

les grandes régions du pays pour une observation globale de la situation actuelle concrète, pratique, de l'éducation au Bangladesh.

Dans l'Annexe IA, nous présenterons un compte rendu de notre recherche au Bengale oriental en 1976, mettant en lumière les implications qu'y ont eues les stratégies de l'UNESCO sur la promotion de la femme bengalie. Notre démarche se terminera par l'élaboration de certaines propositions ou recommandations concrètes.

Nous traiterons le problème de l'éducation au Bengale oriental par le biais de la méthode historique, étayant tout le déroulement de notre thèse de questions-guides, plutôt que par la formulation d'hypothèses de recherche. Les avancées sur les stratégies l'UNESCO reposent sur l'analyse de documents et rapports de mission de cet organisme international. La démarche déterminant le choix de la documentation de l'UNESCO utilisée dans cette thèse se résume comme suit:

1. tentative de reconstitution du dossier de l'Education au Pakistan/Bangladesh et des stratégies de l'UNESCO pour ce pays, depuis les initiatives de l'organisme ayant conduit à la création du Plan de Karachi, jusqu'aux plus récents projets de réforme de l'Education pour ce pays;

2. sélection des documents d'éducation et rapports de mission de l'organisme traitant explicitement de la stratégie éducative au Pakistan/Bangladesh;

3. recherche des implications de ces documents d'éducation et rapports de mission pour l'éducation de la femme bengalie;

4. les rapports de mission et documents de l'UNESCO étant des documents premiers, non publiés, ils répondent aux exigences de la recherche historique.

Nous utiliserons, pour le compte rendu de notre observation sur le terrain, bien que cela s'avère difficile à cause de l'absence réelle de stratégies d'éducation dans ce pays, les politiques éducatives du Gouvernement de Dacca. Au Bangladesh, l'appareil de planification de l'éducation et les statistiques fiables demeurent encore, en dépit des projets de réformes proposés par l'UNESCO, à peu près inexistants. Nous avons tenté de pallier à cette difficulté en faisant appel à l'interview informel, afin de pallier par le témoignage verbal aux lacunes certaines de l'information écrite.

Voici pour le déroulement de notre thèse: elle débutera par une analyse de la situation qui a présidé à la création du Plan de Karachi, à son application et essai d'implantation au Pakistan. Ce chapitre couvrira la période historique de 1960 à 1970.

Nous donnerons ensuite un aperçu global de la stratégie éducative du Pakistan/Bangladesh de 1970 à 1973.

L'inventaire analytique de l'état de l'éducation dans ce pays effectué par l'UNESCO, à la demande du Pakistan même, ainsi que les propositions de cet organisme en vue d'assurer la réforme de l'éducation, seront traités dans le deuxième chapitre.

L'UNESCO compléta son enquête sur l'éducation au Pakistan par l'élaboration de stratégies éducatives pour ce pays, pour la même période historique. Ces nouvelles stratégies de l'UNESCO pour le Bangladesh, présentées en contre-partie de celles du Plan de Karachi et de la N.E.P., feront l'objet du troisième chapitre.

L'Annexe IA terminera notre démarche par un compte rendu de nos observations de recherche au Bangladesh au printemps/été 1976. Cela nous permettra d'exposer les suites qu'il fut jugé possible ou désirable par le Bangladesh, de donner au Plan de Karachi et aux projets de réforme de l'éducation formulés par l'UNESCO à l'intention de ce pays. Cette dernière partie de démarche pourrait, en soi, poser la question de départ d'autres recherches sur l'éducation au Bangladesh.

CHAPITRE PREMIER

PLAN DE KARACHI: 1960-1970

CHAPITRE PREMIER

PLAN DE KARACHI: 1960-1970

Ce premier chapitre de thèse projette un éclairage sur les faits et circonstances entourant la création du Modèle pour l'Asie, de même que les mises en applications des stratégies de ce Plan de développement de l'éducation au Pakistan-Bangladesh. Pour ce faire, nous présentons d'abord un bref historique de la situation générale de l'éducation, de 1947 à maintenant. Le rôle de l'ONU et de l'UNESCO dans l'éveil de la prise de conscience de l'acuité du problème éducatif en général, et de celui de l'éducation de la femme en Asie et, de ce fait, son influence directe dans la création du Modèle pour l'Asie constitue le deuxième point de ce chapitre. Les troisième, quatrième et cinquième temps analysent les faits et circonstances relatifs à la création du Plan, à son projet d'élaboration, ainsi que les détails du Plan. Nous cernons ensuite les implications de cette stratégie pour le Pakistan même. La CEAEO (Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient), formée des ministres de l'éducation et des finances des pays membres du Plan de Karachi, constitue l'organe officiel de mise en application et d'évaluation de cette stratégie. Une analyse des rapports de la CEAEO, suite aux Conférences de Tokyo 1962 et de Bangkok 1965, fait l'objet du dernier moment de cette démarche.

Le rapport de la Conférence de Bangkok 1965, faisant état du compte rendu du Ministre de l'Education du Pakistan sur la situation de l'éducation au Pakistan, ainsi que des faits saillants de la réforme éducative dans ce pays, nous procédons à une critique analytique de ce compte rendu. Toute cette démarche s'inscrit dans la première grande décennie de l'UNESCO pour le développement, aussi, tenons-nous compte des écrits du Directeur général adjoint de l'UNESCO dans ce sens.

1. Historique

Comme préambule à ce premier chapitre de thèse, situons historiquement le Bangladesh. N'ayant pris naissance qu'au moment des élections générales de 1971, il n'est pas, à proprement parler, de stratégie de développement de l'éducation pour ce pays qui ne soit conditionnée par sa réalité actuelle et, donc, par l'arrière-plan historique et stratégique qui a présidé à sa création et à celle de son système d'éducation. Or, pour traiter adéquatement de l'éducation de la femme au Bengale oriental, nous devons cerner cette réalité à travers trois grandes périodes historiques de développement.

La première s'étend de la partition du Pakistan d'avec l'Inde jusqu'à la création du Plan de Karachi, soit de 1947 à 1962. Il s'agit de la phase antérieure ou préparatoire à la création du Plan. L'ONU y joue un rôle

prépondérant dans l'éveil de la prise de conscience de l'urgence d'éduquer et de promouvoir l'éducation pour tous, garçons et filles, hommes et femmes. A l'action de l'ONU est redevable aussi l'éveil de la prise de conscience de la place accordée à l'éducation de la femme en Asie avant la création du Plan, voire de l'urgence de planifier l'éducation de manière à la rendre accessible à tous.

La deuxième phase du développement de l'Education au Pakistan s'étend de 1962 à 1969. Elle correspond à la première grande décennie de l'UNESCO pour le développement. C'est aussi la période de la création du Modèle asiatique. Ce Modèle, tel que conçu par la Réunion des Ministres d'Education d'Asie rassemblés sous les auspices de l'UNESCO, ne pourra, comme tel, à cause de l'ampleur de ses implications, présenter une stratégie adéquate, équilibrée et totalement acceptable de développement de l'éducation en Asie. Il devra, pour arriver à présenter une stratégie réaliste et non menaçante pour l'équilibre du pays, subir plusieurs modifications.

Les amendements au Modèle pour l'Asie, proposés par l'UNESCO et les Ministres de l'Education d'Asie et de la CEAEQ, constituent le troisième pôle du développement de l'éducation au Bangladesh. Toute une gamme de réformes accompagna la mise en application du Modèle. Ce ne sont là que les étapes préliminaires à un début de planification de

l'éducation au Pakistan-Bangladesh par les Bengalis eux-mêmes.

L'étude des stratégies de développement de l'éducation proposées par l'UNESCO pour le Bangladesh présente une difficulté dès le point de départ. Etant donné la jeunesse du Bangladesh, ce pays n'a fait sa demande d'admission à l'UNESCO qu'en septembre 1972 et y a été admis en octobre de la même année³, nous ne pouvons effectivement parler de stratégies de développement de l'éducation pour ce pays. Il n'existe, pour le Bangladesh, que quelques rapports de missions d'experts de l'UNESCO. Ces rapports s'inscrivent dans la ligne des stratégies de développement antérieurement proposées pour ce pays alors qu'il constituait l'aile orientale du Pakistan et ne supposent pas de rupture totale avec le passé, ni de recommencement "tabula rasa". Ils assument, bien au contraire, tout ce qui a constitué le passé historique du Bengale oriental et proposent une continuation adaptée des efforts antérieurs de développement. Les experts y parlent, bien entendu, de reconstruction du pays, cela à cause des dommages de la guerre d'indépendance, mais non de recommencement total. La planification de l'enseignement prévue

³ UNESCO, Actes de la Conférence générale, Dix-septième session, Paris, 17 octobre-21 novembre 1972, Volume 1, Résolutions et Recommandations, Unesco, Paris, 1973, p. 15. Annexe I-B.

par les Ministres de l'Education de l'Asie, de 1960 à maintenant, vaut pour le Bangladesh. Les projets actuels de développement de l'éducation, pour ce pays, s'inscrivent dans cette ligne de pensée. C'est aussi, dans cette même perspective, que nous centrons notre analyse de la stratégie éducative pour le Bangladesh sur les grands projets de l'ONU pour ce pays, en supposant, nous aussi, la non rupture avec le passé et l'interdépendance des différentes périodes de développement au Pakistan d'alors et au Bangladesh d'aujourd'hui.

2. Situation de l'enseignement en Asie avant le Plan de Karachi

Si nous voulons établir sur des bases solides les idées et implications du Modèle de développement de l'éducation pour l'Asie, mieux connu sous le nom de Plan de Karachi, il nous faut examiner attentivement la situation de l'éducation en Asie au moment de la naissance d'une telle stratégie. Qu'est-ce qui a amené les Ministres de l'Education des Etats Membres de l'Asie à prendre l'initiative de développer un Plan général commun de planification de l'enseignement pour l'Asie? Quels concepts et quelles initiatives y a-t-il à la base de ce Plan? Autant de questions auxquelles il importe de s'intéresser si l'on veut saisir l'évolution de l'éducation au Bangladesh.

Bien que l'on parle de planification générale de l'enseignement en Asie, dès 1961, le projet officiel appelé Plan ou Modèle⁴ de développement de l'éducation n'a été publié qu'en 1966, pour ce qui est de l'édition anglaise. Quant à l'édition française du même Plan, elle ne vit le jour qu'en 1967⁵.

Il s'est donc passé un laps de temps considérable entre l'idée initiale d'un projet commun de développement de l'éducation pour l'Asie et la prise de résolutions concertées et publiques de s'attaquer au problème et de mettre au service de la résolution de ce problème tous les efforts qui s'imposent. Il en va de même pour les prises de décisions quant au problème des droits de la femme à l'éducation. Depuis des années, on "parle" des droits de la femme. Ceci découlait de la Charte des Droits de l'Homme.

Dès 1960, la Commission de la Condition de la Femme, du Conseil Economique et Social des Nations Unies, dans sa Quatorzième session générale, mettait à l'ordre du jour de ses rencontres le grave problème de l'éducation de la femme. Quarante-neuf Etats Membres des Nations Unies y envoyèrent

⁴ Modèle de développement de l'éducation, Perspective pour l'Asie, 1965-1980, Unesco, Paris, 1967.

⁵ An Asian Model of Educational Development, Perspective for 1965-1980, Unesco, Paris, 1966.

des rapports à la demande de l'UNESCO, afin de préparer cette Quatorzième session générale. Il est à remarquer que le Pakistan, bien que faisant alors partie de l'UNESCO et des Nations Unies, n'a rien envoyé. Or, on sait quels graves problèmes existent dans ce pays au chapitre de l'éducation de la femme. Au terme de cette Quatorzième session générale, la Commission de la Femme faisait une recommandation majeure au sujet des droits de la femme à l'éducation, recommandation qui, par sa nature même, contribua à améliorer la destinée de millions de femmes à travers le monde et, de là, en Asie même, où cette condition était tellement en souffrance⁶. On trouvera en (Annexe I) le texte de cette déclaration.

Cette prise de position du Conseil Economique et Social des Nations Unies, aussi vague et générale que nous semble sa recommandation 771(XXX), eut quand même l'heureux effet de sensibiliser le monde au grave problème de l'éducation pour tous, et donc au problème de l'éducation de la femme. Mais il faut noter sous quelle rubrique on rangea l'éducation des filles dans le Plan pour l'organisation de l'enseignement primaire obligatoire dans la région, connu sous le

⁶ Unesco/ED/182, Accès des femmes et des jeunes filles à l'éducation extraordinaire, 60-00891, Nations Unies, Conseil Economique et Social de la Condition de la Femme, Quatorzième session, Point 7 de l'ordre du jour provisoire, E/CN.6/1361, 14 juin 1960, Annexe 3, p. 1, Recommandation.

titre de: Etude et document d'éducation no. 41⁷. On reconnaissait qu'il y avait là un problème, mais en le qualifiant de problème particulier, au même titre que l'enfance exceptionnelle, la déficience mentale, les nomades. C'est dire à quel point on y était encore loin, à cause des contingences de l'histoire et de la mentalité en place, à l'époque, de l'égalité d'accès pour tous à ce droit inaliénable qu'est l'éducation. Voici le problème tel que présenté dans le document:

Eléments qui n'ont pas été pris en considération: Il n'a pas été tenu compte, dans les évaluations ci-dessus, de problèmes spéciaux tels que l'éducation des déficients, l'éducation des filles, ou l'éducation des populations nomades ou tribales. Le premier de ces problèmes se pose dans tous les pays; les deux autres revêtent de l'importance dans certaines parties de la région. On espère qu'au moment de l'élaboration des plans nationaux, chaque Etat membre prévoira, en plus des sommes qu'exigera l'exécution des points du programme que nous avons analysé, des crédits suffisants pour résoudre ces problèmes spéciaux.⁸

Cela est révélateur de la mentalité courante dans certains pays, face à l'éducation des filles. Or, c'est dans cette région d'Asie que se trouve le gros du bloc Islamique. Là s'explique cette attitude et le souhait que, dans leurs plans

⁷ Unesco, Etudes et documents d'éducation no. 41, Les besoins d'Asie en matière d'enseignement primaire, Plan pour l'organisation de l'enseignement primaire dans la région, Unesco, Paris, 1961.

⁸ Unesco, Etudes et documents d'éducation no. 41, op. cit., p. 30.

nationaux, les gouvernements particuliers prendront les initiatives qui s'imposent. Chaque gouvernement restait donc libre de traiter ce problème comme il l'entendait et d'y attribuer les sommes qu'il jugeait appropriées. Le Plan, pour l'organisation de l'enseignement primaire obligatoire dans la région, bien qu'il représente un bon effort de conscientisation, exerça cependant une faible influence au chapitre de l'éducation de la femme. Il eut le mérite d'un début de prise de conscience dans la région concernée, sans parler des recommandations énergiques à ce sujet formulées par le Conseil Economique et Social des Nations Unies auprès de l'UNESCO⁹ (cf. Annexe II).

Il est à remarquer que, dès 1961, l'UNESCO proposait qu'au chapitre de l'éducation des filles, l'Etat, incapable de pourvoir lui-même à toutes les ressources nécessaires pour combler le large retard constaté dans ce domaine, fasse appel, pour compléter ses ressources et ses moyens matériels et humains, aux organisations bénévoles et aux services d'organisations féminines. Il y a, dans le domaine de l'éducation des filles, place pour des engagements féminins volontaires et bénévoles. Il ne suffit pas, dans ce domaine, d'attendre l'initiative de gouvernements parfois assez peu favorables à

⁹ Unesco, Etudes et documents d'éducation no. 41, op. cit., p. 57. Annexe II.

l'émancipation de leurs femmes. Il faut prendre des initiatives créatrices, susciter les agirs et offrir d'unir ses efforts à ceux des organismes gouvernementaux en place. Il ne suffit pas d'attendre que l'Etat prenne les initiatives, alors qu'il n'est pas encore sensibilisé, il faut le précéder et lorsque, enfin, celui-ci prend des décisions, entrer généreusement dans ses projets dans le domaine, comme si l'initiative venait de lui. C'est là le rôle du précurseur, de l'éclaireur discret.

Une initiative, une prise de conscience en appelle une autre, comme un pas en avant en suppose un second. C'est ainsi que, dès le début de 1962, on remarquait déjà une évolution considérable au niveau de la prise de conscience de l'urgence de la planification de l'éducation. Les observations et recommandations devenaient plus précises, voire même plus pressantes à ce sujet. C'est là un peu la mentalité des hauts fonctionnaires des Etats Membres d'Asie, réunis à la Nouvelle Delhi, pour la planification de l'éducation. Le Colloque Régional de New Delhi sur la

Planification Générale de l'enseignement avait un double but:

...(1) faciliter les échanges de vues, d'idées et d'expériences entre les hauts fonctionnaires des divers Etats membres d'Asie, au sujet de la planification générale de l'enseignement considéré dans ses rapports avec le développement économique et social, afin que ces hauts fonctionnaires puissent tirer parti, dans l'élaboration et l'exécution des plans d'enseignement de leurs pays respectifs, des connaissances acquises dans d'autres pays, (2) d'étudier les divers aspects de la planification générale de l'enseignement; et tirer de cet examen des conclusions de nature concrète et pratique, propres à orienter l'action exercée au double échelon national et international.¹⁰

On remarque un progrès net de la pensée quant à la volonté de libre mise en commun des expériences de chaque pays pour le bienfait et l'utilisation de tous les pays participants. Il est aussi à noter que les Etats Membres réunis y parlaient de "conclusions de nature concrète orientées vers l'action" et non purement théoriques. Un autre point: l'aspect planification de l'éducation dans ses rapports avec le développement économique et social; variable nouvelle, positive, que l'on remarquera désormais dans tous les documents de planification de l'éducation. On devenait de plus en plus pratique, concret et soucieux de l'apport de l'éducation dans le développement économique du pays.

¹⁰ Unesco, ED/194, La Planification de l'Enseignement en Asie, Compte rendu du Colloque Régional sur la Planification Générale de l'Enseignement, New Delhi, 29 janvier-23 février 1962, Distribution générale, Paris, août 1962, p. 8.

La planification de l'éducation en Asie faisait face cependant à certaines difficultés, certains obstacles majeurs, dont la croissance galopante du taux de natalité et les préjugés sociaux:

Les participants ont estimé qu'en Asie, la planification de l'enseignement doit tenir compte de plusieurs facteurs particuliers: 1) ... forte population qui, de plus en plus, croît très rapidement; 3) ... préjugés sociaux, notamment vis-à-vis de l'éducation des filles et du travail manuel.¹¹

En plus des progrès ci-haut mentionnés au chapitre de la planification de l'Enseignement, à savoir: volonté de partage des expériences, planification de l'enseignement en fonction des besoins sociaux-économiques des pays, et mise à jour de certains préjugés de nature à retarder le progrès, tels le manque d'amour du travail et les réticences sociales face à l'éducation des filles, la Conférence soulevait deux ordres d'urgence à ce chapitre: celui de l'éducation des filles et des adultes. C'était là une évolution nette de la prise de conscience et une résolution ferme de vraiment aller de l'avant, dénonçant le mal tel qu'il se manifeste dans la région.

¹¹ Unesco, ED/194, La Planification de l'Enseignement en Asie, op. cit., p. 3.

Voici pour ces deux ordres d'urgence:

De l'avis des participants, l'éducation des adultes devrait venir, par ordre de priorité, aussitôt après l'enseignement primaire, étant donné la situation où se trouve la région considérée. En effet, le pourcentage d'illettrés est élevé parmi les adultes; et ceux-ci n'ont généralement pas conscience des progrès scientifiques et techniques du monde. Leur civisme laisse beaucoup à désirer, des principes de l'hygiène, des méthodes industrielles modernes, ils ne savent à peu près rien; enfin, ils sont souvent attachés à la tradition et hostiles à tout changement. Dans quelque secteur que ce soit, aucune transformation ne sera possible, à quelque égard que ce soit, tant que la masse des adultes n'éprouvera pas avec force le besoin d'améliorer ses conditions d'existence, et tant qu'on ne lui inculquera pas les techniques et le sens des valeurs qu'exige la création d'un ordre social nouveau. Un vaste effort d'éducation des adultes répondant à ces principes est évidemment d'une extrême urgence, et indispensable au succès de tout programme d'universalisation de l'enseignement primaire.¹²

Quelle que soit la vigueur du style employé dans la déclaration de cet ordre d'urgence, il ne suffit pas de le dire seulement. Une action immédiate et coordonnée de toutes les forces s'imposait immédiatement pour atteindre la masse des adultes. Or, il n'est que de remarquer le style utilisé dans le texte pour constater qu'il n'y avait pas encore à ce moment résolution ferme de s'attaquer à ce problème dès maintenant. La déclaration, en effet, n'utilise pas le présent mais bien le conditionnel présent, indiquant par là une détermination lointaine de prendre, dans un futur indéterminé, et non immédiatement, les initiatives qui s'imposent. Les

¹² Unesco, ED/194, op. cit., p. 8.

adultes illettrés ne peuvent d'eux-mêmes éprouver le désir de prendre les initiatives efficaces susceptibles d'améliorer leur condition. Attendre cela d'eux, n'était-ce pas attendre l'impossible. La simple prise de conscience d'un ordre social à améliorer suppose comme préalable une certaine sensibilisation, une certaine lumière sur sa situation; en définitive, cela suppose une initiation ou éducation de base, pré-requis à établir de toute urgence.

On était donc conscient d'un besoin. On était aussi convaincu qu'il fallait faire quelque chose pour enrayer le mal. On allait même jusqu'à dire que c'était d'une extrême urgence et indispensable au succès de tout programme d'universalisation de l'enseignement primaire. Mais le texte ne dit rien des résolutions et stratégies pratiques que cette urgence de s'attaquer au mal de l'analphabétisme suggéra à ces hauts fonctionnaires. C'est là qu'on retombe dans le pur théorique; comme s'il suffisait de mettre le doigt sur le mal pour qu'automatiquement il soit enrayé.

Quant à l'urgence de l'éducation des filles et de la femme, même lucidité. On semblait y reconnaître aussi toute l'importance de la vocation de la femme: mère et éducatrice.

Voici pour l'invitation faite aux Etats Membres de considérer ce problème:

L'éducation des filles est de la plus haute importance, non seulement parce que les femmes constituent la moitié de la population, mais aussi parce que l'instruction d'une femme équivaut à l'instruction de toute une famille (contrairement à celle d'un homme, qui ne déborde guère le cadre individuel). Il y a en Asie plusieurs pays où l'éducation des femmes n'a pas pris l'ampleur souhaitable, et se heurte à des préjugés traditionnels. Il importe donc de souligner l'importance de l'éducation des filles, et l'un des objectifs de la planification de l'enseignement, dans le proche avenir, devrait être de combler le fossé qui existe actuellement entre l'éducation des filles et celle des garçons; notamment au premier et au second degré. Il faudrait également veiller à donner à l'enseignement et aux programmes un contenu qui réponde aux besoins des femmes, et à accroître l'effectif du personnel enseignant féminin, afin d'attirer un plus grand nombre de filles à l'école.¹³

Là encore, au chapitre de l'éducation des filles, bien que l'on ait eu une claire vision de l'égalité à établir et de l'importante vocation sociale et familiale de la femme, on demeura vague lorsqu'il s'agit de l'adoption de résolutions propres à susciter des engagements concrets. Il est à noter que l'on emprunta encore à ce sujet le même style conditionnel: ce "il faudrait", lequel indique un souhait que la chose se fasse; plutôt que le "il faut", indice d'une décision ferme et immédiate.

Quelle planification s'imposait dans l'immédiat et de quelle manière le groupe des Ministres de l'Education réunis à la Nouvelle Delhi entendait-il remédier à ce problème?

¹³ Unesco, ED/194, op. cit., p. 9.

Rien de précis dans le texte. Il s'agissait de faits soulignés et d'un espoir certain, quoique un peu vague encore, que chaque pays allait inventer, en considérant ses propres problèmes dans le domaine, la planification appropriée. Ce n'est certes pas la fonction de réunions générales, de prendre des décisions en se substituant aux gouvernements particuliers. Mais elles ont quand même parfois le mérite de suggérer des initiatives, d'orienter la pensée; aussi peu évident que cela puisse paraître.

Or, il est à noter que, dès octobre 1962, donc deux mois seulement après le Colloque Régional sur la Planification Générale de l'Enseignement tenu à la Nouvelle Delhi, l'UNESCO entreprit une vaste étude comparée englobant quarante-vingt-cinq pays, sur l'accès des jeunes filles à l'enseignement primaire. Cette étude comparative eut le mérite incontestable de dresser un tableau clair de la proportion des effectifs scolaires féminins au niveau primaire. Voici, comme indicatif de la situation à l'époque, un tableau¹⁴ et un diagramme¹⁵ préparés par l'UNESCO (cf. Annexes III et IV).

14 Unesco, ED/195, Etude comparée sur l'accès des jeunes filles à l'enseignement primaire, Organisation des Nations Unies pour l'Education, La Science et la Culture, Distribution générale, Paris, 2 octobre 1962, p. 12. Annexe III.

15 Unesco, ED/195, op. cit., p. 13. Annexe IV.

Ils se passent de commentaire. On y remarque, cependant, l'acuité du problème au Pakistan.

C'est dire quels efforts il allait falloir fournir dans ce pays pour normaliser la situation. Il convient de noter que Bangladesh et Pakistan oriental constituent une seule et même réalité sous un nom différent. On s'y trouve en plein bloc islamique; 125 millions d'habitants pour tout le Pakistan de l'époque, et au-delà de 78 millions pour l'actuel Bangladesh. Pour en arriver concrètement et de façon durable à une amélioration de la situation de la femme, un changement radical des attitudes et des mentalités face à l'égalité d'accès des filles à l'éducation s'imposait. Ce n'est cependant pas là la mission de l'UNESCO de se substituer aux pays concernés, pas plus qu'elle ne peut forcer les initiatives et les prises de décisions locales. Cet organisme mondial peut et doit toutefois, par ses efforts de réflexion et par les recommandations qu'il propose au vote des pays membres de l'organisation, favoriser certaines prises de conscience mondiales et, par le fait même, hâter la grande marche du progrès des peuples. On se réfère ici, au chapitre de l'accès des jeunes filles et des femmes à l'enseignement primaire, aux recommandations que fit cet organisme afin de hâter l'effort mondial d'éducation de la femme¹⁶ (cf. Annexe V).

16 Unesco, ED3195, op. cit., p. 46. Annexe V.

3. Création du Plan

La décision de tous les Ministres d'Education d'Asie de joindre leurs efforts pour la conceptualisation et le lancement officiel d'une planification générale d'ensemble pour le développement de l'enseignement primaire obligatoire et gratuit est redevable aux prises de position et recommandations claires et précises de "l'Etude et document d'éducation no. 41", sur "Les besoins de l'Asie en matière d'enseignement primaire"¹⁷. On trouve, en effet, dans les recommandations de ce document, tous les éléments-clés militant concrètement en faveur de l'accès des filles à l'enseignement. Nous pourrions résumer ces éléments-clés de la façon suivante:

- 1) sensibilisation des esprits à ce grave problème;
- 2) prise de conscience de la nécessité de sécuriser les mentalités en associant concrètement les femmes à l'éducation des filles;
- 3) encouragement de la scolarisation des filles par tous les moyens matériels et psychologiques appropriés;
- 4) et, enfin, prise de conscience de la nécessité de voir à s'assurer de l'adaptation de l'institution éducative aux besoins féminins en y

17 Unesco, Etudes et document d'éducation no. 41,
op. cit.

favorisant la présence de femmes au niveau de la planification et de la prise de décisions. Conscients aussi de l'importance de la présence d'un personnel enseignant féminin pour rassurer les esprits hésitants à confier leurs filles à l'institution éducative, les auteurs du document proposèrent des mesures d'urgence efficaces pour la formation d'un personnel enseignant féminin. Et c'est là encore que, conformément à ce document, les organisations féminines et les organisations bénévoles auraient pu trouver leur raison d'être et un champ d'action privilégié dans l'éducation de la femme.

a) Nature ou définition.-Le Colloque Régional de New Delhi, sur la planification générale de l'Enseignement en Asie, constitue le deuxième pilier du Plan.

En effet, on peut définir le Plan de Karachi comme le résultat concret du double objectif que s'étaient fixé les membres de ce colloque, à savoir: échange de points de vue et d'expériences, et étude de divers aspects de la planification générale de l'enseignement, pour en arriver à des propositions concrètes et pratiques de nature à orienter l'action exercée à l'échelon national et international.

Voici pour la définition et les objectifs du Plan:

Le modèle doit correspondre aux besoins éducatifs, sociaux et économiques qui apparaîtront au cours du développement. Mais il ne représente pas une "structure modèle": les systèmes nationaux, modelés par les besoins et les conditions propres à chaque pays seront nécessairement différents. Il devrait néanmoins permettre de déterminer les principales données du problème qui se poseront aux divers stades du développement de l'éducation pour chaque groupe de pays dont les effectifs se répartissent différemment entre degré et type d'enseignement et les conséquences de toute modification qui serait envisagée.¹⁸

Le Plan de Karachi venait donc proposer un modèle de stratégies de développement de l'éducation pour l'ensemble de l'Asie, mais il ne se voulait pas comme "le modèle unique".

Il ne s'agissait là que d'un canevas ou aide dont allaient pouvoir s'inspirer les Ministres des pays d'Asie membres de l'UNESCO, pour leur propre planification de l'éducation dans leurs pays respectifs.

b) Hypothèse.-Un autre élément qu'il importe de souligner, dès le point de départ, au sujet du Modèle Asia-tique de développement, car c'est là l'hypothèse sur laquelle il repose: l'idée de l'égalité entre garçons et filles.

¹⁸ Unesco, Ed.66/D.33/F., Modèle de développement de l'éducation, Perspectives pour l'Asie (1965-1980), Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, Paris, 1967, p. 43.

C'est le fondement de tout le modèle de développement.

Cette structure se fonde sur l'hypothèse suivante: Des chances égales seraient offertes aux jeunes filles, dans tous les types d'enseignement et à tous les degrés en général; dans l'enseignement technique et professionnel notamment, les moyens mis à la disposition des femmes et des jeunes filles auraient la même ampleur que ceux offerts aux hommes.¹⁹

C'était là une situation hypothétique très réjouissante pour la promotion de la femme, situation qui, pour s'effectuer, allait cependant exiger un renversement total des mentalités et des structures existantes.

Là encore, comme le propose l'UNESCO dans la recommandation 884(XXXIV)111, "les organisations non gouvernementales féminines 'devraient' offrir leur concours sans réserve en vue du développement de l'enseignement, notamment afin d'utiliser, dans la mesure où ce sera nécessaire et opportun, une aide bénévole et des moyens locaux"²⁰. La réussite d'une performance aussi radicale et aussi vaste que celle proposée dans l'hypothèse du Plan est impossible si on la laisse aux seuls gouvernements, avec les seuls moyens locaux en place. Il y a là place privilégiée pour une coopération internationale féminine. Il y a là aussi, on ne saurait mieux, travail tout désigné.

¹⁹ Unesco, ED.66/D.33/F., op. cit., p. 45.

²⁰ Unesco, ED/195, Etude comparée sur l'accès des jeunes filles et des femmes à l'enseignement primaire, op. cit., p. 46.

c) Durée.-La portée de la planification s'étend sur une période de vingt ans et devrait, selon les objectifs fixés, s'effectuer de la façon suivante:

Le Plan de Karachi concerne essentiellement l'instauration d'un enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous les enfants des pays d'Asie dans un délai de 20 ans (1960-1980). Il propose de développer l'enseignement de telle sorte que, d'ici 1980, toute personne d'âge scolaire fasse au moins 7 années d'études. En bref, il vise à étendre l'enseignement primaire, qui en 1960 touchait 8,4% de la population de la région, de manière qu'il atteigne pour 1980 les 20% de la population qui seront d'âge scolaire.²¹

Quant à l'élaboration du Plan et à son adoption officielle, elle date de 1960 déjà:

(...) à l'issue d'une réunion régionale de représentants des Etats membres d'Asie, réunion consacrée à l'enseignement primaire obligatoire et tenue à Karachi du 28 décembre 1959 au 9 janvier 1960.²²

4. Projet d'élaboration

Pour ce qui est du Plan de Karachi, nous avons choisi de ne pas nous arrêter à l'analyse du modèle statistique comme tel. Nous nous limitons à l'utilisation de certains

²¹ Unesco, ED/192, Rapport de la réunion des ministres de l'éducation des Etats Membres d'Asie qui participent au Plan de Karachi, Tokyo 2-11 avril 1962, Rapport final, Nations Unies, Commission Economique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Bureau Régional de l'Unesco pour l'Education en Asie, Bangkok, p. 71.

²² Unesco, ED/192, op. cit., p. 71.

tableaux statistiques puisés dans la documentation consultée, susceptibles de mieux étayer notre exposé. Notre propos a pour objectif d'essayer d'éclairer les implications philosophiques, pratiques et factuelles du Modèle pour l'Asie, de façon globale plutôt qu'en nous arrêtant au détail de l'analyse statistique. Nous centrons notre attention sur les conclusions souhaitées dans le Modèle, de même que sur les implications globales des propositions et leur exécution dans le pays de notre choix.

Le Modèle pour l'Asie propose la quantification méthodologique à l'aide d'un système simplifié de calcul statistique, afin de fournir aux principaux agents de la planification, un instrument adéquat susceptible de faciliter leur tâche, et donc de libérer les planificateurs pour des tâches plus urgentes de planification, donc pour un travail plus urgent et plus difficile.

Voyons, dans le Modèle, pour la définition de ces objectifs:

Le présent document a un triple objectif: tout d'abord, on s'y efforce de représenter quantitativement les perspectives du développement de l'éducation en Asie jusqu'en 1980 en tenant compte de la situation passée et de la situation actuelle. En second lieu, il a été conçu pour illustrer les corrélations de certains des principaux facteurs du développement de l'éducation et pour montrer quelle idée on peut s'en faire dans diverses combinaisons. Enfin il vise à mettre en relief certaines conséquences importantes pour le développement de l'éducation qui deviennent évidentes lorsqu'on étudie systématiquement et quantitativement des données déterminées, comme on l'a fait dans le modèle.²³

23 Unesco, ED.66/D/F., op. cit., p. 9.

Pour ce qui a trait au rôle des planificateurs, le Modèle pour l'Asie s'exprime comme suit:

La quantification méthodologique d'une série d'hypothèses et d'éléments relatifs à l'éducation ne prétend pas remplacer la planification de l'éducation, le modèle étant un instrument mis à la disposition des planificateurs pour leur permettre de se consacrer à des activités plus créatrices, à savoir l'analyse et la révision de leurs premières hypothèses à la lumière des résultats des calculs.²⁴

On peut, peut-être, entretenir certains doutes quant à la valeur effective d'un Modèle de développement de l'éducation qui traite de planification de l'enseignement pour tant de pays concernés. Il y a, en effet, en Asie, autant de divergences qu'il y a de régions et de pays. On peut parler de continent asiatique mais ce continent présente toute une mosaïque de particularités et de caractères spécifiques. Quelles que soient ces caractéristiques, propres à chaque pays du groupe asiatique, il s'y trouve cependant certains traits communs à tous les pays concernés, ou du moins à tout le continent. On pourrait résumer ces traits communs à l'Asie de la façon suivante:

- 1) difficulté de planification à cause de la très forte densité de population;
- 2) population très jeune;

²⁴ Unesco, ED/66/D/F., op. cit., p. 10.

- 3) taux très élevé d'analphabétisme, grossi par le pourcentage encore plus élevé
- 4) d'analphabétisme parmi la population féminine.
- 5) A cela s'ajoute le phénomène rural, l'Asie constituant un bloc rural fourmillant, dont la population s'accroît à un rythme galopant.

Voici les estimations de l'ONU quant à la dimension croissante de ce problème:

L'Organisation des Nations Unies a calculé le chiffre énorme qu'atteindra la population des pays d'Asie, à moins que la fécondité ne régresse immédiatement et très sensiblement. Les projections utilisées plus loin montrent que la population globale de la région passera probablement de 824 millions en 1962 à 1 milliard 370 millions en 1980. L'accroissement annuel serait de 2,6% entre 1960 et 1970 et ne fléchirait que légèrement (2,57%) à partir de 1970. Il est certain qu'un taux élevé d'expansion démographique et ses conséquences économiques sont appelées à avoir de fortes répercussions sur le développement de l'éducation. Mais l'éducation, notamment celle des adultes, peut contribuer dans une mesure tout aussi importante à limiter l'expansion démographique. On n'a pas encore déterminé avec précision les relations qui existent entre le développement de l'éducation et la planification familiale, mais il est vraisemblable que l'éducation, en particulier celle des filles et des femmes, peut contribuer largement à créer les conditions nécessaires pour freiner l'accroissement démographique.²⁵

Voilà un labyrinthe où tous les chemins finissent par se rencontrer ou conduire au même point, bien que par des voies différentes. C'est donc que tout se tient dans le

25 Unesco, ED/66/D/F., op. cit., pp. 12-13.

vaste problème de l'éducation. Il demeure difficile, voire même impossible, de s'attaquer à toutes les variables en même temps. Il semble bien, cependant, que si l'on réussit à élever considérablement le niveau d'éducation d'un pays, les problèmes économiques diminuent automatiquement. L'éducation permet également une espérance de solution au problème de la surpopulation. Par contre, l'éducation primaire générale telle que préconisée dans ce Rapport ne peut s'effectuer sans que l'économie de la nation s'en ressente fortement. Il y a donc lieu de décider des urgences et, une fois ces priorités établies, prendre les moyens ultimes pour y arriver. Or, il apparaît que le Modèle pour l'Asie ait considéré toutes les urgences aussi urgentes les unes que les autres; et donc, pour trouver une solution efficace, il aurait fallu s'attaquer à toutes ces urgences en même temps, cela du fait de leur interrelation.

Quelle était donc la solution à préconiser, celle qui allait permettre une atténuation de tous les problèmes soulignés ou non, celle qui allait pouvoir assurer une vie meilleure à toute l'Asie et, dans le présent cas, à tout le Bangladesh. Le Modèle proposa fortement, comme solution ou objectif à atteindre pour remédier à tous ces maux, l'éducation primaire obligatoire pour tous, d'ici 1980. Dans la perspective du Plan, cette éducation devait s'étendre à tous: enfants et adultes, hommes et femmes, par le moyen de

l'instruction scolaire et de l'éducation des adultes. Or, dans la conjoncture en place à ce moment, cela ne pouvait s'effectuer sans d'énormes difficultés. En effet:

Dans l'ensemble de l'Asie, la répartition des moyens d'enseignement est très inégale, reflétant le déséquilibre entre différentes régions d'un même pays et entre les villes et les campagnes; entre autre, dans de nombreux pays, de vastes groupes de la population scolarisable sont en fait exclus de l'école par la misère et son cortège de maux: mauvais état de santé et déficiences alimentaires, impossibilité d'acheter les vêtements et les fournitures scolaires, emploi généralisé de la main d'oeuvre enfantine, désorganisation croissante de la famille, favorisée par la migration intérieure et, d'une façon générale, conditions défavorables à la maison, enfin, dans certains pays, on s'oppose traditionnellement à l'éducation des filles et des femmes. On constate un déséquilibre analogue en ce qui concerne l'éducation des adultes. (...) Les femmes sont encore plus désavantagées que les hommes à cet égard. Les responsabilités familiales, les interdictions sociales, le manque de moyens d'enseignement créent en fait une discrimination à leur égard et les 300 millions d'adultes illettrés que comptaient l'Asie et l'Océanie en 1962 comprenaient plus de 61% de femmes âgées de 15 à 44 ans.²⁶

Si donc l'analphabétisme se rencontrait surtout dans la population féminine, et c'est là un fait, il aurait fallu plus qu'un Modèle général d'éducation pour obvier au problème. Puisque la racine du mal résidait dans la structure même de la vie asiatique, il aurait fallu plus qu'un Modèle général d'éducation pour remuer l'immobilisme quasi inné et les traditions séculaires à ce sujet. Or, le Modèle péchait

²⁶ Unesco, ED/66/D/F., op. cit., p. 18.

justement de ce côté. Un problème d'une telle profondeur, ancré dans le coeur de la vie et de la religion asiatique même, du moins pour les régions à dominante musulmane, aurait demandé une détermination de tous et par tous les moyens, et cela sans tarder. Se contenter de dire "il faudrait" lorsqu'il s'agissait d'éducation des filles ne pouvait rien changer à la situation en place, le problème quantitatif et la cause de l'analphabétisme résidant là.

5. Détail du Plan

Nous traiterons, à ce stade de notre recherche, des dimensions que prenait le problème de l'éducation des filles et des femmes pour les trois groupes A, B et C de l'Asie, tels que classés dans le Plan. Qu'il suffise de préciser que la division de l'Asie en groupes A, B et C servait uniquement de moyen de classification pour raison de travail et d'illustration, ces groupes étant basés sur la possibilité d'atteindre ou non l'objectif fixé au moment souhaité, à savoir en 1980.

Or, il appert que:

Le niveau de l'effectif scolaire que chaque pays atteindra vraisemblablement en 1980 sera fonction du niveau actuel, de la politique définie dans le plan national et de divers autres facteurs: recrutement du personnel enseignant, matériel d'enseignement, etc. D'après la date à laquelle ils parviendront probablement à porter à un minimum de 7 ans la durée de la scolarisation obligatoire pour tous, les pays de la région peuvent être répartis en trois groupes, à savoir:

A: Pays qui n'atteindront probablement cet objectif qu'après 1980.

B: Pays qui l'atteindront probablement vers 1980.

C: Pays qui l'auront atteint probablement avant 1980.

Groupe A: Afghanistan, Laos, Népal.

Groupe B: Birmanie, Cambodge, Inde, Indonésie, Iran, Mongolie, Pakistan, République du Viet-Nam.

Groupe C: Ceylan, République de Chine, République de Corée, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande.²⁷

C'est au groupe B que se rattache le Bangladesh.

Il faut donc cerner, à la lumière du Modèle pour l'Asie, quelle dimension prend le problème de l'éducation de la femme dans ce groupe, nous souvenant de l'objectif premier qu'on s'était fixé dans le Plan, à savoir: accès de tous à l'éducation primaire en 1980, cela fondé sur l'hypothèse de l'égalité fondamentale des chances entre garçons et filles, à tous les niveaux. Or, pour ce qui est de la scolarisation

²⁷ Unesco, ED/66/D/F., op. cit., p. 42.

des filles, voici où en étaient l'Inde et le Pakistan au moment de cette prise de décision:

L'institution de l'obligation scolaire est l'un des principaux objectifs de presque tous les pays d'Asie. [...] Au Pakistan, l'esquisse du troisième plan prévoit qu'en 1970, 70% des enfants d'âge correspondant aux cinq premières années d'études seront scolarisés. Tous les enfants devant faire, en 1985, 8 années d'études primaires. Dans cette même esquisse, on fait remarquer qu'"il est plus important de garder les enfants à l'école que d'augmenter les effectifs de la première année, autrement dit de faire en sorte que les effectifs de la cinquième année représentent 50% du groupe d'âge correspondant, au lieu de 20% comme c'est le cas actuellement". (...) Le plan pakistanais attire formellement l'attention sur ce problème "qui procède d'attitudes sociales profondément ancrées et qui ne cédera que devant des transformations radicales".²⁸

a) Difficulté numérique.-Bien entendu, une telle performance ne pouvait être atteinte sans le recours à des mesures d'urgence et aussi sans faire appel aux moyens ultimes. Au moment de la mise en marche de ce plan, toute la conjoncture en place laissait prévoir des succès bien en-deçà de l'objectif fixé. Une telle planification aurait dû reposer sur une rupture radicale avec l'ordre des choses établies, elle supposait une mentalité nouvelle et un changement d'accent total, pour ce qui est de la dimension numérique à atteindre.

²⁸ Unesco, ED/66/D/F., op. cit., p. 23.

Or, le Plan était spécifique sur ce point:

Les évolutions relatives au développement futur de l'éducation dans la région, qu'on trouvera ci-après, ne sont pas de simples projections statistiques des tendances antérieures. Elles ont avant tout pour objet de présenter, sur la base des hypothèses adoptées, une image cohérente correspondant à certains buts et à certains objectifs, et d'indiquer le niveau auquel il est souhaitable de porter le développement de l'éducation pour atteindre ces objectifs de développement général.²⁹

Il aurait donc fallu provoquer une rupture avec les tendances antérieures pour bâtir sur un ordre nouveau des choses. Cet ordre nouveau, c'était le cent pour cent de l'éducation primaire offerte à tous également. C'était l'abolition du vieil esprit de classe et de la suprématie masculine. C'était la promotion de la condition féminine sans laquelle l'objectif numérique fixé ne serait jamais atteint. Voici pour les projections applicables au Groupe B:

Les habitants de ces pays constituent 84% environ de la région; en 1980, ce chiffre sera de 82%. Le taux de scolarisation dans le premier degré est d'environ 57%. Le second degré est assez développé pour faire face à l'expansion du premier degré et entretenir celle du 3e degré. La répartition générale des effectifs entre les trois degrés de l'enseignement est le suivant: 86,8, 11,7 et 1,5%. Le nombre des abandons en cours d'étude est très élevé dans le 1er degré. On estime que sur 100 enfants qui entrent en 1ère année d'étude, 34 seulement atteignent la cinquième année, et 28 la sixième ou la septième. Les filles ne forment que 34% des effectifs de ce niveau.³⁰

29 Unesco, ED/66/D/F., op. cit., p. 49.

30 Unesco, ED/66/D/F., op. cit., p. 50.

Pour le relevé de la population de la région d'Asie et le pourcentage de sa croissance numérique de 1960 à 1980³¹ (cf. Annexe VI). Pour un aperçu de la population d'âge scolaire pour la même région et la même époque³² (cf. Annexe VII).

Quant à la déperdition des effectifs scolaires en cours de route, on sait que, dans cette région d'Asie, le problème est particulièrement grave³³ (cf. Annexe VIII). On ne peut songer sérieusement à améliorer le niveau d'éducation du peuple sans s'attaquer très sérieusement, et en priorité, à ce problème. Redoublement de classe et déperdition des effectifs scolaires constituent deux problèmes majeurs qui, à eux seuls, suffisent à ralentir considérablement les objectifs fixés. Ils contribuent également à faire monter en flèche le coût déjà élevé de l'éducation en Asie.

31 Unesco, An Asian Model of Educational Development: Perspectives for 1965-80. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, Paris, 1966, p. 114. (Annexe VI)

32 Unesco, An Asian Model of Educational Development, op. cit., p. 114. (Annexe VII)

33 Unesco, An Asian Model of Educational Development, op. cit., p. 88. (Annexe VIII)

Le Modèle cerne ce problème comme suit:

The problem of drop-out and wastage. Wastage in education (represented by drop-out pupils who discontinue their studies before acquiring functional literacy and those who repeat a grade) is one of the most serious and persistent problems in the region and is indicative of the low "productivity" of the education systems. It presents itself in an acute form at the first level; where it is estimated that for the region as a whole, out of 100 children who enter Grade I, not more than 40 reach Grade V. This implies waste of human and financial resources of a staggering magnitude. The amount of drop-out which occurs is so great that the cost of education is raised by about three to four times the basic cost which otherwise would have incurred.³⁴

Ces chiffres, bien que vieux déjà, illustrent quand même très bien l'acuité du problème des abandons scolaires au moment de la décision d'adopter le Modèle pour l'Asie.

b) Education des adultes et des jeunes.-L'objectif de s'attaquer à l'éducation des jeunes et des adultes ne pouvait s'effectuer sans implications numériques sérieuses. C'est là que commença la mise à l'épreuve du Plan de Karachi. Cette mise à l'épreuve atteignit son point culminant dans les projets concernant la fille et la femme. C'est là aussi que les mises en doute au sujet du réalisme du Plan se firent le plus sentir. Il importe donc de cerner ce que le Plan proposait dans ce domaine et quelle réalisation concrète il suggérerait. Le point de départ de la véritable décision

³⁴ Unesco, An Asian Model of Educational Development, op. cit., p. 114.

de rompre avec le passé pour créer l'avenir était là. C'était aussi là une condition indispensable au progrès social et économique.

L'éducation des adultes et l'éducation extra-scolaire de la jeunesse jouera un rôle important dans la stratégie de développement de l'éducation. Le système d'éducation formera un nombre croissant de jeunes ayant une instruction primaire et pour qui il faudra prévoir la possibilité de continuer à s'instruire. En outre, ces pays ont le plus grand nombre d'illettrés et il sera capital d'y organiser des programmes d'éducation et d'alphabétisation des adultes.

Pour que les objectifs ci-dessus soient atteints en 1980, il faudra que l'accroissement annuel moyen des effectifs scolaires soit le suivant: premier degré, 5,2%; second degré, 8,4%; troisième degré, 7,3%.³⁵

Cela pour l'accroissement de la machine scolaire comme telle; mais cette prévision ne suffit pas à enrayer le problème de l'analphabétisme. Ce dernier déborde et de beaucoup le cadre de l'école. Sa suppression suppose une utilisation plus rationnelle de l'école et des autres organismes susceptibles d'aider dans le domaine. Il importe ici, plus que pour tout autre domaine de l'éducation, de coordonner les efforts. C'est là vraiment qu'entre en jeu l'ordre stratégique du Plan de Karachi. C'est là aussi son caractère révolutionnaire et innovateur, la mise à l'épreuve de sa capacité de changer l'ordre établi. Mais cela supposera, pour ce faire, des changements considérables de la

35 Unesco, ED/66/D/F., op. cit., p. 51.

machine administrative de l'éducation en Asie, voire au Pakistan. Car comme le dit le Modèle:

The scale of educational development in the region during the coming decade will be one of unusual magnitude and complexity. It will call for careful appraisal of the existing system of educational administration, and possibly for extensive changes. For facility of discussion, the likely changes in the machinery of administration, though they are closely inter-linked, may be considered under three main headings: (a) changes that relate to the structure of the organization; (b) those that are connected with the personnel manning the organization and (c) those that arise from planning and its special requirements.³⁶

L'ampleur du problème de l'analphabétisme en Asie est telle qu'elle constitue en soi un défi: Elle suffit à elle seule à compromettre les meilleurs projets de développement.

Les gouvernements se rendent compte que négliger l'éducation des adultes et des jeunes; c'est laisser subsister un obstacle majeur au progrès pendant les prochaines décennies. Les vingt années prochaines seront décisives; les pays d'Asie ne peuvent se permettre de laisser leurs illettrés adultes devenir une "génération perdue". (...) Le vaste continent asiatique compte, en chiffres absolus, un plus grand nombre d'adultes illettrés que toute autre région du monde. Etant donné la complexité des problèmes sociaux de ces pays, l'analphabétisme est un des principaux obstacles qui s'opposent en Asie à la mise en valeur des ressources naturelles comme des ressources humaines.³⁷

36 Unesco, ED/66/D/F., op. cit., pp. 104-105.

37 Unesco, An Asian Model of Educational Development, op. cit., p. 86.

c) Education des filles et de la femme.-Parmi la gamme des problèmes sociaux, le plus complexe peut-être, et le plus persistant en Asie, c'était l'attitude sociale face à l'éducation de la fille et de la femme. Cette résistance sociale quasi innée s'inscrivait très loin dans l'histoire du Pakistan-Bangladesh. La résistance à l'éducation de la fille et de la femme et le refus de libérer la gent féminine des liens qui l'asservissent, étaient d'autant plus forts qu'ils trouvent une sanction positive dans les idéologies religieuses en place dans le pays. Il faut bien le dire: au Bangladesh comme en Inde d'ailleurs, la religion tant hindoue que musulmane constituait et constitue encore un facteur essentiel de retard dans le domaine de l'éducation de la femme, et cela à cause des images de celle-ci qu'elle véhicule et des tabous sociaux qu'elle sanctionne. Ce problème ayant été traité dans notre rapport intérimaire de recherche³⁸, nous cerne-rons ici les implications générales que pourrait encourir la décision du Plan de remédier à cette situation.

La compréhension globale des propositions du Modèle pour l'Asie au chapitre de l'obligation scolaire permet de saisir la gravité de la situation. On sait, de façon globale, qu'il visait à ce que toutes les personnes d'Asie aient atteint, en 1980, un niveau d'éducation

³⁸ Evelyn Gagné, Statut de la femme bengalie et le résultat des influences exercées par l'Hindouisme et l'Islam, op. cit.

correspondant aux cinq premières années du primaire. Il se proposait aussi de hausser ce niveau à la huitième année en 1985. Mais bien avant 1980 ou 1985, cette planification faisait face déjà à des implications graves. Il faut bien se rendre compte, au point de départ, que cela n'allait pas de soi. Au sujet de l'éducation de la fille et de la femme, le Modèle pour l'Asie, après avoir attesté l'ordre actuel des choses, faisait les mises au point et propositions suivantes:

Concerning the education of Girls and Women.

1. Noting the wide disparities between the educational opportunities for boys and girls which still exist in many countries of the region;
2. Considering that the one factor that will above all determine the success of the expansion programmes and equalization of educational opportunities is the speed and effectiveness with which enrolment of girls at all levels of education is increased;
3. Observing that the causes of the slow progress of education for girls and women in Asia are both social and economic;
4. Endorses the suggestions contained in Section 3.2 of the draft Asian Model, and, in particular,
5. Invites Member States
 - (i) to give high priority to building up an adequate supply of women teachers by establishing educational training institutions and providing incentives for women to enter the teaching profession;
 - (ii) to provide special incentives and facilities for increasing enrolment of girls at all levels;
 - (iii) to set up a suitable advisory body composed of important voluntary organizations to advise them from time to time on the steps to be taken for expanding the education of girls and women;
 - (iv) to mobilize voluntary organizations, parent-teacher associations and educational institutions in a sustained campaign for educating public opinion in this regard;
6. Invites Unesco to give assistance to voluntary women's organizations in order to support national promotional activities for the improvement of girl's and women's education.³⁹

³⁹ Unesco, ED/66/D/F., An Asian Model of Educational Development, op. cit., p. 124.

L'objectif d'égaliser les chances d'accès des filles à l'éducation présente des problèmes réels. Il ne va pas sans l'adoption de mesures très concrètes pour surmonter la difficulté que cela représente. Il suppose également la coordination de toutes les forces et tous les efforts susceptibles de l'être. Les organismes bénévoles et les organisations féminines y trouvent un champ d'action privilégié et toute leur raison d'être. Il ne faut pas chercher ailleurs que dans ce domaine un terrain où ils puissent exercer leur action; il y a là terrain tout indiqué et les organisations féminines y ont toute leur raison d'être. C'est donc là qu'il y a lieu d'orienter son action. Si la présence des organisations féminines ne s'y concentre pas, cette stratégie ne peut, en aucune manière, se réaliser.

Les objectifs envisagés dans les projections des effectifs établis jusqu'en 1980 ne pourront être atteints, notamment pour l'enseignement du premier degré, que si le taux d'accroissement de l'effectif des filles monte en flèche au cours des prochaines années. Dans les pays des groupes A et B, la majorité des enfants qui iront grossir l'effectif au titre des programmes d'expansion seront des filles. La réussite du programme d'expansion est essentiellement fonction de la rapidité de la réduction, puis de la suppression du grave déséquilibre qui existe actuellement entre l'effectif des garçons et celui des filles.⁴⁰

Si, effectivement, les pays du groupe B voulaient grossir les effectifs scolaires féminins, des décisions

⁴⁰ Unesco, ED/66/D/F., op. cit., p. 108.

radicales auraient dû se prendre. Ces décisions concernaient tout le pré-requis nécessaire pour que cette stratégie puisse tout simplement devenir acceptable aux yeux du peuple concerné, donc pour nous, au Bangladesh. Etant donné les coutumes établies en Inde et au Bangladesh, étant donné aussi les réticences innées et séculaires de ces pays, à confier leurs filles à des professeurs masculins et, encore plus, à laisser les jeunes filles frayer avec les jeunes gens, cela exigeait le développement de tout un aménagement spécial dans ces pays, afin de préparer un climat favorable, absolument indispensable, à l'acceptation de cette idée. Il ne fallait donc pas négliger cet aspect; d'où la nécessité de s'attaquer à deux causes en même temps: causes sociales et causes économiques. Causes sociales en enrayant, par des moyens matériels adéquats et des campagnes de renouvellement des mentalités, les préjugés militant contre l'éducation des filles. Causes économiques aussi, en faisant voir les méfaits de l'utilisation de la fille comme main-d'oeuvre aux champs, à la maison, etc., et en consentant à investir les sommes nécessaires à la création des conditions exigées par la création d'un milieu où les jeunes filles puissent aller en toute sécurité et discrétion. Cela supposait, pour ce qui est du lieu matériel scolaire, donc pour les causes économiques

et sociales, ce qu'avait résolu de promouvoir le Rapport:

On se préoccupera en priorité de former l'opinion publique. Il s'agit là essentiellement d'un programme d'éducation des adultes pour lequel il faudra obtenir l'appui des associations de parents et d'enseignants, des organisations de travailleuses et des établissements d'enseignement de tous les degrés. L'expérience répétée des pays en voie de développement montre qu'une campagne capable d'enflammer l'imagination des gens peut surmonter les barrières sociales traditionnelles.⁴¹

Il fallait aussi façonner, de la même façon, l'opinion du public sur l'importance de la mission de la femme mère et éducatrice au foyer, bien avant toutes les autres formes d'éducation de l'enfant. L'éducation de l'enfant commence dès le sein de sa mère et elle est conditionnée par l'attitude mentale et psychologique de cette dernière avant tout. C'est peut-être là le rôle le plus important de la femme, épouse et mère. C'est là également que les conséquences de l'analphabétisme risquent de jouer le plus gravement dans une nation. Cet aspect du développement, quoique peu évident, mérite qu'on s'y arrête.

⁴¹ Unesco, ED/66/D/F., op. cit., p. 109

Aussi, le Plan soulignait-il qu' :

Au point de vue du développement national, tout retard accentué de la scolarisation des filles mérite qu'on s'en inquiète sérieusement. Comme tout Etat a besoin du concours de chaque citoyen ou citoyenne, il en résulte que les femmes doivent recevoir une éducation complète pour être en mesure de participer à la vie et au développement du pays. Le fait que la plupart des filles soient destinées à se marier est une raison de plus pour relever leur niveau d'instruction, à cause de l'influence qu'elles exercent sur leur pays, c'est-à-dire sur le milieu naturel immédiat de la génération actuelle et de la prochaine génération de travailleurs. Il faut également prendre en considération le rapport qui existe entre le relèvement de l'instruction des filles et les progrès d'une planification familiale efficace.⁴²

Or, comment espérer augmenter le pourcentage de la scolarisation des filles par toutes sortes de moyens économiques et sociaux, si l'on oublie un point essentiel, celui de la formation de professeurs féminins. Là réside la clé, le point capital à promouvoir par tous les moyens. Une négligence à s'occuper systématiquement de ce grave problème et toute la stratégie du Plan s'écroule, faute d'une base indispensable à son accomplissement. Donc, pas d'accroissement de la scolarisation des filles, ni de promotion de la condition de la femme si l'on néglige cet aspect capital: la formation de maîtres féminins. Les deux se tiennent inéluctablement.

⁴² Unesco, ED/66/D/F., op. cit., p. 110.

A ce sujet, le Plan proposait les mesures suivantes:

In some countries of the region, however, the preparation of women teachers will require emergency measures, which may have to be prolonged till educational facilities for girls are adequate. To ensure an adequate supply of women teachers particularly for rural areas, it may even be necessary to provide condensed courses in general education to enable literate women to qualify themselves and participate in emergency training programmes. ⁴³

Ces programmes de formation des maîtres en vue de répondre à l'urgence de ces pays, le Modèle les proposa selon les grandes lignes que voici:

1. Créer des centres de formation supplémentaires d'institutrices et les répartir, autant que possible, dans les régions rurales.
2. Toutes les fois que ce sera possible, et notamment dans les régions rurales, grouper dans un seul établissement les centres de formation d'institutrices et les écoles secondaires de jeunes filles.

Afin d'intensifier le recrutement des institutrices pour les régions rurales (...):

1. (...) donner autant que possible la préférence aux personnes originaires de ces régions.
2. (...) donner la préférence aux filles originaires des régions rurales.
3. Créer un système de bourses pour jeunes filles originaires des régions rurales afin de leur permettre de faire des études sans le concours de leurs parents. (...)
5. Organiser des cours accélérés de formation générale pour femmes (...).
6. Organiser des cours à temps partiel pour la formation d'institutrices.
7. Encourager le travail à temps partiel des institutrices pour permettre aux femmes de s'occuper de leur foyer en consacrant un certain temps à l'enseignement. ⁴⁴

⁴³ Unesco, ED/66/D/F., op. cit., p. 111.

⁴⁴ Unesco, ED/66/D/F., op. cit., p. 92.

Un dernier point restait à envisager si l'on voulait sérieusement améliorer la situation de l'enseignement en Asie, le domaine de la réforme de tout l'appareil administratif. A l'époque et à l'heure actuelle également, l'administration de l'enseignement se caractérisait par une bureaucratie excessive et une sur-concentration des responsabilités et pouvoirs au sommet de la pyramide éducative. L'absence de femmes dans cette structure allait de soi. Le Plan de Karachi proposait, comme jalons, pour assurer l'amélioration de la machine administrative, les mesures suivantes:

1. Créer une division spéciale, dirigée par un fonctionnaire d'un niveau suffisamment élevé, pour la mise au point et l'application des programmes d'éducation des femmes et des filles.
2. Constituer un conseil national, composé de représentants d'importantes organisations de caractère privé, pour donner des avis sur les mesures à prendre en vue de développer l'éducation des femmes et des filles, d'aider à appliquer les programmes et d'évaluer périodiquement les résultats. Ce conseil devrait être une institution non gouvernementale et disposer d'un secrétariat.
3. Recruter un plus grand nombre de femmes pour les postes d'administration et d'inspection de l'enseignement, afin d'établir la parité numérique entre les deux sexes dans cette catégorie de personnel.⁴⁵

Ici encore, le Modèle asiatique ouvrait une avenue très importante à l'initiative privée. Encore faut-il que les membres de ces institutions s'imposent par leur compétence, qu'ils soient conscients du problème et de la possibilité pour eux d'exercer une fonction de suppléance dans ce domaine,

⁴⁵ Unesco, ED/66/D/F., op. cit., pp. 111-112.

assurés qu'ils peuvent et doivent par leurs conseils, lorsqu'ils seront sollicités, contribuer à faire progresser la cause de l'éducation de la femme.

6. Implications pour le Pakistan

Cernons maintenant les implications effectives de ce Modèle pour le Bangladesh pour déceler en quoi ces stratégies générales pour le développement de l'enseignement primaire obligatoire pour l'Asie, dès 1980, ont des chances de devenir un jour réalité. On sait, en effet, que ce Modèle a été élaboré sous les auspices de l'UNESCO par les représentants des dix-huit pays participant au Plan de Karachi. C'est en toute conscience qu'ils ont donné leur assentiment à ce Modèle qui, par la nature même de ses propositions, allait bouleverser leurs structures éducatives. Mais, pour en arriver à des changements efficaces et durables au Bangladesh, cela supposait de la part du Pakistan oriental d'alors ou du Bangladesh d'aujourd'hui, plus qu'un assentiment théorique aux propositions émises dans le Plan. Cela ne pouvait s'effectuer, ni ne pourra s'effectuer, sans un engagement véritable dans la voie du renouveau et par tous les moyens.

Le progrès souhaité, quelque révolutionnaires qu'aient été les stratégies du Plan de Karachi, ne se fit que très lentement au Pakistan oriental comme au Bangladesh. Atteindra-t-il jamais le niveau souhaité?

a) Limites du Plan. - Le Plan de Karachi vise essentiellement une chose: l'enseignement primaire gratuit accessible à tous dès 1980. Il entend nécessairement dispenser cet enseignement primaire gratuit aux femmes et aux adultes analphabètes. En effet, comment parler de l'enseignement primaire accessible à tous si toute cette couche de la société reste intouchée. Il ne faut pas enlever à ce louable effort d'éducation pour tous, le mérite indiscutable qui lui revient. Il vise le grand nombre; c'est-à-dire l'éducation primaire pour tous. C'est déjà, en soi, une petite révolution des mentalités asiennes. Il y a là, également, un début de promotion de la femme asiatique.

Le Plan de Karachi pêche, cependant, par le manque de précision et le vague de ses stratégies. Il vise à promouvoir l'éducation pour tous: enfants, garçons et filles, adultes et analphabètes. Mais il ne spécifie rien quant à la forme d'éducation dont il s'agit. Le Modèle demeure aussi peu précis quant à la fin de cette éducation et à la perspective dans laquelle elle sera dispensée. Il y a, bien sûr, la promotion de la personne humaine à assurer en tout premier lieu. Mais cela semble un luxe pour le Bangladesh, où il y a tant de choses à promouvoir en même temps: éducation à la vie rurale, à la démocratie, à l'hygiène, à l'économie, au civisme, éducation à la fois pour le travail et pour la promotion humaine et sociale.

Le Modèle pour l'Asie pêche par son manque de précision dans l'établissement de ses objectifs spécifiques et des moyens pratiques et concrets, auxquels il proposait avoir recours, dans l'immédiat et à long terme. On remarque la même faiblesse quant à la précision de la population à laquelle s'adressait cette stratégie. C'est là aussi ce que lui reprocha le Rapport de 1962, de la réunion des Ministres de l'Éducation des Etats Membres d'Asie et membres de la CEAEIO réunis à Tokyo, et qui participèrent au Plan de Karachi. Dans leur examen de ce Plan, ces derniers insistèrent sur la nécessité d'insérer la planification de l'enseignement dans la perspective inséparable de ses rapports avec le développement économique des pays concernés. Voici ce qu'ils dirent pour l'éducation des adultes:

Education des adultes et des jeunes gens en dehors de l'école: L'éducation des adultes et des jeunes gens présente aussi une grande importance dans la région considérée. L'application dans ce secteur des techniques d'enseignement extra-scolaire et de vulgarisation aidera puissamment à accélérer le développement économique, et la mise en oeuvre de vastes programmes d'éducation des adultes est un préalable sans lequel le programme d'enseignement obligatoire ne saurait lui-même aboutir. Il apparaît donc qu'il faudra dans les programmes de développement général de l'enseignement, faire une place importante à l'éducation des adultes et des jeunes gens qui ne fréquentent pas l'école. Ce genre d'éducation ne doit cependant pas se réduire à un simple effort d'alphabétisation; il doit viser aussi à donner aux adultes une formation civique, sanitaire et scientifique, ainsi qu'à accroître leur valeur technique et professionnelle, contribuant ainsi directement au développement économique et au relèvement du niveau de vie. L'accent a été mis sur le rôle de l'école communautaire dans ce domaine. 46

46 Unesco, ED/192, Rapport de la réunion des Ministres, op. cit., p. 17.

Le Plan de Karachi faillit encore à sa tâche d'éclairer, à cause du manque d'exactitude des données utilisées, et cela tant pour la population à laquelle s'étendait sa stratégie, que pour les sommes à investir pour y arriver.

b) CEAE0: Tokyo 1962 - proposition de réforme du Plan.-Le Rapport de 1962 de la CEAE0 suggérait, à cet effet, une révision sérieuse des bases démographiques du Plan de Karachi. Afin de corriger les faiblesses inévitables de ce premier effort de planification de l'éducation et de s'assurer d'une continuité ou retombée des stratégies suggérées, le Rapport des Ministres de l'Education, Tokyo 1962, proposa un plan d'application. Ils y consacrèrent toute une étude sur le "Comment étendre et compléter le Plan de Karachi"; traitant des "Buts" d'un tel Plan, des "Plans nationaux à long terme d'enseignement" et fixant un "Calendrier" que les pays concernés devraient respecter, dans la mesure du possible, pour la présentation de leur propre planification à long terme.

D'abord pour les buts: la réunion insista pour que chaque pays élabore, en tenant compte de la planification et de la réalité actuelle de son milieu, un plan national à long terme de développement de l'enseignement, pour tous les degrés, cela en tenant compte des projets nationaux de développement, pour le présent et pour l'avenir. Et le rapport affirma sur ce point que les Secrétariats de l'UNESCO et de

la CEAE0 seraient disponibles et prêts à leur apporter une aide dans cette planification.

Ce projet sera soumis en décembre 1965 à l'examen et à l'approbation des ministres de l'éducation des pays d'Asie, au cours d'une réunion organisée conjointement par l'Unesco et la CEAE0.⁴⁷

Pour ce qui est des plans nationaux à long terme d'enseignement, la conférence demanda aux Ministres de l'Education de les établir avec le concours de l'UNESCO et de la CEAE0 si nécessaire, de la façon suivante: d'abord par l'établissement d'un plan minimal à long terme, 20 ans, comptant sur les seules ressources du pays et ensuite par un plan maximal à long terme en supposant le recours à une aide étrangère, déterminée et fixée par les autorités des pays concernés. Ces plans à long terme allaient devoir, pour être valables, tenir compte des points suivants énoncés par la réunion et respecter l'échéance fixée au point D ci-dessous de l'Annexe IX⁴⁸.

La planification de l'enseignement, telle que préconisée par les Ministres de l'Education et la CEAE0 se voulait complète. On y était loin du vague et de la fantaisie de certaines planifications antérieures. La proposition touchait

⁴⁷ Unesco, ED/192, op. cit., p. 34.

⁴⁸ Unesco, ED/192, op. cit., p. 35. Annexe IX.

à tous les domaines de la stratégie éducative. Ce n'était donc pas là planification d'un jour ni d'un individu, mais supposait plutôt, pour s'effectuer réellement, le recours à tout le matériel et potentiel des planificateurs existants, de même que la prise en considération sérieuse de toute la réalité sociologique et économique du pays, sans en masquer les limites ni tomber dans le pur théorique. Une telle planification, pour des esprits aussi théoriques aussi peu concrets et aussi peu soucieux de la réalité que les Bengalis, constituait un réel défi.

Le Rapport se précise et devient plus concret lorsqu'il traite de la planification de l'enseignement en tenant compte des besoins économiques des pays. Il prend même un ton intransigeant sur ce point, ne craignant pas d'adresser une critique assez virulente à l'endroit d'un plan ne visant qu'à augmenter le nombre de gens instruits sans une prise en considération suffisamment sérieuse des besoins réels de l'Asie. A ce chapitre, la CEAE0 s'exprime comme suit, sur le rôle de l'enseignement:

Nous ne devons pas perdre de vue que l'enseignement a pour rôle, non seulement de dispenser le maximum d'instruction primaire, mais aussi de produire en quantité suffisante un personnel ayant la formation requise pour pouvoir réellement contribuer au développement économique; on ne saurait donc exagérer l'importance de planifier le système d'enseignement dans son ensemble.⁴⁹

⁴⁹ Unesco, ED/192, op. cit., p. 73.

L'aspect de l'enseignement envisagé dans le sens de la promotion économique et sociale souhaitable, plutôt que pour le seul progrès numérique y est traité de façon judicieuse. Il ne suffit pas de considérer le nombre de lettrés à promouvoir, il importe surtout de savoir comment et pourquoi dispenser l'éducation à un tel nombre d'individus concernés. Le rapport de la CEAEQ interroge aussi sur le sens à donner à cette planification de l'éducation et, donc, aussi aux valeurs sociales que cette éducation devrait promouvoir. Il importe de prendre soin de cerner précisément à quel point stratégique se trouve telle société donnée et à quel autre point on espère la conduire. Un choix judicieux s'impose lorsqu'il s'agit d'établir qui aura accès à tel niveau d'éducation et quelles sont les attentes de la société à son endroit. Il faut donc définir avec le plus de précision possible ce que ce type d'éducation l'habilitera à faire pour elle. Les exigences ou attentes sociales auxquelles cette société éduquée devrait pouvoir apporter une réponse devraient également faire l'objet d'une planification sérieuse. L'éducation pour l'éducation, sans but ni service précis à rendre à la société, n'est-ce pas un luxe que seuls les nantis peuvent s'offrir.

(...) Autrement dit, la pyramide de l'enseignement doit être un édifice solide, préparant à des rôles productifs une partie des masses auxquelles l'enseignement primaire aura assuré une instruction de base.⁵⁰

Enfin, la Conférence de Tokyo se permet de proposer aux Ministres de l'Education des pays membres du Plan de Karachi de reconsidérer ce plan en gardant un plus grand souci

⁵⁰ Unesco, ED/192, op. cit., p. 73.

d'y établir un meilleur équilibre entre enseignement scientifique et enseignement humaniste, équilibre qui serait plus favorable au développement général, compte tenu des besoins du pays en personnel qualifié. Les membres de la réunion de Tokyo 62, dans un souci de réalisme et de cohérence, ne craignirent donc pas d'insister sur les limites évidentes de la stratégie du Plan de Karachi. Ils soulignèrent, et à juste titre, les difficultés de réalisation du Plan et firent une proposition concrète quant à un rythme à adopter, rythme qu'ils souhaitèrent plus lent et plus nuancé que celui proposé dans ce Plan:

Les auteurs du Plan de Karachi ont fixé à 20 ans le délai dans lequel les objectifs de ce Plan devraient être atteints, sans examiner suffisamment si les ressources économiques et sociales dont dispose chacun des pays intéressés permettaient de le faire. (...) on voit mal comment beaucoup des pays en question pourraient atteindre les objectifs du Plan de Karachi dans le délai prescrit. (...) Le Plan de Karachi semble répondre au souci d'assurer à l'enseignement primaire l'effectif maximum dans le délai minimum; mais il n'indique pas les répercussions que la réalisation d'un tel programme aura sur les autres degrés ou secteurs de l'enseignement. (...) La stratégie exige un calendrier qui repose sur des critères réalistes plutôt que sur un délai d'exécution arbitrairement déterminé.⁵¹

Après avoir précisé leurs doutes quant au réalisme stratégique du Plan de Karachi, les participants de la rencontre de Tokyo 62 en arrivèrent à une question fondamentale, essentielle, question qui devrait, selon eux, présider à tout

⁵¹ Unesco, ED/192, op. cit., p. 75.

effort sérieux de planification de l'enseignement.. Conscients du fait que l'Asie doit, en peu de temps, combler pour des siècles de retard économique et technique, ce qui exigerait une planification de l'enseignement plus intelligente et plus rigoureuse que celle proposée dans le Plan de Karachi, les participants de la Conférence de Tokyo 62 se livrèrent à la réflexion suivante:

La question est donc de savoir de quelle manière l'enseignement pourra apporter une contribution déterminante et optimale à l'ensemble du développement social et économique. A cet égard, il serait intéressant de déterminer de quoi l'enseignement primaire a besoin, au minimum, pour fournir aussi rapidement que possible le personnel qualifié qu'exige le développement social et économique, au lieu d'orienter les efforts de développement de manière à assurer à l'enseignement primaire, au cours du même laps de temps, le maximum d'expansion.⁵²

c) CEAE0: Conférence de Bangkok 1962.-Comme on l'a souligné dans le Rapport de la réunion des Ministres de l'Education des Etats Membres d'Asie qui participèrent au Plan de Karachi, Tokyo 1962, la stratégie du Plan de Karachi, après deux ans de travail et de réflexion, n'était pas sur le point de passer aux faits ou à la mise en exécution. Bien des améliorations s'imposaient et des précisions ou mises au point s'avéraient encore nécessaires avant que cet instrument soit à la hauteur de la réforme éducative à implanter, donc

52 Unesco, ED/192, op. cit., p. 75.

acceptable. C'est ainsi que les Ministres d'Education des dix-huit pays membres du comité d'établissement du Modèle pour l'Asie, au terme de leur rencontre à Tokyo, jugèrent de fixer à 1965 la prochaine réunion des ministres de tous ces pays, conjointement avec l'UNESCO et la CEAE0. Cette réunion revêtait une importance spéciale du fait que tous les Ministres d'Education des pays membres auraient à présenter, à la Conférence de Bangkok, en 1965, le travail de planification effectué dans leurs pays respectifs et pour le temps fixé.

La seconde réunion des Ministres de l'Education eut un mérite incontestable, celui d'insister sur tous les tons, pour que la planification générale du Plan et les planifications particulières de chaque pays membre deviennent de plus en plus concrètes et engagées aux deux chapitres de l'éducation de la fille et de la femme, de même qu'à celui de l'éducation des adultes. Il s'agissait là, en effet, d'une stratégie difficile à appliquer, stratégie d'autant plus difficile qu'elle dérangeait et exigeait, pour passer aux faits, une résolution très ferme, et la collaboration de tous les organismes en place: organismes privés aussi bien que publics. Etant conscients de cette difficulté ou résistance à sortir des sentiers coutumiers, pour prendre le risque des voies plus créatrices, la Conférence de Bangkok consacra presque tout son rapport final à ce triple et unique

problème: éducation de la fille et de la femme, éducation des adultes.

Voici, pour l'objectif de la conférence de Bangkok, 1965:

Elle avait été convoquée pour s'acquitter des tâches ci-après:

- a) examiner les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Plan de Karachi et de la résolution adoptée par la première Conférence des Ministres de l'éducation (Tokyo, 1962);
- b) discuter des grandes questions de principe qui se rapportent au développement général de l'éducation envisagé dans le contexte du développement économique et social;
- c) formuler les recommandations particulières jugées nécessaires en vue d'une action à entreprendre à l'échelon national, régional et international.⁵³

Donc aucune ambiguïté possible; il s'agit de planification de l'enseignement, orientée en fonction du progrès économique et social. Il y a un souci de logique et de continuité. On se base sur les résolutions de la réunion de Tokyo, 1962. Il s'agit clairement aussi d'un agir concerté, à coordonner à un triple échelon: national, régional et international. Animée de ce triple objectif, la Conférence approuva le cadre conceptuel du Modèle pour l'Asie comme instrument de travail et comme guide méthodologique. Elle émit, cependant, certaines recommandations parmi lesquelles les

⁵³ Unesco, ED/222, Conférence des Ministres de l'Education et des Ministres chargés de la Planification économique des Etats Membres d'Asie, Bangkok, 22-29 novembre 1965, Organisée par l'Unesco en collaboration avec la CEAO, rapport final, Paris, 1965, p. 1.

deux ci-dessous revêtent un intérêt particulier pour le Pakistan oriental, parce qu'elles sont révélatrices d'un symptôme:

- Invite tous les Etats membres de la région (...)
- d) à améliorer le rassemblement et l'exploitation des données statistiques nécessaires pour mener à plein la planification de l'enseignement;
 - e) à former parmi leurs ressortissants un plus grand nombre de spécialistes de l'emploi des techniques et méthodes modernes de planification de l'éducation, en particulier des techniques de calcul électronique.⁵⁴

On voit facilement le bien fondé d'une telle recommandation pour le Bangladesh, surtout lorsqu'on songe aux inexactitudes et au flou des statistiques sur la population du pays, sur les effectifs scolaires, etc. Tout y est d'un vague et d'un laisser-aller désarmant dans le domaine, au Pakistan d'alors et au Bangladesh d'aujourd'hui.

La Conférence de Bangkok 65, considérant comme non satisfaisant le chapitre du Plan sur l'alphabétisation des adultes, demanda qu'il soit révisé en tenant compte des recommandations des Ministres de l'Education réunis à Téhéran. Sur ce point très important pour le développement de l'éducation, la réunion de Bangkok insista fortement, faisant plusieurs remarques pertinentes sur la question et exprimant son inquiétude profonde sur ce point capital. Elle formula aussi certaines recommandations très précises à l'intention de toutes les personnes ou organismes qui, de près ou de loin, ont

⁵⁴ Unesco, ED/222, op. cit., p. 6.

le devoir de s'engager dans ce domaine si négligé mais si crucial de l'éducation. Il y a là un point de la plus haute importance pour le progrès de cette question⁵⁵ (cf. Annexe X). On constate, dans tous ces textes, le souci constant de la coordination de toutes les forces, afin d'éviter le gaspillage et de promouvoir une plus grande efficacité, afin d'enrayer, et cela le plus tôt possible, ce grand fléau de l'analphabétisme. Qui peut feindre de ne pas comprendre et se soustraire de bonne foi à un appel aussi pressant. On remarque aussi que cette invitation s'adresse encore une fois aux organismes bénévoles d'aide, aux associations religieuses, aux groupements féminins. Là aussi, impossible de ne pas comprendre un appel aussi pressant et clair.

La Conférence de Bangkok cerne avec autant de netteté que pour l'alphabétisation des adultes, et de façon aussi pressante, l'urgence de tout mettre en oeuvre et de coordonner tous les efforts pour promouvoir, dans le plus bref délai possible, l'éducation des filles et des femmes d'Asie.

55 Unesco, ED/222, op. cit., pp. 11-12. (Annexe X).

Voici le contenu de son appel:

Education des femmes et des filles.

1. Notant les importantes disparités qui subsistent encore dans de nombreux pays de la région entre les possibilités d'éducation offertes aux garçons et aux filles;
2. Considérant que le facteur qui déterminera surtout le succès du programme d'extension et l'égalisation des possibilités d'éducation est la rapidité et l'efficacité avec laquelle la scolarisation des filles progressera à tous les niveaux;
3. Observant que les causes de la lenteur des progrès de l'éducation des filles et des femmes d'Asie sont à la fois d'ordre social et économique;
4. Approuve les suggestions contenues dans la section 3.2 du projet de Modèle pour l'Asie, et notamment:
5. Invite les Etats membres:
 - (i) à prévoir des encouragements et des aménagements spéciaux pour stimuler la scolarisation des filles à tous les niveaux;
 - (ii) à donner une haute priorité à la formation d'un nombre suffisant d'enseignantes, en créant des établissements de formation pédagogique et en prenant des dispositions pour encourager les femmes à entrer dans l'enseignement;
 - (iii) à créer un organe consultatif convenable composé d'organisations bénévoles importantes pour conseiller, de temps à autre, concernant les mesures à prendre pour l'extension de l'éducation des filles et des femmes;
 - (iv) à mobiliser les organisations bénévoles, les associations de parents et de professeurs et les établissements d'enseignement dans une campagne soutenue pour l'éducation de l'opinion publique à cet égard;
6. Invite l'Unesco à venir en aide aux organisations féminines bénévoles afin de soutenir l'action menée sur le plan national pour améliorer l'éducation des femmes et des filles.⁵⁶

Là encore, l'invitation faite aux organisations bénévoles pour soutenir ce mouvement et sensibiliser le monde

56 Unesco, ED/222, op. cit., pp. 12-13.

à cette urgence ne saurait se faire plus claire. Il y a place pour l'engagement personnel et pour la collaboration avec l'effort des organismes gouvernementaux et internationaux à l'oeuvre. L'urgence réside là, aucun doute. On peut se demander, cependant, quand donc il y aura engagement véritable de tous et concentration de tous les efforts pour enrayer de ces pays le mal de l'analphabétisme et de la résistance envers l'éducation des filles et de la femme.

Le rapport du Congrès mondial des Ministres de l'Education sur l'élimination de l'analphabétisme, tenu à Téhéran en septembre 1965, insista également avec la même véhémence sur le grand mal de l'analphabétisme. C'est là un mal dont il faut à tout prix libérer notre monde. Le Congrès était très ferme et cohérent sur ce point et ses recommandations ne purent certes passer inaperçues. Conformément aux recommandations du Congrès de Téhéran, les Ministres de l'Education, réunis à Bangkok en 1965, ont cru bon de remanier la section du Modèle pour l'Asie traitant de l'éducation des filles et des femmes, ainsi que de l'alphabétisation des adultes. Aussi, ont-ils produit une addition nécessaire au Modèle pour l'Asie, afin de traiter plus précisément de l'alphabétisation et du développement comme tels, en Asie. Nous ne traiterons pas ici cette addition⁵⁷ UNESCO/EDECAS/

57 UNESCO/EDECAS/8 add.

8 add.; croyant les recommandations de la conférence de Bangkok suffisantes sur ce point et concluantes en soi.

7. Difficultés d'application au Pakistan

a) Rapport du Ministre de l'Education du Pakistan⁵⁸.-

La présente section se propose de déceler dans le Rapport du Pakistan présenté lors de la Conférence des Ministres de l'Education et des Ministres chargés de la planification économique des Etats Membres d'Asie, Bangkok 1965, comment le Ministre de l'Education de ce pays présenta la situation de l'éducation dans son pays, ainsi que la façon dont il projetait la planification dans ce domaine. La teneur de son rapport nous a semblé tout à fait déconcertante. Lorsqu'il s'agit de discuter sur une base théorique de la nécessité de planifier, le Pakistan excelle. Quand il s'agit d'être vrai et de passer de la théorie aux faits concrets, c'est un autre problème et le Pakistan ne s'y connaît plus. Le Rapport du Ministre traite en effet de la réforme éducative comme si tout était presque entièrement accompli, ou sur le point d'aboutir. La réalité diffère, cependant, des rapports présentés par ce pays et c'est à ce chapitre que l'on se demande comment aider un pays qui cache la vérité des faits.

⁵⁸ Rapport du Ministre du Pakistan, in Unesco, ED/222, op. cit.

Voici le rapport du ministre sur la situation de l'éducation dans le pays:

77 Depuis l'indépendance, une priorité élevée a été reconnue à la planification. Les dépenses d'éducation ont rapidement augmenté depuis l'adoption du Plan de Karachi. En 1960, le gouvernement a consacré 1% du PNB à l'éducation; ce pourcentage est passé à 2,5% en 1965 et on compte qu'il atteindra 4 à 5% en 1980.

78 Le Pakistan a décidé: (1) d'adopter un programme par étape d'instruction primaire universelle obligatoire; (2) de refondre le programme d'enseignement primaire, qui devra être plus pratique pour mieux correspondre aux besoins d'une économie en expansion.

79 A la fin de la période d'exécution du Quatrième Plan (1970-75), c'est-à-dire en 1975, l'enseignement primaire sera accessible à tous, de la première à la cinquième année, et en 1985, jusqu'à la huitième année. Les filles représentent environ 25% de la population scolaire et la situation s'améliore constamment.

80 L'enseignement secondaire au Pakistan n'est plus seulement considéré comme une préparation aux études universitaires mais comme un enseignement terminal. Le programme d'études a cessé d'être principalement de type classique pour mieux s'adapter aux besoins socio-économiques du pays. L'étude des sciences et des mathématiques est obligatoire pour tous. A ce stade le programme d'études se diversifie. Des écoles modèles avec internat s'édifient dans les chefs-lieux de districts. Les écoles secondaires pilotes, permettant des études accélérées dans un ou plusieurs domaines, ont été créées. Pour ce qui est de l'enseignement universitaire, les cours intermédiaires sont passés sous le contrôle des Boards of Intermediate Education. (Bureaux de l'enseignement intermédiaire.) Les universités peuvent désormais se consacrer aux études universitaires et à la recherche. Le système d'études dirigées a également été introduit dans les universités.⁵⁹

b) Limites du Rapport.-Le Rapport du Ministre de l'Education du Pakistan traita la question comme un fait accompli. Or, il s'avère extrêmement difficile pour les organismes d'aide tels l'UNESCO, l'ONU, etc., d'aider quelqu'un qui n'est pas vrai; quelqu'un qui masque la réalité. C'est là pourtant l'attitude de ce pays lorsqu'il s'agit de parler de la réalité de l'éducation. L'exposé du Ministre exprimait ce qui devrait être, ce qui est souhaité ou proposé dans les documents et Conférences de Ministres, et non pas ce qui était réellement dans le pays en 1965, ni même en 1976. La réalité réelle est tout autre.

Si l'on reprend le rapport du Pakistan au point 77, il est faux de dire qu'au Pakistan une priorité élevée a été accordée à la planification. L'enseignement en 1965 avait tout à fait le même caractère théorique et livresque qu'à l'époque coloniale. Il s'y trouvait une sur-concentration de tout l'appareil administratif et planificateur au sommet du système, si bien que toute la machine administrative était d'une lourdeur extrême. L'enseignement y était essentiellement axé sur la mémoire et la réussite à l'examen final. On y voyait très peu, ou pas, le souci de développer l'esprit logique et le sens pratique. Tout l'enseignement et les manuels scolaires étant axés sur la mémoire et la réussite à l'examen, et le coût des livres étant très élevé, donc inaccessible aux moins fortunés, les enfants de familles

pauvres manquaient et manquent encore de l'outil indispensable pour réussir leurs études. Aussi, le taux d'abandons scolaires, d'échecs aux examens, y était très élevé, surtout chez les enfants pauvres, et cela, non à cause d'un manque d'intelligence chez ces enfants. L'enfant bengali est intelligent. Ce taux d'échecs et d'abandons venait de ce qu'un fort pourcentage des enfants manquent du minimum indispensable pour réussir, et de ce que le système, à cause de sa structure, n'en tient pas compte.

Le point 78 parle d'adoption par étape du programme d'instruction primaire obligatoire. Mais quel rythme a-t-on adopté, le rapport ne le spécifie pas. Quant à nous, nous oeuvrions alors dans l'éducation au Pakistan oriental, à Chittagong, de 1964 à 1966, et à Barisal, de 1966 à 1969, et nous étions au fait des cinq premières années de mise en application du Plan de Karachi. Qu'est-ce qui s'y faisait au juste à ce sujet? Quel rythme de réforme adoptait-on? Le plus que l'on puisse dire, c'est que rien ne se voyait de la mise à exécution de ce plan. Aucune différence entre 1964 et 1969 pour le progrès du taux de scolarisation au primaire; encore moins pour celui de l'éducation des filles.

Quant au deuxième point mentionné au numéro 78, à savoir: la refonte du programme d'enseignement primaire pour le rendre plus accessible, pratique et mieux adapté aux besoins économiques, l'évidence ne va pas de soi non

plus, là-encore, rien ne s'y voyait.

Le point 80 correspond plus au rêve des planificateurs qu'à la réalité quotidienne et aux faits. L'enseignement secondaire de l'époque était et il l'est encore davantage en 1976 au Bangladesh, essentiellement théorique, encore entièrement axé sur la mémoire, et là aussi, orienté en fonction de l'examen final. Cela se vérifie surtout en classe d'immatriculation où les étudiants mémorisent des sommes fabuleuses de textes de valeur très médiocre, sans trop comprendre, pour le fameux examen de fin de secondaire. Le programme d'étude dispensé au secondaire revêt essentiellement un caractère classique et théorique. En 1969, il ne produisait absolument rien encore pour le progrès économique du pays, sinon quelques personnes de plus, aspirant à grossir le rang des fonctions à caractère clérical. Que dire de l'amour du travail manuel et de l'engagement personnel au service du pays, l'enseignement dispensé dans les écoles, à l'époque, n'y contribuait absolument en rien. On remarque, au contraire, chez les éducateurs et chez les jeunes instruits, un manque d'amour pour le service et le travail manuel, l'éducation étant perçue plutôt comme une dispense de travailler et un privilège ou droit en soi à recevoir égards et services des autres, et non comme un devoir de se mettre les mains à la pâte.

Que le taux de scolarisation des filles ait atteint le 25% des effectifs scolaires en 1965, on peut en douter également au plus haut point. Il est même douteux qu'on ait commencé à ce moment à être sensibilisé à ce besoin fondamental de l'éducation des filles. Le directeur général de l'UNESCO, pour sa part, insista encore une fois, et non sans raison, à la réunion de Bangkok 65, sur les points les plus importants et les plus difficiles à instaurer dans cette réforme éducative. Voici ce qu'il en disait dans le rapport de Bangkok:

Mais l'objectif reste l'équilibre: équilibre entre l'enseignement qui s'adresse à la population d'âge scolaire et l'éducation des adultes, entre l'enseignement proprement scolaire et l'éducation extra-scolaire sans négliger la nécessité de remédier au désavantage dont souffrent les régions rurales par rapport aux régions urbaines, ainsi qu'à la discrimination de fait dont les femmes et les filles sont l'objet en ce qui concerne l'accès à l'éducation. (...) Dans le groupe d'âge de 15 à 45 ans, 61% des femmes sont analphabètes, au lieu de 41% pour les hommes. Il faut que cette situation soit modifiée de façon radicale pour des raisons qui tiennent tant à la promotion des droits de la personne humaine qu'à la reconnaissance de la contribution que les femmes d'Asie, comme celles du monde, peuvent et doivent apporter au développement économique et social.⁶⁰

Voilà une invitation qui, de soi, aurait dû sensibiliser à l'urgence de l'éducation des adultes et de la femme. On s'interroge cependant sur ses répercussions au

60 Unesco, ED/222, op. cit., p. 2.

Pakistan et sur la façon dont le gouvernement en place, les institutions indépendantes privées et les organisations bénévoles d'aide ont réagi à cette invitation. Eduquer les filles équivaut à rendre possible l'éducation des générations à venir, alors que retarder l'accès des filles à l'éducation, c'est du même coup freiner la croissance humaine de toute la nation bengalie montante.

Dans un de ses livres Louis Malassis, spécialiste de l'UNESCO pour l'éducation de base et le développement agricole, entrevoit ainsi le bienfait de l'éducation de la femme; mais il ne présente, selon lui, qu'un petit secteur du bienfait que peut apporter l'éducation de la femme. Ce n'est là aussi qu'un aperçu du potentiel réel de la femme éduquée, tellement capital pour l'avancement du Bangladesh. Voici ce que dit Malassis:

La femme peut jouer un rôle décisif dans l'amélioration des cultures vivrières (dont elle a la responsabilité dans de nombreux pays), dans l'équilibre nutritionnel et la qualité des repas, l'hygiène et la santé, les conditions de logement, l'organisation du village, la vie collective, etc....

Etant donné la place occupée par la femme en tant que mère, que participante à la vie familiale et villageoise, elle est à même de contribuer de façon essentielle à l'évolution de la société et au développement rural en général. Il convient donc de soutenir et de développer l'influence heureuse de la femme, en lui donnant accès aux écoles, en aidant au moyen de services de vulgarisation appropriés, faisant une part importante à l'économie domestique rurale et à la santé, en lui permettant de participer davantage aux conseils et organismes qui influencent les systèmes éducatifs et la vie rurale. Il est, enfin, souhaitable de lui ouvrir largement l'accès à la vulgarisation agricole (économie domestique rurale) et aux services sociaux ruraux en général, où elle pourra agir au service de la collectivité rurale.⁶¹

⁶¹ Louis Malassis, Ruralité, éducation et développement, Collection Sciences agronomiques, Masson et Cie, Unesco, Paris, 1965, pp. 94-95.

La femme peut et doit jouer un rôle social et humain très important, essentiel, irremplaçable. Elle peut et doit jouer aussi un rôle socio-économique tout aussi important et non moins indispensable au bon fonctionnement et à l'avancement de la société. Tout le monde le dit au Bangladesh. Quelques-uns commencent à y croire. Or, les organismes internationaux d'aide à l'éducation, tels l'UNESCO et la CEAEQ, sans nommer les autres, disent déjà depuis longtemps et sur tous les tons, à qui peut bien l'entendre, l'urgence d'éduquer la fille et la femme, la nécessité d'enrayer l'injustice et l'inégalité sociale dont elle est l'objet. Ils invitent tous les gouvernements, organisations missionnaires, féminines, bénévoles, à unir leurs efforts pour créer des situations favorables à l'éducation de la fille, de la femme. On fait pourtant encore la sourde oreille au Pakistan et au Bangladesh à cette invitation si pressante. Tant le gouvernement que certaines agences et groupes d'aide bénévoles préfèrent ne pas entendre ou supposer, sans vérification à l'appui, que le système en place s'occupe et possède tout ce qu'il faut pour s'occuper adéquatement du problème. Or, il n'en est rien à l'époque.

c) Première décennie pour le développement.-On est pourtant mondialement engagé dans la première grande décennie pour le développement: l'ONU et l'UNESCO insistent sur ce point.

Voici ce qu'en dit Malcolm S. Adiseshiah, économiste indien, directeur général adjoint de l'UNESCO:

Le développement, c'est la paix: travailler au développement, c'est travailler pour la paix. Telle est la doctrine de l'ONU et de l'Unesco. Sa Sainteté le pape Paul VI a d'ailleurs conclu son message au Secrétaire général, à l'occasion de la session de juin du programme des Nations Unies pour le développement par ces mots: "Le développement est le nouveau nom de la paix".⁶²

Or, pour développer, il faut à tout prix éduquer. Impossible d'exiger d'hommes et de femmes totalement analphabètes des gestes d'hommes et de femmes libres et éclairés. L'analphabète est un peu comme l'aveugle privé de la lumière. Il ne sait où il va, et il ne peut conduire lui-même sa destinée facilement. Il est à la merci de tous les courants et de tous les exploitants, n'ayant pas l'arme indispensable pour défendre ses droits.

La masse des gens illettrés demeure cependant énorme au Pakistan-Bangladesh. Les statistiques, aussi peu fiables qu'elles soient dans le pays à l'époque et maintenant encore, déclarent en 1969 le taux d'analphabétisme à 55% pour l'homme et à 90% pour la femme. Et pourtant, à part le

62. Malcolm S. Adiseshiah, Que mon pays s'éveille, le rôle de l'homme dans le développement; réflexions sur les dix années à venir, Unesco, Paris, 1970, SAC, 70/D55/F., p. 50.

projet pilote mis en marche par PARD ou BARD, en 1964⁶³, à l'intérieur de son programme de Développement communautaire et cela ne touche qu'au District de Kathwali Comilla, ailleurs dans le pays, rien ne se fait encore dans ce sens. On remarque, cependant, partout au Pakistan oriental ou Bangladesh, une sous-utilisation généralisée du potentiel humain instruit et des édifices éducatifs de tous les niveaux. Partout, la capacité éducative des écoles, collèges et universités ou autres types d'édifices d'éducation, ne fonctionne qu'au tiers de son potentiel. Certaines de ces institutions dispensent leurs cours la matinée seulement, de 8 h à 13 h et demeurent inutilisées après le déjeuner et le soir. Les autres institutions, et c'est là le cas de la majorité des institutions du pays, ne dispensent leurs cours que de 11 h le matin à 16 h, demeurant inutilisées tout le reste du temps, soit le matin jusqu'à 11 heures et toute la soirée, depuis la fin des cours jusqu'au lendemain matin à 11 heures.

On a donc là tout un matériel éducatif fort coûteux pour un pays en voie de développement et qui ne fonctionne qu'au tiers de son potentiel. On ne semble pas conscient, encore moins inquiet, de l'anomalie d'une telle situation dans un pays où il y a un besoin tellement urgent d'éducation

* 63. Pilot Project of Adult Education, Bangladesh, Bangladesh Education Directorate Adult Education Section, BARD, Comilla, Annual Report, 1970-71.

et où les ressources matérielles sont si rares. On assiste donc, et cela, quotidiennement et depuis des générations, au scandale d'un gaspillage sans nom, à la non conscience de l'élite instruite et à la sous-utilisation généralisée du potentiel humain et matériel du pays. Et, pourtant, des millions d'adultes, hommes et femmes, des millions d'enfants, continuent à se voir lésés de ce droit inaliénable à l'éducation. On est encore loin, bien loin des objectifs du Plan de Karachi.

Or, voici ce que dit Malcolm S. Adiseshiah, économiste indien, directeur général adjoint de l'UNESCO, au sujet de la sous-utilisation du potentiel scolaire:

L'alternative éducation ou sous-développement: A ces déperditions s'ajoute souvent un sous-emploi des possibilités d'enseignement. A chaque niveau, en fait, les possibilités non utilisées représentent jusqu'à 80% de la capacité réelle. Pour l'économiste et l'éducateur, rien ne peut mieux illustrer le paradoxe tragique et le cercle vicieux du sous-développement que la situation suivante: des adultes illettrés et des enfants non scolarisés continuent de vivre dans une misère séculaire à proximité d'écoles désertes.⁶⁴

Priver l'homme de l'éducation, ou négliger d'investir les efforts nécessaires pour lui en faciliter l'accès, c'est, en effet, ralentir le développement humain et économique de la nation à laquelle il appartient, ralentir aussi

64 Malcolm S. Adiseshiah, op. cit., p. 89.

la croissance du monde dont il est citoyen. Tous les pays du monde présentement reconnus pour leur haut degré d'industrialisation le sont également pour la haute priorité qu'ils ont apportée au développement de leur éducation nationale. Que ce soit le Japon, les Etats-Unis, l'Allemagne ou la Russie, tous ces pays, à une époque ou une autre, ont éprouvé l'urgence de donner une meilleure éducation à leurs citoyens et, cela, dans le but de hâter le développement économique et social.

Si une telle planification de l'éducation vaut pour les pays ci-haut mentionnés, elle vaut aussi pour les pays en voie de développement, à plus forte raison pour le Bangladesh. L'action systématique, pensée, coordonnée que permet une certaine formation intellectuelle, aussi élémentaire que soit cette formation, ne peut qu'aider et favoriser le progrès sous toutes ses formes. La pensée rationnelle est aussi de nature à temporiser l'action impulsive, irrationnelle, belliqueuse. Notons comme exemple toutes ces tendances agressives au Pakistan oriental d'alors ou au Bangladesh d'aujourd'hui. Non pas que ces tendances n'existent pas ailleurs dans le monde, mais il n'en demeure pas moins que contribuer à augmenter l'arsenal militaire de pays en voie de développement sans leur dispenser une éducation adéquate, équivaut à mettre une arme tranchante entre les mains d'un enfant. Une telle arme risque fort de démolir, de blesser,

mais que construit-elle sinon des hostilités, des défenses. Que d'armes étrangères cependant, de toutes provenances, n'ont-elles pas contribué à aider les pakistanais à s'entretuer. Guerre de 1965 contre l'Inde pour le Cachemire, Etat d'urgence de 1969, Guerre de 1971 entre l'Est et l'Ouest Pakistan. Depuis la création du Bangladesh, on a assisté à une succession de coups et contre-coups d'états, autant de blessures dont ce pays ne se remet que fort difficilement. Alors que les armes coûtent des prix exorbitants et contribuent à démolir, à agresser, l'éducation, elle, contribue à élever l'homme, à l'ouvrir au monde, à assainir ses instincts de violence. Et c'est pourtant, selon l'économiste Malcolm S. Adiseshiah, la forme d'aide la moins coûteuse:

L'aide à l'éducation est la forme de développement la moins chère, sinon en valeur intellectuelle, du moins en termes financiers. (...) A partir d'un certain volume, l'aide à l'éducation a un effet multiplicateur considérable; elle entraîne des économies de plus en plus importantes, et dans la plupart des cas, s'avère infiniment plus rentable que d'autres formes d'aide au développement.⁶⁵

Donner des objets de consommation n'inculque aucun sens de la valeur réelle de l'objet, et qui plus est, contribue dans presque tous les cas à augmenter ou à créer des besoins qui, alors, n'existaient pas. Donner de la nourriture, etc., répond à un besoin immédiat. Eduquer l'homme,

65 Malcolm S. Adiseshiah, op. cit., p. 311.

c'est lui permettre, à long terme, à trouver de lui-même une réponse définitive à ses besoins, en cela, aucun doute possible. L'éducation, à elle seule, selon Malcolm S. Adiseshiah, peut plus pour la promotion humaine, sociale, économique, que toutes les autres formes d'aides coordonnées. L'éducation, à elle seule, suffit à transformer les personnes, les institutions sociales et culturelles. Elle peut susciter les attitudes d'ouverture à la différence, à l'intégrité, à la coopération, à l'efficacité, sans parler du pouvoir de persuasion et de l'influence dont elle peut revêtir celui qui y a accès. L'éducation permet aussi à l'homme de comprendre que tout est relatif car elle lui donne sa dimension dans le monde, dans l'histoire et dans le temps. Et c'est d'ailleurs un droit inaliénable de tout homme, de toute femme et de tout enfant de la terre.

On lit, en effet, à l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme que "toute personne a droit à l'éducation"⁶⁶. Populorum Progressio abonde dans

⁶⁶ Nations Unies, Déclaration universelle des droits de l'homme, Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale 1973-1983, Secrétariat d'Etat, Information Canada, Ottawa, 1975, Annexe 3, Article 26, p. 44.

le même sens, en disant:

L'éducation de base est le premier objectif de tout plan de développement. La faim d'instruction n'est en effet pas moins déprimante que la faim d'aliments; un analphabète est un esprit sous-alimenté.⁶⁷

Aucun doute ne peut subsister, il faut avant tout donner à l'homme le moyen indispensable pour l'habiliter à s'insérer dans le monde. Cet élément essentiel, c'est l'éducation. Voici le point de vue d'un éminent économiste souvent consulté par des organisations internationales et cité par un autre économiste, Malcolm S. Adiseshiah:

Mon premier principe, m'a-t-il dit, est le suivant: "En cas de doute, enseigne!" Et mon second principe: "Si le doute subsiste, enseigne encore, enseigne davantage!"⁶⁸

Il n'est peut-être pas vain de le répéter, aucun progrès économique et politique réel ne peut s'effectuer sans un progrès de l'éducation. Les progrès politiques apparents, tels les coups d'Etat, les dictatures d'un parti, les impositions de lois martiales ne constituent pas en réalité un progrès, mais bien une aliénation, un recul de la conscience politique et de la véritable démocratie. Les vraies décisions politiques responsables ne peuvent se prendre que par des hommes éduqués, éclairés, qui savent dans

67 Sa Sainteté Paul VI, Populorum progressio, Mondes, revue pluraliste, Volume 1, numéro 3, p. 10.

68 Malcolm S. Adiseshiah, op. cit., p. 80.

quelle direction ils engagent leur destinée. La formation de la conscience nationale et politique d'un peuple se prépare donc graduellement, résolument, par des sacrifices consentis de la part de l'Etat, et cela se traduit dans le PNB que cet Etat investit dans l'éducation du peuple, dans l'alphabétisation. Comme on le constatait antérieurement, le Pakistan se rangeait, en 1962, au dernier rang parmi quatre-vingt-cinq pays du monde, pour le pourcentage de scolarisation de ses filles au niveau primaire⁶⁹. Il est remarquable également que, dans ce pays, il n'ait jamais été possible, depuis la partition de 1947 jusqu'en 1970, de tenir des élections démocratiques⁷⁰. Il n'y eut qu'une succession de régimes militaires ou de lois martiales. Lorsqu'enfin, en 1970, la voix du peuple (il est cependant difficile de juger de son autonomie), oui, lorsque le Bengali se prononça aux élections de 1970 en faveur de la Ligue Awami et de son chef, on se souvient des événements qui s'ensuivirent⁷¹. Ce fut tout, sauf le respect du choix du peuple. Il y eut donc refus du résultat du scrutin, dictature, loi martiale

69 Unesco, ED/195, Etude comparée sur l'accès des jeunes filles à l'enseignement primaire, Annexes III et IV.

70 Sarol K. Chatterji, Profile of Bangladesh, Depth Study of a Social Revolution, Madras, C.I.S.R., no 15, 1972.

71 Ministry of External Affairs, Bangladesh Documents, Madras, B.N.K. Private Press Ltd, 1972.

et, enfin, révolution sanglante. C'est révélateur et symptomatique.

Il y a également des signes révélateurs, évidents, calculables, de la volonté des gouvernements à éduquer le peuple. Ce signe, c'est la planification de l'éducation à tous les niveaux, de même que les sacrifices budgétaires réellement consentis pour y arriver. (cf. Annexe XXVIA pour un aperçu global des dépenses consacrées à l'éducation au Pakistan en 1968/69)⁷².

8. Sommaire

A la Commission de la Condition de la Femme du Conseil Economique et Social des Nations Unies revient, dès 1960, l'initiative d'une première tentative de mobilisation de l'opinion mondiale au grave problème de l'éducation de la femme dans le monde. A sa demande, la Quatorzième session générale des Nations Unies mettait cette question à l'ordre du jour et faisait appel au concours des Etats Membres des Nations Unies. Quarante-neuf Etats y envoyèrent leurs rapports à la demande de l'UNESCO. On remarque, cependant, l'abstention du Pakistan, malgré la gravité de ses problèmes au chapitre de l'éducation de la femme. Au terme de cette

⁷² Unesco, Confidential, EFM/34/2, Educational Development in Pakistan: An Analysis, Paris, August 1970, Reserved for the exclusive use of Unesco, p. VI.

Quatorzième session, la Commission de la Condition de la Femme faisait une recommandation majeure en ce qui concerne les droits de la femme à l'éducation, exhortation qui, par sa nature même, contribua à faire progresser cette cause et à améliorer la destinée de la femme dans le monde.

Deux documents importants de l'UNESCO sont à l'origine de l'initiative du Plan de Karachi. Le premier, le Plan pour l'organisation de l'enseignement primaire obligatoire dans la région, ou Etude et document d'Education no. 41, sur les besoins de l'Asie en matière d'enseignement primaire, 1961, présenta l'éducation de la femme comme un problème spécial, au même rang que la déficience mentale. Quoiqu'il en soit, il eut le mérite de provoquer un début de prise de conscience. Il constituait un des premiers appels de l'UNESCO dans le but de sensibiliser les organismes privés de suppléance au grave devoir de soutenir les gouvernements dans ce domaine de l'éducation de la femme. Le Colloque régional de New Delhi 1962, par l'accent qu'il mit sur la nécessité d'une planification de l'éducation qui tienne compte de l'expérience des autres pays, constituait le deuxième palier du Plan. On y insistait sur la nécessité d'une planification effectuée en tenant compte de l'éducation vue dans ses rapports avec le développement économique et social des pays. Le Colloque dénonçait les préjugés sociaux de l'Asie: notamment sa réticence à

l'éducation des filles et un certain manque d'amour du travail. Il établit deux ordres de priorité à promouvoir: l'éducation des filles et celle des adultes. Le Colloque ne présenta cependant encore rien de précis et demeura plutôt théorique qu'orienté en fonction d'une action immédiate à promouvoir.

Une autre initiative de l'UNESCO, laquelle remonte à octobre 1962, contribua aussi à sensibiliser à la situation de l'enseignement en Asie. Il s'agit d'une étude comparative menée par cet organisme sur l'accès des filles à l'éducation primaire. On remarque la place occupée par le Pakistan-Bangladesh: dernier rang au monde avec moins de 10% de scolarisation des filles au primaire. L'UNESCO, devant le tragique de la situation, insista sur l'urgence d'un effort mondial à déployer pour promouvoir l'accès des filles à l'éducation.

Conçu sous les auspices de l'UNESCO par la Réunion des Ministres d'Education d'Asie et de la CEAE0, le Plan de Karachi vint ensuite proposer un modèle de stratégies de développement de l'éducation pour l'Asie, mais ne se voulait pas le "modèle unique". L'hypothèse à la base du Plan découle des efforts antérieurs de l'ONU et de l'UNESCO, 1960, 1961, 1962, soit: "L'égalité entre garçons et filles; supposant des chances égales dans tous les domaines." Il propose l'enseignement primaire obligatoire pour tous, en 1980.

Il a pour but, non pas de proposer un Modèle unique pour tous les pays, mais se veut plutôt comme un "Modèle de quantification méthodologique d'hypothèses afin de faciliter le travail de planification des différents pays d'Asie".

Une faiblesse majeure du Plan retint cependant l'attention: il présente une stratégie générale de développement de l'éducation alors que ce qu'il fallait, en Asie, c'est une rupture générale avec le passé et un changement radical des mentalités. Le Plan se heurta, on le sait, à un obstacle majeur: la résistance sociale à l'éducation de la fille et de la femme. Or, le gros du bloc à scolariser, pour atteindre les objectifs du Plan, étant avant tout composé de l'élément féminin, impossible d'atteindre cet objectif par des stratégies générales d'éducation. Il fallait, pour changer l'ordre des choses, s'attaquer aux causes de la résistance asiatique à l'éducation des filles, donc aux causes économiques et sociales. Au plan social, la formation d'institutrices féminines s'imposait aussi comme une mesure d'urgence si l'on espère augmenter les chances d'accès de la fille et de la femme à l'éducation. Une réforme administrative de tout l'appareil planificateur de l'éducation au Pakistan-Bangladesh s'imposait également, cela, afin d'y réserver une plus large place à la collaboration de femmes planificateurs de l'éducation.

Le Plan n'aura qu'une portée limitée à cause de ses objectifs vagues, de son manque de précision quant aux moyens à utiliser pour arriver aux objectifs fixés et du manque de précision et d'exactitude des données statistiques utilisées pour établir ses objectifs. Aussi, parla-t-on de Projets de réforme du Plan avant même sa publication. La Conférence de la CEAE0, Tokyo 1962, fit des propositions concrètes pour la mise en application et la réforme du Plan. Elle proposa aux Ministres d'Education des pays-membres de mieux préciser le but de leur planification locale de l'éducation. Elle fixa aussi des échéances pour la remise des planifications particulières des pays-membres, insistant avant tout sur l'importance des Plans nationaux de développement de l'éducation. Cette planification, laquelle pouvait s'effectuer avec le concours de l'UNESCO, allait devoir, pour répondre aux exigences de la CEAE0 1962, planifier l'enseignement primaire dans les Pays d'Asie de façon à le rendre capable de répondre plus adéquatement à leurs besoins économiques et sociaux. Elle insista sur une planification à court terme, supposant le non recours à l'aide étrangère, et sur une planification à long terme s'appuyant sur une possibilité de recours aux agents extérieurs de l'aide.

La Conférence de la CEAE0, Bangkok 1965 fut l'occasion de la mise à jour de la planification de chaque pays membre de la CEAE0 et du Plan. Le Ministre du Pakistan y

présenta son rapport, lequel pêche par un vague désarmant. Ce compte rendu, centré sur ce qui devrait être, et le présentant comme un fait accompli, le Pakistan passa, de ce fait, à côté de sa propre réalité. Or, le grand mal de l'éducation, dans ce pays, c'est justement le manque de réalisme et le manque d'objectifs précis. On y remarque, à cause de ce manque d'attention aux réalités concrètes du pays, une sous-utilisation quasi générale de tout le potentiel humain et matériel en place et disponible à cet effet. La CEAE0 1965, consciente de ces faits, insista à nouveau sur l'urgence d'accorder la priorité à l'éducation des filles, des femmes et des adultes. Elle insista également sur la nécessité de coordonner l'agir éducatif national, régional et international, faisant pour cela appel aux associations bénévoles d'aide à l'éducation, aux comités de parents, à l'UNESCO. L'aide à l'éducation constitue, en effet, au dire de l'économiste indien, Malcolm S. Adiseshiah, assistant général de l'UNESCO, la forme d'aide la plus utile, la moins chère et la plus efficace pour transformer un pays et augmenter ses possibilités d'insertion dans le monde.

Le chapitre suivant traitera de l'inventaire et de l'analyse de la stratégie éducative au Pakistan/Bangladesh, de 1969 à 1973.

CHAPITRE II

STRATEGIE EDUCATIVE DU PAKISTAN/BANGLADESH 1969-1973
INVENTAIRE, ANALYSE, PROPOSITIONS DE L'UNESCO

CHAPITRE II

STRATEGIE EDUCATIVE DU PAKISTAN/BANGLADESH 1969-1973 INVENTAIRE, ANALYSE, PROPOSITIONS DE L'UNESCO

Le présent chapitre tente de cerner les stratégies éducatives au Pakistan/Bangladesh, de 1970 à 1973. Pour ce faire, nous procédons à l'inventaire et à l'analyse des principaux projets de développement de l'Education préparés par l'appareil planificateur de ce pays et consignés dans les documents officiels du Ministère de l'Education du Pakistan: Proposals for a New Educational Policy, La Nouvelle Politique Educative et le Quatrième Plan Quinquennal. A la suite des chercheurs de la Mission de l'UNESCO et en nous aidant des grandes lignes du Document EFM/34, 1 et 2, de cet organisme, nous répertorions les principales tendances stratégiques et les faiblesses majeures du développement de l'Education dans ce pays, gardant une préoccupation majeure: la place réservée à l'éducation de la fille et de la femme au Pakistan-Bangladesh.

1. Historique

Quelque lents que furent les progrès de l'éducation au Pakistan, depuis le Plan de Karachi jusqu'en décembre 1969, il s'est quand même, pendant ce temps, effectué certains progrès. Le Gouvernement en place se préoccupait alors, il est

vrai, beaucoup plus de l'expansion de la défense nationale que du développement du système d'éducation. Quoiqu'il en soit, on peut quand même constater certaines transformations du système et certains efforts de planification de l'éducation.

L'UNESCO, dans un document confidentiel EFM/34, 1 et 2, qu'elle a bien voulu consentir à nous prêter pour cette recherche, faisait, en 1970, l'inventaire et l'analyse du développement de l'éducation au Pakistan. Cet organisme effectua son analyse en soulevant les problèmes et les grandes tendances de l'éducation dans ce pays. Elle se livra aussi à une analyse critique approfondie de la N.E.P. du Gouvernement. La Nouvelle Politique Educative manquant de profondeur et de précision sur bien des points importants pour l'avancement progressif et prudent de la stratégie éducative, l'UNESCO achemina alors au Gouvernement du Pakistan, à la demande de celui-ci, et après une enquête et analyse détaillée de tous les points saillants du système d'éducation, certaines propositions pour un renouvellement ou remaniement total de tout l'appareil administratif et planificateur de l'éducation. La ré-organisation du système, ou appareil planificateur et administratif, constituait, selon cette étude, un pré-requis indispensable, sans lequel tout investissement dans l'éducation au Pakistan n'était pas à encourager.

Avant donc de procéder à un inventaire de la planification de l'éducation au Pakistan, de ses lacunes et des remèdes proposés par l'UNESCO, situons d'abord dans quel cadre et sous quelle autorité cet organisme international effectua ladite analyse:

This Report is a confidential document prepared for the Government of Pakistan under the Co-operative Agreement between Unesco and the International Bank for Reconstruction and Development. Its object is to study the development of the educational system and to identify educational projects considered essential for the economic and social development of Pakistan and which could be financed by external aid, particularly by the Bank and the International Development Association. The recommendations presented, however, are those of the Unesco Secretariat and in no way commit the Bank of the Association.⁷³

Il s'agit donc d'un document de travail préparé à l'intention du Gouvernement du Pakistan et à sa demande. La réalité du pays décrite par l'Unesco, à la suite de cette démarche, nous semble perçue dans sa vérité. L'auteur oeuvrait encore, à ce moment, au sein du système d'éducation au Pakistan et, par conséquent, il est au fait de l'évolution du système d'éducation en place à l'époque. Que ce système, comme le dit l'UNESCO, ait été, dans l'ensemble, défectueux, très pauvre par sa planification pédagogique, avec une surconcentration de tous les pouvoirs au sommet de la pyramide

⁷³ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, Education in Pakistan, Problems, Trends and Development Proposals, Paris, November 1970. Reserved for the exclusive use of Unesco, p. 1.

administrative, rien de plus évident. On peut évaluer les conséquences d'une telle sur-concentration du pouvoir pour l'action éducative elle-même. La situation observée alors par l'auteur et cernée dans le document ci-haut mentionné, nous amène à nous interroger sur les réformes ou transformations qu'il serait urgent d'y apporter. Aussi, nous livrons-nous à cette analyse, en compagnie des chercheurs de l'UNESCO.

2. Situation de l'éducation au Pakistan

D'abord, pour le portrait global du système scolaire, il ne va pas de soi que l'école, au Pakistan, soit une affaire de l'Etat. Il y a, en effet, des écoles de toutes espèces, dans ce pays, financées par diverses sources de revenus⁷⁴ (cf. Tableau de l'Annexe XI).

L'effort du Gouvernement pakistanais, quant à l'initiative de l'ouverture d'écoles et du financement de l'éducation, est de toute évidence plus élevé à l'Ouest qu'à l'Est Pakistan. L'Est représente un peu le parent pauvre du pays et du système d'éducation. C'est également à l'Ouest que la présence de l'initiative privée concentre le plus ses effectifs. Il y a là les grandes écoles privées des communautés

⁷⁴ Unesco, EFM/34/1, CONFIDENTIAL, Educational Development in Pakistan: An Analysis, Paris, August 1970, Reserved for the exclusive use of Unesco, p. 17. Annexe XI.

religieuses, soit à Rawalpindi, à Lahore, ou dans les grandes stations de montagnes, Murray, Sialkot, Gilgit. La nature, le climat et les possibilités d'organisation matérielle du pays sont aussi plus attirantes, favorables, et moins ingrates à l'Ouest du pays qu'à l'Est. L'industrie y étant plus développée, il est plus facile pour les ressortissants étrangers d'y vivre et d'y trouver tout ce dont ils ont besoin, qu'au Bengale oriental. A l'Est, les difficultés de toutes sortes se présentent, plus nombreuses et beaucoup plus insurmontables que dans l'aile occidentale. Cela suffit pour décourager les bonnes volontés et sur-centrer les efforts de développement et d'éducation au Pakistan de l'Ouest.

Voici, produit par la mission de recherche, un tableau statistique de l'éducation au Pakistan de l'Est. Il s'y trouve des chiffres concernant le nombre d'institutions de tous les niveaux, les effectifs scolaires, le pourcentage des effectifs masculins, le pourcentage pour le groupe d'âge et pour l'effectif total. Le taux élevé d'inscription des garçons parle de soi et laisse deviner le faible taux d'inscription des filles (cf. Annexe XIIA⁷⁵).

⁷⁵ Unesco, EFM/34/1, CONFIDENTIAL, op. cit., p. VII. Annexes XIIA, XIIB, XIIC.

Quant au deuxième tableau (cf. Annexe XIIB⁷⁵) sur le contrôle des écoles et leur distribution, que les écoles primaires sous le contrôle du gouvernement soient si nombreuses en 1970, cela nous semble exagéré. La N.E.P. donne, en 1969, les statistiques suivantes de l'état de l'éducation au Pakistan.

Ninety per cent of the educational institutions in East Pakistan and 75% of those in Karachi are privately operated.⁷⁶

On vient à peine, à ce moment, d'établir la politique selon laquelle les écoles privées tenues par des missionnaires étrangers seront prises en charge par le gouvernement ou nationalisées. Cela ne concerne cependant pas les autres institutions privées du pays.

Foreign missionary educational institutions in Pakistan tend to spread indirectly the doctrines of religion and culture which are alien to our national values and Islamic concepts of life and most of them are linked and affiliated to foreign educational systems. (...) Further, their continued existence in a free and independent state which is an Islamic Republic must be regarded as highly anachronistic. Not only do they perpetuate the barriers of distinction, their very existence in the educational system causes "endless complications for public policy". The policy should therefore aim at nationalizing these institutions. It is important to state here that this recommendation should not apply to educational institutions run entirely by Pakistani Non-Muslim communities.⁷⁷

⁷⁶ Ministry of Education and Scientific Research, Proposals for a New Educational Policy, Government of Pakistan Press, Islamabad, July 1969, p. 7.

⁷⁷ Ministry of Education and Scientific Research, op. cit., p. 14.

Or, on sait à quel rythme les stratégies éducatives passent à exécution au Pakistan; si bien que, en juillet 1976, nous constatons la non application de cette directive. Pour ce qui est du secondaire, il demeure encore plus difficile de vérifier l'exactitude des chiffres avancés, ce niveau d'instruction se rattachant le plus souvent, soit au primaire, soit au deuxième cycle du secondaire et se trouvant rarement, comme tel, seul dans une institution. Le haut secondaire, le collégial et les universités relèvent habituellement de l'initiative privée ou locale. Le degré de qualification des maîtres parle de soi et se passe de commentaires (cf. Annexe XIIC⁷⁵).

a) Problèmes administratifs.- Cette rétrospective, sur l'origine de l'école, la source des revenus, le pourcentage des effectifs masculins et les qualifications des maîtres, laisse un peu deviner l'ampleur des problèmes à résoudre pour arriver à créer un équilibre dans tout le système d'éducation. Les limites de l'appareil administratif n'étaient pas moins graves et la planification réelle de l'éducation y était tout à fait inexistante ou presque. Il n'existait, au Pakistan, aucune information statistique à point. Tous les chiffres avancés, en plus de leur validité douteuse, accusent encore plusieurs années de retard. Quant à l'organe décisionnel, il était centré au sommet de la pyramide éducative et il n'y avait pas de partage ou délégation des pouvoirs aux différents échelons du système, d'où une lourdeur excessive et une lenteur exaspérante dans la prise de décision. L'appareil administratif, submergé par les tâches purement matérielles et financières, ne disposait d'aucun temps ou liberté pour les exigences réelles et urgentes de la planification de l'éducation. Aussi, la mission suggérat-elle, comme préalable à toute autre tâche de reconstruction du système scolaire, pré-requis sans lequel aucun

investissement de capitaux étrangers n'est encourageable, une refonte totale de tout l'appareil administratif de l'éducation au Pakistan. Voici comment la mission présenta cet appareil:

1.1 The New Education Policy identifies "administrative reorganization" as one of its objectives. Subsequently, this reorganization is defined as a transfer of some responsibilities and some authority to school district and college zonal authorities. Along with additional proposals for education service boards and National Council for Education, it may well be expected that some improvements will result.

However, if an administrative reorganization is to have a real impact in East Pakistan, the total organization, administration and management of the education system will need reorganization and streamlining along modern principles. The present administration is apparently given a task which based on the 1968 figures of school units of all kinds, divisions, districts, sub-divisions, thanas, pupils, students, teaching and administrative personnel involved, is out of all proportions to the organization, administrative and managerial personnel and other means provided to handle the volume. Furthermore, the concentration of responsibilities and authorities on a few key top administrative personnel does not make it feasible for the system to operate efficiently at all.

1.2 It would seem urgent to study the requirements for a drastic decentralization of functions from the Central Administration in Dacca to various inferior levels throughout the province. At the same time it would be required to study a better division of labour within the central administration itself, along with emphasis on improvement methods and procedures. (...) Emphasis must be placed also on programming and target setting.⁷⁸

Et les experts de la mission poursuivirent leurs observations au sujet de la faiblesse administrative de l'appareil éducatif

⁷⁸ Unesco, EFM/34/1, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 82.

au Pakistan, comme suit:

1.3 In relation to the lower school levels and general education, the main administration weaknesses are abusive centralization, lack of adequate staff and inadequate time consuming administrative procedures. In relation to other types and higher levels of education, the prevailing defect is lack of coordination. Sometimes the same purpose in training is attempted by two completely different types of institutions, absolutely unrelated. Higher education institutes (Intermediate Colleges, Degree Colleges and Universities) on the other hand are under split responsibilities, so that practically no planning for them is possible.

1.4 A common weakness permeating the whole educational system is the lack of supporting and assisting technical services. (...) efficient supervision, research, etc. are lacking. Administration centres almost exclusively on the purely bureaucratic administrative procedures.

1.5 A detailed survey for the purpose of re-organizing the total education administration would in itself lead to considerable improvements at these levels.⁷⁹

Le deuxième document EFM/34/2, dont l'orientation vise la refonte totale du système et l'établissement de projets concrets susceptibles de promouvoir la réforme souhaitée se livra aux remarques suivantes au sujet de cette même

⁷⁹ Unesco, EFM/34/1, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 83.

administration défectueuse au Pakistan:

East Pakistan has no properly constituted educational planning unit. The small programming group within the Directorate of Education is of negligible importance, has a relatively peripheral and subordinate function and is inadequately staffed.

Statistical information is deficient in key areas; actual enrolment figures are two or three years out of date and there is no inventory of the number of school places in the system, or how many of these are temporary or unfit to use.

Longer-range perspectives are urgently needed. Seen against the gradual character of educational change, most current measures appear to be temporary palliatives. For example, the committed ongoing projects of the Government show that under primary, secondary, higher college and teacher education 89.7 per cent of the financial allocations relate to the improvement or development of existing institutions some of which, like the primary training institutes, are losing the race with obsolescence.⁸⁰

b) Projet de réforme administrative.-Enfin, après avoir relevé toutes ces faiblesses de l'appareil administratif au Pakistan, la mission proposa au Gouvernement un premier projet d'investigation d'abord, et ensuite de refonte de tout le système. Cette refonte constituait selon l'UNESCO, un pré-requis indispensable, sans lequel toute aide à l'éducation provenant de sources financières extérieures n'était pas à encourager. Au premier abord, un tel verdict peut donner une impression de dureté envers le Pakistan ou de sévérité excessive de la part de l'UNESCO, mais lorsqu'on a observé la situation de plus près, on sait qu'une telle mesure s'imposait

⁸⁰ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 12.

et, encore plus, qu'elle serait même très lente à s'effectuer.

Voici dans quels termes l'UNESCO présente ce projet:

1 Administration of Education

Project Item No. 1: Study of the Administration and Management of the Education System.

2 Objectives: Serious organizational deficiencies exist in the structure of the East Pakistan Department of Education. A comprehensive reform of the whole educational administrative organization is necessary. Given the internal and social complexities of such a reorganization, a short specialized Mission is proposed to carry out a study of the entire system from the Secretariat to the school administrator's levels. Emphasis, however should be placed on the Secretariat and Directorates' levels. The study should define clearly the factors limiting efficiency and also submit clear proposals for structural reorganization, administrative routines and procedures, introduction of applied management practices and techniques especially for the planning, programming and control and the development of management information systems related to the use of electronic data processing of the vast amount of information involved in the system. Proposals may have to be made for some degree of decentralization from Dacca to various other regions. Proposals for the specialized large-scale training of school administrators (headmaster's level), and district administration personnel at all levels and categories of the central education administration should also be prepared. The study should form the basis for any future training project for all levels of education administration personnel.

3 Composition, Timing and Estimated Cost: A team of experts in organisational planning and development, organization and methods, organization of educational planning and systems development and data processing all specialized in educational administration and management, should carry out the study. A total of about 16 man-months may be required. This study is a pre-requisite for all future educational planning in East Pakistan and should receive top priority before external financing of education in East Pakistan is proceeded with.⁸¹

⁸¹ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 103.

3. La Nouvelle Politique Educative

(La "New Educational Policy")

Nous venons de parler de l'appareil administratif du Pakistan. Nous avons souligné son incapacité face à la planification efficace de l'éducation, ses manques de précision à tous les points de vue, sa lourdeur administrative et son urgent besoin d'une réforme totale. Le projet numéro 1 de l'UNESCO indiquait l'objet et l'urgence de cette réforme. Quoiqu'il en soit, il faut noter que le Pakistan se livra, après l'acceptation du Plan de Karachi, à certaines initiatives dans le domaine de la réforme éducative. Les idéaux du Plan de Karachi ne restèrent pas totalement lettre morte mais eurent un prolongement au Pakistan, dont certaines tentatives de re-structuration du système d'éducation. Les principales stratégies à long terme ou propositions du Gouvernement du Pakistan dans le but de promouvoir un nouveau départ de l'éducation se concentrent surtout dans deux documents importants du Ministère de l'Education. Ce sont: Proposals for a New Educational Policy⁸², de juillet 1969, et New Educational Policy⁸³, de mars 1970. Trois autres documents

82 Ministry of Education and Scientific Research, Government of Pakistan, Proposals for a New Educational Policy, op. cit.

83 Ministry of Education and Scientific Research, Government of Pakistan, New Educational Policy, Government of Pakistan Press, Islamabad, March 1970.

concernant le développement de l'éducation présentent les objectifs fixés pour les années 1970-1975. Ce sont: Outlines of the Fourth Five Year Plan⁸⁴, au chapitre 8, de février 1970, The Fourth Five Year Plan⁸⁵, de juillet 1970, au chapitre 12, préparé par la Commission de planification de l'éducation et Tentative Detailed Targets for 1970-1975⁸⁶, préparé pour la mission de l'UNESCO par la Commission de Planification de l'éducation et de la recherche scientifique.

Les documents ci-haut mentionnés contiennent les principales tentatives de planification effectuées par le Pakistan après le Plan de Karachi. La New Educational Policy, mieux connue sous l'abréviation de N.E.P., fait l'objet de notre attention immédiate. Nous en analysons les grandes lignes et les implications. Nous cernons aussi les critiques de l'UNESCO au sujet des conséquences normales pour l'équilibre de l'éducation et de l'administration éducative au Pakistan, de telles propositions englobant tous les plans à la fois. Enfin, l'UNESCO proposa

84 Planning Commission, Government of Pakistan, Outlines of the Fourth Five Year Plan, Government of Pakistan Press, Islamabad, February 1970.

85 Planning Commission, Government of Pakistan, The Fourth Five Year Plan, Government of Pakistan Press, Islamabad, July 1970.

86 Ministry of Education and Scientific Research, Tentative Detailed Targets for 1970-75, Government of Pakistan Press, Islamabad, 1970.

certaines stratégies moins menaçantes, selon elle, pour l'équilibre de l'économie et du développement de l'éducation au Pakistan, propositions visant, non pas tant l'augmentation quantitative ou numérique de l'éducation seulement, que l'implantation d'un système plus équilibré que celui proposé par la N.E.P.

a) Stratégies et objectifs.-La N.E.P. présente comme suit ses principales stratégies et objectifs:

- The Objectives: The following long-term objectives are defined in the N.E.P.:
- (a) education should contribute to national unity;
 - (b) education should be adapted to the economic needs of the country;
 - (c) education should affect individual and social attitudes and behaviour as required by the over-all development needs of the country.⁸⁷

Ce sont là les objectifs souhaités par les auteurs de la N.E.P. On les retrouve dans tous les documents d'éducation postérieurs à 1970. Les moyens proposés pour arriver à ces objectifs sont définis comme suit dans les documents de l'UNESCO - EFM/34/1 et EFM/34/2.

⁸⁷ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 25.

Voyons EFM/34/2 sur ce point:

The means which are proposed for reaching such objectives are of three main types:

(a) equalization of opportunity and expansion of school facilities (massive expansion of the basic level of Grade I-VIII, moderate expansion of secondary level in Grade IX-X, and controlled expansion of higher education).

(b) qualitative emphasis by improving the working conditions of teachers; by emphasizing scientific and technical subjects, by reorganizing the technical services related to curriculum changes and educational planning; and by introducing non formal vocational courses for Grade VIII leavers not entering secondary education;

(c) administrative reorganization and reform, through decentralization and encouragement of greater participation in educational activities by teachers, pupils and influential outside groups.⁸⁸

b) Critique de ces stratégies et objectifs.--Le premier de ces moyens concerne essentiellement l'éducation des filles. On ne se rendait sans doute pas compte de la portée de cette stratégie. Or, tout le déséquilibre numérique de l'éducation au Pakistan et au Bangladesh vient de la très faible proportion des filles inscrites à ces niveaux. Comme on le disait dans Proposals for a N.E.P.:

(...) Unfortunately, in Pakistan women's education has not received the importance it deserves. The enrolment of girls in primary schools is no more than 20% of the total enrolment at that stage. The situation is even worse at higher levels. It is considered that the aims of the proposed policy will be difficult to achieve unless a break through is made in women's education.⁸⁹

88 Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., pp. 25-26.

89 Ministry of Education and Scientific Research, Government of Pakistan, Proposals for a New Educational Policy, op. cit., p. 42.

Cela supposait donc un déplacement radical d'accent quant à l'effort scolaire à déployer, donc un renversement total des mentalités. Or, les mentalités ne ressemblent en rien aux statistiques. Ici, il s'agissait de doubler les effectifs scolaires dans dix ans seulement. La lecture de l'Annexe XIII nous permettra de saisir les implications numériques de la N.E.P. sur ce point⁹⁰. Selon les objectifs que voici, en 1975, 66% des enfants du groupe IV seraient scolarisés et, en 1980, tout le groupe ou 100%. Or, on sait que la masse à atteindre pour remplir ces objectifs visait essentiellement le bloc des filles, négligées depuis toujours dans ce pays comme dans tant d'autres pays musulmans. Les chiffres concernant le groupe VI-VIII n'étaient pas moins effarants. On passait, en effet, d'un effectif de près de 3,000,000 à 16,000,000 en dix ans. En 1980, tout le groupe d'enfants sortant de la cinquième année devrait donc rester en classe, la scolarisation étant obligatoire, à partir de 1980, pour tous les enfants. Or, on ne pouvait espérer atteindre de tels objectifs numériques sans enrayer d'abord les causes du mal. Or, ces causes,

⁹⁰ Ministry of Education and Scientific Research, Government of Pakistan, op. cit., p. 42.

la N.E.P. les explique comme suit:

There are two main reasons for the low enrolment of girl students. One is economic and the other social. The economic reason is that parents, particularly those who are not well-to-do, consider the cost of a girl's education as a waste while that of a boy's is regarded as an investment. This is natural, as a boy is expected to become an earner while a girl is not. The only way out would be for the state to finance women's education to a greater extent than it is doing at present. It is therefore recommended that no fees should be charged from girls up to Class VIII.

The second reason for the low enrolment of girls is the fact that many parents, for social reasons, do not want girls to attend co-educational institutions, particularly those which have male teachers. This is understandable, and therefore it is necessary to provide more institution which are exclusively for girls. Also, on attempts should be made to attract women teachers in greater numbers than has so far been possible.⁹¹

Pour ce qui est de la réforme administrative souhaitée afin de promouvoir ces idéaux, à savoir: décentralisation et partage des responsabilités à tous les échelons, aucune limite de temps ne figurait au document, comme si tout allait de soi. Une telle planification ne pouvait certes passer sans critiques et, cela, du fait de l'utopie évidente et du vague ou manque de fermeté des propositions émises. Aussi, la mission de l'UNESCO se livra-t-elle à une critique virulente des lacunes de cette N.E.P.

⁹¹ Ministry of Education and Scientific Research, Government of Pakistan, op. cit., p. 42.

Voici, pour la planification générale:

Long-term intentions:

3.1.1 There is a basic difficulty in attempting any evaluation of the proposed future educational development in Pakistan, viz; the lack of definitive interpretation and final practical decisions. The contradictory replies obtained in Pakistan to the objections raised on apparently definitive statements have shown that the basic documents referred to above were more general and vague than would have been desirable for any firm evaluation.⁹²

Voilà donc encore l'éternelle faiblesse du Pakistan, celle d'esprits plus théoriques que pratiques. On y planifie le développement du pays comme si on ignorait totalement que toute stratégie doit se soucier des retombées réelles et pratiques dans la vie concrète du pays. Voici comment le présent document d'étude évalua les moyens proposés pour favoriser l'unité nationale souhaitée dans le pays. Cette projection pêche encore par un vague désarmant et c'est trop demander à l'éducation que de promouvoir, dans un pays comme le Pakistan, une unité nationale qui n'a

92 Unesco, EFM/34/1, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 67.

jamais existé.

Regarding the contribution of the educational system to national unity, despite its rather brand character, its interpretation is concrete, viz. to eliminate the negative influence of the system by reinforcing factors of division existing outside the educational system. It is felt that facts such as a) the co-existence of two independent and uncoordinated systems of education (religious Madrasahs and secular schools); b) the emphasis on English as medium of instruction; c) the factual preferential treatment to some geographical regions, urban areas, male students and financially better-off social strata, have not had a positive influence on national unity.

The proposals contained in the Fourth Plan to implement such intentions do not always correspond to the importance apparently recognized in stating the objectives and are not concrete enough. The distribution of development resources for education in the four new East Pakistan provinces, for instance, has been made on the basis of population instead of needs and problems. Reference to scholarships, women's education, rural areas, facilitating textbooks, are often formal, but do not always seem concrete enough or have been complemented by concrete programmes.⁹³

On a un peu d'ailleurs l'impression, en lisant certains textes, comme celui de la N.E.P. et des rapports de mission du Pakistan, qu'on y utilise de ces stratégies passe-partout, par exemple, celle de l'éducation des filles ou de l'éducation des adultes, mais qu'effectivement, la volonté et la détermination de s'attaquer au problème manquent encore totalement d'engagement. C'est là que ces programmes dégagent une telle résonnance fausse.

⁹³ Unesco, EFM/34/1, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 68.

c) La question du livre au Bangladesh.-On parle, depuis des années, de la question du livre au Pakistan. Cet état de chose constitue, en effet, un obstacle majeur à l'éducation des masses plus pauvres. On n'a cependant jamais rien entrepris de pratique du temps du Pakistan oriental pour remédier à la situation. Or, les manuels scolaires coûtent si cher dans ce pays que seuls les enfants riches peuvent se les procurer. Cette question a pourtant fait l'objet d'une mission de recherche très récente de l'UNESCO, au Bangladesh. Nous avons consulté le rapport confidentiel⁹⁴ préparé à cet effet par la mission détachée au Bangladesh. On y démasque une situation vieille, déjà connue, qui constitue un des obstacles majeurs très importants à l'éducation des couches plus pauvres de la société bengalie. Le problème du livre exerce un enjeu économique considérable. L'industrie du livre est une industrie orientée essentiellement en fonction du gain pour quelques individus, et non en fonction du bien-être ou de l'augmentation des chances du peuple, comme il se devrait. On y cherche le profit surtout. Il y a, certes, pénurie réelle ou provoquée de papier et de livres;

⁹⁴ Restricted FR/PP/Consultant, H.M. Zell, Bangladesh, The Book Situation in Bangladesh, 10 June - 9 July 1974, Serial No. 31/43/RMO, RD/FDC, Unesco, Paris, March 1975.

d'où le prix élevé, exorbitant, des manuels scolaires; et une augmentation du problème, cela, malgré les quantités de papier qui affluent de l'étranger vers le Bangladesh, et qui, souvent, demeurent inutilisées dans le port de Chittagong. Il n'est que de voir les amas de papier venus de l'étranger; lesquels traînent et pourrissent dans ce port alors qu'on déclare ouvertement une pénurie générale de papier.

d) Education et développement économique.--La N.E.P. parle d'éducation dispensée en vue de répondre aux besoins économiques du pays. Il s'agit des objectifs fixés par la CEAEQ, antérieurement traités dans le premier moment de cette étude. Or, le rapport des experts de l'UNESCO évalue comme suit le traitement apporté à cette question dans la N.E.P.:

Adaptation to Economic Needs

The objective of adapting the system to economic needs has been interpreted as the strengthening of science, vocational and technical education at all post-primary levels, through improving quality and creating new types of specialized institutions. While present educational conditions are correctly analysed and several concrete proposals made in the Fourth Plan, it remains a fact that the basic weaknesses will not be eliminated through the proposed policy of isolated remedial decisions. Comprehensive solutions should be sought for the problems of agricultural, industrial, technical and vocational education. Such solution will require a total reexamination of the administrative and educational aspects of specialized education. It is not evident that such an approach has been envisaged by the Pakistan authorities.⁹⁵

e) Education et changement des attitudes sociales.-

La N.E.P. fixe, comme objectif à long terme, le changement des attitudes sociales, espérant que l'éducation à elle seule pourrait suffire à améliorer ou à changer ces attitudes. Or, l'expérience a prouvé le contraire au Pakistan, cela à cause de la nature de l'éducation impartie au peuple depuis des générations, à cause aussi de la valeur sociale attachée également depuis tant d'années à l'éducation comme telle. A l'éducation-service, on substitua, comme naturellement, dans ce coin géographique, l'équation suivante: éducation = dispense d'avoir à servir, aussi exagéré que cela puisse paraître. Il ne suffit donc pas d'enseigner pour que cette attitude si néfaste au progrès disparaisse de soi. Il faudra y travailler à changer, à tout prix, la nature, la mentalité, l'orientation de tout le système d'éducation dans le pays, tout le concept de l'éducation étant davantage théorique que pratique, plus conçu pour accueillir le riche que pour le pauvre à relever socialement.

A ce chapitre, la N.E.P. proposa d'établir, le plus vite possible, l'équilibre entre enseignement des humanités et enseignement technique et scientifique. Cet équilibre entre le scientifique, le technique et la voie des humanités devait suivre immédiatement, selon cette stratégie, l'expansion systématique et progressive de l'enseignement primaire pour tous, cela dans l'espoir de pouvoir de la sorte pallier

la faiblesse de l'éducation dispensée jusqu'à maintenant et son manque d'adaptation aux besoins économiques et sociaux.

4. Implications de la N.E.P.

a) Implications numériques.-Les implications de la Nouvelle Politique Educative s'étendaient sur plusieurs plans: soit d'abord, le nombre d'étudiants à inscrire et à maintenir à l'école, pour atteindre les objectifs numériques fixés, de même que la proportion des effectifs féminins à scolariser que cela supposait. L'objectif du 100% vers 1980 ne saurait en effet atteindre son but que par un effort massif de scolarisation des filles. Voyons pour les proportions que peut représenter une telle stratégie:

Feasibility of the N.E.P. Target: Massive Expansion of Primary Education: The main objection to the N.E.P. targets is based on the implications of the intended massive expansion of primary education. Annexes 111.02, 03 and 04 present rough estimates of enrolment and teacher requirements in primary middle, secondary and intermediate education if the target of universal primary education by 1980 is to be maintained. For primary education it will mean an additional enrolment of almost 17 million pupils by 1980, giving an average of 1,700,000 additional pupils in the 1970-1980 period, as compared with the past performance of 400,000 annual additional children in the 1960-1965 period and 600,000 in the quinquennium, 1965-1970. Since the main bulk of additional pupils will be girls it will imply an additional enrolment of 10 million girls, or about 1 million per year as compared with the past performance of 170,000 per year observed in the period 1960-1970.⁹⁶

⁹⁶ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 28.

La citation parle d'elle-même. Une seule remarque cependant, au chapitre du primaire: l'intention était excellente mais le réalisme totalement absent de cette planification. 1,000,000 de filles de plus de scolarisées par année alors que les tendances antérieures n'atteignaient que 170,000 par année. L'utopisme de cette stratégie entretient les plus sceptiques. Nul ne peut oser croire au radicalisme du changement que cela implique. Un autre point de ladite planification pose aussi des problèmes sérieux. Il s'agit du nombre de maîtres à former pour atteindre cet objectif, alors que le fort pourcentage des enseignants en exercice travaillaient sans qualification ou étaient mal qualifiés. Un autre obstacle non moins difficile à surmonter dans cette planification, soit celui de tout le personnel féminin nécessaire et le moyen de l'attirer à la profession d'enseignantes si l'on compte passer de la planification aux actes. L'accent mis sur l'éducation des filles ne pouvait pas se finaliser sans que le même accent soit mis sur la formation de professeurs féminins. C'est là une conséquence logique de la condition sociale de ce pays. Or, voici concrètement, selon l'UNESCO, ce que peut signifier cet objectif:

In terms of teachers, estimated on the basis of the high pupil/teacher ratio observed in 1970, it will imply 300,000 additional teachers in the period 1970-1980, or an annual average of 30,000 teachers in the period 1970-1980 as compared with the past trend of 7,000 to 8,000 annual additional teachers observed in the period 1960-1970.⁹⁷

Les objectifs de la N.E.P. ne sauraient s'effectuer sans risques de créer un fort déséquilibre dans tout le système d'éducation et, cela, sans parler des implications

⁹⁷ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 29.

financières d'une telle expansion. Les possibilités matérielles vinrent mettre le frein à cette fantaisie qui, comme bien d'autres, n'aura probablement servi qu'à grossir les filières désordonnées du Pakistan.

Quant aux effets cumulatifs de telles stratégies sur tous les plans, on peut les deviner. Qu'il suffise de dire avec l'UNESCO:

The cumulative effects of primary, middle, secondary and intermediate enrolment expansion in terms of teachers are of such magnitude that, serious doubts arise about the advisability of setting the target for universal primary education at 1980 and middle education at 1985. A much more careful analysis should be made. A number of additional primary school pupils to be enrolled, the difficulty of changing social attitudes to equalize the participation of girls and the rural conditions where the main efforts will be centred, are all strong arguments against the realism of the various targets selected. 98

b) Equilibre entre les sciences humaines et les sciences exactes.-La N.E.P. proposait, comme remède aux attitudes sociales de non engagement et au manque d'amour du travail manuel, si largement observés chez les Pakistanais instruits, une redistribution plus égale des effectifs scolaires secondaires entre les sciences humaines et les sciences exactes. Cette redistribution, d'après les objectifs de la N.E.P. devait atteindre l'ordre de (40-60) pour les 9^e et 10^e, et celui de (50-50) au niveau des 11^e et 12^e. On ne se préoccupait pas plus qu'il n'en fallait des besoins réels en

spécialistes dont la société aurait besoin, alors que le Pakistan était et demeure un pays essentiellement agricole. Ce sont là des changements comportementaux quelque peu coûteux pour un pays en voie de développement, sans pour autant savoir si effectivement, un enseignement à dominante scientifique allait effectivement pouvoir assurer les changements souhaités. L'UNESCO mit donc en doute la valeur d'une telle orientation:

Moreover, the basis for the proposed new proportions are not clear. The foreseeable human resources needs do not justify such percentages. The purely behavioral changes, often given as a main agreement, are too questionable to justify such a sweeping and expensive innovation on national basis. Finally, under these conditions, and in the light of past experience in Pakistan there is a strong probability that such a change will only lead to the same type of theoretical knowledge, unrelated to economic needs, and to the indifference to practical work so criticised in the humanities areas, but disguised under a new heading.⁹⁹

L'annexe 1.05¹⁰⁰, préparée par la Commission de Planification de la Main d'oeuvre illustre bien les besoins dans ce domaine. On peut y remarquer la mauvaise répartition des compétences pour une réponse adéquate aux besoins réels du pays. (cf. Annexe XIV).

c) Implications financières et numériques.--Les implications financières et numériques de la N.E.P. revêtirent

⁹⁹ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 71.

¹⁰⁰ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 5.

une telle ampleur qu'on se demande sérieusement si ce projet ne relevait pas de la pure utopie. Qu'il nous suffise de le mentionner. Le problème de la formation des maîtres allait aussi nécessairement être soulevé par un projet d'une telle envergure. La pénurie en personnel enseignant était évidente au Pakistan, et les lacunes de la formation professionnelle des maîtres posait un problème sérieux de plus dans cet engrenage. Voyons simplement, à l'aide des tableaux suivants^{101,102,103} (cf. Annexes XV, XVI, XVII) les implications financières de la N.E.P. 1980-1990, les pauvres qualifications du personnel enseignant en 1968, les implications numériques de la N.E.P. de 1960 à 1985 et le pourcentage du produit national qu'il allait falloir y investir pour arriver aux fins proposées. A la place de ces propositions trop audacieuses énoncées par le Pakistan, la mission de recherche de l'UNESCO présenta une contre-stratégie pour un développement de l'éducation plus équilibré et moins menaçant pour l'équilibre social et économique du pays, en tenant compte du détail des

¹⁰¹ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 31.
Annexe XV.

¹⁰² Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 28.
Annexe XVI.

¹⁰³ From Pakistan Educational Index, and the Fourth Educational Plan, dans Unesco, EFM/34/2, op. cit., Annexe XVII.

coûts que cette contre-proposition devrait encourir. Nous trouvons le détail de cette projection en Annexe¹⁰⁴ (cf. Annexe XVIII).

d) Objectif à moyen terme: Quatrième Plan Quinquennal.-Outre la planification à long terme présentée dans la New Educational Policy, le Quatrième Plan Quinquennal présentait les objectifs à Moyen-Terme (1970-1975) du Ministère de l'Education. Cette planification manqua également d'équilibre en ce qu'elle visa à promouvoir tous les objectifs en même temps, alors que ces objectifs atteignaient le nombre de sept. On y remarque l'absence de hiérarchie des valeurs, l'incapacité d'établir des priorités, le manque d'un souci fondé de déterminer les moyens pratiques et concrets à prendre dès maintenant pour arriver aux objectifs fixés.

Quoiqu'il en soit, on y touchait cependant certains points importants, à savoir: la nécessité d'une réforme de toute la machine administrative du système. Les principaux points de cette réforme de l'administration et de la planification du système d'enseignement furent aussi touchés: recherche, évaluation, information statistique, formation des maîtres, décentralisation des pouvoirs, formation d'administrateurs et de planificateurs compétents. Rien ne manquait.

¹⁰⁴ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 29. Annexe XVIII.

Les besoins étant bien connus, il ne restait qu'à préciser les stratégies concrètes, à long et à court terme, susceptibles de répondre à ces besoins et à passer de la théorie aux actes. Quoiqu'il en soit, le Quatrième Plan ne fit que nommer les généralités auxquelles il aurait fallu apporter remède sans insister sur la façon dont il convenait de s'y prendre pour y arriver. Ces points étant déjà connus et dits à quelques reprises, nous n'allons pas répéter le document. Les objectifs numériques nous suffisent. Voyons comment on les présente pour chaque niveau et chaque type d'éducation¹⁰⁵ (cf. Annexe XIX).

Les progrès numériques projetés pour la scolarisation au primaire et leurs conséquences, non seulement étaient-ils effarants, à cause des implications qu'une telle expansion allait entraîner pour tous les autres niveaux du système, mais aussi pour les conséquences économiques qu'elles feraient encourir à l'Etat! Tout cela, pour prendre forme, supposait l'investissement de sommes fabuleuses en grande partie inaccessibles au pays. Le rapport de l'UNESCO mit en doute, de la façon suivante, la possibilité d'aboutissement de cette

¹⁰⁵ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 22.
Annexe XIX.

stratégie et les attentes qui y sont investies:

The future educational development of Pakistan is faced with conflicting problems. Educational expansion cannot be neglected until qualitative improvement has been reached. Even without stimulating expansion, the rate growth observed under past trends is high in absolute as well as relative terms. The education provided, unsatisfactory both for the socio-economic needs and for the purpose of creating a literate population, does not justify the efforts made to serve an increasing percentage of the population. Despite the honest intentions to increase adequately the amount of resources required by the operations of the system, serious doubts arise about the possibility of securing them annually as required.¹⁰⁶

De sérieux doutes subsistent également au sujet de la profondeur de l'étude qui a amené les planificateurs du Pakistan à décider en faveur d'un renversement des tendances pour des options à caractère technique et scientifique. Ces tendances présentent plus qu'une question statistique. On peut se demander sérieusement si ce sont là réellement des options rentables pour l'avenir économique et humain du Pakistan. Le coût de telles études à caractère scientifique, pour un pays encore à 90% agricole, pose également certains problèmes de priorités et d'équilibre. Le Pakistan agricole n'a, de toute évidence, pas un besoin réel de tant de

¹⁰⁶ Unesco, EFM/34/1, CONFIDENTIAL, op. cit., pp. 78-79.

techniciens et d'hommes de science.

The technical nature of these supporting activities does not allow simplifying them in quantitative terms such as buildings, enrolment and investment targets. Their institutional and human implications demand attention to a large number of factors which cannot easily be identified in advance. Consequently such preconditions are usually referred to in vague terms and left to further studies and implementations when appropriate, as is the case in the documents described above. Their strategic value, however, in the case of Pakistan, is proved by past experience, and by the critical point to which such practice has led the educational development of the country.¹⁰⁷

Une autre interrogation se pose encore au sujet de ces stratégies, à savoir si ce sont là des stratégies vraiment profondes et qui s'éloignent des sentiers battus. Or, les solutions préconisées dans les documents de travail, bien qu'en apparence progressives, ne constituaient en somme qu'une continuation des vieilles tendances, dans le domaine. Rien de neuf et de progressif non plus pour l'alphabétisation des adultes, sauf un objectif de 5,000,000 de personnes à alphabétiser, mais par quels sacrifices consentis,

¹⁰⁷ Unesco, EFM/34/1, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 79.

2

quelles stratégies, le document n'en dit rien, sauf ce qui suit:

National Literacy Corps.-The task of spreading literacy among millions of adults will be so challenging and formidable that it can only be accomplished by a band of dedicated young men and women who can work as missionaries. It is, therefore, recommended that a National Literacy Corps should be formed of youth 18 years of age and over who have passed intermediate or higher examination and their equivalents in the "Madrassah" stream of Education. The National Literacy Corps should be governed by an Authority which should be established exclusively for the purpose. It is desirable that the leadership of their Authority should itself be entrusted to the youth.¹⁰⁸

Or, cette recommandation ne passa jamais aux actes, si bien qu'en 1977, rien encore n'a été accompli au Bangladesh, faute de détermination et de réalisme. On a tout misé sur le scolaire traditionnel, tant de l'accent mis sur le technique et le professionnel, que de l'attention donnée à l'enseignement agricole. Aussi, le rapport de l'UNESCO proposa-t-il, là encore, certains projets d'études et de réformes sérieuses, indispensables, préalables à tout autre investissement dans le système. A moins qu'une telle étude sérieuse ne soit menée à point, aucun investissement étranger

¹⁰⁸ Ministry of Education and Scientific Research, Government of Pakistan, Proposals for a New Educational Policy, op. cit., p. 21.

n'est souhaitable au Pakistan, au dire de l'UNESCO:

Along these lines this report proposes several pre-investment studies considered of high priority before further massive investment on education are made. They are interpreted to be practical documents prepared in close cooperation with the Pakistan authorities for immediate implementation. Consequently they have to be carried out as soon as possible. In most cases the studies will lead to the identification of additional projects for capital investment. The projects already proposed in this report reinforce also the basic recommendation for adequate infrastructure which will allow to achieve the objectives set out in the NEP and the Fourth Plan regarding adequate expansion and efficient improvement of the educational system.¹⁰⁹

5. UNESCO: Mission préliminaire pour analyse de la N.E.P.

a) Problèmes généraux de l'éducation au Pakistan.-
Une rétrospective générale du système d'éducation au Pakistan, telle que nous venons de la faire, par l'étude des principaux documents de travail et de planification produits par le Ministère d'Education, nous a permis d'apprécier les efforts consentis afin de favoriser le progrès de l'éducation dans ce pays. Or, malgré les efforts constatés, nous y remarquons aussi les lacunes évidentes de tout l'appareil éducatif. Il va de soi qu'une planification et des recherches plus approfondies s'imposent si l'on veut tirer des richesses certaines de ce pays tout le potentiel qu'elles pourraient produire.

¹⁰⁹ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 30.

Les documents de travail et de planification de l'éducation préparés par le Pakistan n'ont pas apporté une attention assez sérieuse au problème de la planification et de l'administration de l'éducation au pays, et cela, pour une raison simple: il n'existe pas, au Pakistan, d'appareil administratif et planificateur à la hauteur de la tâche à accomplir. Pour qu'il en existe un, il aurait fallu tout d'abord procéder à la réforme ou re-crédation de tout l'appareil actuellement en place au Pakistan. C'est là l'objet d'une proposition de réforme, préliminaire à toute autre réforme de l'Education, proposée par l'UNESCO comme une urgence, ou mieux, comme un pré-requis à tout autre projet d'éducation et investissement de capitaux étrangers dans ce pays.

Un deuxième problème soulevé par les projections du Quatrième Plan et de la N.E.P. traitait de la formation du personnel enseignant requis pour l'exécution d'une telle expansion de l'enseignement. A ce sujet, quelques difficultés fondamentales: insuffisance de professeurs, surtout de professeurs féminins, pauvre qualification ou manque de qualification des maîtres en exercice, insuffisance du système pour répondre à l'urgence de qualifier tous les maîtres requis pour permettre l'expansion projetée, et enfin, pauvre qualité de la formation dispensée dans les écoles normales, tant dans les P.T.I. que dans les J.T.C.

STRATEGIE EDUCATIVE DU PAKISTAN/BANGLADESH 1969-1973 117

Au besoin de promouvoir une meilleure coordination de l'activité éducative et les changements adéquats nécessités de toute urgence, s'ajoute aussi le problème soulevé par l'accent mis sur l'enseignement des sciences et sur l'enseignement technique.

Un troisième problème issu de la planification de la N.E.P. et du Quatrième Plan Quinquennal, c'est celui de l'échéance fixée pour atteindre les objectifs poursuivis.

Non seulement, il importe de planifier l'éducation, mais encore plus faut-il planifier en vue de traduire les projets théoriques en réalités. A tout prix, il faut tendre à passer aux actes concrets. Si difficile soit-il pour le Pakistan, ce troisième point demande d'autant plus de vigilance.

Or, voici comment l'UNESCO cerne les difficultés réelles de la planification du Pakistan et les limites de l'éducation impartie aux masses:

Past growth rates were high in absolute as well as relative terms, but the education provided did not satisfy the social and economic needs of the country. The new policy proposed is unlikely to solve this dilemma. There is also a strong possibility that because of the magnitude of the task of implementing some aspects of the new policy, supporting activities which are less striking, but necessary for its success may be neglected.¹¹⁰

Que dire aussi des statistiques imprécises ou presque

¹¹⁰ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 34.

toujours en retard de plusieurs années, donc de l'information tout à fait inexistante au sujet des capacités réelles du système scolaire au Pakistan.

b) Premier temps de la réforme suggérée par l'UNESCO.-L'appareil administratif de l'éducation au Pakistan n'étant pas à la hauteur de la situation à établir, le Rapport de l'UNESCO proposa une refonte ou ré-organisation totale de cette structure. Une telle tâche supposait d'abord la décentralisation du pouvoir d'Islamabad et de Dacca vers les provinces pour assurer un meilleur partage de la responsabilité et du pouvoir réels aux différents échelons de l'éducation nationale. Cela exigeait également la mise sur pied d'une unité ou groupe constitué de planification et de recherche, l'organe de recherche en place à ce moment étant d'une importance négligeable et son pouvoir réel inexistant. Les solutions préconisées devraient aussi avoir une portée à long terme et non point viser l'immédiat, comme le faisaient certaines planifications en cours. Voici, à ce sujet, les propositions et projets de l'UNESCO pour le premier temps

de la réforme éducative.

Projet numéro 1: Unité de développement de
l'Education.

2. General Education.

2.1 Establishment of an Education Development Unit within the Department of Education Project.

2.1.1 Justification of the Project;

2.1.1.1 The educational planning process in Pakistan needs to be improved considerably. It requires coordination, better sources of information, trained personnel, close contact with the school system and a more recognized role in the charting of growth and change in the system.¹¹¹

c) Points litigieux dans la N.E.P. et le Quatrième Plan.-(cf. Annexe XX¹¹²) pour un aperçu des objectifs à atteindre, fixés pour le Pakistan de l'Est ou Bangladesh, pour la période de temps couvrant le Quatrième Plan Quinquennal, soit de 1970 à 1975.

i. dans l'enseignement primaire.-Une augmentation de 2,800,000 enfants à scolariser était proposée pour le primaire I-V dans un laps de cinq années. Cela exigeait la formation de 13,000 professeurs pour la même période et l'ouverture de 5,000 nouvelles écoles. Or, le plus fort pourcentage de ces nouveaux effectifs, enfants et professeurs, allait nécessairement être féminin. On peut se

¹¹¹ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 39.

¹¹² Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 38.
Annexe XX.

demander jusqu'à quel point cette projection serait réalisable. Une autre interrogation se pose aussi quant à savoir si on comptait réellement passer aux actes concrets qu'allait exiger une telle projection:

Primary Education (Grades I-V): If the Government targets are achieved then the ratio between enrolment and the 5-9 Year-old age group would rise from 50 per cent to 66.6 per cent. The targets for Grades 1-5 are apparently reasonable if past trends, the slight improvement of retention rates and, latterly, the small increase in admission at Grade 1 level are considered. Girls have gradually formed an increasing but still small proportion of enrolment; e.g. from 23.5 per cent in 1947-48 to 30.9 per cent in 1968-69.

It is unlikely that these official targets will be reached during the period of the Fourth Plan because of the existing policy on primary school construction. The provision of primary school buildings is a local community responsibility in which the Government merely assists. The less wealthy and enlightened the community, the less can it be expected to help itself energetically in education, as was clearly shown during the previous Plan. A new policy on primary school construction is required.¹¹³

On s'interroge sur le réalisme d'une telle politique exigeant d'un peuple dont les moyens financiers sont si précaires, de pourvoir lui-même les fonds nécessaires à la construction des écoles primaires. Impensable, encore plus que, contrairement à leurs coutumes et réticences innées envers l'éducation de leurs filles, ces mêmes gens consentent aussi spontanément que le suppose le Plan, à bâtir des écoles pour leurs filles. C'était là trop investir sur la bonne volonté de pauvres gens peu éclairés

¹¹³ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 86.

et surestimer leur potentiel financier de même que leur motivation.

The Government regards the provision of Primary School buildings as a local community responsibility in which the Government merely assists. (cf. Fourth Plan, p. 153 and outline p. 318).¹¹⁴

ii. dans la formation des maîtres.-Quant au nombre de maîtres à former et des institutions d'écoles normales que nécessitait la poursuite des objectifs de la N.E.P. et du Quatrième Plan Quinquennal, l'appareil éducatif en place ne pouvait satisfaire à cause du nombre insuffisant d'écoles normales de type P.T.I. ou J.T.C. Les institutions existantes n'étant pas assez nombreuses pour répondre à la demande en nombre de professeurs à former et, de plus, ces écoles étant de trop mauvaise qualité pour préparer des maîtres compétents, l'application de cette politique s'avérait matériellement impossible. Les écoles de formation des maîtres sont incontestablement les institutions les plus désuètes et dépassées du pays. Les réformes proposées par l'UNESCO concernent naturellement la formation des maîtres et, dans ce domaine, l'UNESCO se permet de reprocher au Ministère de l'Education son manque de compétence et son manque de conséquence dans les faits concrets.

¹¹⁴ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 86.

Voici: alors qu'on sait que beaucoup d'enfants bengalis sont privés de l'accès à l'éducation à cause de la trop grande pauvreté du pays, le Gouvernement lui-même, dans le Quatrième Plan, à la page 137, affirmant que 72% de la population vit dans une pauvreté sans nom, décida que la construction des écoles primaires relèverait des communautés locales. On sait, de plus, que la politique du livre au Pakistan étant inadéquate, beaucoup d'enfants se voient privés de l'accès à l'école parce qu'ils ne peuvent se procurer les livres dont ils ont besoin. On se demande comment ce Gouvernement peut oser écrire, en page 471 du Quatrième Plan, ce qui suit: "a qualitative leap which will make them recognizable members of a dignified society", sinon en fermant les yeux sur les faits réels.

On comprend alors que l'UNESCO se soit élevée contre le projet du Ministère, lequel préconisait la construction de six écoles pilotes à un coût très élevé, pour le bénéfice de quelques centaines d'enfants seulement, alors qu'un très fort pourcentage de la population se voyait privée du minimum d'éducation indispensable à une vie saine.

2.3.2 The current scheme for completing six (6) Residential Model Schools, costing Rs.48m., does not fit into the kind of statement on social justice which are found in the Fourth Plan, especially by consuming for 500 children capital funds which could provide 150 primary schools accomodating 45,000 children. Recommendation are therefore made to convert the 6 new ones to teacher training.¹¹⁵

Cette recommandation de l'UNESCO nous semble juste, courageuse et souhaitable, dans un pays comme le Pakistan. Tant d'argent pour si peu d'enfants constitue une injustice

¹¹⁵ Unesco, EFM/34/1, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 88.

sociale inacceptable. La contre-proposition de l'UNESCO reflète une plus grande préoccupation d'équité envers tous.

Voyons d'abord, pour les propositions du Quatrième Plan à ce sujet, présentées à l'Annexe IV.2.01(b)¹¹⁶. Les chiffres parlent de soi; aussi, l'UNESCO se réserva-t-elle les observations suivantes au sujet de ces propositions:

Evaluation of Teacher Education: The annual output of trained primary school teachers is to be increased by 15,000, mostly by the provision of additional facilities at existing institutions. The danger is that the already low standard of teacher training at the primary level will be depressed even further, instead of being raised. Only 20 per cent of the existing teacher-training staff is trained and much of the teaching is antiquated in approach. (See Annex IV.02 - cf. Annexe XVI - for details). The obsolete PTI's are too gloomy and ill-equipped to inspire teachers to desire and use good techniques and standards. The human resource and physical base for rapid expansion in the output of well-trained teachers does not exist, and short cuts such as were suggested in the N.E.P. will only aggravate the situation. The qualifications awarded might pose problems of terminology. The intended expansion of the elementary stage (primary and middle) and the required improvement of the teaching profession will require a colossal teacher-training effort combining both new approaches and increased physical facilities.¹¹⁷

Proposition de l'UNESCO pour la formation des maîtres.--Voilà une tâche gigantesque et la réalisation n'est pas pour demain. Voyant la situation dans sa réalité et l'impossibilité de résoudre facilement le problème, l'UNESCO suggéra

¹¹⁶ Unesco, EFM/34/1, CONFIDENTIAL, op. cit., p.

¹¹⁷ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 42.

quelques propositions dans le but de répondre à certains problèmes plus pressants. Voici le contenu de ces propositions:

- a) To rebuild and consolidate the teacher training system for Grades I-VIII replacing both PTI and the JTC with larger training colleges with residential facilities for both sexes and for some staff.
- b) To convert the PTI's into Community Centres, primary or elementary schools.
- c) To use the JTC for academic up-grading of untrained and under-trained teachers.
- d) To establish a training college for the training of staff for elementary teacher training.
- e) To convert the six new residential model schools into two women's elementary training colleges (to assist in correcting the current imbalance in residential facilities between men and women) an instructor's training college and three co-educational elementary training colleges for 600 students each (with residential facilities for men and women).
- f) To make training college courses open to men and women students who do not need residential accommodation.
- g) To use broadcasting for in-service training of teachers, as proposed for the radio project in primary schools in Chapter VIII.¹¹⁸

iii. dans l'alphabétisation des adultes et l'éducation des masses.-La N.E.P. et le Quatrième Plan présentent une faiblesse majeure, celle de l'absence totale de planification et de projets précis pour les domaines de l'alphabétisation des adultes et de l'éducation des masses. On se contente de fixer un seul chiffre arbitraire à atteindre: 5,000,000 de nouveaux lettrés sans préciser le pourquoi ni

118 Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., pp. 43-44.

le comment de l'exécution de cette stratégie. Selon quelles méthodes dispensera-t-on l'éducation et l'alphabétisation à ces masses d'adultes, le Plan ne spécifie rien. Il ne fait que mentionner ou fixer l'objectif à atteindre et souligner un nombre effarant de centres éducatifs à construire; sans toutefois se préoccuper du fonctionnement de ces centres. Quel genre de programme y dispensera-t-on? En quoi ces programmes atteindront-ils les adultes analphabètes dans leur vie quotidienne? Qu'espère-t-on de ces projets pour le progrès économique, social, psychologique des masses pakistanaïses? Autant de questions importantes que le projet ne soulève même pas. Une autre question, non moins importante, où trouvera-t-on les éducateurs d'adultes nécessaires pour ces projets? La N.E.P. parle d'une milice de 28,000 jeunes en 1972 et de 72,000 en 1975¹¹⁹. Mais elle manque totalement de précision et de conviction sur ce point, si bien qu'en 1977, rien encore n'a bougé de cette proposition. De plus, quelle orientation donner à l'enseignement normal pour le rendre apte à répondre aux besoins de l'éducation? Autant de questions importantes auxquelles il aurait fallu réfléchir et trouver une solution adéquate pour assurer une planification réaliste et efficace de

119 Ministry of Education and Scientific Research, Government of Pakistan, Proposals for a New Educational Policy, op. cit., p. 30.

l'enseignement. Une évidence, à ce chapitre, le Pakistan n'était pas encore décidé à mobiliser les efforts nécessaires pour entrer dans le mouvement mondial d'éducation des adultes. Le rapport du Ministre du Pakistan fit preuve d'une absence totale de conviction et d'engagement à ce sujet. Tout son effort stratégique et financier, le Pakistan l'investit dans l'enseignement traditionnel. L'éducation spéciale, elle, tomba au dernier rang de ses stratégies. Bien sûr, il y eut investissement de quelque cinquante millions de rupies pour ce projet, mais sans précision quant à la façon de s'attaquer aux racines du problème. Or, pour enrayer ce grave problème de l'analphabétisme chez 80% de la population environ, un seul projet pilote est mis en marche au Pakistan. Cela ne permit certes pas de parler de conjonction de tous les efforts.

The E. Pakistan Government has proposed to pursue a target of converting 4,000,000 adults to literacy by 1974/75; 3,700,000 under a major Government project and 3,000,000 under the aegis of voluntary bodies. 63,180 Centres are expected to be established using part time instructors, teachers, secondary school pupils; Imans and recent converts to literacy. The labour intensive scheme will cost Rs.53.89m. The demand for literacy was manifested in the controlled conditions of the Comilla Laboratory area, but will probably not be manifested throughout the Province on the same scale in the next five years. Literacy in this scheme seems to be pursued as an end in itself. 120

Pour enrayer le problème de l'analphabétisme, le Pakistan comptait beaucoup plus sur l'augmentation des effectifs primaires que sur l'éducation des adultes¹²¹ (cf. Annexe IV.2.05 - XXI) pour constater les résultats des faibles efforts investis par ce pays dans l'alphabetisation des masses. A ce rythme, le problème de l'analphabétisme au Pakistan n'est pas sur le point de disparaître. Un tel programme demanderait à être planifié sérieusement et repensé avec plus de résolution de la part du Gouvernement. Il faudrait que le Gouvernement du Pakistan consente effectivement à y investir plus d'efforts financiers et humains que ce que le Plan suggère. A ce chapitre, le rapport EFM/34/2 se livre aux remarques et recommandations suivantes:

The past experience of East Pakistan in attacking the problem of adult illiteracy has not been successful. Programmes have been improvised and prepared without co-ordination, and hardly ever implemented. The only successful experiment of Comilla can hardly be generalized in regions other than the pilot area of the project. No specialized, adequate planning service exists for this sector. The proposals for the period 1970-75 contain a large number of traditionally practical suggestions, but they are only general statements which do not recognize the institutional difficulties for translating them into concrete programmes, which are yet non-existent.¹²²

¹²¹ Unesco, EFM/34/1, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 67. Annexe XXI.

¹²² Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 47.

Contre-proposition de l'UNESCO aux objectifs de la N.E.P.-Etant donné les lacunes évidentes de la planification concernant l'alphabétisation des adultes et le manque d'intérêt réel du Pakistan pour le domaine, tels que mentionnés par l'UNESCO, la Mission, dans un souci de plus grande justice sociale et de réalisme, présentait au Gouvernement une contre-proposition plus équilibrée que celle contenue dans la N.E.P. Cette proposition suggérait de ralentir la progression de l'enseignement primaire de sorte qu'en 1985, 86.3% de la population d'âge primaire soit scolarisée. En équilibrant de la sorte la progression des effectifs scolaires à l'élémentaire, le risque de déséquilibre financier auquel faisait face le Pakistan serait atténué et il deviendrait de la sorte possible d'investir davantage dans d'autres programmes jugés plus utiles pour l'équilibre économique du pays (cf. à nouveau l'Annexe IV.03 - Annexe XVIII) pour la présentation des contre-propositions suggérées par la Mission pour les années 1970-1985. Pour les coûts de ces opérations, consulter le tableau suivant pour la proposition de l'UNESCO quant aux nouveaux pourcentages de scolarisation à atteindre pour tous les niveaux d'éducation et pour le même laps de temps:

TABLEAU I

East Pakistan: Ratios of Enrolment to Age Group
for the Mission's Projections

	1974-1975	1979-1980	1984-1985
Primary	63.7	80.0	86.3
Middle	22.2	42.3	76.4
Secondary	8.8	10.1	12.2

Source: Prepared by the Mission¹²³.

123 Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 45.

Un programme d'éducation des masses et d'alphabetisation des adultes, s'il vise l'efficacité et le développement économique du pays, devrait intéresser à son action tous les grands secteurs de la vie publique, concernés de près ou de loin par ce grave problème. Un tel programme touche aux domaines de la santé, du bien-être, de l'agriculture, du développement en général, ainsi qu'au développement de l'industrie, sans parler des media d'information et de l'école elle-même. Cela suppose donc une ouverture sur tous les plans et un engagement beaucoup plus fort de tous les secteurs de la vie sociale. Un plein emploi de toutes les richesses humaines et physiques existantes s'impose. Aussi, la formation de maîtres sensibilisés au problème et aptes à s'engager dans une action efficace s'avère également indispensable, ce qui, là encore, nécessite une re-structuration de tout le programme de formation des maîtres. Autant de points en veilleuse au Pakistan. Le rapport de l'UNESCO affirme ceci à ce sujet:

The skill and technical expertise in this field is available in East Pakistan. What is now required to develop and implement viable and effective programmes, is to translate planning notions into reality.¹²⁴

iv. dans l'enseignement technique.-Après la formation des maîtres et l'enseignement spécial aux adultes

¹²⁴ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 48.

et à la jeunesse, que le rapport de l'UNESCO considère comme inadéquat, et insuffisamment planifiés, un autre domaine litigieux attire l'attention. Si, en effet, on ne se préoccupe pas suffisamment de la qualité et des exigences de la formation de maîtres compétents, de l'urgence d'efforts ultimes à déployer pour lancer l'éducation des adultes, l'enseignement technique, lui, attire trop l'attention des planificateurs. Il ne s'agit pas là d'une trop grande planification, de leur part, mais bien du contraire, d'un manque de profondeur et d'équilibre de la planification, alors qu'on se lance à plein dans cette sphère de l'éducation et, cela, sans préparation et motifs suffisants, basés sur des besoins bien définis. On bâtit donc des projets grandioses dans le but d'intensifier l'enseignement technique. On consent à y investir des sommes considérables, mais sans connaître précisément les besoins sociaux réels et les capacités du système, donc, sans objectifs précis et bien définis. Dans ce domaine de l'éducation, comme dans tous les autres d'ailleurs, pas de statistiques fiables.

En plus du gaspillage observé dans tout le système; à cause de la sous-utilisation des locaux, des laboratoires, on remarque, dans ce domaine également, une tendance à perpétuer un enseignement purement théorique et peu adapté aux besoins réels du pays. Voici les objectifs, toujours

numériques, évidemment, qu'on s'est fixés:

Targets and Objectives:

It is planned that total enrolment in vocational institutes in East Pakistan would be 95,760 by 1975, compared with 6,120 in 1970 while enrolment at the engineering and technician levels would be expanded from 2,160 to 4,800 and from 13,755 to 32,640 respectively.¹²⁵

On s'interroge sur l'opportunité d'une telle expansion de l'enseignement technique dans une société aussi largement agricole que le Pakistan. Les coûts très élevés de cet enseignement dans la faible économie de ce pays posent également problème. Consulter l'Annexe 11.7.03 - XXII - laquelle indique le coût de l'éducation par étudiant, dans chacun des secteurs de l'enseignement, pour les années 1967-68, et l'Annexe 11.7.04 - XXIII - une répétition du même tableau, mais pour le Quatrième Plan, 1970-1975^{126,127}. On remarque les coûts élevés des enseignements technique, polytechnique et dans le domaine du génie. Que dire de l'investissement de tant de capitaux dans ces avenues en se basant sur des faits et statistiques aussi peu précis.

¹²⁵ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 48.

¹²⁶ Government of East Pakistan, Planning Department, Manpower Planning in East Pakistan, 1969, cité dans Unesco, EFM/34/1, Annexe XXII.

¹²⁷ Government of East Pakistan, Central University of Education, cité dans Unesco, EFM/34/1, Annexe XXIII.

-- remarques de l'UNESCO.--Voici quelques remarques de l'UNESCO sur la qualité de la planification effectuée par le Pakistan et le peu d'attention apportée par ce pays à répertorier le potentiel humain et matériel déjà existant:

Evaluation of the plans for the implementation of the new Education Policy for East Pakistan posed a difficult problem largely due to the lack of clearly defined objectives, the uncertain financial allocations to be accorded to this sub-sector of Education, the uncoordinated approach which did not take due account of the various existing programmes outside the responsibility of the Directorate of Technical Education and the manpower and employment position of the economy of the Province. The existing institutional framework and the proposed plans for further expansion do not appear realistic in the light of the predominately rural and agricultural character of the economy. There is little likelihood that this will change radically within the Fourth or even the Fifth Plan periods in spite of the growing emphasis to be placed upon industrial development.¹²⁸

Un autre point litigieux dans la répartition proposée, à savoir un enseignement scientifique dans une proportion de (40-60) pour un pays aussi peu industrialisé que le Pakistan, et à grande majorité agricole, c'est le peu d'attention apportée à la formation agricole au niveau des villages, du petit fermier. On orienta surtout l'enseignement agricole sur la formation professionnelle de spécialistes. Que dire aussi de la place réservée à la femme dans

¹²⁸ Unesco, EFM/34/1, CONFIDENTIAL, op. cit., pp. 100-101.

cet enseignement technique et scientifique? Cela ne la concerne pas du tout, ou si peu. Les capitaux les plus élevés, là encore, étaient investis dans des domaines où la femme est totalement absente et où elle n'a presque aucun accès. Consultons l'Annexe IV.3.08 - XXIV¹²⁹ pour un estimé de la population masculine et féminine dans les différentes avenues de l'enseignement professionnel. L'orientation de la planification gouvernementale incita la commission d'étude de l'UNESCO aux remarques suivantes au sujet de ces problèmes:

The proposed expansion is not justified by economic needs and manpower requirements. There are already clear indications of surplusses in many of the degree and diploma level technical categories. (1) The major impediment to employment of the present graduate is qualitative, and a massive expansion during the Fourth and Fifth Plan period can only result in further deterioration of the low standards and a corresponding increase in the number of graduates for whom employment in line with their training will not be available unless emphasis is placed on qualitative improvements.¹³⁰

L'Annexe 1.3.05 - XXV présente une illustration de la question de l'offre et de la demande en personnel qualifié au Pakistan¹³¹. Elle permet de vérifier l'inexactitude

¹²⁹ Central Bureau of Education, Islamabad, ILO/ UNDP Manpower Planning Project, dans Unesco, EFM/34/2, op. cit., Annexe XXIV.

¹³⁰ Manpower Planning in East Pakistan, Planning Department, September 1969, cité dans Unesco, EFM/34/1, op. cit., p. 96.

¹³¹ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 58. Annexe XXV.

de la planification et de constater le surplus de gens qualifiés que le Pakistan ne sait comment utiliser.

L'importance de l'agriculture dans ce pays dépasse tout autre domaine, c'est en effet du domaine agricole que proviennent presque toutes les ressources financières du Pakistan (cf. Annexe XXVI, A et B), pour l'origine du GDP et les investissements équivalents dans l'éducation¹³². Une attention plus grande à l'agriculture, l'UNESCO le dit bien, s'impose nettement:

The major emphasis on agricultural professional training in East Pakistan has centred, until now, on graduates of agricultural colleges and universities and on traditional extension workers. Little has been done at the level of farmer training, except in isolated cases like the limited experiment grouped around the area of the Pakistan Rural Academy at Comilla. The traditional programmes, however will not be enough to introduce the changes which the plan foresees in agricultural development. The deep-rooted traditional attitudes of the farmers, reinforced by the low educational level of the rural population (70-75 per cent) will scarcely be eliminated through an agricultural extension programme which is at present handicapped by a relatively small financial allocation.¹³³

-- propositions de l'UNESCO.-Une étude plus poussée et mieux axée sur le réel à atteindre et à perfectionner s'impose, selon l'UNESCO, dans le domaine de l'enseignement

¹³² Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. VI. Annexe XXVI.

¹³³ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., pp. 34-35.

en général et de l'enseignement technique et agricole en particulier. Les experts de cet organisme proposèrent, à cet effet, un deuxième temps de réforme de l'éducation au Pakistan, afin d'y développer, en collaboration avec les organismes à l'oeuvre dans le pays, une stratégie de l'éducation technique:

During the second stage, the technical services should prepare a comprehensive reform of the educational system and activities. There are enough indications in the NEP about the need for such change, but most of the suggestions are partial, isolated and unrelated. The consequences of each major suggestion for the rest of the educational system have not been identified and weighed. (...) Similarly, no comprehensive study has been made of the consequences of giving more emphasis to science, and vocational and technical education.

This report contributes to the second stage, by proposing a pre-investment study of the whole technical education system, covering in-school and out-of-school training and education, and embracing all institutions operated by the various provincial authorities. The report also assumes that the technical units referred to in the first stage above, will be in operation.¹³⁴

6. Sommaire

On trouve dans les documents suivants: New Educational Policy 1969 et Quatrième Plan Quinquennal 1970, les principales stratégies pour le développement de l'éducation au Pakistan, de 1969 à la sécession de l'aile orientale.

¹³⁴ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., pp. 34-35.

La N.E.P. fixe comme objectif à long terme de développement de l'éducation les points suivants: égalisation pour tous des chances d'accès à l'éducation, changement des attitudes sociales face à l'éducation et au travail et équilibre numérique à établir entre garçons et filles et entre sciences humaines et sciences exactes. Le Quatrième Plan établit les objectifs à court terme d'éducation. Ces documents, quoique effort louable de développement de l'éducation, présentent cependant certaines faiblesses majeures. La N.E.P. base sa planification sur des statistiques imprécises et dépassées, sans parler du flou et du vague général de cette stratégie. L'inconséquence et l'incohérence des stratégies proposées, de même que le manque d'engagement des planificateurs face à leurs propres projets, caractérisent la N.E.P. Le Quatrième Plan, bien que fixant les objectifs à court terme de développement de l'éducation et visant, en conséquence, l'application immédiate, repose également sur des généralités, ne propose aucune planification précise, ni aucun remède concret susceptibles d'enrayer les causes de la faiblesse et du retard de l'éducation au Pakistan. La planification de la N.E.P. et du Quatrième Plan pêche par une stratégie axée sur une saisie insuffisante et inadéquate du réel du pays; ainsi, elle ne tient pas compte des échéances à fixer, ni des réalités concrètes et matérielles dont les richesses humaines et monétaires nécessaires à

l'exécution de ces plans. Aussi, cette planification présente-t-elle certains points de litige graves: ainsi de la construction des écoles primaires laissée à l'initiative des gens alors que le fort pourcentage des filles à scolariser se trouve à ce niveau et que la population en général vit dans le plus grand dénuement. Il en va de même du projet de construire une école pilote au coût de Rs.48m. pour cinq cents jeunes, de l'absence totale de projets concrets et de précision pour l'éducation des adultes, de la sur-concentration de l'effort de développement au niveau de l'enseignement technique et, dans ce secteur, sans planification adéquate, et ce, malgré les coûts prohibitifs de cet enseignement et l'émergence d'un pays encore presque entièrement agricole.

L'UNESCO, à la demande du Pakistan et de la Banque Mondiale pour le développement, effectue une analyse en profondeur de tout le système d'éducation de ce pays, après quoi, elle propose à ses dirigeants une contre-stratégie de développement de l'éducation. Etant donné la faiblesse générale de tout l'appareil éducatif du pays, l'UNESCO propose, comme préalable à toute autre planification éducative pour le Pakistan/Bangladesh, la réforme totale de toute l'administration ou système d'éducation en place, la réforme globale de tous les champs d'éducation pour le pays, de même qu'une phase graduée de mise en application surveillée

de certains projets et de réformes éducatives. Cet organisme fait aussi une contre-proposition pour la mise en application du Plan de Karachi, fixant le taux de scolarisation à atteindre pour le primaire à 86.3% en 1984-85 plutôt qu'au 100% en 1980 comme le veut le Pakistan, afin d'assurer un meilleur équilibre à l'intérieur du système même et une distribution plus prudente des capitaux disponibles. L'UNESCO s'oppose énergiquement et qualifie d'injustice sociale le projet de construction d'une école pilote au coût de Rs.48m. rupies au seul profit de 500 étudiants privilégiés. Elle engage le Pakistan à affecter ces capitaux à la construction de six écoles normales dont deux seront réservées à la formation des filles et des femmes seulement, une à la préparation des futurs instructeurs d'écoles normales et trois où sera dispensé un enseignement co-éducatif. Or, il demeure qu'en dépit des réformes souhaitées et des nombreuses attentes qui reposent en grande partie sur la personne du maître, celui-ci ne peut répondre adéquatement aux besoins à cause des lacunes de sa formation. Le P.T.I. et le J.T.C. constituent, au dire de l'UNESCO, le plus faible lien de tout le système d'éducation au Pakistan-Bangladesh et ne peuvent, dans la condition actuelle, offrir de formation adéquate aux futurs éducateurs, cela à cause de la pauvre qualité de l'enseignement

dispensé, du syllabus tout à fait dépassé (1954) et de l'inexistence de places disponibles pour accueillir les femmes.

Le chapitre suivant cernerá les principales stratégies de développement de l'éducation proposées par l'UNESCO pour le Pakistan/Bangladesh de 1970 à 1973.

CHAPITRE III

STRATEGIE DE L'UNESCO, POUR LE PAKISTAN/BANGLADESH:

1970-1973

CHAPITRE III

STRATEGIE DE L'UNESCO POUR LE PAKISTAN/BANGLADESH 1970-1973

Le présent chapitre traite de l'intervention stratégique de l'UNESCO au Pakistan/Bangladesh, de 1969 à 1973. L'UNESCO y centre son action stratégique sur trois axes principaux: la réforme totale de l'Administration de l'Education dans ce pays, la re-structuration de l'enseignement des sciences et la réforme de l'orientation et des programmes de l'enseignement dispensé dans les écoles normales de type P.T.I. et J.T.C. Une préoccupation majeure préside à l'action de cet organisme international d'aide à l'éducation: promouvoir au Bangladesh une éducation qui soit plus efficace, plus centrée sur les problèmes réels d'un pays à développer et d'une population totale, hommes et femmes, garçons et filles à former, afin de la rendre plus apte à s'acquitter de cette tâche. L'UNESCO insiste également sur la nécessité d'une concertation de tous les efforts et de toutes les compétences au service de l'éducation en Asie. Cette préoccupation présida à la Conférence régionale des Ministres de l'Education tenue à Singapour en 1971 et au Séminaire de Bangkok/Chiangmai sur la coopération régionale au service de l'éducation, tenu en 1971 également.

L'analyse de l'action de l'UNESCO à travers ces projets de réforme, missions de recherche, stratégies de développement, conférences et séminaires, constitue l'objet de ce chapitre.

1. Stratégies de l'UNESCO pour le développement de l'éducation au Pakistan/Bangladesh.-Après avoir examiné les principaux instruments de Planification de l'éducation produits par le Pakistan, la Commission de recherche de l'UNESCO développa une contre-stratégie de l'éducation qu'elle soumit au Gouvernement pakistanais pour une re-structuration de certains domaines de la planification de l'éducation considérés inadéquats. Ces stratégies visèrent avant tout à promouvoir l'amélioration de l'éducation au Pakistan dans toutes les sphères de son exercice. Voici le mandat que cette commission de l'UNESCO proposa aux organismes internationaux d'aide à l'éducation.

The Strategy Proposed for External Financing of Pakistan's Educational Development.

The desired level of the educational adequacy will not be reached in a short time. The strategy used in this Report to assist in reaching this level is a three phase, long-range operation, which, in the first stage, will centre on the setting up of the administrative machinery as well as of the technical services required, not only for the operation of the educational system, but also for its improved efficiency. In a second phase, a comprehensive educational reform covering all levels and types of formal and informal education, as well as their quantitative and qualitative aspects will be worked out, discussed, approved, and programmed. Finally, the implementation phase of the reform will follow, including the implementation of supporting programmes and the inevitable adjustments suggested by experience gradually gained.¹³⁵

Notre réflexion antérieure précisait que l'UNESCO percevait la réforme de la machine administrative de l'éducation et de tout l'appareil planificateur au Pakistan comme une urgence, un pré-requis, une condition sine qua non, sans laquelle tout investissement de capitaux étrangers dans l'éducation de ce pays n'est pas à encourager. Mais cette première stratégie de réforme à long terme ne pouvait s'effectuer que très lentement à cause de l'ampleur et de la difficulté des opérations qu'elle supposait. Etant donné donc l'urgence des autres domaines de cette réforme éducative, il n'était pas souhaitable d'attendre la fin de ce premier moment de re-structuration pour s'attaquer aux autres plans litigieux. Certains domaines urgents de l'éducation, tels ceux de la formation des maîtres du primaire et de l'éducation spécialisée, de la formation des professeurs de sciences pour le secondaire et pour l'enseignement technique ne pouvaient attendre que les projets du groupe A soient complétés. Aussi, la commission proposa-t-elle d'apporter une attention immédiate à ces problèmes et que des projets de réforme touchant les autres groupes soient

préparés et mis à exécution dans le plus bref délai.

The justification for presenting Projects belonging to the third phase before the comprehensive reform of the educational system has been worked out, is based on the following reasons:

- (a) the areas covered by these Projects urgently need attention, and cannot be neglected until a full comprehensive reform is prepared, approved, programmed and implemented;
- (b) there is a reasonable basis to assume that these proposals will also be contained in the yet-to-be prepared educational reform;
- (c) most of these Projects are proposed on a relatively small scale as an initial step, which will allow for more objective decisions to be made on the whole reform at a later date.¹³⁶

Le rapport de l'UNESCO présente une table¹³⁷, dans laquelle les trois phases de développement proposées et les principaux domaines de l'éducation que ces stratégies se proposent de transformer, sont explicités de façon schématique. (Cf. au tableau de l'Annexe XXVII) pour la présentation de ces domaines de réforme et de leurs coûts respectifs. Or, au moment de l'enquête préliminaire à la rédaction de ces rapports, de même que durant leur complétion, la situation politique du Pakistan était déjà très sombre. En effet, la fin de soixante-neuf et le début de soixante-dix connurent l'imposition de la loi martiale. Ce fut aussi la démission du Président Ayoub Khan, sans parler de la

¹³⁶ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 89.

¹³⁷ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 102. Annexe XXVII.

préparation plutôt orageuse des élections générales¹³⁸.

Aussi, le Gouvernement en place était-il plus préoccupé par l'urgence d'un ordre très précaire à sauver que par l'application de la réforme éducative et de la re-structuration du système scolaire, proposés avec urgence par l'UNESCO. Certains de ces projets eurent un écho presque immédiat, alors que d'autres, par contre, devront attendre encore plusieurs années avant que leur exécution soit possible.

a) Projet no. 1 - Administration de l'Education.-

Nous avons traité de la première phase d'application des stratégies proposées par l'UNESCO, à savoir: la re-structuration de toute la machine administrative de l'éducation. Or, il appert qu'à cause de tous les événements survenus au Pakistan oriental et, par la suite, au Bangladesh d'après la révolution de 1971, il n'y eut pas de suite à la première proposition d'urgence faite par l'UNESCO. On ne trouva, en effet, au moment de cette recherche, aucune trace de documents émanant des autorités du pays, ou de rapports de missions de l'UNESCO qui fassent mention de l'exécution de cette réforme à long terme de l'appareil administratif de

¹³⁸ Consulter le Rapport intérimaire, Statut de la femme bengalie et le résultat des influences exercées par l'Hindouisme et l'Islam, Evelyn Gagné, Ottawa, 1975, sur ce point.

l'éducation de l'ancien Pakistan oriental ou du jeune, mais déjà vieux, Bangladesh.

Le Modèle de Mohiuddin.--Le seul document que nous ayons pu trouver sur le sujet constitue, d'après le titre que lui a donné son auteur, Alamgir Mohiuddin¹³⁹, un modèle dynamique de développement à long terme du système d'éducation au Bangladesh. Ce serait donc là un effort de planification en vue de préparer la mise à exécution des propositions de refonte du système, faites par l'UNESCO dans le Document EFM/34/1 et 2.

Ce modèle de planification de l'Education et de la Main-d'œuvre au Bangladesh, en date de mars 1973, ne présente cependant rien de neuf et de solide dans le domaine. Rien non plus qui soit digne de mention spéciale, rien de pratique, sinon les vieux schèmes déjà vus. Là encore, on manipule de très vieilles statistiques, lesquelles remontent aux années 1966. Rien non plus de cette audace qui, habituellement, caractérise toute planification désireuse de transformer le réel. L'auteur fait, dans les termes suivants, l'inventaire de la courte histoire de l'éducation.

¹³⁹ Alamgir, Mohiuddin, A Long Term Dynamic Model for Planning the Manpower and Educational System of Bangladesh, Research Report Series, Bangladesh Institute of Development Economics, Adamjee Court, Dacca, March 1973, Serial Number 331.024(549.3) 2135/73.

au pays:

The present structure of the educational system of Bangladesh follows closely the pattern established during the British colonial rule. Several attempts have been made to modify the system to make it more responsive to the changing needs of the society. However, no fundamental reconstruction has yet taken place.¹⁴⁰

Voilà une affirmation qui a au moins le mérite de la lucidité. Mohiuddin ne proposa cependant rien qui y soit de nature à déclencher l'engrenage du renouveau éducatif. On retrouve encore, même dans ce "modèle dynamique", la tendance aux stratégies vagues et aux sentiers battus rencontrée dans les planifications des années 1969 et 1970 au Pakistan. Quelques conclusions toutefois, de nature à projeter une certaine lumière sur l'attitude plutôt passive du pays et sur sa résistance aux propositions de l'UNESCO. Bien loin que d'être décidé à tenter les investissements ultimes pour hâter l'avancement de l'éducation, l'auteur jeta, au contraire, le critère d'investissement proposé par cet organisme international. Est-ce concluant pour l'avenir éducatif du Bangladesh? Cela nous semble bien significatif d'une mentalité très ancrée dans le pays. Du moins, tout dans le texte de Mohiuddin pourrait inciter

¹⁴⁰ Alamgir, Mohiuddin, op. cit., p. 85.

à le croire:

Two preliminary conclusions with important implications for policy making can be derived from the analysis of the aggregate investment pattern. First, decisions regarding investment in education must be taken in the context of a longer planning horizon than that what is needed for investment in economic sectors. Secondly, during a period of transition when the economy is moving from a state of disequilibrium in terms of sectoral pattern of growth, no such simple criterion as that of a fixed proportion of national product suggested by Unesco can be used to determine the total volume of investment in education. Unesco suggests that a country should devote at least four per cent of the gross national product in every period to education. This was supported by the Education Commission.¹⁴¹

Cette affirmation nous semble très révélatrice de l'état du Bangladesh. Tout laisse croire qu'on n'est pas encore résolu à consentir les efforts de planification et les sacrifices financiers que nécessiterait une action radicale dans ce sens.

Dans son modèle de développement de l'éducation, Alamgir Mohiuddin ne fait absolument pas mention de l'éducation des filles ni de la femme, ni même de celle des adultes. Alors que l'univers entier insiste sur cette urgence depuis déjà vingt ans, le Bangladesh, lui, n'en parle pas encore. On espère encore bâtir un pays en ne tenant pas compte ou presque pas du potentiel de la moitié de sa population, soit environ 40,000,000 d'habitants.

¹⁴¹ Alamgir, Mohiuddin, op. cit., p. 100.

b) Pour la Réforme de l'enseignement des sciences.

i. 1er rapport de l'UNESCO: Kristan Risan.-Le

troisième temps de réforme proposé par l'UNESCO entra immédiatement en application au Pakistan oriental. En effet, d'octobre 1968 à décembre 1970, l'UNESCO, avec l'aide de collaborateurs pakistanaïes et dans le but de hâter le développement de l'enseignement, effectua, au Pakistan, trois missions de recherche et de planification sur l'enseignement des sciences. La première de ces missions, dirigée par Kristan Risan, d'octobre 1968 à septembre 1970, traitait de la nécessité de repenser la formation dispensée aux professeurs au P.T.I. même, et aux inspecteurs de districts. Dans son rapport de mission, rédigé à la suite de cette première investigation, l'envoyé de l'UNESCO déplora le fait du manque de connaissance pratique des professeurs de sciences au secondaire. Il constate une non-utilisation presque totale de l'équipement scientifique fourni au pays par l'UNICEF, cela dû au manque de formation pratique des professeurs de sciences et de l'orientation purement théorique du curriculum. Il propose une formation continue ou formation en cours de travail pour les instituteurs déjà qualifiés, dont les qualifications sont dépassées. Il dénonce l'attitude mentale de tous ces gens éduqués, se réclamant de leur formation intellectuelle et scientifique pour ne pas avoir à servir le peuple ni à travailler de leurs mains.

Le rapport de Risan, à la suite de cette première mission de l'UNESCO sur l'enseignement des sciences, se livre aux remarques et recommandations suivantes:

Major recommendations - extension centres for primary education. During the Adviser's stay in East Pakistan he visited 31 out of 47 primary training institutes. (...) The purpose of these visits was always the same: firstly, to make clear to the trainees in the presence of their instructors the important role they will play, during their lives, in the economic and cultural development of the country; secondly, to encourage the superintendent and the staff to do a better job under existing conditions.

Following is the Adviser's assessment of the weaknesses:

(i) The training of the instructors of the primary training institutes, and in particular the experimental school teachers, is very weak.

(ii) A provincial board for examinations, which is most needed, does not exist.

(iii) The syllabus (1954) have become to some extent out of date and too little related to local needs.

(iv) The production of textbooks has been left too much to accidental circumstances.

(v) The area of the primary training institutes compounds is in many cases too small.

(vi) Hostels are inadequate, and for female trainees do not exist at all.

(vii) The pay scale of the staff is not sufficiently attractive. The primary training institutes represent a cornerstone in the education of the population as a whole. "No system of education is better than its teachers". The Adviser would therefore appeal to the Government of East Pakistan to do its utmost to find a remedy to these incongruities.¹⁴²

¹⁴² Unesco, Distribution: limited, FR/TA/PAKED13, Kristan Risan, Pakistan Science Teaching, October 1968-September 1970, Series No:2141/RMO/RD/EDS, Unesco, Paris, September 1970, p. 13.

On constate, bien sûr, la gravité du point (vi) des remarques de Risan, à savoir: l'inexistence totale "d'hôtels" pour les filles en 1970 encore, alors que sur tous les tons on insiste, depuis 1959 déjà, sur l'urgente nécessité d'éduquer les filles et, en conséquence, pour que cela devienne possible, sur l'importance et l'attention primordiale à apporter à la formation de professeurs féminins. Qui veut la fin prend habituellement les moyens. Cette logique, cependant, aussi simple qu'elle nous semble, n'est pas encore chose commune dans le domaine de l'éducation au Bangladesh.

ii. 2e rapport de l'UNESCO: W.E. Morrel.-Dans le deuxième rapport sur l'enseignement des sciences, écrit à la suite d'une mission de cet organisme effectuée en avril-mai 1970 par W.E. Morrel¹⁴³, cet envoyé de l'UNESCO insista sur la nécessité de coordonner les efforts de tous les organismes aidant au Pakistan, invitant chacune de ces associations à une action plus désintéressée, à un plus grand souci de la promotion du pays aidé que des intérêts propres à promouvoir. Il livre aussi certaines remarques au sujet du faible taux d'inscription des filles à l'élémentaire et

¹⁴³ Unesco, Distribution: limited, FR/TA/Consultant, W.E. Morrel, Science Teaching, Pakistan, April-May 1970, Serial No.2350/RMS,RS/SCT, Paris, March 1971.

et sur l'urgence de passer de la planification théorique aux gestes concrets, dans le domaine de l'éducation des adultes.

iii. 3e rapport de l'UNESCO: W. Rose.-Enfin, la troisième mission de l'UNESCO sur l'enseignement des sciences, effectuée d'octobre à décembre 1970 par W. Rose, insista fortement sur la nécessité, pour le Pakistan, de penser lui-même sa propre stratégie de l'éducation plutôt que de continuer à perpétuer les vieux modèles hérités d'ailleurs. Le Pakistan devrait, dit Rose, se faire l'initiateur et le répondant de sa propre réforme éducative, plutôt que le terrain expérimental de théories pensées ailleurs. Cela suppose un engagement personnel ferme et sérieux de tous au Pakistan. Voici la réflexion de Rose à ce sujet:

Given the enormity and urgency of the problem of initiating new science teaching programmes in the primary and lower secondary school levels, it seems clear that much will be accomplished as soon as those in higher levels are invited, encouraged, and rewarded for volunteering service assistance. No amount of infusion of money or technical assistance from aid-giving countries can accomplish what a patriotically inspired internal self-help programme will, with even minimal investments.¹⁴⁴

c) Stratégie de l'UNESCO pour l'éducation de base

i. projet no. 3 - Justification.-La stratégie proposée par l'UNESCO, pour le domaine de l'éducation de base

¹⁴⁴ Unesco, Distribution: limited, FR/TA/CONSULTANT, W. Rose, Pakistan, Science Teaching, October-December 1971, Serial No.2349/RMS.RS/SCT, Paris, Unesco, March 1971, p. 19.

et pour un changement d'orientation dans la formation des maîtres, si urgente soit-elle, devra attendre quelques années encore avant que cet organisme puisse donner suite à ses propositions. Le projet présenté par l'UNESCO et les motifs le justifiant ne manquaient cependant pas de clarté. Le tout émanait d'un souci de réalisme et du refus d'investir plus qu'il n'est matériellement et logiquement souhaitable de le faire, dans le primaire. Le secteur primaire ne peut, en effet, à lui seul, enrayer le grave problème de l'analphabétisme. Il peut, tout au plus, le diminuer quelque peu. Il faut, pour enrayer ce problème, une volonté résolue d'intensifier l'effort direct en faveur de l'éducation des adultes, et cela, en coordonnant toutes les forces humaines et les ressources matérielles existantes dans le pays. Une formation des maîtres plus adaptée aux problèmes locaux, notamment aux problèmes de l'économie rurale et de l'analphabétisme, s'avère, dans ce domaine, de la première importance. Cette urgence, le Rapport EFM/34/2 la justifia comme suit dans la présentation de son troisième projet. Encore là, il y aurait urgence d'apprendre à exploiter

à fond tout le potentiel matériel et humain existant dans le pays.

Basic Education Project Item No. 3: Reform of Teacher Training for the Basic Level of Education. Justification.

The illiteracy rate is high in East Pakistan. A population of 50 million analphabets is increased by over 1 million every year. The Government, while attempting a direct attack on adult illiteracy through education to 4 million adults in the period 1970-1975, considers that the main road to eliminate illiteracy is the expansion of primary education. The implementation of universal primary education however, within the time limits set by the New Education Policy (NEP) is considered unrealistic. Furthermore, if no radical change is introduced in the conception of the primary schools the eventual achievement of the quantitative targets will not meet the expectations placed on the eradication of the illiteracy. Finally, a way should be found to raise the educational level of the population (children and adults) through a more rational use of the physical facilities, personnel, and financial resources available for this purpose.¹⁴⁵

Ce projet de restructuration de la formation des maîtres en vue d'un déplacement d'accent dans la stratégie éducative, malgré le bien fondé de ses démonstrations et l'évidente urgence de la situation à changer, ne trouva pas immédiatement un terrain d'accomplissement au Pakistan. Bien au contraire, il a fallu attendre l'après-révolution et la fondation du Bangladesh avant qu'il devienne possible d'effectuer une mission de travail sur ce point, dans cette région. A l'époque de la présente investigation et

¹⁴⁵ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 107.

proposition de l'UNESCO, la situation du pays était alarmante dans le domaine, bien sûr, mais les autorités pakistanaises se préoccupaient à ce moment de toute autre chose que de l'éducation. On se trouvait en pleine crise politique.

ii. proposition de l'UNESCO.-Le rapport de l'UNESCO alla jusqu'à proposer, dans ce même projet, et de façon immédiate, un changement radical d'orientation et une transformation totale de tout l'enseignement au primaire:

A complete re-orientation and reorganization of the lower level of education within the framework of the total reform of the school system is required. Primary schools should not be considered any longer exclusive centres for "schooling" children. They should be thought of as a basis for the development of the community in all aspects and for all ages. As such not only the architectural conception of the building - when it is possible - but also the programming of their activities, and much more the designation of the personnel - and of course its training - should be done on the basis of their contribution to the improvement of the community.¹⁴⁶

2. UNESCO - Troisième Conférence Régionale des Ministres de l'Education

Le Pakistan participa, bien qu'il ne s'agisse que d'une délégation très restreinte, à cause de la situation politique du pays, alors en pleine effervescence, à la Troisième Conférence Régionale des Ministres de l'Education

¹⁴⁶ Unesco, EFM/34/2, CONFIDENTIAL, op. cit., p. 107.

et des ministres chargés de la planification économique en Asie, tenue à Singapour du 31 mai au 7 juin 1971. Cette Conférence des Ministres de l'Education produisit d'importants documents de travail sur la coopération régionale dans le domaine de l'éducation en Asie et sur le développement de l'éducation dans cette région du globe.

a) Rapport du Pakistan.-Le Pakistan, pour sa part, présenta à la Conférence de Singapour, un Rapport sur la situation et l'évolution de l'éducation dans ce pays. On sait que le Pakistan oriental, à ce moment, a déjà, depuis le 26 mars 1971, rompu avec l'aile occidentale du pays, pour former la République socialiste du Bangladesh¹⁴⁷. Or, le rapport du Ministre du Pakistan présenta à la Conférence des statistiques très générales, englobant tout le pays, y compris le Bangladesh ou ancien Pakistan oriental, mais cela sans le nommer.

Ces statistiques ne correspondaient pas au réel puisqu'elles utilisaient les données de tout le pays d'avant la sécession de l'aile orientale, mais présentées dans ce rapport comme si elles étaient le fait du seul Pakistan occidental. Ainsi, pour l'objectif de 5,000,000 de personnes

¹⁴⁷ Government of the People's Republic of Bangladesh, Ministry of Law and Parliamentary Affairs, The Constitution of the People's Republic of Bangladesh, Special Officer, Bangladesh Government Press, Dacca, 1972.

que comptait englober le projet d'alphabétisation des adultes. Cela ne constituait pas l'objectif à atteindre pour le seul Pakistan occidental, mais bien celui fixé pour les deux ailes du pays d'avant 1971. On ne possède pas les données statistiques correspondant au projet de chaque aile du Pakistan de 70, tant parce que le projet était trop vague pour pouvoir fournir ces précisions, que parce qu'il ne s'agissait là que d'un projet global des deux ailes du pays réunies, sans planification précise. Le rapport du délégué du Pakistan ne puisa donc, du Pakistan Education Index de 1970, que ce qui ne le compromettait en rien. Quant à l'aspect théorique de son communiqué, il y répétait les documents de travail dont nous avons fait mention ci-haut, en étudiant les rapports de l'UNESCO, EFM/34/1 et 2.

i. le devoir de s'instruire.-Le compte rendu du Pakistan présenta le devoir de s'instruire comme une exigence de l'Islam. Or, on connaît les événements tout récents dans ce pays; ici, comme dans ses autres rapports, le Pakistan se permit d'être plus théorique que pratique; plus idéaliste que vrai. Il se situa en terrain neutre, soulignant ce qui devrait être et non ses devoirs d'instaurer dans le pays les conditions favorables à la nécessaire généralisation de l'éducation pour tous. On remarque, d'ailleurs, que le devoir de s'instruire repose, selon ce rapport, sur le seul individu,

et non sur l'état responsable des citoyens.

La NEP reconnaît qu'il est indispensable de généraliser au maximum l'enseignement afin de découvrir et de mettre en valeur toutes les aptitudes latentes dans la population. De plus, l'information des citoyens est essentielle si l'on veut que la justice règne au sein du corps social. D'ailleurs, l'Islam exige que tout Musulman, homme ou femme, s'instruise.¹⁴⁸

Cette affirmation a une résonnance d'autant plus incongrue que l'on sait quelles atteintes aux droits des citoyens et à la justice sociale ont été faites aux Pakistanais, lors des élections générales encore récentes dans ce pays. Une grande majorité du peuple n'a-t-elle pas été l'objet d'une injustice pure et simple, lésée de son droit fondamental, à savoir: l'élection et l'acceptation du Gouvernement de son choix.

ii. éducation des adultes.-Voici, enfin, ce que dit ce même rapport au sujet de l'éducation des adultes: le point de vue émis comme justification de cette éducation est des plus intéressants pour nous. Lorsqu'il s'agit de rationaliser ou de théoriser, pas de problèmes pour le

¹⁴⁸ Unesco, Distribution limitée, Minedas/REF/5, Pakistan, Troisième conférence régionale des ministres de l'Éducation et des ministres chargés de la planification économique en Asie, Singapour 31 mai-7 juin 1971, Rapport de l'Éducation au Pakistan, (Établi pour la Conférence par le Ministère de l'Éducation et de la recherche scientifique, Gouvernement du Pakistan) BK/71/D/143-200, Traduit de l'Anglais, p. 20.

Pakistan, il excelle. Il fait preuve de moins de talent lorsque vient le moment de passer du théorique aux actes concrets.

Education des Adultes.

Le succès des efforts de développement, dans n'importe quel domaine, requiert impérativement l'extension maximale de l'instruction: en effet, on ne saurait communiquer efficacement des idées et des méthodes nouvelles à des esprits non préparés à les recevoir ou à les utiliser. Et les initiatives touchant le développement communautaire, la vulgarisation agricole, la planification familiale, les coopératives et les franchises locales, portent des fruits dans la mesure où l'on a abondamment dispensé l'éducation fonctionnelle qui permet aux adultes de remplir plus efficacement leurs tâches professionnelles et leur rôle de citoyen.¹⁴⁹

Tout cela est très édifiant et pourrait donner à qui aborde la question en novice, l'impression que le Pakistan était résolument engagé dans le domaine. Or, les applications pratiques qui suivent ne sont que la répétition des chiffres et des projets vagues dont nous avons parlé antérieurement: un projet d'alphabétisation devant atteindre 5,000,000 d'adultes, ni plus ni moins. Donc, aucune innovation ni implantation ferme de stratégie dans ce domaine au Pakistan. Le rapport du Ministre de ce pays présenta, à l'appui de son témoignage, quelques tableaux statistiques, tirés du Pakistan Education Index 1970. Bien que dépassés, ces chiffres offrirent un aspect pertinent de la situation

¹⁴⁹ Unesco, MINEDAS/REF/5, op. cit., p. 20.

en ce qu'ils permirent de mieux visualiser l'écart existant entre les effectifs masculins et féminins aux différents niveaux de l'éducation. Mais, comme toutes les statistiques pakistanaïses, celles-ci également reposaient, non sur des chiffres réels, mais sur des estimations faites à partir des années 1968. On retrouve en cela encore le phénomène relevé antérieurement du manque de mise à jour, de l'absence de précision, de l'inexactitude des données et de l'à-peu-près. (Cf. les tableaux II-X suivants pour une meilleure saisie de la situation¹⁵⁰):

TABLEAU II

EFFECTIF DES ECOLES PRIMAIRES (ANNEES D'ETUDE I. A V)
(en milliers d'élèves)

Année	Total	Filles
1959-60	5 170	1 240
1964-65	7 240	1 960
1965-66	7 440	2 060
1966-67	7 980	2 210
1967-68*	8 500	2 340
1968-69*	9 300	2 700
1969-70*	10 500	3 150

* = Estimations

Source: Pakistan Educational Index - 1970, in Unesco, Minedas/REF/5, op. cit., p. 42.

TABLEAU III

EFFECTIF DES ECOLES MOYENNES (ANNEES D'ETUDE VI A VIII)
(en milliers d'élèves)

Année	Total	Filles
1959-60	726	90
1964-65	1 132	192
1965-66	1 297	236
1966-67	1 406	272
1967-68*	1 510	309
1968-69*	1 700	380
1969-70*	1 950	480

* = Estimations

Source: Pakistan Educational Index - 1970, in Unesco,
Minedas/REF/5, op. cit., p. 42.

TABLEAU IV

EFFECTIF DES ECOLES SECONDAIRES PROPREMENT DITES
(ANNEES D'ETUDE IX ET X)

(en milliers d'élèves)

Année	Total	Filles
1959-60	279	30
1964-65	420	66
1965-66	483	72
1966-67	548	81
1967-68*	583	91
1968-69*	700	116
1969-70*	775	150

* = Estimations

Source: Pakistan Educational Index - 1970, in Unesco,
Minedas/REF/5, op. cit., p. 43.

TABLEAU V

EFFECTIF DES COLLEGES INTERMEDIAIRES (ANNEES XI ET XII)
(en milliers d'élèves)

Année	Total	Filles
1959-60	89,0	10,1
1965-65	168,2	22,0
1965-66	193,4	26,2
1966-67	211,8	30,1
1967-68*	245,0	33,6
1968-69*	285,0	37,8
1969-70*	350,0	44,0

* = Estimations

Source: Pakistan Educational Index - 1970, in. Unesco, Minedas/REF/5, op. cit., p. 43.

TABLEAU VI

EFFECTIF DES ECOLES PROFESSIONNELLES DU SECOND DEGRE
PAR TYPE D'ETABLISSEMENT ET PAR SEXE

Type d'éta- blissement	Sexe	1959-1960	1964-65	1965-66	1966-67	1967-68*	1968-69*	1969-70*
Tous éta- blissements	Total	21 139	32 399	33 586	27 213	40 700	44 600	48 600
	Filles	3 687	6 659	5 546	7 042	7 820	8 585	9 200
Agriculture	Total	311	425	345	350	375	400	450
	Filles	-	-	-	-	-	-	-
Commerce	Total	1 390	2 452	3 090	3 925	4 600	5 125	5 850
	Filles	38	14	33	35	35	35	35
Ingénierie et topographie	Total	1 228	287	101	170	185	200	200
	Filles	-	-	-	-	-	-	-
Beaux-arts	Total	32	49	230	241	240	275	300
	Filles	3	3	74	31	35	50	65
Enseignement industriel	Total	8 916	14 053	15 499	19 092	20 900	23 000	25 000
technique et professionnel	Filles	2 467	3 567	3 086	4 508	4 900	5 300	5 700
Médecine	Total	1 426	...	...	...	...	...	...
	Filles	41	...	...	...	...	...	...
Ecoles normales	Total	7 086	15 133	14 321	13 435	14 400	15 600	16 800
	Filles	1 138	3 075	2 353	2 568	2 850	3 100	3 400

* = Estimations

- Chiffre nul ou négligeable

... Données non disponibles

Source: Pakistan Educational Index - 1970, in Unesco, Minedas/REF/5, op. cit., p. 44.

TABLEAU VII

EFFECTIF D'ETUDIANTS PREPARANT LE BACHELOR'S DEGREE
(en milliers d'étudiants)

Année	Total	Filles
1959-60	37,9	4,7
1964-65	63,7	11,0
1965-66	75,9	12,0
1966-67	81,3	13,5
1967-68*	94,0	16,0
1968-69*	108,0	18,2
1969-70*	125,0	21,0

* = Estimations

Source: Pakistan Educational Index - 1970, in Unesco, Minedas/REF/5, op. cit., p. 45.

TABLEAU VIII

NOMBRE D'ENSEIGNANTS SORTANT CHAQUE ANNEE DES ECOLES NORMALES

Degrés des établissements d'affection	Sexe	E f f e c t i f s					
		1960	1965	1966	1967	1968*	1969* 1970*
Pour l'enseignement élémentaire	H et F	5 802	15 298	17 378	18 093	20 708	23 130 25 550
(Ecoles primaires et moyennes)	F	1 210	3 788	3 983	3 141	4 075	5 030 6 085
Pour les écoles	H et F	944 278	2 967 765	2 789 824	3 335 969	...	

* = Estimations

... Données non disponibles

Source: Pakistan Educational Index - 1970, in Unesco, Minedas/REF/5, op. cit., p. 47.

TABLEAU IX

NOMBRE D'INSTITUTEURS PRIMAIRES EN EXERCICE, D'APRES LEUR QUALIFICATION ET PAR SEXE
(en milliers)

Année	Toutes catégories		Maîtres ayant reçu une formation pédagogique		Maîtres dépourvus de formation pédagogique	
	H et F	Femmes	H et F	Femmes	H et F	Femmes
1959-60	123,2	10,2	88,3	7,4	34,9	2,6
1964-65	170,0	18,7	121,8	14,0	48,1	4,8
1965-66	170,8	19,9	126,7	15,4	44,1	4,5
1966-67	177,5	20,6	134,0	16,1	43,5	4,5
1967-68	184,1	21,6	140,6	17,0	43,5	4,6
1969-69	190,8	22,7	147,3	18,0	43,5	4,7
1969-70	189,0	29,4	154,0	19,3	44,0	4,7

Source: Pakistan Educational Index - 1970, in Unesco, Minedat/REF/5, op. cit., p. 47.

TABLEAU X

NOMBRE DE MAÎTRES EN EXERCICE DANS LES ÉCOLES MOYENNES,
D'APRÈS LEUR QUALIFICATION ET PAR SEXE

(en milliers)

Année	Toutes catégories		Maîtres ayant reçu une formation pédagogique		Maîtres dépourvus de formation pédagogique	
	H et F	Femmes	H et F	Femmes	H et F	Femmes
1959-60	18,3	2,4	12,0	1,9	6,3	0,5
1964-65	30,2	5,3	20,8	4,3	9,4	1,0
1965-66	31,5	5,9	21,9	5,0	9,6	1,0
1966-67	33,3	6,6	23,1	5,2	10,2	1,4
1967-68	35,5	7,3	24,7	5,6	10,8	1,7
1968-69	37,6	8,0	26,2	6,0	11,4	2,0
1969-70	39,6	9,1	27,7	6,6	11,9	2,5

Source: Pakistan Educational Index - 1970, in Unesco, Minedas/REF/5, op. cit., p. 48.

b) UNESCO - Rapport du séminaire sur la coopération régionale, Bangkok/Chiangmai.-La Troisième Conférence régionale des Ministres de l'Education et des Ministres chargés de la planification en Asie, fut l'occasion de la remise du Rapport d'un séminaire tenu à Bangkok/Chiangmai, du 1-15 février 1971.

i. objet du séminaire.-Le compte rendu du séminaire tenu à Bangkok/Chiangmai présente quelques aspects de la nécessité d'une forte coopération régionale en Asie afin d'arriver ensemble à mieux assurer l'établissement des réformes éducatives souhaitées pour cette région. Tous ces pays, ayant un système d'éducation qu'il faut transformer vite et bien, systèmes d'éducation hérités, bien sûr, des empires coloniaux dont ils ont été les sujets, il ne leur est pas facile de poursuivre harmonieusement, et sans trop de difficultés, les réformes suggérées par le Plan de Karachi. Aussi, est-ce dans ce sens qu'il leur a été conseillé d'établir ensemble, et pour la région, un projet de coopération régionale des pays d'Asie, chaque pays apportant à l'ensemble de la région le fruit de ses efforts et expériences et en retirant lumière et encouragement, prenant bien soin de conserver l'objectif essentiel fixé par la CEAEO, à savoir: "de favoriser le développement et l'innovation en matière d'éducation, dans une perspective de développement et de

réforme sur le plan économique et social"¹⁵¹.

Ce même rapport établit les critères de détermination des domaines qui appellent une action de planification éducative concertée à l'échelon régional. Nous pouvons les résumer comme suit:

- a) les critères de nécessité d'entreprendre des programmes dont le bien fondé soit éprouvé en commun, et
- b) les critères de l'efficacité, produits par la concertation des efforts de tous, plutôt que par des programmes isolés.

Voici, pour la justification ou bien fondé de ces actions régionales concertées, chaque pays ne pouvant établir à lui seul toutes les institutions indispensables à

¹⁵¹ Unesco, Rapport d'un séminaire sur la coopération régionale dans le domaine de l'éducation en Asie, Bangkok/Chiangmai, 1-15 février 1971, Unesco, Bureau régional de l'Unesco pour l'éducation en Asie, Bangkok, 1971, Minedas/REF/4, BK/71/D/86-250, p. 13.

son progrès:

Il sera souvent utile à appliquer dans les cas où les efforts d'un seul pays en vue de mettre sur pied une activité ou un service spécialisé ne sauraient atteindre le minimum indispensable au plan de la qualité ou du rendement alors que la conjonction des efforts de plusieurs pays permettrait de dépasser ce seuil ou de réaliser des économies d'échelle. Le critère de l'efficacité permet aussi de prendre en compte la capacité que peut avoir un projet de coopération d'exercer un effet multiplicateur sur les programmes du même genre entrepris à l'échelon national ou local. Cet effet multiplicateur est obtenu lorsque la coopération régionale suscite au niveau local des effets qui, sans cela, n'auraient pas lieu. L'un des principes du développement est qu'il importe de réussir à mobiliser les ressources locales latentes ou mal employées. Il sera donc possible d'évaluer aussi les projets de coopération régionale d'après leur aptitude probable à provoquer une telle mobilisation ou une meilleure utilisation des moyens disponibles en pareil cas, le caractère régional de l'entreprise constitue sans doute le catalyseur indispensable pour transformer des virtualités en actions efficaces.¹⁵²

Si ces critères valent pour l'efficacité de la coopération régionale, ils valent également pour l'efficacité plus grande qui découlerait aussi de la présence des multiples organismes aidant dans un même pays, si seulement tous ces organismes acceptaient de s'unir et de conjuguer leurs efforts pour une stratégie d'ensemble de développement du pays aidé, plutôt que de travailler chacun de son côté pour l'avancement de son organisme propre, et trop souvent en

¹⁵² Unesco, Rapport d'un séminaire sur la coopération régionale dans le domaine de l'éducation en Asie, op. cit., pp. 15-16.

compétition avec les autres sources d'aide ou en ignorant les programmes ou possibilités des autres groupes. Nous pensons ici aux nombreuses organisations d'aide en place au Bangladesh, dont la liste figure en annexe de cette thèse¹⁵³ (cf. Annexe XXVIII). Il serait urgent que tous ces organismes coordonnent leurs efforts pour une action d'ensemble, plutôt que de perpétuer une mentalité par trop répandue de se lancer la balle plutôt que de s'engager réellement ensemble, pour le bien du pays aidé. Or, c'est précisément dans ce sens que s'exprimait Malcolm S. Adiseshiah, directeur général adjoint de l'UNESCO, lorsqu'il invita les sources d'aide à s'unir:

La multiplicité des sources privées d'aide à l'éducation n'est pas forcément un inconvénient en soi. Ce dont on a besoin pour éviter le gaspillage, l'inefficacité et la confusion; à l'intérieur et au détriment du pays assisté, c'est tout simplement que tous ceux qui participent à l'aide se réunissent périodiquement sous la présidence d'une autorité du pays assisté et procèdent à une planification agréée de part et d'autre et assortie d'un engagement d'assistance à l'éducation propre à renforcer le système d'enseignement et son développement.¹⁵⁴

¹⁵³ Listing of Organizations Concerned with Rehabilitation and Development in Bangladesh, Association of Voluntary Agencies in Bangladesh, Gary M. Card, Revised March 1975.

¹⁵⁴ Malcolm S. Adiseshiah, Que mon pays s'éveille, le rôle de l'homme dans le développement, réflexion sur les dix années à venir, Unesco, Paris, 1970, p. 313.

ii. création du CRIEDA.--Le séminaire de Bangkok/Chiangmai, non seulement mit l'insistance sur la nécessité d'une coopération régionale d'Asie pour l'avancement de l'éducation, mais il eut encore le mérite d'acheminer cet effort de conscientisation vers la création d'un Centre régional, le CRIEDA, fonctionnant sous l'autorité de l'UNESCO.

Ce centre reçut pour mission d'encourager la coopération régionale, en dirigeant des études conjointes sur le développement éducatif des pays membres, et en favorisant la formation d'équipes mobiles, disponibles pour aider les différents états d'Asie à organiser et appliquer des programmes de formation. Les équipes mobiles du CRIEDA pourraient aussi, selon les objectifs du plan, fournir aux pays qui en font la demande, des services d'ordre technique et consultatif. C'est donc un Centre régional dont la mission consiste à recueillir et à coordonner les informations pertinentes provenant des institutions nationales et des autres parties du monde. Il s'agit d'un organe éducatif visant à créer des réseaux d'information. Il est branché sur les circuits régionaux, et internationaux dans le but de promouvoir l'avancement éducatif en Asie. (Cf. Annexe XXIX) pour l'organigramme du CRIEDA, établi à Bangkok pour toute la région d'Asie.¹⁵⁵

¹⁵⁵ Unesco, Rapport d'un séminaire sur la coopération régionale dans le domaine de l'éducation, op. cit., Unesco, Minédas/REF/4, p. 28.

iii. urgence et exigence de l'éducation des adultes.-La Troisième Conférence régionale des Ministres de l'Education s'attaqua vigoureusement à la lenteur avec laquelle progresse l'alphabétisation des adultes en Asie. C'est là une anomalie inacceptable, selon elle, que dans certains pays d'Asie, les effectifs scolaires progressent à un rythme vertigineux, alors que, pour l'éducation des adultes, presque rien ne bouge. Un effort sérieux dans ce sens exige la formation de tout un personnel d'éducateurs adultes, de moniteurs, de vulgarisateurs des matériaux pédagogiques. Cela suppose, également, qu'on s'attaque efficacement, et d'urgence, dans tous les pays concernés, à la formation d'un personnel compétent dans ce domaine, personnel suffisamment nombreux et motivé pour hausser la valeur institutionnelle et professionnelle des éducateurs d'adultes. Tous les instituts en place dans ces pays: universités, écoles de tous les niveaux, industries, etc., devraient coordonner leurs efforts et ressources pour coopérer à cette indispensable mise en marche de l'alphabétisation des adultes. Dans ce mouvement, doivent s'engager les groupes privés, les associations d'aide, les missionnaires de toutes confessions religieuses. Ces groupes devraient, de plus, s'ils espèrent mener adéquatement leur action, saisir la portée globale de leur engagement.

Aussi, la Conférence insista-t-elle sur ce point:

L'adaptation de l'alphabétisation fonctionnelle au développement n'entraîne pas la subordination totale de l'éducation à des considérations économiques. L'éducation des adultes, notamment l'alphabétisation fonctionnelle, ne néglige pas les besoins sociaux, les plus pressants: santé, nutrition, civisme, régulation des naissances et logement, de même que les problèmes éthiques et culturels.¹⁵⁶

Consulter les tableaux 9 et 13^{157, 158} (des Annexes XXX et XXXI) pour un aperçu du progrès des taux de scolarisation dans l'enseignement du premier et du second degré pour les pays de la région. Ces tableaux viennent de la Conférence régionale des Ministres de l'Education et des Ministres chargés de la planification économique en Asie, réunis à Singapour, en 1971.

Cette sphère difficile de l'éducation ne peut reposer que sur une planification sérieuse. Une prévision des besoins humains, économiques et sociaux doit animer constamment ceux qui s'y livrent. Une action systématique, visant à l'utilisation des moyens les plus efficaces et les plus aptes à promouvoir le progrès, s'impose, de même qu'une

¹⁵⁶ Unesco, Minedas 3, Distribution limitée, Développement de l'éducation en Asie, Troisième Conférence régionale des ministres de l'éducation et des ministres chargés de la planification économique en Asie, Singapour, 31 mai-7 juin 1971, Paris, 29 janvier 1971, Traduit de l'anglais, ED/CONF.1/4, p. 105.

¹⁵⁷⁻¹⁵⁸ Unesco, Minedas 3, Distribution limitée, op. cit., pp. 20-25. Annexes XXX et XXXI.

coordination des efforts et des compétences de tous les organismes gouvernementaux, associations d'aides bénévoles, associations religieuses. Dans un tel domaine, l'action isolée, improvisée n'a absolument pas droit de cité.

L'esprit de clocher, lequel menace les différentes confessions religieuses, doit céder le pas à l'action désintéressée, essentiellement orientée en fonction du bien de l'homme et du pays aidé. Il est urgent aussi que les groupes missionnaires sortent de leur action floue, vaille que vaille, et consentent à s'astreindre à une stratégie sérieuse, calculée, pesée, concertée dans ce domaine.

Il convient d'attacher la plus grande importance à la participation à l'éducation des adultes des organismes responsables de projets de développement exigeant le concours des ouvriers ou des paysans. La coopération et la communauté d'action devraient être assurées au moyen de dispositions institutionnelles rigoureuses. (...) L'une des premières dispositions à prendre est de donner à l'éducation des adultes une base professionnelle.¹⁵⁹

Nous avons visité, en avril 1976, l'Institut international de Téhéran pour les méthodes d'alphabétisation des adultes. Cet institut, créé à Téhéran en 1968 par l'UNESCO et le Gouvernement d'Iran, se spécialise dans la conception des méthodes d'alphabétisation, par la recherche de méthodologies adaptées au domaine et au milieu asiatique et par la

¹⁵⁹ Unesco, Minedas 3, Distribution limitée, op. cit., p. 106.

création de moyens nouveaux d'action. Nous avons consulté la planification effectuée et les services de documentation en place susceptibles de hâter le processus de l'alphabétisation des masses au Bangladesh. On trouve, à l'Institut international d'alphabétisation des adultes, des programmes d'éducation des masses provenant de tous les coins du monde occidental et oriental. Or, le Bangladesh ne figurait pas, en avril 1976, au répertoire de Téhéran¹⁶⁰, n'ayant encore à ce moment rien envoyé à cet Institut des efforts tentés pour réduire le problème de l'analphabétisme au Bengale oriental. Il y a, bien sûr, quelques petits projets d'éducation des adultes au Bangladesh, mais il ne s'y trouve encore rien de pensé à l'échelle nationale, sinon le projet avorté de Comilla dont nous parlerons au chapitre suivant. Tous les autres projets ne représentent que de faibles efforts isolés et ne sont nullement de nature ni d'envergure assez solide pour enrayer les causes du mal de l'analphabétisme dans ce coin du monde. Le Directeur de l'Institut de Téhéran, avec qui nous discutons du Bangladesh, nous fit la réflexion suivante en parlant de ce pays: "Le Bangladesh est voué à la mort." Il importe, en effet, de tendre à une

160 The International Institute for Adult Literacy Methods, Literacy Documentation, Vol. IV, No. 3, I.I.A.L.M., Unesco and the Government of Iran, Téhéran, 1976.

alphabétisation fonctionnelle des jeunes et des adultes, qui ne soit pas seulement méthode d'apprentissage de la lecture et de l'écriture, mais bien plutôt programme d'action éducative intégrée aux projets nationaux de développement. C'est justement cette absence d'objectifs précis et efficaces, dans le domaine, que dénonçaient les Ministres de l'Education des pays d'Asie dans le Rapport final de la Troisième Conférence régionale des Ministres de l'Education et de la CEAE0 tenue à Singapour en 1971:

L'absence d'une politique globale de l'éducation extrascolaire se traduit par l'éparpillement des activités, dans ce domaine. Il semble que la solution réside dans la coordination à l'échelle nationale de toutes ces activités, privées ou publiques, et dans leur intégration au système national.¹⁶¹

La Conférence des Ministres vota enfin quelques résolutions en vue de promouvoir un plus grand effort de l'action publique et privée dans ce domaine. Parmi ces recommandations, la suivante revêt un intérêt plus marqué

¹⁶¹ Unesco, Rapport Final, Troisième Conférence régionale des ministres de l'éducation et des ministres chargés de la planification économique en Asie, Convoquée avec le concours de la CEAE0, Singapour, 31 mai-7 juin 1971, ED/MD/20, Paris, octobre 1971, p. 42.

pour le Bangladesh:

Résolution no. 12: Education et développement dans les régions rurales - La Conférence recommande sur le plan national:

(IV) Que les jeunes et les adultes (en particulier les femmes) des communautés rurales bénéficient de l'alphabétisation fonctionnelle, de manière à accroître leurs chances de trouver un emploi rémunérateur, et que les cours d'alphabétisation aient un caractère permanent, soient organisés avec l'aide des intéressés de la localité, et utilisent des moyens modernes tels que la radio, la télévision, les journaux et l'enseignement par correspondance.¹⁶²

3. Bangladesh

a) Etat de la question en 1973.-Les propositions formulées par l'UNESCO en 1970, pour une re-structuration des programmes de formation des maîtres, bien que présentées comme une urgence dans les documents EFM/34/1 et 2, n'eurent pas de suite effective avant 1972. Les événements des élections et de la révolution ou guerre de libération, vinrent mettre un frein aux projets de développement de l'éducation au Bangladesh. Nous voilà donc, en 1972-73, au même point qu'en 1970. Aucune initiative n'a été prise dans le sens d'une réforme de la formation des maîtres. C'est donc à ce sujet que Kristan Risan, un consultant de l'UNESCO, ayant déjà effectué deux missions au Pakistan oriental, revint au Bangladesh de juin 1972 à mai 1973, avec mission de

162 Unesco, Rapport final, ED/MD/20, op. cit., p. 61.

provoquer la mise en application d'un début de réforme de la formation des maîtres. L'éducation impartie au Pakistan dans le passé, ayant très peu contribué au progrès social, et cela, du fait de son orientation et de la mentalité arrivistes des maîtres et des gens instruits, l'éducation étant perçue plutôt comme un droit inaliénable à s'ériger au-dessus du peuple et à ne pas travailler manuellement, on ne pouvait compter sur l'école, les maîtres et les gens éduqués pour servir le pays comme agents de progrès et de transformation sociale. Le Bengali instruit se croyait dispensé du devoir de servir les autres, se percevant comme celui à qui le pauvre doit tout. C'était là, en effet, tout le contraire de l'esprit de service.

Un pays comme le Bangladesh, où tout est à refaire, ne peut se payer le luxe et le scandale de telles mentalités. Une éducation qui contribue à servir les égoïsmes n'a pas droit de cité. Ce qu'il faut de toute urgence, c'est une éducation qui éveille au sens des responsabilités, d'un monde meilleur à bâtir, d'un service du peuple à assurer. Aussi, importe-t-il d'implanter une réforme totale de la formation et de la mentalité des maîtres, d'abord des maîtres du primaire et ensuite de ceux de tous les niveaux d'instruction. L'éducation, au Pakistan, a totalement failli à cette tâche dans le passé. Alors que la presque totalité de la population de ce pays tire depuis toujours

sa subsistance de la terre, l'éducation, elle, visait avant tout à donner une formation cléricale et classique.

More than 80 per cent of the population derives its livelihood entirely from agriculture and about 90 per cent live in villages. The urban areas, moreover, are closely linked with the countryside. Therefore, general education in Bangladesh will for many years continue to be based upon the culture, the economy, the daily work and leisuretime activities of the rural community. This does not mean that urban life should be disregarded. But it would be an injustice to the children of Bangladesh as a whole if education were not based upon the daily experience and the future life opportunities of the great majority. The changes that the consultant has tried to initiate through the previous and present projects therefore, in his view, constitute a realistic and most justified approach to both educational and economic problem in Bangladesh.¹⁶³

b) Nécessité de former des femmes professeurs.--Le lieu indispensable pour effectuer cette conversion des mentalités, essentielle au progrès social et économique au Bangladesh, c'est le maître d'école. Dans les villages, on perçoit ce dernier comme détenteur des connaissances, comme digne de foi. Il jouit d'une influence considérable qu'il peut exercer sur les enfants et les parents. Aussi, importe-t-il au plus haut point que le maître reçoive une formation adéquate, formation susceptible de lui permettre de

¹⁶³ Distribution limited: FR/Unicef/Consultant, Unesco, B.K. Risan, Bangladesh, Improvement of Primary Education and Teacher Training. (Introduction of Environment-Oriented Education), 28 June-1972, 27 May 1973, Serial No. 2948/RMO.RD/ETH, Paris, August 1973, p. 4.

mieux comprendre les besoins du peuple et de le rendre apte, et par sa mentalité et par ses connaissances pratiques, à aider effectivement la population du pays. Il est donc urgent, dans cette même perspective, de former des femmes professeurs, des femmes qui sachent exercer une influence de multiplicateurs, en permettant aux jeunes filles du Bangladesh d'avoir accès à l'école. Il importe aussi de former, de toute urgence, des institutrices suffisamment imbues de connaissances pratiques de la vie quotidienne au Bengale oriental pour pouvoir comprendre leurs consœurs et les conseiller dans leur vie de tous les jours. Non seulement faut-il, pour assurer la promotion humaine, sociale et économique du Bangladesh, former des filles, mais il faut surtout former des femmes éducatrices. Préparer une femme à la profession enseignante au Bangladesh équivaut à former des centaines de femmes. C'est là une urgence parmi les urgences pour l'avancement de l'éducation de la femme. Aussi, il importe de se demander quel genre de formation il convient de donner à ces hommes et à ces femmes pour qu'ils puissent réellement exercer l'influence souhaitée et indispensable à la création, chez le peuple bengali, de ces attitudes d'honnêteté, de service, d'ordre, d'ouverture, essentielles au progrès social. Il faut libérer les mentalités de la conception par trop établie, au Bangladesh, que l'éducation constitue un luxe réservé aux privilégiés. Pour

libérer les mentalités des enfants et des adolescents, il faut d'abord en libérer les maîtres d'école, hommes et femmes. Ces derniers ayant revêtu une conception nouvelle de l'éducation et reçu une formation pédagogique appropriée et pratique, ils seront mieux habilités à exercer une influence plus efficace sur les enfants et les parents, garçons et filles, hommes et femmes tout à la fois. A l'école normale, il incombe d'abord de répandre une telle philosophie de l'éducation, afin que ceux sur qui repose la mission d'éduquer, éduquent en vérité. Malheureusement, la formation des maîtres dispensée dans les P.T.I. et les J.T.C., au Pakistan et au Bangladesh, a presque toujours failli à cette mission. Voici ce que dit Kristan Risan de l'importante responsabilité de l'école normale:

The primary school teacher, who has such a great influence upon the children, may consider himself as belonging to the group of the people who have been lucky enough to escape from manual work. If this attitude is deep-rooted in his mind the primary school teacher may, by imparting this attitude to his pupils, be a serious impediment to economic development. In the training of the primary school teachers all possible means must be used to change such thinking into a more constructive and responsible concept of their role in the development of the new born nation as a whole.

Consequently, the trainers of primary school teachers, as well as those in charge of practice teaching at the experimental schools, must be highly qualified not only in the principles of education and the techniques of teacher training, but they should also be extremely well versed in all the fields of rural economic development, realize the importance of manual work and the fundamental needs of education for the farmers.¹⁶⁴

¹⁶⁴ Unesco, Distribution limited: FR/Unicef/Consultant, Unesco, B.K. Risan, op. cit., p. 8.

c) Les écoles normales au Bangladesh.-On comptait au Bangladesh, en 1973, quarante-huit écoles normales pour la formation des maîtres du primaire. Or, ces P.T.I. étaient, au moment de notre départ d'Asie en décembre 1969, tout à fait dépassés et par leurs capacités physiques et par leurs programmes de formation des maîtres, purement axés sur la théorie... Inutile de dire que les filles ne représentaient pas la majorité des étudiants maîtres dans ces écoles, elles y étaient exception. D'après le rapport de la Conférence des principaux des P.T.I. tenue en 1973, on comptait, à ce moment, 6 432 normaliens dans les écoles normales du pays, dont 5 459 garçons et 973 filles seulement¹⁶⁵. On se rend compte que, malgré tout ce qui a été dit ou recommandé antérieurement quant à l'accès des filles à l'éducation, on est encore très loin de l'objectif fixé. Les filles ne forment qu'une très faible minorité des maîtres en formation dans les écoles normales. Si les instituteurs sont dispensateurs d'éducation et, qu'au Bangladesh, conformément à la coutume, on ne confie pas facilement l'éducation des filles à des maîtres masculins, alors là encore, on est loin des objectifs fixés. Ces chiffres le prouvent.

165 Unesco, Distribution limited: FR/Unicef/Consultant, Unesco, B.K. Risan, op. cit., Annexe 3, p. 3.

d) Statut de la profession enseignante.-Le manque de statut ou le très bas statut social de la profession enseignante constitue un des obstacles majeurs au progrès de l'éducation au Bangladesh. Le gouvernement ne consacrant qu'une faible partie du PNB à l'éducation, les maîtres reçoivent une très faible rémunération. On institutionnalise ainsi une forme de corruption dans l'enseignement, à savoir que les maîtres ne donnent en classe qu'un enseignement mal préparé, vague et purement livresque. De la sorte, les enfants pauvres et moins doués n'apprennent pas ou peu et, la plupart du temps, faillissent aux examens, ces derniers ne faisant pratiquement appel qu'à la mémoire. Les enfants de familles un peu plus aisées, et nous ne parlons pas du tout ici d'enfants riches, ont recours à des précepteurs privés. Ces derniers viennent à la maison, moyennant une prime assez élevée et répètent, là à la maison, les notions que l'enfant n'a pas réussi à capter à l'école. Et ce précepteur payé vient, non pas une fois en passant, mais bien jour après jour.. Cette situation, bien loin de constituer un fait isolé, est chose quotidienne au Pakistan d'alors et au Bangladesh d'aujourd'hui. Le maître dispense donc à l'école un enseignement de mauvaise qualité pour pouvoir compenser par des leçons privées bien payées à son insuffisance salariale.

Il y a là des conséquences graves pour la qualité de l'école et l'avenir de l'éducation au Bangladesh. Non

seulement, le manque de statut de la profession enseignante et la faible rémunération des maîtres perpétuent-ils la médiocrité de l'enseignement à tous les niveaux, mais ils favorisent également les inégalités sociales et la domination des gens aisés sur les plus pauvres. Toute réforme de l'enseignement qui ne tient pas sérieusement compte de ceci et ne prend pas des mesures strictes pour y remédier, contribue à perpétuer de la sorte une injustice sociale.

Aucun des textes de l'UNESCO, de la CEABO ou du gouvernement ne signale, et à plus forte raison, ne met en garde contre cette lacune capitale. On semble ignorer la situation. Nous nous permettons, cependant, d'en douter au plus haut point.

Or, le rapport de la Conférence des principaux des P.T.I. interprète, en 1973, le problème de la mauvaise qualité du corps enseignant et de l'éducation au Bangladesh

de la façon suivante:

1. Improving the Training of Primary School Teachers:

The most serious short comings in the educational background of the students when entering the PTI are:

- (a) Inadequate knowledge of basic subjects;
- (b) Lack of power of expression;
- (c) Lack of keen desire of becoming a teacher.

The main defect with our education system is that it aims at producing privileged persons rather than specialists. No stage of Education is self-contained. There is the struggle for covering as many stages as possible. When a person fails to advance beyond a certain stage, it shows his inability, financial or mental, to proceed further, and he suffers from frustration and inferiority. The students entering the PTI are no exception to this. Failing to receive further education and not finding employment elsewhere, in most cases, the intrants come only to get a job. The job of a primary school teacher not being lucrative, persons with better calibre seldom come to the PTIs.¹⁶⁶

On a là un portrait plutôt sombre, permettant d'investir assez peu d'attentes sur le maître du primaire. Cette réflexion de K. Risan renferme cependant une large part de vérité quant à la capacité réelle et la vocation d'éducateur des maîtres du primaire au Bangladesh. Une transformation ou conversion totale des mentalités s'impose chez ces derniers et dans le système d'éducation tout entier, au Bangladesh, si l'on aspire vraiment à travailler, par l'éducation, à la promotion sociale du peuple et si l'on veut

¹⁶⁶ Unesco, Distribution limited: FR/Unicef/Consultant/Unesco, B.K. Risan, op. cit., p. 10.

rompre avec cet ordre des choses.

e) Projet de réforme des P.T.I. par K. Risan, consultant de l'UNESCO.-Après avoir effectué une analyse minutieuse du système scolaire au Bangladesh et visité presque toutes les écoles normales du pays, 45 institutions sur 48, K. Risan présenta au Ministère de l'Education du Bangladesh un projet pour le renouvellement de la formation des maîtres du primaire. L'envoyé de l'UNESCO proposa l'établissement d'une Académie d'éducation primaire et d'un Département national de la formation des maîtres de l'élémentaire dans le but de conférer à la formation des maîtres de ce niveau une valeur intellectuelle et pratique, deux valeurs présentement absentes dans les P.T.I. Pour ce faire, il importe, selon le consultant Risan, qu'un tel enseignement, dans un milieu à dominance rurale comme le Bangladesh, soit axé sur une meilleure connaissance pratique des rudiments de l'agriculture, de l'hygiène du milieu, ainsi que sur le respect et l'amour du travail et de la personne humaine. On pourrait, à la rigueur, espérer de tels objectifs d'un curriculum bien établi, mais il faut l'attendre avant tout de l'action éducative de maîtres renouvelés. Cela reste entièrement à établir au Bangladesh. La mentalité des maîtres y est telle qu'on peut à peine, dans l'état actuel des choses, espérer d'eux une attitude de don de soi

et d'engagement personnel face à l'enfant et face au peuple. Voici ce que constata et dénonça le consultant de l'UNESCO après une visite sérieuse du système:

It is the conviction of the Unesco Consultant, based on visits to every district, hundreds of schools and 43 of the 48 PTI's, and on countless discussions with teachers and school authorities, that the professional training of primary school teachers is the weakest link in the present system of education in Bangladesh.

We therefore come to the central matter - that of improving the quality of the primary school teacher and this has four main aspects:

- (a) improving the general, intellectual quality of the recruits to the primary teacher training profession;
- (b) improving the quality of the training given at the PTIs;
- (c) improving the standard of follow-up guidance and supervision of teachers in their schools;
- (d) providing regular refresher courses for in-service teachers.¹⁶⁷

Mais une orientation plus efficace de la formation des maîtres dans les PTI ne saurait s'effectuer sans que les entraîneurs des maîtres reçoivent eux-mêmes une formation dans ce sens, formation les rendant plus aptes à s'acquitter de leur tâche. Il est aussi urgent que les responsables des écoles expérimentales attachées aux centres de formation des maîtres et dans lesquelles ces derniers reçoivent un entraînement pratique, se convertissent à cette nouvelle conception de la profession enseignante. Il importe donc que les

¹⁶⁷ Unesco, Distribution limited: FR/Unicef/Consultant/Unesco, K. Risan, op. cit., pp. 2-3.

responsables de ces deux aspects, théorique et pratique, de la formation des maîtres du primaire, reçoivent une haute formation pédagogique et sociale. Cela requiert également, de ces éducateurs, une connaissance pratique et intellectuelle solide, dans le domaine du développement économique et rural, et qu'ils soient de plus imbus de respect pour le peuple et de l'amour du travail manuel. Une connaissance précise des besoins des populations rurales s'impose également. Toutes ces compétences n'allant pas de soi, et étant des plus rares au Bangladesh, il faudrait avant tout qu'une formation dans ce sens soit donnée aux responsables de la formation des maîtres et des écoles expérimentales.

Ce type de formation présente l'idéal à atteindre dans la préparation future des maîtres et tout prouve qu'il n'existe pas encore. N'existe pas non plus l'indispensable condition matérielle de locaux pour faciliter l'accès des filles dans les PTI. On souhaite d'un commun accord que les femmes s'engagent dans la profession enseignante, mais lorsqu'il s'agit concrètement de créer les indispensables conditions matérielles et les changements de mentalité qui leur permettront de s'engager, là, plus rien ne va.

(...) and provision of facilities for women trainees would also encourage a greater and very beneficial involvement of women in primary education. (...) Urgent attention should also be given to the matter of improving the physical facilities of the PTIs and providing facilities for women trainers all areas in which UNICEF assistance is likely to be available.¹⁶⁸

Quant à la préparation pédagogique des maîtres des écoles expérimentales et des professeurs de formation dans

168 Unesco, Distribution limited: FR/Unicef/Consultant/Unesco, K. Risan, op. cit., pp. 3-4, Annexe IV.

les écoles normales, là aussi, on accepte en principe l'urgence de procéder à une re-structuration et à une refonte totale de leur formation. Les indispensables possibilités physiques et intellectuelles susceptibles de promouvoir cette formation, si urgentes soient-elles, n'existent cependant pas encore dans le pays.

On parle de ce problème depuis 1948. On avait même à l'époque projeté d'ouvrir à Mymensingh un centre de formation répondant à ces besoins. Mais la tentative échoua alors pour maintes raisons, si bien qu'on en parle encore, presque trente ans après, et le besoin s'avère plus urgent que jamais. Le Consultant de l'UNESCO fait donc une proposition ferme dans ce sens. Nous la présenterons ici comme telle, sans toutefois entrer dans le détail de l'exécution matérielle. Qu'il nous suffise de nous arrêter à la proposition de Risan et aux priorités telles qu'il les perçoit.

However, the most important requirement of improving primary education as a whole is as yet untouched. There are no facilities for the proper professional training of PTT instructors, experimental school teachers and inspecting officers. In addition there are no arrangements for systematic refresher courses for primary teachers.

The need for an Academy for Primary Education and a National Board for Primary Teacher Training: It is therefore the strong recommendation of the Unesco Consultant that (1) an Academy for Primary Education and (2) a National Board for Primary Teacher Training, be established as soon as possible in Bangladesh.¹⁶⁹

Suit, en Appendice A et B du Rapport de l'UNESCO, le développement de la proposition de Kristan Risan, pour

¹⁶⁹ Unesco, Distribution limited: FR/Unicef/Consultant/Unesco, K. Risan, op. cit., pp. 4-5, Annexe IV.

la création d'une Académie d'Education Primaire au Bangladesh et pour la formation d'un Comité National chargé de la formation des maîtres. Le Consultant de l'UNESCO discute également des activités devant incomber à cette Académie, des critères à établir pour la programmation du curriculum, des fonctions du Comité National proposé pour la formation des maîtres, ainsi que des exigences professionnelles envers les membres de ces Académie et Comité. Toutes les conditions à établir pour une re-structuration et ré-orientation de la formation des maîtres y sont traitées. Une seule condition, essentielle, indispensable, à toute cette réforme du système manque cependant, alors que sans elle rien n'a de chance de changer, il s'agit de la motivation: du vouloir changer, venant des dirigeants Bengalis eux-mêmes. Tant que l'initiative des projets et la motivation demeureront extérieurs à eux, il restera peu à attendre de toutes ces réformes de l'enseignement.

Le Bangladesh n'a qu'à passer à l'action, toute la stratégie ayant été préparée pour lui. Un point d'intérêt cependant: on parle de ce projet depuis 1948, donc depuis la fondation du Pakistan. Voilà tout le travail de la planification pour la réforme de l'enseignement normal à nouveau préparé par un organisme extérieur aux Bengalis eux-mêmes. Combien de temps encore faudra-t-il au Bangladesh pour passer aux actes. Quand comprendra-t-on aussi que,

tant que l'initiative du changement pour le progrès ne viendra pas des Bengalis eux-mêmes, tant qu'ils ne seront pas prêts à y investir le meilleur de leurs nombreuses possibilités, toute planification conçue en dehors d'eux, donc à eux imposée et dans laquelle ils ne s'engagent pas personnellement, court toutes les chances de porter peu de fruits.

4. Sommaire

Après investigation approfondie et analyse de tout le système d'éducation au Pakistan/Bangladesh, l'UNESCO exposa, à la demande du Gouvernement de ce pays et de la Banque mondiale pour le développement, l'état de la question et les grandes lignes stratégiques de la réforme éducative à effectuer pour démarrer le développement de l'éducation dans ce pays. Cet organisme international développa ensuite, en un deuxième temps, une stratégie pour l'avancement de l'éducation au Pakistan/Bangladesh, par l'élaboration et la mise en marche de projets dans ce sens.

La ré-orientation de tout l'appareil planificateur de l'action éducative au Pakistan/Bangladesh constitua le premier temps de la transformation proposée par l'UNESCO. Cet organisme international d'aide à l'éducation présenta la modification de tout l'appareil administratif comme une urgence, un pré-requis à tout autre projet de développement

pour le pays: condition indispensable sans laquelle toute infusion de capitaux étrangers provenant de l'aide internationale ne serait pas à encourager.

A cette première exigence de l'UNESCO pour la refonte de l'administration éducative au Bangladesh, vint se greffer une tentative de planification de la part du Bangladesh: le Modèle de Mohiuddin pour le développement dynamique de l'éducation et de la main-d'oeuvre au Bangladesh.

Pour s'assurer une saisie plus adéquate de la réalité du pays, et de ce fait, une compréhension plus profonde de la réforme éducative en cours et à promouvoir, l'UNESCO effectua de 1969 à 1973 trois missions importantes au Pakistan/Bangladesh. De la première investigation sur le terrain, sous la responsabilité de Kristan Risan, ressortit l'urgence de mettre l'accent sur la refonte totale de l'enseignement normal, la re-structuration du syllabus des P.T.I. et la nécessité d'accorder sans tarder une place plus importante à la formation de femmes éducatrices..

Au terme de la Mission de recherche dont il eut la responsabilité, l'envoyé de l'UNESCO, W.E. Morrel, insista, pour sa part, sur trois ordres à promouvoir pour le progrès de l'éducation au Bangladesh: 1) la coordination des efforts de tous les organismes d'aide à l'éducation en place, pour un meilleur service du pays aidé; 2) la faible inscription des filles à l'élémentaire, d'où cet ordre des

choses à changer; 3) l'urgence de passer de la planification purement théorique aux gestes concrets.

Il se dégage du rapport de W. Rose, responsable de la troisième mission de l'UNESCO au Pakistan, le besoin d'une planification de l'éducation pensée par les Bengalis eux-mêmes, la nécessité de repenser la préparation des maîtres de l'enseignement primaire afin de les habiliter à dispenser l'éducation de base. Le rapport de la troisième Mission de l'UNESCO insiste aussi sur le soin à apporter à la re-structuration et ré-orientation de tout l'enseignement primaire, de même que sur une meilleure utilisation et une orientation plus adéquate de l'école primaire.

A la suite de ces trois missions au Pakistan/Bangladesh, l'UNESCO développa une stratégie pour l'instigation de l'éducation de base dans le pays. Elle proposa, dans ce sens, la réforme totale de la formation des maîtres du primaire et la nécessité d'un changement radical de l'enseignement à ce niveau. Devant la difficulté de la transformation à établir et de la résistance innée des mentalités à effectuer les changements d'accents stratégiques que cela suppose, l'UNESCO mandata à nouveau Kristan Risan pour enquêter sur l'enseignement dispensé et la structure des P.T.I. au Bangladesh. L'envoyé Risan effectua la visite de 43 des 48 écoles normales du pays. Le rapport de mission de Kristan Risan, daté de 1973, décrit la situation de l'enseignement

au Bangladesh et la réforme éducative annoncée depuis le Plan de Karachi comme n'étant pas encore amorcée dans ce pays. En conséquence, il insiste à nouveau, projet à l'appui, sur le besoin de repenser l'orientation et la formation donnée à l'école normale de manière à mieux habilitier cette institution à remplir son rôle dans la préparation de maîtres mieux préparés et plus conscients de leur responsabilité dans la transformation sociale de leur milieu. La place présentement accordée à l'éducation de la femme bengalie à ce niveau et l'absolue nécessité de changer rapidement cet ordre des choses, ressortent clairement des conclusions de cette mission de l'UNESCO.

Dans ce même ordre stratégique s'inscrivent la ~~Troisième~~ Conférence des Ministres de la CEAEIO tenue à Singapour, mai-juin 1971, et le Séminaire de Bangkok-Chiangmai, février 1971. De la Conférence de Bangkok ressort, à nouveau, l'urgence du soin à apporter à l'éducation de base et à l'éducation des adultes. La création du CRIEDA, issue de l'initiative de Bangkok/Chiangmai, a pour but de promouvoir une meilleure coordination des efforts et des ressources disponibles en Asie même, afin d'assurer un progrès plus rapide et plus efficace de l'action éducative au service du développement dans ce coin du monde.

Nous présentons maintenant, en Annexe IA de cette thèse, un compte rendu de notre recherche au Bangladesh au printemps/été 1976. Bien loin que de mettre le point final d'une telle démarche, ce compte rendu ouvre plutôt la porte à des questions susceptibles de poser les jalons d'autres recherches du genre dans ce pays.

RESUME ET CONCLUSIONS

RESUME ET CONCLUSIONS

L'analyse des stratégies de développement en éducation proposées par l'UNESCO pour le Pakistan/Bangladesh constituait l'objet principal de cette thèse. Nous nous proposons, de la sorte, de dégager les implications de ces stratégies pour l'éducation de la fille et de la femme bengalie.

Le Modèle de développement de l'éducation, pour l'Asie, préparé par les Ministres d'éducation de la région et l'UNESCO, constituait un document clé dans le domaine. Ce document présentait à tous les pays membres du Plan un modèle de développement de l'éducation susceptible de les guider dans leur propre planification de l'éducation, sans toutefois se vouloir le Modèle unique.

Notre analyse de la documentation de l'UNESCO terminée, nous poursuivions, au printemps/été 1976, notre recherche dans quelques pays d'Asie, dont le Bangladesh. Cette seconde étape avait pour but de consulter, sur le terrain, au Bangladesh même, les applications pratiques des stratégies de développement de l'UNESCO dans la planification éducative effectuée par le pays ainsi que de cerner la place effectivement réservée à la promotion de la femme dans les stratégies et projets d'éducation bengalis.

L'UNESCO a déployé, depuis une époque reculée et

maintenant encore, des efforts considérables pour susciter au Pakistan/Bangladesh la prise de conscience de la nécessité de favoriser, par tous les moyens possibles, l'accès de tous à l'éducation scolaire et extra-scolaire. Son effort de conscientisation à l'urgence de la promotion de l'éducation pour tous, comme condition première et indispensable du développement, l'UNESCO l'appuya de stratégies, de projets concrets, ainsi que d'une aide technique et financière considérable.

L'effort de conscientisation des Nations Unies au grave problème de l'éducation de la femme remonte à 1960. Une enquête menée par cet organisme dans 85 pays du monde révélait, à l'époque, la très pauvre performance du Pakistan à ce chapitre. Il occupait alors, selon les données de l'enquête, le dernier rang au monde avec moins de 10% de scolarisation de la fille.

L'UNESCO suscita alors la collaboration des Ministres d'éducation d'Asie et de la CEAO et définit, avec eux, les grands besoins de l'Asie dans le domaine de l'enseignement primaire, ainsi que les moyens d'éducation les plus aptes à aider l'ensemble de ces pays à solutionner le grave problème de l'éducation dans la région. Un point commun à la région se dégagait de cette initiative, à savoir la difficulté et l'urgence de la planification éducative et le

besoin de coordination de tous les efforts des pays de la région, afin de trouver une solution d'ensemble aux besoins d'éducation de ce milieu.

La recherche conjointe de l'UNESCO et de la CEAEQ conduisit à la création, à l'acceptation et à la généralisation du Plan de Karachi comme modèle de développement de l'éducation pour l'Asie. Il ne s'agissait pas là d'un modèle unique à suivre par tous, mais d'un instrument dans lequel chaque pays d'Asie membre du Plan pourrait trouver une aide pour l'élaboration de sa propre planification de l'éducation. Un point capital se dégageait du Plan de Karachi: l'hypothèse de l'égalité des chances données à tous, garçons et filles, à l'éducation sous toutes ses formes.

A cause de l'optimisme trop élevé des hypothèses et projections du projet de réforme de l'éducation pour l'Asie et du danger de telles projections, pour l'équilibre économique des pays membres du Plan, il y eut nécessité de prévoir des amendements à ce projet. L'établissement d'objectifs moins ambitieux et davantage centrés sur les besoins des milieux individuels et sur les possibilités économiques de chaque pays s'imposait.

Le Pakistan appartenant aux groupe B du modèle, devait selon les objectifs fixés, atteindre le 100% de l'instruction primaire dès 1980. Le traitement théorique apporté

par le Pakistan à la poursuite de cet objectif fut consigné dans les documents de planification suivants: Quatrième Plan quinquennal, Proposals for a New Educational Policy et New Educational Policy.

Les grandes tangentes de cette planification étaient les suivantes: enseignement primaire obligatoire pour tous, selon les limites du Plan, insistance sur l'enseignement scientifique, technique et supérieur, ouverture d'une école pilote au coût de 5,000,000 pour le bénéfice de 500 enfants, alphabétisation des adultes, préparation de maîtres suffisamment nombreux pour répondre aux besoins d'enseignement scolaire.

La planification du Pakistan ci-haut mentionnée manquait totalement de réalisme, de précision et d'engagement à créer dans le milieu les conditions concrètes nécessaires à sa mise en application. Elle se concentrait, de plus, exclusivement sur le scolaire formel, sur les moyens riches, plutôt que sur les voies convenant davantage aux possibilités financières du pays. Ainsi, de la décision de construire une école au coût de 5,000,000 pour le bénéfice de 500 enfants déjà favorisés, alors que des millions de jeunes bengalis n'avaient aucun accès à l'éducation. Ainsi également de l'accent mis sur les secteurs scientifique, technique et sur l'enseignement supérieur, sans analyse

suffisante des besoins du milieu, alors que le pays demeurait avant tout agricole.

L'enseignement continu à la jeunesse et l'alphabétisation ne reçurent aucun traitement, sinon un chiffre au Plan et un montant d'argent non dépensé par la suite, faute de planification. Aucune mesure concrète ne fut prise pour assurer la formation des maîtres, hommes et femmes, en assez grand nombre pour répondre à ces besoins en éducation. L'éducation de la fille et de la femme ne reçut aucune attention, sauf l'objectif théorique du 100% de scolarisation primaire, dès 1980, les projets à l'appui demeurant totalement absents.

L'incapacité du Pakistan de répondre aux exigences de la planification éducative pour son pays et son manque de détermination à s'engager réellement à mettre sur pied un système d'éducation à sa mesure et en fonction du milieu bengali agricole, l'amènèrent à demander l'aide de l'UNESCO et de la Banque Mondiale, pour la réforme et le financement de son système d'éducation.

Les documents EFM/34/1 et 2 de l'UNESCO présentèrent les résultats de l'enquête de cet organisme, à la suite de la demande du Pakistan, ainsi que les propositions et stratégies issues de la même source, en vue d'assurer la réforme de l'éducation dans ce pays.

Les principales critiques de ce document à l'endroit du Pakistan se résument comme suit: inefficacité totale de l'appareil de planification de l'éducation, absence de statistiques fiables, condamnation de l'injustice du projet d'octroyer une somme de 5,000,000 pour le seul bénéfice de 500 enfants privilégiés, déséquilibre de l'accent mis sur les domaines technique, scientifique et supérieur, au détriment de l'éducation des masses et du primaire, appréciation de la formation des maîtres donnée dans les P.T.I. et les J.T.C. comme inadéquate et dépassée, purement théorique et très éloignée de la réalité du milieu, dénonciation de l'absence presque totale de places réservées à la formation d'institutrices dans ces institutions.

Les critiques de l'UNESCO à l'endroit de l'inefficacité de la totalité de l'éducation au Pakistan furent suivies d'un Projet global de réforme de tout le système d'éducation pour ce pays. Ce projet de l'UNESCO se résume comme suit: 1) projet de réforme de tout l'appareil de planification éducative, 2) projet de réforme de l'enseignement normal, 3) proposition et projet pour amener le Pakistan à convertir les 5,000,000 destinés à l'ouverture d'une école pilote au projet de 500 enfants seulement, en un projet de construction de 5 P.T.I. dont 2 serviront exclusivement à la préparation d'institutrices et les 3 autres seront mixtes,

- 4) pressante invitation à mettre sur pied des stratégies concrètes d'enseignement aux adultes et à la jeunesse et critique de l'absence d'initiative du pays dans le domaine,
- 5) projet pour la réforme de l'enseignement des sciences.

Les critiques et stratégies résultant de l'enquête au Pakistan y furent suivies de Missions de l'UNESCO au Pakistan/Bangladesh, afin d'y assurer la mise en marche de la réforme de l'éducation. Trois missions y furent effectuées par les consultants Morrel, Rose et Risan, sur la réforme de l'enseignement des sciences. L'UNESCO dépêcha à nouveau, dans le milieu, Kristan Risan comme initiateur de la réforme des P.T.I. ou écoles normales. L'enseignement à la jeunesse et aux adultes y fut également objet d'une mission de l'UNESCO menée par les consultants Lee Thanh Khoi et B. Rivers.

La remise en question des stratégies pakistanaises de développement de l'éducation, les projets de l'UNESCO pour assurer la réforme de ce système d'enseignement, de même que les missions de cette organisation au Pakistan même, n'arrivèrent pas à susciter l'indispensable engagement du Gouvernement à la cause de l'éducation dans son propre pays. L'engagement du Pakistan/Bangladesh demeura purement théorique. L'action de l'aide internationale eut pour résultat de contribuer à conserver le Pakistan/Bangladesh dans son attitude passive de spectateur distrait des décisions et efforts des

autres pays dispensateurs de l'aide destinée à son relèvement.

Au Bangladesh, en 1976, existe encore le même manque d'engagement gouvernemental qu'à l'époque du Pakistan, à la cause du relèvement du pays. Aucun changement remarquable sous le nouveau régime, sinon un plus grand désordre général et l'émergence d'une classe de nouveaux riches, désengagés, parvenus et préoccupés de leur seule personne.

Le caractère vague et plus philosophique que stratégique du Premier Plan quinquennal et des Plans annuels consultés, l'incohérence, le manque de réalisme des projections éducatives pour l'enseignement primaire, secondaire et la formation des maîtres, ne révélèrent aucun engagement du Gouvernement du Bangladesh dans l'établissement d'un système d'éducation centré sur la cause du relèvement du pays.

La décision du Gouvernement de généraliser à l'échelle nationale l'expérience du projet pilote de Comilla et de l'IRDP pour l'éducation des adultes, l'annexant au système formel d'enseignement, contribua à alourdir outre mesure ce système déjà inefficace et hors de contrôle, et à le rendre totalement inopérant. L'expérience de Comilla avait d'ailleurs déjà dévié de sa vocation première d'éducatrice de la masse, si bien que la décision du Gouvernement contribuait à en généraliser les erreurs à l'échelle nationale. Une

conséquence de cette incapacité du Gouvernement à lire les erreurs de l'histoire, il n'existe au Bangladesh aucune stratégie concrète pour l'alphabétisation des adultes et l'éducation des masses, pas plus qu'il n'existe de projet concret issu de l'initiative gouvernementale, pour favoriser la conscientisation du peuple au problème de l'expansion démographique galopante dans le pays. L'action officielle se limita à des généralisations du Plan et à des souhaits, lesquels ne dépassèrent jamais les frontières de l'écrit.

On doit conclure aussi à l'absence de stratégies concrètes et de projets d'éducation issus du Gouvernement, pour la promotion de la fille et de la femme bengalie. Qui plus est, la charge financière du surplus de dépenses que devrait encourir la décision du Gouvernement de favoriser l'accès des filles à l'éducation devrait, selon le Premier Plan, reposer sur le peuple lui-même.

Le Rapport de la commission nationale d'Education n'apporta aucun élément nouveau susceptible d'améliorer la planification de l'éducation, si bien que la décision expresse du Gouvernement bengali d'attendre les résultats de ce rapport pour finaliser sa stratégie d'éducation nous apparaît comme ayant été une pure perte de temps et une inutile remise à plus tard, d'un engagement concret à la cause qui ne pouvait souffrir un tel délai.

Les projets issus du Bangladesh Rural Advancement Committee demeurent les seules initiatives bengalies concrètes et réellement valables d'éducation des masses et de relèvement de la femme. BRAC, par la lutte directe qu'il livre aux préjugés populaires bengalis, de l'incapacité et de l'inutilité de la femme du Bengale, en tâchant de faire valoir la contribution réelle et irremplaçable au relèvement du pays, que cette dernière serait en mesure d'apporter, si on avait le soin de l'intéresser et de l'inclure dans ces projets, nous semble une contribution très positive.

C'est à travers des projets simples, toujours axés sur l'éducation populaire, la prise de conscience par chaque personne aidée de sa propre valeur comme agent de progrès et de son potentiel réel de devenir personne ressource pour la transformation du milieu que BRAC, à travers les projets de développement rural, l'alphabétisation fonctionnelle des adultes, le projet santé-planification familiale, tend à la formation d'un leadership local masculin et féminin, issu de l'expérience même, en vue d'assurer la prise en charge totale de chaque milieu de projet par les chefs locaux dépistés et formés par ces moyens.

La ruée d'une multitude d'agents de l'aide au Bangladesh depuis l'émergence de ce pays, en 1971, bien loin que de contribuer au relèvement de ce pays et à sa prise en

charge personnelle, retarda la prise de responsabilité du Bangladesh par les Bengalis eux-mêmes, tant et si bien que l'on peut affirmer que, jusqu'à date, le Bangladesh bengali autonome n'existe pas encore, il reste à inventer. Ces organismes introduisirent avec eux des capitaux étrangers considérables et se substituèrent aux responsabilités locales, entretenant de la sorte dans le pays la mentalité déjà existante de dépendance, de corruption et d'attente passive.

En tant qu'organisation internationale d'aide à l'éducation, à la science et à la culture, l'UNESCO exerça auprès du Bangladesh une mission de conseillère dans le domaine, assistant le pays de son aide technique et de ses conseils pour le développement harmonieux de l'éducation pour tous. La lenteur accusée par le Bangladesh dans la mise en application des stratégies de développement de l'éducation de l'UNESCO, trouve là son explication. Cet organisme exerce une fonction d'assistance à l'éducation mais, en aucun cas, ne se substitue aux responsabilités des gouvernements locaux, pas plus qu'elle n'a recours à des mesures coercitives pour sanctionner les pays non engagés dans leur propre mise en application des moyens nécessaires au relèvement du peuple. Aux seuls gouvernements des pays incombe la responsabilité des prises de décision locales et la volonté d'engager les efforts requis au service de l'éducation pour le développement.

Les implications des stratégies de développement de l'éducation de l'UNESCO pour le Bangladesh auraient dû suffire à promouvoir la motivation nécessaire au développement harmonieux de l'éducation dans ce pays et à assurer la libération de la femme. La mise en application de ces stratégies au Bangladesh, par les responsables bengalis eux-mêmes, reste encore à accomplir. Force nous est d'affirmer que le Bangladesh ne s'est pas encore engagé dans la mise en application de ces stratégies, ni dans celle de la libération de la femme. Il n'y a pas encore eu, dans le cas de ce pays, de prise de conscience active et réelle, de l'urgence de son engagement personnel et encore moins choix d'options vigoureuses et irréversibles pour engager l'indispensable réforme de l'enseignement et la mise en marche de l'alphabétisation des masses.

Le Bangladesh demeure encore dans une apathie et une irresponsabilité totale face à ces problèmes. Il n'a pas, à date, pris activement conscience de l'urgence de la prise en charge personnelle par le gouvernement d'abord, et par chaque bengali, du devenir humain, économique et politique du pays.

Le Gouvernement du Bangladesh n'est pas encore convaincu de la nécessité du développement de tout le potentiel humain du pays, hommes et femmes, au service de la nation et,

de ce fait, les stratégies de développement de l'éducation de l'UNESCO pour ce pays demeurèrent inopérantes et condamnées à demeurer de bonnes intentions sur papier. Leur impact réel sur la libération de la fille et de la femme demeure tout à fait négligeable, si bien que la fille et la femme bengalies demeurent encore, en 1976, aussi négligées et opprimées qu'avant la création du Plan de Karachi. La fille et la femme bengalies continuent encore, dans les faits, en 1976, à demeurer la grande absente, l'élément négligé et oublié des Plans de développement et du Gouvernement de Dacca. La place qui lui est effectivement réservée par l'éducation au Bangladesh demeure négligeable.

L'attitude de tolérance des organisations internationales d'aide au développement dont l'UNESCO, dans le cas de l'éducation et du développement au Bangladesh, pose problème. D'aucun se demande comment et pourquoi ces organismes internationaux, devant la non application des stratégies de développement et le détournement évident de fonds de l'aide internationale en faveur de petits groupes et de membres du gouvernement même, n'exercent pas des mesures coercitives envers le pays, retirant totalement, au besoin, la présence de l'aide. Le fait de perpétuer les secours extérieurs, malgré les résultats si peu satisfaisants du développement et de l'éducation dans ce pays, ne risque-t-il pas de

sanctionner, à l'échelle internationale, par une complicité tolérante et passive, l'apathie du Bangladesh, sa dépendance et sa corruption.

Cette interrogation vaut à plus forte raison pour les multiples organisations d'aides diverses et les groupes missionnaires à l'oeuvre au Bangladesh. Il reste encore à promouvoir, dans le cas de ces organisations d'aide au développement et groupes missionnaires au Bangladesh, l'éveil de la prise de conscience de la nécessité de la concertation et de la coordination de tous les efforts au service de l'éducation pour le développement. Toute organisation d'aide et groupe missionnaire qui, à travers son action quotidienne, ne garde d'abord et avant tout le souci constant et engagé d'éduquer, de favoriser la prise de conscience, et d'habiliter par la promotion de l'éducation sous toutes ses formes le bengali à se prendre en charge personnellement, nuit au Bangladesh et retarde la prise de responsabilité du devenir du pays par les bengalis eux-mêmes.

Perpétuer la présence de l'aide et l'entrée massive de capitaux étrangers dans un pays dont on constate dans les faits la corruption, et cela, sans libérer le peuple par une action systématique d'éducation visant à la prise de conscience et à la prise en charge personnelle du Bangladesh par un peuple mieux éclairé et plus conscient, constitue un

soutien tacite de ces groupes envers la corruption et la dépendance.

Toute organisation d'aide et groupe missionnaire témoin de gestes de corruption et de détournement de fonds de l'aide internationale au détriment du pauvre et du petit, qui ne dénonce ouvertement et vigoureusement ces gestes, encourage par sa seule présence silencieuse même la corruption et l'exploitation du pauvre, du faible et de l'impuissant.

Cette thèse ne prétend pas avoir tout dit. Resterait à cerner la question des conditions nécessaires à l'efficacité de l'aide internationale au Bangladesh, approfondissant dans une recherche comparative peut-être les possibilités de convergence et de coordination des projets des divers groupes d'aide en place. Il y aurait nécessité aussi d'effectuer une analyse anthropologique du comportement bengali face au développement et à la libération de l'homme par l'homme. Les problèmes soulevés par l'utilisation du terme sous-développement, concept occidental, concept oriental, pourraient également trouver une explication dans cette science.

D'autres avenues de recherche seraient susceptibles de fournir un éclairage sur les causes profondes de l'échec de l'éducation au Bangladesh. Aux sciences religieuses pourraient se rattacher les problèmes suivants: Islam et développement (p. 37) et le développement culturel et la mission chrétienne.

BIBLIOGRAPHIE

VOLUMES:

Bois, P., Les révoltés du Bengale: un an de feu et de sang au Pakistan, Paris, Hachette, 1972, 140 pages.

L'auteur présente un compte rendu des événements des élections et de la révolution au Bengale oriental.

Gagné, Evelyn, Statut de la femme bengalie et le résultat des influences exercées par l'Hindouisme et l'Islam, rapport intermédiaire (non publié) de maîtrise, présenté à l'Ecole de Psychologie et d'Education de l'Université d'Ottawa, Ontario, 1975, 121 pages.

L'auteur étudie l'arrière-plan historique qui a présidé à la sécession du Bangladesh et au statut actuel de la femme bengalie.

Huq, Muhammad Shamsul, Education, Manpower and Development in South and Southeast Asia, Praeger Special Studies in International Economics and Development, Praeger Pub., 1975, ix-224 pages.

L'auteur y situe le développement de l'éducation dans une perspective humaniste, centrée sur la personne, agent principal de la transformation économique et sociale.

Ministry of External Affairs, Bangladesh Documents, Madras, The B.N.K. Private Press Ltd, xxiv-719 pages.

Recueil de documents provenant de sources diverses, journaux, études, ambassades, etc., sur les événements de mars 1971.

Mohiuddin, Alamgir, A Long Term Dynamic Model for Planning the Manpower and Educational System of Bangladesh, Research Report Series, Bangladesh Institute of Development Economics, New Series No. 9, Dacca, March 1973, 210 pages.

Modèle mathématique présentant un aperçu des besoins du Bangladesh en matière d'éducation, le tout enraciné dans les causes lointaines des limites actuelles du système.

Nicholas, M.R. et coll., Bangladesh: The Birth of a Nation, a Handbook of Background Information and Documentary Sources, Madras, Ward Morehouse ed., 1972, 156 pages.

Profile of Bangladesh, Depth Study of a Social Revolution, Madras, C.I.S.R. no. 15, Saral K. Chatterji, ed., 1972, v-111 pages.

L'éditeur propose un compte rendu d'un séminaire de recherche sur les grands problèmes du Bangladesh avant l'indépendance: sécularité, démocratie, langue, culture.

Stoeckel, J., Chowdhury, M., Fertility, Infant Mortality and Family Planning in Rural Bangladesh, Dacca, Oxford University Press, 1973, 154 pages.

Women for Women, Bangladesh 1975, The Women for Women Research and Study Group, University Press, Dacca, 1975, xiii-248 pages.

Séminaire de recherche sur la condition de la femme bengalie.

REVUES:

Ahmed, Manzoor, Education et travail, éléments pour une stratégie, Perspectives, revue trimestrielle de l'UNESCO, Vol. V, No. 1, 1975, 154 pages.

L'auteur qui est du Bangladesh, est Directeur associé des études sur les stratégies de l'éducation au Conseil international pour le développement de l'éducation.

"Bangladesh in the queue", in The Economist, London, July 14, 1973, Vol. 248, no. 6777, pp. 43ss.
Analyse de la situation économique du Bangladesh.

Houtart, F., "Le Bangladesh, un an après", Civilisations, vol. XXII, 1972, no. 3, pp. 368-382.

Etude sociologique de la situation au Bangladesh, un an après la guerre d'indépendance.

Karim, N., "Some Aspects of Popular Beliefs among Muslims of Bengal", Eastern Anthropologist, Vol. IX, No. 1, 1955, pp. 29-41.

Analyse anthropologique des coutumes et croyances bengalies.

Sa Sainteté Paul VI, Populorum progressio; Mondes, Vol. I, No. 3, 1973, 10 pages.

Encyclique de Sa Sainteté Paul VI sur le progrès des peuples.

JOURNAUX:

Bangladesh Observer

Selection (Sélection d'articles tirés de journaux étrangers portant sur le développement au Bangladesh).

DOCUMENTS GOUVERNEMENTAUX:

Les documents gouvernementaux utilisés renferment les principales stratégies du Gouvernement bengali. On y trouve la philosophie générale du nouveau régime, sa planification économique ainsi que ses stratégies de développement de l'éducation formelle et continue.

Annual Development Programme, 1973-74, Dacca, Planning Commission, 201 pages.

Annual Plan of the Rural Development and Cooperative Division 1972-73, Dacca, Ministry of Local Government, 1972, 155 pages.

Bangladesh, Education Commission Report, Dacca, Ministry of Education, 1974, iii-294 pages, appendice, 131 pages (bengali).

Bangladesh Population Census 1974, Provisional Results, Dacca, Census Commission, Ministry of Home Affairs, 59 pages & 11 tableaux.

Bangladesh Progress 1972, Dacca, Department of Publications, Ministry of Information and Broadcasting, 1972, ii-72 pages.

Economic Development in 1973-74 and Annual Plan for 1974-75, Dacca, Planning Commission, 1974, vi-287 pages.

Functional Mass Education Programme for Bangladesh, 1972-82, Rural Development and Cooperative Division, 1972, 60 pages.

New Educational Policy, Islamabad, Ministry of Education and Scientific Research, Government of Pakistan, 1970, 125 pages.

Proposals for a New Educational Policy, Islamabad, Ministry of Education and Scientific Research, Government of Pakistan, 1969, 89 pages.

Report of the National Pay Commission, Bangladesh,
Volume 1, Main Text, Dacca, Bangladesh Government, 1973,
Copy No. 588, 195 pages.

Tentative Detailed Targets 1970-75, Islamabad,
Ministry of Education and Scientific Research, Government
of Pakistan, 1970, 50 pages.

The Constitution of the People's Republic of Ban-
gladesh, Dacca, Ministry of Law and Parliamentary Affairs,
1972, vii-83 pages.

The First Five Year Plan, 1973-78, Dacca, Planning
Commission, 1973, 549 pages.

The Fourth Five Year Plan, Islamabad, Planning
Commission, Government of Pakistan, 1970, 310 pages.

PUBLICATIONS DE BARD:

Nous présentons dans cette section un relevé des
écrits traitant des différentes activités du Bangladesh
Academy for Rural Development: éducation des adultes, dé-
veloppement rural, rapports annuels des activités générales
du BARD.

Bangladesh Education Directorate, Adult Education
Section, Pilot Project of Adult Education, Bangladesh,
(Annual Reports 1970-71, 1971-72), Comilla, 12 pages.

East Pakistan Education Directorate, Adult Educa-
tion Section, Report of Pilot Project on Adult Education,
East Pakistan, (Jan. 1965-June 1966), Comilla, 51 pages.

East Pakistan Education Directorate, Adult Educa-
tion Section, Pilot Project on Adult Education, East Pakis-
tan, (Annual Report 1966-67), Comilla, 42 pages.

East Pakistan Education Directorate, Adult Education
Section, Pilot Project on Adult Education, East Pakistan,
(Annual Report 1968-69), Comilla, 20 pages.

East Pakistan Education Directorate, Adult Education
Section, Pilot Project on Adult Education, East Pakistan,
(Annual Report 1969-70), Comilla, 50 pages.

Huq, N., Thirteenth Annual Report, (July 1971-June 1972), Comilla, BARD, June 1974, 74 pages.

Huq, N., Village Development in Bangladesh, (A Study of Monogram Village), BARD, 1973, 121 pages.

Khan, A.H.; My Lessons in Communication, Comilla, BARD, January 1975, 4 pages.

Sattar, M.G., Twelfth Annual Report, (July 1970-June 1971), Comilla, BARD, 88 pages.

Solaiman, M., Fourteenth Annual Report, (July 1972-June 1973), Comilla, BARD, December 1974, 88 pages.

ORGANISMES:

a) Agences internationales:

FAO/IBRD, (Cooperative Programme), Draft Report of the Bangladesh Rural Development Project, Vol. I, 7 pages, Annexes 21 pages & Vol. II, 24 pages.

IBRD, Bangladesh Land and Water Resources Sector Study, (in 9 volumes).

Volume VI: Rural Development Institution, 39 pages.

Volume IX: Supporting Programmes, 25 pages.

Technical Report no. 17: The Rural Works Programmes, 10 pages.

Technical Report no. 27: Nutrition, 15 pages.

Technical Report no. 28: Family Planning, 20 pages.

Volume I a: Sector Overview, 35 pages.

IBRD, Bangladesh Economic Seminar on "Role of Women in Socio-Economic Development in Bangladesh", International Development Association, Dacca, 1976, 75 pages.

ONU, Déclaration universelle des droits de l'homme, Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination sociale, 1973-83, Secrétariat d'Etat, Information Canada, Ottawa, 1975, 56 pages.

UNESCO, Etude et documents d'éducation no. 41, Les besoins de l'Asie en matière d'enseignement primaire, Plan pour l'organisation de l'enseignement primaire obligatoire dans la région, Unesco, Paris, 1961, 64 pages.

UNESCO/ED/182, Accès des femmes et des jeunes filles à l'éducation extrascolaire, Nations Unies, Conseil Economique et Social, Commission de la Condition de la Femme, Quatorzième session, Point 7 de l'ordre du jour provisoire, 14 janvier 1960, Unesco, Paris, août 1961, 81 pages, Annexes 23 pages.

UNESCO/ED/195, Etude comparée sur l'accès des jeunes filles à l'enseignement primaire, Unesco, Paris, 1962, 35 pages, Annexes 5, 11 pages.

UNESCO/ED/194, La planification de l'enseignement en Asie, Compte rendu du Colloque Régional sur la planification générale de l'enseignement, (New Delhi, 29 janvier-23 juin 1962), Unesco, Paris, 1962, 17 pages, Annexes 3, 17 pages.

UNESCO/ED/192, Rapport de la réunion des ministres de l'éducation des Etats Membres d'Asie qui participent au Plan de Karachi, (Tokyo, 2-11 avril 1962), Rapport final, Nations Unies, Commission Economique pour l'Asie et l'Extrême Orient, Unesco, Bangkok, 1962, 88 pages.

UNESCO, An Asian Model of Educational Development: Perspectives for 1965-80, Unesco, Paris, 1966, 120 pages.

UNESCO, Modèle de développement de l'éducation, perspectives pour l'Asie (1965-80), Unesco, Paris, 1967, 136 pages.

UNESCO/CEAEO, Conférence des Ministres de l'Education et des Ministres chargés de la planification économique des Etats Membres d'Asie, (22-29 novembre 1965), Unesco/CEAEO, Bangkok, 1965, 78 pages.

UNESCO/EFM/34/1, Educational Development in Pakistan: An Analysis, Unesco, Paris, 1970, 217 pages, Annexes 1.3.01-VIII.4.02.

UNESCO/EFM/34/2, Education in Pakistan, Problems, Trends and Development Proposals, Unesco, Paris, 1970, xiv-132 pages, Annexes 43.

UNESCO, Risan, Kristan, Pakistan, Science Teaching, (October 1968-September 1970), Unesco, Paris, 1970, 14 pages.

UNESCO, Rose, W., Pakistan, Science Teaching, (October-December 1970), Unesco, Paris, March 1971, 22 pages.

UNESCO, Morrel, W.E., Pakistan, Science Teaching, (April-May 1970), Unesco, Paris, 7 pages, Attachments A-F2.

UNESCO, Rapport d'un séminaire sur la coopération régionale dans le domaine de l'éducation en Asie, Bangkok/Chiangmai, (1-15 février 1971), Bureau régional de l'Unesco pour l'éducation en Asie, Bangkok, 1971, 33 pages. Annexes.

UNESCO, Troisième conférence régionale des ministres de l'Education et des ministres chargés de la planification économique en Asie, Singapour, (31 mai-7 juin 1971), Rapport sur l'Education au Pakistan, Etabli pour la Conférence par le Ministère de l'éducation et de la recherche scientifique, Gouvernement du Pakistan, Unesco, Paris, 1971, 51 pages.

UNESCO, Troisième Conférence Régionale des ministres de l'Education et des ministres chargés de la planification économique en Asie, Singapour, (31 mai-7 juin 1971), Le Développement de l'Education en Asie, Unesco, Paris, 1971, 175 pages.

UNESCO, Rapport final, Troisième Conférence régionale des ministres de l'Education et des ministres chargés de la planification économique en Asie, Singapour, (31 mai-7 juin 1971), Unesco/CEAEO, Paris, octobre 1971, 96 pages.

Adiseshiah, Malcolm, S., Que mon pays s'éveille, le rôle de l'homme dans le développement: réflexions sur les dix années à venir, Unesco, Paris, 1970, 415 pages.

Adiseshiah, Malcolm, S., Il est temps de passer à l'action, le rôle de l'homme dans le développement: réflexions complémentaires pour les années soixante-dix, Unesco, Paris, 1972, 203 pages.

UNESCO, Actes de la Conférence générale, Dix-septième session, Paris, (17 octobre-21 novembre 1972), Volume I, Résolutions, Recommandations, Unesco, Paris, 1973, 176 pages.

Fauré, Edgar, Herrera, Felipe, Kaddoura, Abdur-Razzak, et coll., Apprendre à Etre, Le monde sans Frontière, Fayard-Unesco, Paris, 1972, 368 pages.

UNESCO, Risan, K., Bangladesh, Improvement of Primary Education and Teacher Training, Introduction of Environment-Oriented Education, (28 June 1972-27 May 1973), Unesco, Paris, August 1973, 9 pages, Annexes 10 pages.

UNESCO, Messrs. Khoi, Le Thanh, Rivers, B., Bangladesh, Youth and Mass Education, (December 1973-February 1974), Unesco, Paris, August 1974, 48 pages.

UNESCO, Zell, H.M., Bangladesh, The Book Situation in Bangladesh, (10 June-9 July 1974), Unesco, Paris, March 1975, 57 pages.

UNESCO, Malassis, Louis, Ruralité, Education et Développement, Collection Sciences Agronomiques, Massion et Cie Editeurs, Unesco, Paris, 1975, 127 pages.

UNESCO, National Field Operational Seminar on Literacy Linked with Development. (June 14-July 3, 1976), Bangladesh National Commission for Unesco and Ministry of Education, Unesco, Bangkok, 1976, 127 pages.

UNESCO, Literacy Documentation, Vol. 4, No. 3, The International Institute for Adult Literacy Methods, Unesco & the Government of Iran, Téhéran, 1976, 187 pages.

UNFPI, Rahman, Jowshan, Ara, Annual Report, Population Planning Through Mother's Clubs, Department of Social Welfare, Dacca, 1975, 67 pages.

On retrouve une préoccupation première à la base de tous les documents de l'UNESCO ci-haut mentionnés: rapports de mission, documents analytiques, modèles et projets de développement de l'éducation, rapports de conférences de la CEABO/UNESCO, il s'agit de l'amélioration du réel économique et humain de l'Asie par la formation de l'Homme, agent principal du développement.

b) Agences étrangères non-gouvernementales:

Canadian University Service Overseas (CUSO):
Projets, information générale.

Congrégation de Sainte-Croix: Projets, information générale.

Frères des Hommes: Projets, information générale.

The Ford Foundation: Projets, information générale.

Save the Children Federation, Community Development Foundation: Projets, information générale.

c) Agences non-gouvernementales bengalies:

Association of Voluntary Agencies in Bangladesh (AVAB): Information générale concernant leur agence et les agences membres.

Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC): Projets, information générale.

Bangladesh Rural Advancement Committee, Report on Functional Education Programme for Destitute Women in Jamalpur, (June-November 1975), 9 pages, appendix VI.

Bangladesh Rural Advancement Committee, Jamalpur Women's Programme: A Programme Designed by, Directed Towards, and to be Implemented by Women, Dacca, 1976, 6 pages.

Christian Organisation for Relief and Rehabilitation (CORR): Projets et information générale.

The Jute Work: Information générale.

National Board of Bangladesh Women's Rehabilitation Programme, Women's Work, (18/2/72 - 30/6/74) ii-39 pages.

The Ford Foundation: Projets, information générale, rapports de recherches.

Abdullah, A.T., Village Women as I Saw Them, 1974, 32 pages.

Chen, C. et coll., A Prospective Study of Birth Interval. Dynamics in Rural Bangladesh, 1974, 55 pages.

Chen, C. et coll., Maternal Mortality in Rural Bangladesh, 1974, 17 pages.

Coombs, P., Ahmed, M., Thoughts on Educational Strategy for Rural Development in Bangladesh, 1973, 14 pages.

Dumont, R., A Self-Reliant Rural Development Policy for the Poor Peasantry of Sonar Bangladesh, May 1973, 78 pages.

Dumont, R., Problems and Prospects for Rural Development in Bangladesh, November 1973, 55 pages.

Dumont, R., Short Notes on Some Villages and Some Problems, January 1973, 17 pages.

Epstein, T. Scarlet, Rural Social Sciences Development and the Role of Women in Rural Development, Bangladesh, 1975, 39 pages.

Jahan, R., Women in Bangladesh, 1974, 45 pages.

Kabir, Khushi, Abed, Ayesha, Chen, Marty, Rural Women in Bangladesh: Exploding some Myths, 1976, The authors are staff members of the Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC), 17 pages & Appendix A, B, C, 23 pages.

Lindenbaum, S., The Social and Economic Status of Women in Bangladesh, 1974, 32 pages.

Nicholas, R.W., Social Science Research in Bangladesh, 1973, 32 pages.

Nicholas, R.W., Some Uses for Social Anthropology in Bangladesh, 1973, 24 pages.

Nowicki, J., Some Contradictions and Barriers of Development in Bangladesh, 1973, 19 pages.

Sattar, E., Women in Bangladesh: A Village Study, 1974, 60 pages.

Zeidenstein, S., et L., Observations on the Status of Women in Bangladesh, 1973, 45 pages.



ANNEXES

ANNEXE IA

COMPTE RENDU DE RECHERCHE AU BANGLADESH
PRINTEMPS/ETE 1976

ANNEXE IA

COMPTE RENDU DE RECHERCHE AU BANGLADESH PRINTEMPS/ETE 1976

Introduction

2. Historique
 - Témoignage des Nations Unies
3. Planification de l'Education.
 - a) Situation générale
 - b) Education Commission Report
 - c) Premier Plan Quinquennal 1973-78
 - i) les quatre piliers du Bangladesh
 - ii) planification de l'éducation
 - iii) préparation des maîtres
 - iv) éducation des filles et de la femme
 - v) éducation des infirmières
4. Education des Adultes - Education continue - Alphabétisation
 - a) Situation générale
 - b) Planification du Gouvernement
 - c) Comilla BARD
 - i) projet pilote
 - ii) résultats
5. Organisations d'aide au Bangladesh
 - a) AVAB
 - b) Le projet BRAC
 - i) origine
 - ii) le projet santé
 - iii) le projet éducation
 - iv) le planning familial
 - v) attitude du Gouvernement bengali
6. Situation de la femme au Bangladesh
 - a) Situation générale
 - b) Connaissance de la femme et progrès social
 - c) Recherches de la Fondation Ford
7. Sommaire

INTRODUCTION

Ce dernier temps de thèse présente un compte rendu de notre recherche au Bangladesh au printemps/été 1976, investigation facilitée par notre expérience antérieure dans ce pays, de 1964 à 1969, au sein même du système d'éducation alors en place. Cette annexe apporte une tentative de réponse à la question suivante: quelles ont été les applications ou réalisations pratiques et concrètes, au Bangladesh, des engagements pris dans le Plan de Karachi, au chapitre de l'éducation primaire et de l'éducation de la femme? Cette interrogation nous amena à consulter, au Bangladesh même, la planification gouvernementale et les planifications et projets des grands organismes d'aide à l'éducation et au développement en place dans ce pays. Une préoccupation majeure a présidé à notre démarche, à savoir l'impact qu'ont eu les stratégies de développement de l'UNESCO au Bangladesh, pour l'avancement de l'éducation et la libération progressive de la femme bengalie.

2. Historique

L'état actuel de l'éducation au Bangladesh, éducation en général et éducation de la femme, est le résultat normal de toutes les contingences historiques qui se sont exercées sur ce pays, depuis sa séparation d'avec l'Inde en 1947,

d

l'évolution du pays au sein de la fédération pakistanaise de 1947 à 1971, et depuis 1971, lors de l'émergence de la République populaire du Bangladesh.

Dans notre rapport intérimaire, nous présentions l'éducation de la femme bengalie, hindoue chrétienne ou musulmane comme le fruit de ces contingences historiques. Cela nous amenait à la conclusion suivante: la religion au Bangladesh demeure un facteur important du retard constaté dans l'éducation de la femme bengalie¹. Notre retour dans ce pays en 1976, bien loin que d'infirmier notre intuition première, venait la confirmer, non point pour l'esprit de l'Hindouisme et de l'Islam, mais bien pour la lettre de l'application qu'on en fait dans le pays.

Témoignage des Nations Unies.-Notre recherche s'intéressant aux programmes et projets de développement de l'UNESCO pour le Bangladesh, dès notre arrivée dans la capitale bengalie; nous établissions un premier contact avec Miss Khan, personne intermédiaire entre l'UNESCO et le Ministère de l'Education, à l'édifice de l'UNFPI à Dhanmandi. Cette rencontre nous permit une mise au point quant à la présence de l'UNESCO au Bangladesh, à savoir la non permanence de cet organisme international au Bengale oriental. Dans ce pays, les envoyés de l'UNESCO, consultants,

¹ Evelyn Gagné, op. cit., p. 121.

spécialistes ou autres, travaillent sous l'autorité du Sous-ministre de l'Education, ce dernier exerçant la fonction de secrétaire de la Commission nationale bengalie de coopération avec l'UNESCO.

A notre interrogation au sujet de l'application faite au Bangladesh des propositions et stratégies du Plan de Karachi, de même que sur la nature et l'orientation de la planification actuelle de l'Education, Miss Khan insista sur le caractère idéal et inapplicable de ces stratégies pour un pays comme le Bangladesh. Non seulement n'y a-t-il pas de planification ni de stratégie éducative au Bangladesh, mais il n'existe, de plus, aucune stratégie ni planification à long ou à court terme susceptible de lui permettre de résoudre son problème éducatif. L'ampleur des besoins éducatifs y est telle qu'elle dépasse les possibilités du pays. Les trois quarts de la population du Bangladesh est d'âge scolaire et la croissance démographique progresse à un rythme galopant. Le gouvernement ne peut fournir les fonds nécessaires, les professeurs qualifiés ni les écoles en assez grand nombre pour répondre à une telle demande d'instruction. Le Plan de Karachi proposait l'éducation primaire obligatoire pour tous d'ici 1980, mais le niveau de l'instruction primaire étant déjà très bas et de pauvre qualité et la planification quasi impossible, le gouvernement ne peut en aucune façon résoudre ce problème.

Interrogée au sujet du Rapport de la Commission d'Education², sur la nature de la planification éducative pour le pays et sur les priorités établies dans le domaine, Miss Khan nous répondit ce qui suit: There is no such thing as an educational policy in Bangladesh. The priorities are everywhere and nowhere. According to the Plan emphasis should be placed on achieving full primary education, but it is not. There are no clear strategies or priorities for educational development in Bangladesh.

Cette mise au point faite, Miss Khan nous livra son opinion personnelle sur les priorités éducatives souhaitables pour le Bangladesh, en ces termes: Her personal opinion is that stress should be placed on non-formal education. This is the only way. But this is her personal opinion, it is not the official opinion³.

A l'UNFPI, nous avons rencontré, et cela à plusieurs reprises, le Dr. Stanley D'Souza, responsable de la Commission des Nations Unies pour le recensement national. Nous lui devons des informations pertinentes et des ouvertures précieuses auprès de différents organismes à l'oeuvre au Bangladesh.

² Education Commission Report, Government of the Peoples Republic of Bangladesh, Government Press, Dacca, May 1974.

³ Entrevue avec Miss Khan à l'UNFPI, Dacca, le 10 mai 1976.

3. Planification de l'Education

a) Situation générale.--Ainsi que nous l'affirmait Miss Khan, il n'existait pas, au printemps/été 1976, pas plus qu'il n'existe présentement, de stratégie proprement dite de développement de l'éducation pour le Bengale oriental. Le Gouvernement du Sheik Mujibur Rahman, dans la Constitution qu'il donna au peuple bengali, établit les grands principes selon lesquels il entendait gouverner la nation. Mais il ne s'agissait là que de l'idéal que se fixa le gouvernement et non de stratégie proprement dite. Quoiqu'il en soit, il y a là tout un programme, lequel pourrait représenter une véritable révolution des mentalités si l'application en était faite. Ainsi de l'émancipation des paysans et des travailleurs que propose l'article 14, de la provision des besoins fondamentaux matériels, culturels, de santé, de loisir, des sécurités sociales, etc., proposés par l'article 15; autant de pré-requis à l'accession à une société juste, humanisante et adulte. Ces pré-requis restent encore à établir au Bangladesh.

La création d'une société démocratique ne peut se concevoir sans certaines conditions indispensables, réelles, concrètes, dont l'éducation pour tous et l'instauration des dispositions préalables à son établissement. Cela signifie, pour le Bengale en majorité agricole, que le Gouvernement, pour améliorer le réel du pays, devrait centrer son effort

stratégique de développement en général et, en conséquence, de développement de l'éducation sur les campagnes, les villages, la paysannerie. Cela recouvre 90% du pays. Aussi, la Constitution stipule-t-elle à l'article 16 ce qui suit:

The State shall adopt effective measures to bring about a radical transformation in the rural areas through the provision of an agricultural revolution, the provision of rural electrification, the development of cottage and other industries, and the improvement of education, communications and public health, in these areas, so as progressively to remove the disparity in the standards of living between the urban and the rural areas.⁴

Au moment de sa naissance, le Bangladesh hérita de problèmes sociaux graves, tels l'analphabétisme quasi général, un système d'éducation très déficient si l'on en considère la pyramide administrative; sous-développé quant aux possibilités concrètes d'accès à l'éducation offertes à la masse; système d'enseignement très coûteux, élitiste et centré sur une classe cléricale à promouvoir.

A ce sujet, l'article 17 de la Constitution proposa le changement radical suivant:

Free and compulsory education.

The State shall adopt effective measures for the purpose of-

- (a) establishing a uniform, mass-oriented and universal system of education and extending free and compulsory education to all children to such stage as may be determined by law;
- (b) relating education to the needs of society and producing properly trained and motivated citizens to serve those needs;
- (c) removing illiteracy within such time as may be determined by law.⁵

⁴ Government of the People's Republic of Bangladesh, The Constitution of the People's Republic of Bangladesh, Ministry of Law and Parliamentary Affairs, Special Officer, Bangladesh Government Press, Dacca, 1972, p. 7, no. 16.

⁵ Government of the People's Republic of Bangladesh, op. cit., p. 17, no. 28.

Le Bangladesh hérita de plus de l'esprit de secte et de caste. Depuis une époque reculée déjà, la pratique de l'Islam y sanctionnait la réclusion des femmes. La structure sociale en place favorisa l'exploitation du pauvre, du petit, du paysan; tant la structure hiérarchique sociale que la loi du prestige, du système de prêt, du 'zamindari'. Autant de maux auxquels le Gouvernement devrait s'attaquer, et auxquels la troisième partie de la Constitution fait allusion au chapitre des droits fondamentaux. Voici, au sujet des méfaits de la discrimination, l'intention du nouveau régime:

no. 28 Discrimination on grounds of religion, etc.

(1) The State shall not discriminate against any citizen on grounds only of religion, race, caste, sex or place of birth.

(2) Women shall have equal rights with men in all spheres of State and of public life.

(3) No citizen shall, on grounds only of religion, race, caste, sex or place or birth be subjected to any disability, liability, restriction or condition with regard to access to any place of public entertainment or resort, or admission to any educational institution.

(4) Nothing in this article shall prevent the State from making special provision in favour of women or children or for the advancement of any backward section of citizens.

Malgré le désir du Gouvernement de s'attaquer à la racine des maux dont souffre le peuple bengali, on remarque

6 Government of the People's Republic of Bangladesh, op. cit., p. 10, no. 28.

dès l'article 29 de la Constitution une restriction de ce dernier au chapitre des droits fondamentaux, omission dont les conséquences risquent, pour bien des décennies encore, de priver la nation de l'apport que pourrait apporter l'élément féminin dans toutes les sphères du monde à bâtir. Il y a là négligence fondamentale à s'attaquer à la racine même de la discrimination dont souffre depuis une époque reculée la femme bengalie.

no. 29 Equality of opportunity in public employment.

(1) There shall be equality of opportunity for all citizens in respect of employment or office in the service of the Republic.

(3) Nothing in this article shall prevent the State from-

c) reserving for members of one sex or any class of employment or office on the grounds that it is considered by its nature to be unsuited to members of the opposite sex.

b) Education Commission Report.-La Constitution du Bangladesh présentait les grandes composantes de l'idéal que se fixa le Gouvernement de Dacca, mais ce projet général devait, pour jouer son rôle, se définir en planification concrète, rigoureuse et précise, susceptible d'améliorer la condition des 78,000,000 à 80,000,000 de population du pays. Cela supposait une planification méticuleuse, centrée sur le réel du Bangladesh, de l'économie dans son

7 Government of the People's Republic of Bangladesh, op. cit., p. 10, no. 29.

ensemble de ce pays agricole, et de toute l'infra-structure humaine au service du bien-être de chacun des habitants du pays. Selon les analyses du Gouvernement de Dacca, le système d'éducation hérité du Pakistan ne saurait répondre aux besoins en éducation du Bangladesh, d'abord parce que les programmes d'enseignement y demeurèrent inchangés depuis 1947, donc dépassés, la philosophie générale de ce système proposant de plus des idéaux tout à fait élitistes et non orientés en fonction des besoins des masses. Il importait dans ce sens d'établir une philosophie et une orientation plus pratiques de l'éducation, davantage centrées sur les besoins des masses paysannes. Le nouveau Gouvernement, plutôt que de s'engager dans l'élaboration et la mise sur pied immédiate de la réforme du système et d'une stratégie éducative appropriée, préféra faire appel à une Commission nationale d'Éducation plutôt que d'engager immédiatement la mise en marche de la planification éducative. Dès 1972, on lisait dans Bangladesh Progress: 'A National Education Commission has been set up to recommend introduction of a mass-oriented education system'⁸.

D'aucun peut louer le désir bengali d'une planification qui soit fondée sur une saisie adéquate du réel du

⁸ Government of the People's Republic of Bangladesh, Bangladesh Progress 1972, Department of Publications, Ministry of Information and Broadcasting, Dacca, 1972, p. 48.

milieu et des besoins du peuple. Un danger réel menaçait le Bangladesh de s'engager dans des Commissions et Enquêtes interminables, plutôt que de s'appliquer à transformer les idéaux de la Constitution en efforts concrets, immédiats et pratiques d'implantation de stratégies et de planification éducatives. Pourquoi remettre à demain, dans quatre ans, des prises de décisions, des efforts pour s'engager aujourd'hui et ici, à transformer le réel bengali et ses urgences d'aujourd'hui et de maintenant. Nous avons tendance à interpréter ce délai comme une perte de temps.

Voici comment le Premier Plan justifie la création de la Commission d'Education et la décision du Gouvernement d'attendre les propositions et résultats de cette Commission avant d'entreprendre le développement de stratégies éducatives à l'échelle du pays:

The Government has set up an Education Commission to examine the various problems of educational reforms. The commission will not only indicate the future structure of education and the curricula but also the manner in which education can be brought close to the environment. Naturally, such an enormous task cannot be completed within a very short time. Government policy on education, however can only be determined after the completion of the work of the Education Commission, and till now the Commission has only submitted an interim report to the Government.⁹

⁹ Nurul Islam, Deputy Chairman, The First Five Year Plan 1973-1978, Planning Commission, Government of the People's Republic of Bangladesh, Bangladesh Government Press, Dacca, November 1973, p. 446.

Nous réservons pour une étape ultérieure de cette démarche la synthèse du Rapport de la Commission, trois années de la vie du Bangladesh s'étant écoulées avant la parution du rapport. Toute la planification effectuée depuis l'émergence de l'Etat bengali et 1976 repose sur l'attente des résultats de la commission, sans toutefois constituer une stratégie réelle de développement de l'éducation.

c) Le Premier Plan Quinquennal 1973-1978.-La position explicite du Gouvernement d'attendre le rapport de la commission d'éducation pour déterminer sa politique éducative ne pose aucun doute. Il demeure tout aussi évident que l'attente de ce rapport influença les stratégies du premier plan de même que celle de tous les plans annuels de développement.

L'observateur avisé a l'impression d'une mise en plan de toute la stratégie éducative au Bangladesh. Cernons quelques détails du Premier Plan de même qu'un bref aperçu des plans annuels. Ces derniers constituent en beaucoup de points une répétition pure et simple des objectifs du Premier Plan.

i. Les quatre piliers du Bangladesh.-Nous n'allons pas entrer ici dans le détail de la planification du pays. Un aspect de cette planification revêt cependant un certain intérêt, celui de la philosophie sous-jacente à tout l'effort de relèvement du pays, de même que les conséquences

logiques qui en découlent. L'Etat du Bangladesh, au moment de sa naissance, axa sa croissance sur quatre grands principes ou piliers: la démocratie, le nationalisme, la sécularité et le socialisme^{10,11}. Ces quatre piliers portaient en eux des conséquences logiques et des exigences devant constituer la ligne de force à la base de toute la planification.

Le professeur René Dumont, directeur de recherche à l'Institut national agronomique de Paris-Grignon, dont la carrière renferme entre autres contributions à la science et au développement des stages de recherche et d'aide auprès de gouvernements de régions plus défavorisées du monde, tant en Afrique, en Amérique latine qu'en Asie, effectua, à la demande du gouvernement de Dacca, un séjour de recherche et d'investigation de plusieurs mois sur le terrain au cours de l'année 1973. Durant son séjour au Bengale oriental, le professeur Dumont fit l'inventaire de la situation globale du pays, des réalisations gouvernementales et de tous les projets issus d'initiatives officielles ou d'organisations étrangères d'aide. Dans sa démarche, il n'hésita pas à dénoncer auprès du gouvernement bengali les

10 Nurul Islam, The First Five Year Plan, op. cit., p. 1.

11 Government of the People's Republic of Bangladesh, The Constitution, op. cit., Preamble, p. 2.

inconséquences de ses politiques et le manque de cohérence et d'harmonie entre les idéaux écrits et les faits réels de la vie au Bangladesh.

Les quatre piliers du nouveau régime attirèrent sa critique et c'est avec virulence qu'il souleva les contradictions constatées dans le pays. Au sujet de l'idéal de sécularité du Bangladesh, René Dumont écrivit ce qui suit:

Underused resources: women, landless, educated youth, too small farmers.

Secularism, one of the four pillars of Sonar Bangla, could mean liberation of women from seclusion in their homes and court-yards, and allow them to go outside in the markets and towns, on roads, fields and boats, etc.... without losing their status.¹²

Les idéaux de la démocratie et du socialisme amenèrent René Dumont à relever une autre source de contradiction non moins flagrante, celle de l'éducation impartie au peuple et des modèles qu'elle tend à véhiculer.

To speak about 'democracy and socialism' seems irrelevant, where everywhere attitudes of rich or well-to-do, or educated people, or 'Mattabar' (respectable) towards manual work and manual workers are a deep contempt. Nobody tries to help the poor old man pulling a cart, a boat, a rickshaw or a steep slope, even only for a minute.¹³

Quant à la sécularité de la Constitution et du Plan quinquennal, René Dumont dénonça la contradiction inhérente

¹² Professeur René Dumont, A Self Reliant Rural Development Policy for the Poor Peasantry of Sonar Bangladesh, The Ford Foundation, Dacca, May 1973, (79 p.), p. 8.

¹³ The Ford Foundation, op. cit., p. 9.

au maintien de la réclusion des femmes en la présence de cet idéal constitutionnel. Impossible d'évoquer la sécularité comme l'un des piliers fondamentaux du nouvel Etat et d'accepter en même temps la présence répandue et sanctionnée par les hommes surtout de cette coutume islamique.

Apartheid for Women, but no Secularism

Bangladesh is the only country in the world where, after several weeks of studies at village level, I could not discuss the rural problem with peasant's wife and girls; except some school mistress or women's coops managers at Thana level, in Rangunia. Even in that meeting, segregation of men and women was realized, in two half of the room. All other Muslim countries, except very few small backward emirates, are far ahead in that way. It is a legacy, not from colonial, but from pakistani rule. Secularism, one of the official pillars of the new regime, is not applied, because the 14 purdah rule, segregation of women is its denial.

Le professeur Dumont poussa plus loin sa remise en question des piliers du Bangladesh, lançant presque un ultimatum au gouvernement, lui signalant qu'il était temps de passer de l'idéologie aux faits concrets; la sécularité de l'Etat étant tout à fait incompatible et en contradiction avec le traitement réservé jusqu'alors à la femme bengalie.

Time is come to try to realize at least some beginnings of the official targets, the four pillars of national politics: Nationalism, Secularism, Democracy, Socialism.

Secularism needs at least suppression of purdah rule, liberation of women, participation of women in village development, as men are doing. More dignity given to everybody, especially manual workers.¹⁵

¹⁴ Professeur René Dumont, Some Problems and Prospects for Rural Development in Bangladesh, The Ford Foundation, Dacca, November 1973, p. 44.

¹⁵ The Ford Foundation, op. cit., p. 55.

Les journaux annonçaient récemment un changement en apparence banal mais augurant des conséquences de régression sérieuses pour le Bangladesh. Il s'agit d'une modification à la Constitution selon laquelle, d'Etat laïque, le Bangladesh redeviendrait, de par la volonté de son nouveau président, le général Ziaur Rahman, Etat islamique. Les contradictions ci-haut dénoncées par le Professeur Dumont quant à l'incompatibilité entre l'Etat laïque du pays et le traitement accordé à la femme, prennent leur dimension véritable dans ce changement. Etant dans l'impossibilité de rompre avec ses traditions et coutumes religieuses séculaires, le Bangladesh préféra retourner à l'Etat islamique et perpétuer librement ses traditions religieuses que de rompre avec ces coutumes restrictives, sanctionnées à nouveau par le retour au caractère islamique du pays. Voici le texte du quotidien La Presse du 23 avril:

Le nouveau président a d'autre part amendé la constitution pour transformer le Bangladesh d'Etat laïc en Etat islamique. L'amendement constitutionnel stipule que le pays sera désormais guidé par les principes de la confiance et de la foi absolue dans le Dieu tout-puissant, du nationalisme, de la démocratie et du socialisme.¹⁶

ii. Planification de l'éducation.-Comme nous l'affirmions ci-haut, il n'est pas à proprement parler, dans la

¹⁶ Dacca (Reuter, AFP), Bangladesh: un référendum sera organisé le 30 mai, La Presse, livraison du 23 avril 1977, 93e année, no. 94, 15e cahier, 280 pages, p. A16.

planification du Gouvernement de Dacca, de stratégie éducative réelle, centrée sur l'action immédiate ou à déterminer, susceptible de provoquer la mise en marche d'un changement réel de l'éducation au Bangladesh. Les stratégies du Premier Plan ainsi que celles des Plans annuels relèvent davantage du souhait et du domaine philosophique que de résolutions ou efforts de mise à exécution immédiate. Le caractère désengagé et quasi utopique de la planification porte les conséquences de la décision du Gouvernement bengali d'attendre le rapport de la commission nationale d'éducation avant de s'engager réellement dans le processus de développement de l'éducation.

Le Gouvernement du Bangladesh axa son effort de développement de l'éducation sur l'accroissement numérique de la scolarisation au primaire. Le Plan discuta surtout d'écoles à bâtir, à remettre en état de fonctionner, d'expansion matérielle, plutôt que de stratégies réelles de développement de l'éducation. Des objectifs numériques très ambitieux afin de promouvoir l'inscription au primaire vinrent compléter le tableau, fixant les pourcentages de

scolarisation à atteindre et à maintenir ainsi que quelques dispositions à prendre pour y arriver.

Objectives

(iii) Ninety per cent of the boys of primary age-group will be given access to primary education during the Plan, compared to 76 per cent now attending the schools.

(iv) Participation of girls will be accelerated. At present, 40 per cent of the girls of primary age-group attend schools; this will be raised to 55 per cent during the Plan. This will lead to an increase in the actual enrolment of girls in the system by 11.8 lakh compared to 14.1 lakh of boys.

(vi) Text books, writing and instructional materials will be supplied to all children free of cost or at subsidised rates.

(vii) Drop-out rates will be reduced from 63 per cent to 52 per cent by undertaking supplementary and non-formal measures such as well-designed educational programmes through radio and television. Innovative measures such as provision of feeder schools child feeding, female teachers, sports and recreational facilities and synchronisation of holiday with crop seasons, will be introduced to reduce drop-out between Class I and Class II, where the problem is more acute.

(viii) Educated housewives will be encouraged to teach in primary schools.¹⁷

Si louables soient-ils, ces objectifs, à cause de leur manque de réalisme, prirent plus de temps que prévu à passer des souhaits aux actes concrets. Lors de notre séjour au Bangladesh, la gratuité scolaire pour les filles dont faisaient mention le Bangladesh Progress 1972 et l'Article 17 de la Constitution n'était pas encore en vigueur.

¹⁷ Nurul Islam, The First Five Year Plan, 1973-78, op. cit., pp. 451-452.

Les effectifs numériques restaient bien en deçà des objectifs fixés dans le Plan. L'objectif d'offrir gratuitement les manuels et le matériel didactique demeurerait impossible à appliquer. La qualité de l'enseignement se détériorait à tous les niveaux, si bien que la valeur et crédibilité des diplômes octroyés y était fortement discutable.

Grâce à l'aide des Nations Unies, notamment de la FAO et de l'UNICEF, et à l'assistance de certains organismes privés d'aide étrangère dont Terre-des-Hommes France et COOR, on a pu établir à travers le pays les "feeder schools et child feeding" projetés dans ces objectifs.

Le Plan fixa également, parmi ses priorités, le droit de tous, citadins et villageois, à l'éducation primaire de même que la nécessité de leur en faciliter l'accès. Il réitéra le besoin de promouvoir, pour tous, les conditions éducatives requises pour atteindre ces objectifs ainsi que l'intention du Gouvernement de promouvoir pour tout le pays et pour tous les niveaux d'enseignement un système d'éducation unifié et non plus compartimenté. Un point de ces objectifs attire l'attention du lecteur: on y utilise partout et uniquement le mode conditionnel¹⁸, lequel indique que l'on situe au niveau des souhaits, de ce qui devrait être, sans toutefois s'engager dans le texte à en promouvoir

¹⁸ Nurul Islam, The First Five Year Plan, op. cit., p.446.

l'exécution.

Le Plan Annuel de 1973-74¹⁹ répète exactement les mêmes objectifs que le Plan quinquennal. Ce sont ces objectifs que l'on retrouve dans le Plan de 1974-75 avec en addition les objectifs à court terme suivants:

In the background of the long term goals, the short term objectives of the Annual Plan for 1974-75 are as follows:

- (i) to consolidate and strengthen the base of education within the available means;
- (ii) to make the system of education efficient, and to remove all the deficiencies that were inherited;
- (iii) to introduce rural-biased system of education so as to help achieve green revolution and planned family life; and
- (iv) to maintain the flexibility required to accommodate the recommendations of the National Education Commission as and when accepted by the Government.²⁰

Dans un pays à forte densité démographique comme le Bangladesh, où environ 50% de la population se situe en deçà de quinze ans et où le rythme de croissance de la population progresse de façon alarmante, d'aucun se demande comment le Gouvernement, dans sa planification de l'éducation, peut compter sur l'assistance monétaire du peuple pour recueillir les fonds nécessaires à la construction des écoles. Le Plan

¹⁹ Nurul Islam, Annual Plan 1973-74, Planning Commission, Government of the People's Republic of Bangladesh, Bangladesh Government Press, Dacca, 1973, pp. 131-132.

²⁰ Nurul Islam, Economic Development in 1973-74 and Annual Plan for 1974-75, Government of the People's Republic of Bangladesh, Bangladesh Government Press, Dacca, June 1974, p. 269.

précisait en effet que le fort pourcentage des effectifs à scolariser venant augmenter le nombre des inscriptions à l'école sera composé de filles et qu'il faudra, pour atteindre ces objectifs, un effort vraiment concerté afin de mobiliser l'appui du peuple. Suit immédiatement dans le texte l'estimé des contributions monétaires que le peuple devra consentir pour atteindre ces objectifs. Le Plan répétait en cela exactement la même stratégie que le Gouvernement de ses prédécesseurs dans le Quatrième Plan et la N.E.P.

(viii) The projected enrolment of additional 26 lakh can be ensured by increasing participation of girls. To achieve this end, a conducive climate of opinion will be created in the country by concerted social and political efforts and through non-formal activities.

A sum of Tk.57.722 crore which is about 18 per cent of the total allocation in the education sector has been earmarked for the development of primary education during the Plan. Of this, Tk.4.021 crore is expected to be contributed by the private sector in the form of land donated for schools. Ten per cent of the materials required for reconstruction of old schools and establishment of new schools are also expected to be donated by the villagers. They are also expected to contribute ²⁵ per cent of the labour charges for such work.²¹

Une étude sur les ressources en eau et terres arables au Bangladesh, menée par la Banque mondiale pour la reconstruction²² allègue que le paysan moyen du pays produit

21 Nurul Islam, The First Five Year Plan, op. cit., p. 452.

22 Land and Water Resources Sector Study Bangladesh, Volume Ia, Sector Overview, December 1972, p. 3.

à peine assez de riz pour nourrir sa famille et qu'il doit, pour acheter les autres condiments nécessaires à l'alimentation des siens, emprunter sur sa consommation ordinaire de riz, mangeant un peu moins que le nécessaire pour pourvoir à ces besoins. Un événement extraordinaire, tel un mariage, une mortalité ou la maladie d'un membre de la famille, oblige automatiquement ce paysan à s'endetter pour trouver les sommes requises par ces imprévus.

Il est à se demander comment le Gouvernement peut sérieusement compter sur les deniers du peuple pour contribuer aux dépenses de l'éducation. De deux choses l'une: ou bien on enlève à celui qui n'a pas plutôt que de chercher dans une austérité partagée les sommes nécessaires, ou bien il ne s'agit que de stratégies sur papier, n'engageant pas la vie. Nous aurions tendance à retenir les deux possibilités.

Le document EFM/34 analysé antérieurement insistait sur l'urgence d'une réforme totale de la planification et de l'administration de l'éducation dans ce pays. Cette réforme n'ayant pas été appliquée, le Plan mentionna simplement la difficulté de planification et d'administration dont souffre le Bangladesh. Cela confirme les affirmations que nous faisait Miss Khan à l'UNFPI. A maintes reprises, on avait en effet annoncé la nationalisation de toutes les institutions d'enseignement primaires et secondaires privées

mais les difficultés pécuniaires et administratives d'un tel projet vinrent-mettre un frein à ces intentions, si bien que le Plan ne mentionna que ce qui suit à ce chapitre:

Educational Planning and Management.

In our country planning and management within the educational institutions is weak. As a consequence unplanned educational expenditures intensify the strain on the limited financial resources. (...)

At present, Bangladesh has 40,000 educational institutions including about 6,000 secondary schools, 500 colleges and 70 technical and vocational institutions, catering to 8,000,000 students. Around 85 per cent of these institutions are privately managed although about 25 per cent of their expenditures are borne by the Government in the form of grants. While expenditures on these institutions consume a great portion of the resources available to the Government, the poor efficiency of the institutions coupled with large student enrolment and inadequate utilisation of the available physical facilities will be a handicap to future development efforts.²³

iii. Préparation des maîtres.-Un des problèmes les plus difficiles à résoudre, sinon le plus difficile, demeure celui du recrutement et du maintien d'un corps professoral suffisant, qualifié, et muni d'une préparation à la hauteur de la tâche à accomplir au Bangladesh. Cette exigence suppose une formation des maîtres dont le souci premier soit davantage axé sur la connaissance et de la transformation du milieu bengali réel, que sur l'apprentissage de théories purement intellectuelles. Or, les PTI souffraient encore en juillet 1976 de toutes les carences ci-haut mentionnées dans

²³ Nurul Islam, The First Five Year Plan, op. cit., p. 485.

notre analyse de la situation. Le Plan souligna la gravité du problème, affirmant que, dans le passé, on n'avait pas accordé une attention suffisante à cette question. Mais quel traitement d'urgence entendait-il donner à ce problème? le Plan ne le spécifiait pas. Les mesures prises dans le Plan quinquennal et les Plans annuels demeurèrent pour le moins insuffisantes et très vagues. On avança des chiffres inexacts et amplifiés quant à la capacité de formation actuelle des PTI. Voici pour les statistiques du Plan au sujet des possibilités actuelles de recrutement des PTI et de celle de répondre aux demandes:

The 48 primary training institutions with existing capacity can produce about 40,000 trained teachers. Therefore, the total number of trained teachers will be not more than 106,000 which is only about 56 per cent of the proposed total teaching force. It is, therefore, necessary to increase substantially the primary teacher training facilities in the country, even to maintain the present rate of trained teachers.²⁴

Le rapport de l'UNESCO, du consultant K. Risan, analysé antérieurement, précisait une capacité annuelle de 7,000 et non de 40,000 nouveaux professeurs. Or, les PTI ne fonctionnaient pas encore, en juillet 1976, selon le double horaire suggéré, pas plus qu'on avait encore amorcé pour ces institutions les programmes d'expansion et de réforme proposés par K. Risan et le Plan lui-même. Ainsi de l'objectif

24 Nurul Islam, The First Five Year Plan, op. cit., p. 460.

d'augmenter la force enseignante de 184,500 professeurs à 208,000 durant la période du Plan et d'accroître de 289 pour cent, soit de 9,500 à 37,000 le nombre de professeurs féminins. Cet objectif allait pouvoir se concrétiser, selon les stratégies officielles, par l'établissement de 15 nouvelles écoles normales ayant une capacité de 6,000 places étudiants chacune, trois de ces établissements étant réservés exclusivement à la formation d'institutrices²⁵.

Le Plan de 1973-74 se livra à une planification invraisemblable, entièrement au conditionnel. Il proposait une augmentation de 8.0 pour cent de la force enseignante au cours de l'année, passant ainsi d'un effectif de 124,000 professeurs à 134,000, comptant sur un recrutement de 15,000 nouveaux professeurs au cours de l'année, dont 5,400 femmes²⁶. Le Plan annuel de 1974-75 ne mentionna rien de tout cela. Qu'est-ce à dire, sinon que tout est accompli ou bien que rien n'a encore commencé à bouger.

Lors de notre séjour au Bangladesh, nous ne vîmes rien de ces réalisations. Les PTI de Barisal, Dacca, Chittagong et Jessore, demeureraient encore dans un état vétuste, n'offrant chacun qu'une dizaine de places pour accueillir les étudiantes filles.

Le tableau I présente un estimé du corps professoral requis et projeté pour répondre aux besoins d'instruction primaire au Bangladesh.

25 Nurul Islam, The First Five Year Plan, op. cit., p. 461.

26 Nurul Islam, Annual Plan 1973-74, op. cit., p. 135.

TABLEAU I

Teacher Education: Projected Supply of Trained Teachers for Primary Level
(all figures are cumulative)

Year	Supply From		Stock of Trained Teachers excluding wastage	Total Teacher requirement	Percentage of Trained Teacher
	Existing source	Introduction of double shift			
1972-73	...	...	82,000	124,146	66
1973-74	8,000	...	88,770	156,746	56
1974-75	16,000	1,400	96,151	162,046	59
1975-76	24,000	4,200	104,983	169,046	62
1976-77	32,000	8,600	117,464	177,746	66
1977-78	40,000	14,600	133,593	187,646	71

Nurul Islam, The First Five Year Plan, op. cit., p. 463.

iv. Education des filles et de la femme.--Voyons le traitement formel accordé à l'éducation de la fille et de la femme. Il se résume à quelques généralisations de la planification officielle, les planifications des différentes organisations d'aide au Bangladesh étant davantage sensibilisées à cette urgence que le Gouvernement bengali. A ce chapitre, le Gouvernement ne poussa pas très loin son analyse ni sa stratégie, laquelle se résuma aux mesures suivantes:

The following measures are suggested to encourage increased participation of women in education:

- (i) All the primary schools will be gradually staffed with female teachers with requisite qualifications and training. Initially, however, female teachers with lower educational qualifications may be appointed to teach in the lower classes.
- (ii) Educated village women will be persuaded and induced to teach on a part-time basis those girls who would not go for formal education in schools. Instructions in such informal classes will mainly be on the three R's and the common household skills, such as sewing, embroidery, cooking, food preservation, etc. Syllabi for such instructions will be framed by a committee under the aegis of the Bangladesh Academy for Rural Development (BARD). Management of this education will be the responsibility of the local government bodies.
- (iv) Co-operation of women's organisations, urban and rural community development organisations and other social humanitarian workers would be sought to accelerate female education in the country.²⁷

²⁷ Nurul Islam, The First Five Year Plan, op. cit., pp. 479-480.

Tous les problèmes se tiennent, et on peut affirmer, à juste titre, que le phénomène de l'expansion démographique galopante auquel fait face le pays tient à l'insuffisante attention accordée à l'éducation de la fille et de la femme. La négligence et réticence du pays à consentir les sacrifices qui s'imposent pour assurer l'éducation de cette dernière proviennent de l'ignorance, du tabou et de la résistance sociale quasi innée à libérer la femme de son esclavage. On ne peut traiter un de ces problèmes sans aborder les deux autres.

Le Plan dressa un aperçu global de la population féminine aux différents échelons de l'édifice éducatif, celle-ci ne représenterait que 28% de l'ensemble de la population scolaire totale. Au primaire, elle atteindrait le 33% et, au secondaire, le 16%. Quant au niveau supérieur, le Plan fixa la participation de la fille à 8% de la population. On attribua ce faible pourcentage au manque de motivation sociale face à l'éducation de la fille, alléguant qu'aucun projet de scolarisation universelle ne pourra aboutir durant le premier ni même durant le second plan si l'on n'apporte une attention adéquate à ce problème.²⁸

Les documents consultés ne permettent pas cependant de discerner avec certitude les mesures stratégiques prises

28 Nurul Islam, The First Five Year Plan, op. cit., p. 479.

par le Gouvernement à ce chapitre, sinon les quelques suggestions du Plan ci-haut mentionnées, et auxquelles il se réfère en affirmant ce qui suit: "In the First Five Year Plan maximum priority has been accorded to female education at all levels"²⁹.

v. Education des infirmières.-De l'attitude sociale ou résistance sociale face à l'éducation de la fille et de la femme découle le problème aigu dont souffre la profession du nursing au Bangladesh. Le Bengale oriental accuse une pénurie grave de médecins, n'en comptant que 7,000 pour une population de près de 80,000,000 d'habitants. Plus grave encore que le manque de médecins, celui du traitement accordé à la profession infirmière, celle-ci ne comptant au Bangladesh que 700 infirmières. Cela relève de la tare sociale, de la mauvaise réputation, du sentiment et de la réalité de rejet dont souffrent les infirmières bengalies.

Une enquête menée auprès d'un groupe d'infirmières de Dacca Medical College sur le statut social de cette profession révéla des carences graves au niveau de la perception sociale et de l'acceptation de l'infirmière. Selon Bilquis Alam, auteur de cette étude, la profession infirmière, plutôt que de recevoir le même traitement que les autres professions libérales, fut toujours au Bangladesh objet de rejet social

²⁹ Nurul Islam, The First Five Year Plan, op. cit., p. 479.

'stigma', considérée comme un travail méprisable, 'undignified job'. Très peu de jeunes ont le courage de choisir cette profession au Bengale oriental et parmi celles qui s'y risquent, on retrouve surtout des chrétiennes et des hindoues³⁰.

On ne rencontre, dans le Premier Plan, qu'une faible exhortation dans le but de transformer la mentalité sociale à l'égard du nursing. Là encore, il s'agit davantage d'une généralisation que d'une stratégie réelle. Cette exhortation ne fut d'ailleurs suivie d'aucune initiative dans les plans annuels, le problème y étant passé sous silence.

Basic Nurses.

The Nursing Services of the country is extremely weak. The reasons for this acute shortage of trained nurses are many. Firstly, there is a socio-cultural barrier to our women's taking up nursing as a profession. Secondly, there has been absence of initiative in attaching priority to developing well-organized training facilities for Nursing. Thirdly, there is want of real effort to make the nursing profession attractive to the potential trainees. (...) The status of nurses in the hospitals and other institutions is ill-defined, often leaving the nursing personnel without pride in their profession commensurate with their responsibility for and contribution to the care of the sick.³¹

L'ampleur de la discrimination dont souffrent les infirmières se révèle dans le peu d'attrait dont jouit cette

³⁰ Bilquis A. Alam, Women in Nursing, A Study of the Nurses of Dacca Medical College Hospital, in Women for Women, Research and Study Group 1975, University Press, Dacca, 1975, p. 121.

³¹ Nurul Islam, The First Five Year Plan, op. cit., p. 522.

vocation. Malgré l'effort annoncé par le Gouvernement dans le but d'augmenter par un 'Crash Programme' les effectifs en infirmières du pays, les succès du programme demeurèrent bien en deçà des espérances, alors que cette tentative de mobilisation de jeunes pour le nursing remonte à 1970 déjà.

This is obvious from the fact that while there are 8 Medical Colleges with an annual intake capacity of 1400 students, there are 6 regular Schools of Nursing with an annual intake capacity of about 350 students only. As late as 1970, under a crash programme to expedite an increase in the number of nurses, 12 more Schools of Nursing attached to the District Hospitals were started with seats for 1100 students. However, the students seeking admission in these Schools hardly filled 50 per cent of the seats.³²

Conscient des lacunes sociales quant au statut actuel de la profession infirmière et des changements profonds au niveau des mentalités qu'il faudra opérer dans le pays pour que cette profession réussisse à attirer des candidates suffisantes pour répondre à la demande, le Gouvernement écrivait ce qui suit:

When the nurses are placed in a position of esteem within the hospital they will soon be given the same respect by people outside the hospital.³³

32 Bilquis A. Alam, op. cit., p. 122.

33 Nurul Islam, The First Five Year Plan, op. cit., p. 522.

4. Education des Adultes. - Education continue - Alphabétisation

a) Situation générale.-En abordant le problème de l'éducation vu sous ces trois aspects, nous avons l'impression de pénétrer dans un terrain vierge où tout reste à amorcer, à inventer. Au sur-développement de la pyramide institutionnelle scolaire, hors de contrôle, s'oppose par contraste le domaine de l'éducation continue, de l'éducation des adultes, de l'alphabétisation, à peine à l'état d'embryon au Bangladesh. Il y a là terrain difficile et le Gouvernement semble avoir choisi de n'y rien faire ou d'attendre les conditions idéales et les données scientifiques les plus complètes, avant de passer des paroles et stratégies sur papiers aux actions engagées, systématiques et concrètes, aujourd'hui et maintenant.

b) Planification du Gouvernement.-Plutôt que de traiter de planification du Gouvernement, il serait plus juste de mentionner une absence quasi totale de planification de la part de celui-ci. Lorsqu'il a été question de l'implantation d'un système d'éducation orienté en fonction des masses, ce dernier décida d'établir une Commission nationale d'Education et d'en attendre la publication du rapport avant de fixer ses propres stratégies de développement. Ladite commission, formée le 26 juillet 1972, produisait un premier rapport intérimaire au mois de juin 1973, rapport non

accessible malgré nos démarches. On publiait le texte final de la Commission en mai 1974 seulement.

Les stratégies et propositions de la Commission ne présentèrent rien de bien nouveau ni de susceptible de guider en profondeur les agents de la planification. Il s'agissait là, en définitive, d'une répétition d'idées déjà énoncées à maintes reprises. Faute de pouvoir citer directement le rapport écrit en langue bengalie, nous en avons résumé les résolutions et recommandations nous semblant les plus importantes pour notre étude.

Résolutions du Rapport de la Commission d'Education.-

Il faut éduquer le peuple si l'on aspire à bâtir une nation forte et plus cultivée. Pour atteindre ce but, que soit établie l'instruction obligatoire pour tous, de la première à la huitième année. A cet effet, l'enseignement sera gratuit et obligatoire de la première à la cinquième année dès 1983; à partir de 1983, il sera gratuit et obligatoire de la première à la huitième année.

Afin de favoriser la scolarisation des filles, il faudra embaucher des femmes enseignantes et bâtir des écoles séparées pour les filles. (7.7)

Que soit dispensée aux futurs maîtres une formation plus scientifique et plus moderne, d'où le besoin d'augmenter le nombre des PTI, des Collèges d'Education, etc. (12.10)

Il n'existe pas encore au Bangladesh d'institutions pour les sourds-muets, les infirmes, etc., d'où le grand nombre de mendiants, enfants et adultes, dans la société bengalie. Le rapport espère qu'il sera possible, vers 1980, d'ouvrir, au niveau des districts, certaines institutions à cet effet. (26.21.22)

Que soit fixée et adoptée une date uniforme de rentrée pour toutes les institutions du savoir du pays. Que ces institutions fixent les congés des étudiants au moment des semences et des récoltes afin de les mieux habilitier à travailler la terre.

Qu'au cours de ses études, tout étudiant fournisse au moins une fois à la nation, trois mois de service gratuit. Durant ce temps, il pourra travailler auprès des analphabètes, leur enseignant l'écriture et la lecture.

Un certain effort a été déployé par le Gouvernement dans le but d'enrayer le problème de l'analphabétisme, mais sans toutefois réussir totalement. A cet effet, le Gouvernement fait appel à l'aide de l'UNESCO.

Recommandations du Rapport de la Commission d'Education.- i) Que d'ici cinq ans, toute personne de 11 à 45 ans ait accès à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture.

ii) Que les media d'information, radio, télévision et presse, répandent l'alphabétisation. Tous les travailleurs

de l'usine et de l'industrie devraient, durant une année entière, recevoir un enseignement suffisant de l'écriture et de la lecture. Cette responsabilité incombera aux industries concernées.

iii) Afin de favoriser le maintien de l'acquis des nouveaux lettrés, il serait opportun de mettre à leur disposition, où qu'ils soient, livres et journaux.

iv) Que soit établi un Conseil national de l'éducation des adultes.

v) Qu'on veille également à établir un institut national d'éducation aux adultes.

vi) Chaque école de village devrait avoir son centre d'éducation des adultes. A ce centre seraient affectés un professeur à temps plein ainsi que des instructeurs à temps partiel. On y organisera, deux fois l'an, des cours d'alphabétisation.

vii) On devrait propager ces programmes d'éducation continue et d'éducation des adultes à l'échelle du pays.³⁴

Le Premier Plan, pour sa part, se livra au mode conditionnel encore, à l'identification des étapes que devrait suivre une planification de l'éducation continue. Il désigna la composition du comité pour l'éducation continue,

³⁴ Education Commission Report, Government of the People's Republic of Bangladesh, Government Press, Dacca, 1974, 294 pages & Annexes 131 pages.

comité non-existant mais que l'on devrait incessamment mettre sur pied, ainsi que les grandes tendances que pourrait prendre cette éducation. On s'éloignait peu du système traditionnel que l'on venait grossir en intégrant le tout dans les programmes de BARD et du IRDP³⁵. On étendait de la sorte la structure et l'institution du projet pilote du Bangladesh Academy for Rural Development, lequel fonctionnait en laboratoire clos dans la région bien précise de Kothwali, Comilla, à l'échelle nationale. On oubliait, cependant, à ce qu'il semble, l'état bien décadent du projet de Comilla, et cela depuis 1970 déjà. Plutôt que d'essayer de corriger les erreurs de l'histoire, le Gouvernement de Dacca s'engagea, au contraire, dans une planification susceptible de les généraliser à l'échelle nationale.

Le Gouvernement annonça ensuite son programme, soit l'établissement, à l'intérieur des 500 institutions d'enseignement collégial du pays, de centres d'enseignement non formel et de planification familiale, ces services à la communauté constituant selon le Plan une partie intégrante et normale de la formation académique des jeunes.³⁶

³⁵ Nurul Islam, The First Five Year Plan, op. cit., p. 481.

³⁶ Nurul Islam, The First Five Year Plan, op. cit., p. 480.

Voilà pour le moins une planification utopique. C'est là aussi une planification de l'enseignement ne rejoignant que les grands centres, les collèges étant situés dans les grands centres.

Au chapitre de la planification budgétaire de ce programme, le Plan affirmait:

A sum of Taka 40.00 crore comprising 10.42 per cent of the Plan allocation has been earmarked for meeting the expenditures under non-formal programmes. Since non-formal education is expected to be organised and implemented mostly by the local authorities and the private sector, the contribution from the participating community has been estimated at 50 per cent of the cost.³⁷

Au mois de juillet 1976, rien encore de cette planification n'avait abouti. Qui plus est, le Gouvernement se voyait dépassé par la situation, si bien que l'on trouvait, à l'intérieur d'un même plan annuel, des affirmations tout à fait contradictoires. Le Plan de 1973-74 affirmait ce qui suit, donnant l'impression d'un fait accompli quant à la planification et à l'implantation de l'éducation des masses:

Both formal and non-formal systems of education have been duly stressed and taken care of in the programme. A massive shift from the past trend of urban-centre-oriented education to a rural life-based institution and curricula, has been visualised. People-oriented education programme has been designed to open the doors of perception to those who receive it and to increase their abilities to gain control of the environment. Education thus acquired will be responsive to social and economic needs.³⁸

³⁷ Nurul Islam, The First Five Year Plan, op. cit., p. 483.

³⁸ Nurul Islam, Economic Development in 1973-74 and Annual Plan for 1974-75, op. cit., p. 132.

Quelques pages plus loin, on lit dans le même Plan:

Non-formal education has not yet been tried in our country but it will have to play a significant role in educating the youth and the adult, in view of the inadequacy of the existing institutions and the high cost of running the conventional school system.³⁹

Voilà globalement la situation de l'éducation continue, de la planification familiale et de l'alphabétisation au Bangladesh. On pourrait les résumer comme suit: absence de planification, sur-centration autour de l'institution traditionnelle scolaire, confusion, absence de projets précis.

Au terme de l'enquête qu'ils menèrent à ce sujet au Bangladesh, de décembre 1973 à février 1974, les consultants de l'UNESCO, Le Thanh Khoi et B. Rivers faisaient les observations suivantes:

It is no doubt true that certain projects have collapsed because they have been unable to obtain sufficient funds. But on a national level this is not really the problem, the First Five Year Plan has set aside some 400 million taka (about \$50 million) for non-formal education over the next five years; but very little thinking has been done as to how this should be spent with the result that it is not being spent.

.....
(...) The very severity of the situation means that what has actually been done so far approximates more to a series of short-term crisis measures than to a long-term development strategy.⁴⁰

³⁹ Nurul Islam, Economic Development in 1973-74 and Annual Plan for 1974-75, op. cit., p. 138.

⁴⁰ Messrs Lee Thanh Khoi and B. Rivers, Bangladesh, Youth and Mass Education, December 1973-February 1974, UNESCO, Paris, August 1974, Serial No. 3068/RMO, RD/Ed.YD, pp. 18, 20.

c) Comilla BARD.- Nous mentionnions ci-haut le choix fait par le Gouvernement de BARD comme organe officiel de l'éducation continue, y instituant l'IRDP. Voyons brièvement en quoi consistent le projet pilote de BARD et, de ce fait, l'objet du IRDP.

i. Projet pilote.-Quoiqu'en dise l'information gouvernementale, concrètement la planification de la croissance démographique n'a pas encore démarré au Bangladesh. Aucune mesure systématique n'a à date été prise dans le but de concrétiser les politiques écrites en actions concrètes, une résistance réelle existant à tous les échelons de l'administration et de la société bengalie à ce sujet; si bien que les hommes ne permettent pas à leurs femmes l'accès à l'information ni à l'adoption des moyens contraceptifs. Même si le rapport de la Commission nationale de la paye qualifie de mal social la situation démographique du Bangladesh, cela n'apporta aucun changement notable à la situation.

Another social evil of topical importance in Bangladesh needing urgent attention is the unplanned size of family. Bangladesh today is estimated to have a population of 75 million which is increasing at a growth rate of about 3 per cent per annum. If population is allowed to increase at this rate by the end of the current century it will reach the staggering figure of 250 million.⁴¹

⁴¹ Report of the National Pay Commission Bangladesh, Volume I-Main Text, Bangladesh Government Press, Tejgaon, Dacca, May 1973, Secret Copy No. 588, p. 143.

Le même rapport ajoutait à cette déclaration qu'il ne suffit pas d'adopter des projets de loi ni des mesures coercitives pour enrayer le problème, la situation exigeant plutôt un éveil de la conscience sociale:

What is therefore needed is a strong determination of the Government to stamp out this vice reinforced by example and steeled resolve of an awakened mass to lend a helping hand to the Government in carrying out the task.⁴²

En 1975, malgré l'inexistence de programmes concrets, allant au coeur du problème et à ses causes profondes, le Gouvernement écrivait dans Economic Development: "Imposition of progressively increasing punitive measures against additional children should be considered"⁴³.

En conclusion à une enquête menée au Bangladesh sur le sujet, les spécialistes Stoeckel et Choudhury expliquaient la gravité de la situation et à quelles conditions actuellement inexistantes on pourrait améliorer la

⁴² Report of the National Pay Commission Bangladesh, op. cit., p. 145.

⁴³ Nurul Islam, Economic Development in 1973-74 and Annual Plan for 1974-75, op. cit., p. 175.

situation:

Although family planning is the most immediate way to reduce fertility, its overall effectiveness is limited by the societal norms governing 'desired family size'. Even if 100% of the eligible women in the population used contraception effectively, the growth rate would still be too high to sustain rapid economic development, since the desired number of children is still on the average of four per couple. Obviously, contraceptive use will have only minimal effectiveness until this number can be reduced. This further illustrates the importance of conducting family planning programmes in a developmental context which is aimed at altering the social structure (e.g. inclusion of woman in the labour force, social security, raising the age at marriage, creation of additional occupations through technological innovations, raising the level of education, etc.) which can in turn affect these norms by reducing the importance of children as an economic asset in the form of labour as well as old age security. Admittedly, these structural changes proceed rather slowly, but after evaluating the present finding with regard to the proportions practicing family planning the current level of fertility and norms of "desired family planning" the family planning programmes have also been rather slow in producing an impact. Taking these factors into consideration results in an extremely pessimistic outlook with regard to the future prospects of solving the problem of overpopulation.⁴⁴

La création du programme de développement de Comilla revêt toutes les nuances de la conception bengalie du développement rural. Les projets d'éducation de la femme, de planification familiale, de développement communautaire, ont porté et porteront les conséquences inhérentes à cette conception. Or, selon le sociologue Ralph W. Nicolas, la

⁴⁴ Stoeckel, J., Choudhury, A Fertility, Infant Mortality and Family Planning in Rural Bangladesh, Dacca, Oxford University Press, 1973, p. 153.

religion se situe au coeur de tout au Bangladesh, bien que non évidente; elle atteint donc le coeur d'un tel projet. Voici une affirmation de ce sociologue à ce sujet:

It may be true that 'politics is at the command post' in Bangladesh today, but for 95% of the people, culture maintains its hierarchichal pattern of integration and 'religion' is still at the center of life. Patterns of work and workshop, bathing and eating, the reclusion of woman, the giving of gifts, etc. persist because they are regarded as right according to the ultimate scheme of meaning in the culture, the 'religion'.⁴⁵

C'est en 1959 qu'Akter Hamed. Khan mit sur pied le Pakistan Academy for Rural Development, maintenant (BARD). On érigea ensuite l'académie et la région ou 'thana' dans laquelle se déroulait ce projet, en laboratoire de recherche en matière de développement socio-économique, formulant le projet d'étendre la formule de ce laboratoire à tout le pays.

Les principaux champs d'expérimentation de Comilla comprenaient le développement agricole, les travaux publics de développement rural, l'expansion du mouvement coopératif, l'éducation de la femme et de la jeunesse et le planning familial. En 1962, on implantait spécifiquement à l'intention de la femme bengalie le 'Women's Education and Home Management Programme'. Ce programme avait pour objectif

⁴⁵ Nicolas, R.W., Some Uses of Social Anthropology in Bangladesh, Dacca, The Ford Foundation, 1973, p. 13.

ce qui suit:

1. To help rural women to free themselves from segregation, economic dependance, ill health and illiteracy;
2. To create job opportunities for women whenever possible and to help them develop certain skills, efficiency, punctuality, etc., necessary to hold a job;
3. To train village women in skills that would improve their knowledge and ability to maintain healthy and prosperous family.⁴⁶

BARD publia une série de rapports sur les activités et résultats du 'projet pilote d'éducation des adultes' et sur l'expansion des coopératives. Un point constant frappa notre attention à la consultation de ces rapports: les programmes et compte rendus d'activités touchant l'éducation de la femme y sont toujours relégués à la toute fin des rapports. Les programmes d'éducation de la femme passent au dernier rang des planifications de projets de développement^{47,48,49,50}.

46 Stockel, J. Choudhury, op. cit., p. 89.

47 Z. Ahmed, Pilot Project on Adult Education Bangladesh, Annual Report, I) 1970-71, II) 1971-72, Bangladesh Education Directorate, Adult Education Section, Comilla, 1972, 12 pages & 6 statistic charts.

48 Akter Hamed Khan, Tour of Twenty Thanas, Impressions of Drainage, Roads, Irrigation and Co-Operative Programmes, BARD, Kotbari Comilla, September 1973, 114 pages.

49 K.M. Tipu Sultan, Problems of Rural Administration in Bangladesh, BARD, Comilla, August 1974, 58 pages.

50 Thana Level Officers Training Conference, May 29th-November 18th 1974, BARD, Comilla, August 1974, 80 pages.

ii. Résultats.-Le projet pilote de BARD commença, dès 1969-70, à s'éloigner des réalités du peuple parce que déjà gigantesque, hors de contrôle et manquant de coordination et de planification. Les officiels du programme étaient pour une part davantage préoccupés par leurs problèmes et comités internes que par la formation continue d'un leadership au sein des villages et du peuple. En dépit du peu d'efficacité de l'expérience de Comilla, le Premier Plan étendit officiellement le projet à tout le pays, donnant ainsi le coup fatal à ce qui restait de vie dans ce rameau gigantesque mais déjà chancelant. Faute d'avoir su lire les erreurs de l'histoire de Comilla, le régime de Dacca sanctionna ces erreurs et, qui plus est, les érigea en modèle national. Dès 1972, on en disait déjà ce qui suit:

What is Lacking. The strategy for rural development in Bangladesh in all its multi-dimensional aspects shows that an important element is always lacking. As a consequence the results consistently show poor performance and a failure to achieve what is supposed to be the major purpose of economic development, higher income. The important element is Education.⁵¹

Lors de notre passage à Comilla, en juin 1976, l'Académie servait d'hébergement à une équipe de joueurs de 'foot Ball'. Des grands projets de développement de BARD, plus rien ne fonctionnait à cause d'une carence aiguë en

⁵¹ Functional Mass Education Programme for Bangladesh, 1972-82, op. cit., p. 29.

matière de stratégies et d'animateurs capables d'éveiller le peuple, de l'inviter à s'exprimer, à s'engager, à bâtir son propre projet de développement. La plupart des grands projets de BARD demeurèrent sur papier et ne virent jamais le jour.

Un aperçu de la performance des programmes d'éducation populaire nous est fourni par les statistiques suivantes, tirées du ministère des affaires sociales. Ce projet devait s'adresser à la population féminine du Bengale et la sensibiliser, par le moyen des 'Mother's Clubs' à l'idée de la planification familiale. Ces Clubs devaient dispenser aux femmes bengalaises un enseignement populaire centré sur l'alphabétisation, l'artisanat, la couture, etc., tout en véhiculant de la sorte la philosophie de la planification des naissances et en fournissant aux femmes intéressées les moyens appropriés. Ce programme s'étendit à 19 régions du Bangladesh, où l'on ouvrit 125 clubs. A travers ces clubs, on atteignait, après cinq ans d'effort, une population de 4,727 femmes. Des femmes intéressées aux clubs, 705 seulement acceptèrent la planification des naissances.⁵²

⁵² Jowshan Ara Rahman, Population Planning through Mother's Club, Department of Social Welfare, Government of the People's Republic of Bangladesh, Dacca, 1975, 67 pages.

Des résultats de ce genre attirèrent sur le programme bengali de planning familial des critiques virulentes, dont celle-ci de Marcus F. Franda:

For a country of about 80 million people and an overall population growth rate of 3.3 per cent, Bangladesh has a mouse of a population programme.⁵³

Le professeur René Dumont, pour sa part, adressait au Gouvernement même, les reproches suivants au sujet de l'apport négligeable de son programme de planification familiale:

The prospect of 150 million people in the year 2,000, with 30% of total unemployment during the next 30 years, as foreseen by World Bank report is absolutely terrifying, especially if you look at the situation at the village level. The results of family planning action, until now, are totally inadequate, almost negligible. In Bogra district, only few hundreds of people are practicing. The more optimistic assumption in Mymensingh, reach less than 1% of the couples of the district.⁵⁴

A ces remarques, René Dumont ajoutait ce qui suit comme précondition à une planification familiale réelle et efficace:

(...) Liberation of women, literacy of girls are the preconditions of a real and quick reduction of natality rate. Changes in mental attitude and especially in men's selfishness are also needed. A political, a patriotic motivation should be elaborated.⁵⁵

⁵³ Marcus F. Franda, Realism and the Demographic Variable in the Bangladesh First Five Year Plan, South Asia Series, Vol. XVII, No. 6, Bangladesh, October 1973, p. 1.

⁵⁴ Professeur René Dumont, Problems and Prospects for Rural Development in Bangladesh, op. cit., pp. 25-26.

⁵⁵ Professeur René Dumont, Some Problems and Prospects, op. cit., p. 26.

5. Organisations d'aide au Bangladesh

a) AVAB.-Il serait impossible de tenter de donner un aperçu même global de l'action des organisations d'aide au Bangladesh. Ce seul point pourrait en soi constituer l'objet d'une recherche comparative.

Depuis une époque reculée déjà, le Bengale devint le lieu de prédilection de missionnaires de diverses confessions chrétiennes, d'aventuriers et de toutes ces personnes désireuses de se dévouer à la cause du développement. Les événements du raz de marée et de la guerre d'indépendance furent l'occasion d'une ruée d'organisations d'aide de toutes espèces vers le Bangladesh. L'arrivée de volontaires de toutes catégories, allégeances et nations devint telle qu'on éprouva le besoin de mettre sur pied une organisation interne d'information sur la présence de ces différents groupes.

Un coopérant canadien du SUCO, Gary Card, créa le All Voluntary Agencies Bangladesh (AVAB). L'AVAB publie de l'information sur les activités, orientations et programmes de chacun des organismes membres, afin de promouvoir de la sorte une meilleure coordination des efforts des agents de l'aide. En 1975, les membres de l'AVAB s'élevaient à 103, sans compter tous ces autres groupes présents au pays et ne faisant pas partie de l'organisation.

D'aucun peut percevoir le danger réel menaçant ces organismes si un souci constant de coordination des efforts

ne les anime. Un danger plus éminent et plus réel encore guette le peuple bengali. La prolifération de tant d'agents de l'aide et de capitaux étrangers considérables risque fort de le maintenir dans une mentalité de dépendance et d'assisté perpétuel. Cet écueil menace le bengali dans sa dignité et sa capacité de chercher à trouver en lui-même et dans son propre pays la motivation et les ressources nécessaires à son relèvement. A ce sujet, l'UNESCO adressait la remarque suivante au Gouvernement du Bangladesh, le mettant en garde contre la généralisation de projets pilotes tel celui de Comilla:

An important further point is that sometimes 'pilot' projects have large quantities of money injected (often from foreign agencies) on a scale which it would be impossible for Bangladesh or any one foreign agency to replicate on a national basis. Although one should be prepared to set aside extra funds to allow for experiments and for evaluation procedures, careful note should be taken of the cost of a nationwide replication when designing a pilot project.⁵

b) Le projet BRAC.-Parmi les projets d'aide à l'éducation et au développement, le Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC) retient notre attention. L'initiative BRAC relève entièrement de la pensée bengalie et ne se réclame d'aucune mission ou confession religieuse.

Ce projet concentre son effort dans trois grands

⁵ 56 Messrs Le Thanh Khoi and B. Rivers, Bangladesh Youth and Mass Education, op. cit., p. 20.

champs du développement: la santé par la médecine préventive et le planning familial, le développement communautaire et l'éducation continue par l'alphabétisation fonctionnelle et l'éducation de base. Les principes suivants président à toute l'action de BRAC: le 'self help', l'existence d'un potentiel latent à l'intérieur de chaque individu de devenir personne ressource, et la conscientisation. Les concepteurs du programme BRAC, Khushi Kabir Ayesha Abed et Marti Chen s'inspirèrent de la pensée de Paolo Freire pour l'élaboration de leur propre approche psycho-sociologique du développement.⁵⁷

i. Origine.-La création de BRAC remonte à 1972, dans une tentative de venir en aide aux sinistrés du Bangladesh après la guerre d'indépendance. D'abord conçu comme organisme d'aide, BRAC se transforma ensuite en organisation d'éducation populaire, centrée principalement sur la création d'approches et de techniques de développement rural. Le projet initial de développement rural atteignit une population de 120,000⁵⁸ habitants de la région de Sylhet.

⁵⁷ Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC), Report on Functional Education Programme for Destitute Women in Jamalpur, June-November 1975, Dacca, 1975, p. 10.

⁵⁸ Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC), The BRAC Health Care, Preventive Medicine and Family Planning Services Programme, Dacca, 1975, p. 1.

Dans chacun des projets BRAC, qu'il s'agisse de médecine préventive ou de développement rural, préside le souci constant de l'éducation du peuple et du relèvement de la femme.

ii. Le projet santé.-Le projet santé BRAC conçoit le concours de la femme comme essentiel et indispensable à tout programme de médecine préventive et de planification familiale. Le Gouvernement recrutant tous ses agents de santé communautaire et de planification familiale parmi les hommes, et ceux-ci n'ayant visité la région de concentration BRAC que deux fois au cours de 1974-75, BRAC conclut à l'impossibilité de compter sur eux pour réduire le problème de la sur-population dans cette région. Afin de parer à cette inefficacité, BRAC conçoit un projet médical simple et à peu de frais, faisant appel à un personnel para-médical formé par eux plutôt qu'aux traditionnels médecins aux longues études trop coûteuses pour un pays comme le Bangladesh. Dans ce programme, la (LFPO) 'Lady Family Planning Officer' occupe un rôle privilégié et plus efficace que celui des agents masculins de planification familiale. Dans ce sens, BRAC n'envisage d'embaucher pour tout son programme para-médical que 4 médecins, trois travaillant sur le terrain à la formation du personnel para-médical et un oeuvrant à Dacca à la conception des programmes de formation.⁵⁹

⁵⁹ The Brac Health Care, op. cit., p. 12.

BRAC compte surtout sur l'apport de la femme pour l'exécution des tâches para-médicales. Tout ce vaste potentiel de richesses non-utilisées au Bangladesh demeure, selon les penseurs BRAC, un gaspillage inestimable et le domaine de la santé constitue le lieu privilégié où ce potentiel peut être mis à contribution. Les services de santé publique de l'organisme ne constituent pas un lieu fermé mais s'inscrivent plutôt dans l'ensemble du programme. Ils supposent toujours, selon les planificateurs, un effort équivalent de formation et d'éducation de base.

Education is essential to make people aware of how they themselves have the resources and strengths to deal with many of their problems, of how they can deal with the exploitation that they often suffer. (...) No health care programme can have any lasting impact existing as a separate entity.⁶⁰

Tout le personnel para-médical BRAC doit fonctionner en étroite collaboration avec les agents des différentes disciplines au programme, gardant le souci constant de la formation du peuple. Chaque contact avec le peuple doit être considéré comme une occasion unique de propager des connaissances. Tout le personnel doit, de plus, garder le souci constant de travailler en étroite collaboration avec tous les autres agents du programme, l'efficacité du projet résidant, selon eux, dans la concertation de tous les efforts et de

⁶⁰ The Brac Health Care, op. cit., p. 17.

tous les domaines du programme.⁶¹

iii. Le projet éducation.-Le Jamalpur Women's Programme s'adresse aux femmes de 28 villages de cette région. Il relève de l'initiative des femmes et son implantation leur est confiée. On y poursuit les objectifs suivants: assurer à la femme un meilleur statut économique par l'amélioration de son niveau intellectuel et de sa santé physique.⁶²

Les dirigeants du mouvement n'entrevoient pas leurs projets comme continus pas plus qu'ils ne doivent relever de façon permanente de leur initiative. Leur démarche tend essentiellement à habiliter le milieu à se prendre en charge. Dans ce sens, BRAC prévoit une remise graduelle des responsabilités des projets au leadership local émergeant de leur effort de conscientisation. A date, sous l'initiative de BRAC, 255 centres d'alphabétisation fonctionnelle reçoivent 2096 femmes et 2826 hommes. Le nombre de maîtres formés par eux s'élève à 293.⁶³

61 The Brac Health Care, op. cit., p. 13.

62 Bangladesh Rural Advancement Committee, Jamalpur Women's Programme, A Programme designed by Directed towards and to be implemented by Women, Dacca, June 1975, p. 2.

63 Bangladesh Rural Advancement Committee, Sulla Project, Phase II, Interim Report, Dacca; April 1974, p. 5.

Lors de notre visite aux projets de Jamalpur, les 15 et 16 juin 1976, nous remarquons une difficulté à impartir une alphabétisation vraiment fonctionnelle. Etant eux-mêmes plutôt limités face aux méthodes de conscientisation sous-jacentes à toute l'initiative, les professeurs accusaient une tendance à se limiter à la simple alphabétisation, de là, un certain manque d'intérêt chez les personnes enseignées et un taux d'abandons plutôt élevé. Notons ici qu'à cause de la rareté de maîtres alphabétiseurs qualifiés, BRAC dut abaisser à la cinquième année du primaire le niveau minimum de scolarité de ses maîtres.

Nous ne prétendons pas nous ériger en expert de la méthode d'alphabétisation BRAC, telle n'est pas notre intention. Lors de notre passage à Chittagong, nous participions, du 10 au 15 mai 1976, à un stage de formation des futurs maîtres de cet organisme. Cela fut pour nous occasion privilégiée de vivre avec eux une expérience d'alphabétisation. Une visite au Centre Miriam Ashram de Diang, en compagnie des membres de l'équipe de formation, nous permit ensuite d'expérimenter nous-même en salle de cours, en compagnie des deux théoriciens-formateurs, l'enseignement de l'alphabétisation fonctionnelle auprès de pauvres femmes de la caste des pêcheurs.

TABLEAU II

Sulla Project, Phase II

Résultats des cours d'alphabetisation

	Primer - I Continued	Primer - I Discon- tinued	Primer - II Continued	Primer - II Discon- tinued	Primer - III Continued	Primer - III Discon- tinued	Completed
No. of male students	1,445	575	880	217	501	82	124
No. of female students	1,022	586	744	114	330	27	81
Total	2,467	1,161	1,624	331	831	109	205

1. Total no. of males attending classes	2,826	Graduated:	124
2. Total no. of females attending classes	2,096	Graduated:	81
	4,922		205

Sulla Project, Phase II, Interim Report, Bangladesh Rural Advancement Committee,
Dacca, April 1974, p. 6.

TABLEAU III

Sulla Project, Phase II

Résultats des cours d'alphabétisation

Position of Functional Literacy Centres
at the end of December 1973

1. Total No. of Centres:	Male	136
	Female	119
	Total	255

2. Total No. of Teachers:

Male (trained)	115
Male (untrained)	21
Female (trained)	99
Female (untrained) *	20
Total	255

3. No. of Weeks actually in operation:

	Male Centres	Female Centres
1 to 4 weeks	6	9
5 to 8 weeks	12	8
9 to 16 weeks	51	39
17 to 24 weeks	54	51
Above 24 weeks	13	12
Total	136	119

Sulla Project, Phase II, Interim Report, Bangladesh Rural
Advancement Committee, Dacca, April 1974, p. 6.

iv. Le Planning familial.-BRAC déploie un effort réel de planification familiale. Dans le cadre de ce programme, trois cliniques mère-enfant accueillent les femmes. On y recrute et forma, de plus, pour les villages du projet, 220 'Lady Family Planning Organisers' (LFPO), une femme opérant dans chaque village du projet.⁶⁴ Le nombre des LFPO devrait s'élever à 400 à la fin du programme.

L'organisation BRAC prévoit une troisième phase à son projet, soit l'étape de retrait graduel de tous les travailleurs issus d'autres milieux que de la région même de l'expérimentation. Un retrait progressif de tous ces travailleurs devrait s'effectuer, ne laissant dans le milieu que les leaders locaux. Cette phase terminée, l'expérience de développement sera répétée ailleurs dans le Bangladesh rural essentiellement.

v. Attitude du Gouvernement bengali.-BRAC exerce depuis un bon moment déjà un travail de suppléance très valable en soi et apprécié par le Gouvernement en place. Quoiqu'il en soit, il subit parfois, au dire de ses organisateurs, certaines difficultés et pressions de la part de celui-ci. Les succès plutôt remarquables du projet l'érigent un peu en rival des si faibles et traditionnelles réalisations du Gouvernement bengali.

⁶⁴ Bangladesh Rural Advancement Committee, Sulla Project, Phase II, op. cit., p. 17.

L'idéologie sous-jacente à la démarche BRAC, inspirée de la Pédagogie des opprimés de Paolo Freire, doit demeurer à ce qu'on nous disait au bureau-chef BRAC, sous silence dans ce pays aux millions d'opprimés. Aussi, c'est avec beaucoup de réserve que BRAC consent à ouvrir son expérience et à discuter ouvertement de ce qui constitue le coeur de tout le projet.

6. Situation de la femme au Bangladesh

a) Situation générale.-La femme au Bangladesh, bien que représentant, selon les résultats provisoires du recensement de 1974, 48% de la population⁶⁵ totale du pays, demeure la grande absente, l'élément caché de la scène bengalie. Bien peu de personnes connaissent en profondeur ce qui tisse la trame de sa vie. Encore moins nombreuses les personnes ayant réussi à franchir le symbolique mais quasi infranchissable mur derrière lequel la coutume musulmane la dissimule aux regards inquisiteurs et intéressés à sa vie.

La femme bengalie musulmane demeurera, pour bien des années encore, la grande inconnue, tant et aussi longtemps que l'on ne réussira pas à briser les mythes et à rompre le

⁶⁵ Census Commission, Ministry of Home Affairs, Bangladesh Population Census 1974, Provisional Results, Government of the People's Republic of Bangladesh, Dacca, 39 pages.

secrèt dont on l'entoure. Dans un effort pour dénoncer les mythes et tabous entourant la bengalie, les initiateurs de BRAC résumèrent, dans une dénonciation à l'intention de tous les dirigeants bengalis et organisateurs de projets au Bangladesh, une synthèse de ces idées préconçues, si nuisibles au progrès du pays:

- Myth I: Women in Bangladesh do not do economically productive work.
- Myth II: A woman's role in Bangladesh is predetermined and static.
- Myth III: If women are encouraged to work this will add to male unemployment.
- Myth IV: Women necessarily benefit from development programmes directed toward men.
- Myth V: Programmes for women should be directed exclusively towards their roles as mothers and home-makers.
- Myth VI: Women's activities in Bangladesh can only be bari-centered.
- Myth VII: Women are too busy to take on additional activities.
- Myth VIII: Women in Bangladesh are helpless and ignorant.
- Myth IX: Before considering women's roles, development planners must address two critical problems: population and lack of food.⁶⁶

Les agents de BRAC considèrent la prise de conscience du potentiel réel, actuel et en puissance de la femme bengalie de contribuer au développement économique du pays, comme essentielle et absolument indispensable à la croissance du Bangladesh. Ils dénoncent le fait que tant de projets de développement rural négligent de définir leurs objectifs

⁶⁶ Marty Chen et coll., Rural Women in Bangladesh: Exploding Some Myths, The Ford Foundation, Dacca, May 1976, p. 1, Appendix C.

en termes de l'insertion sociale de la femme et de la contribution que sa participation pourrait apporter au développement. La prise de conscience du potentiel réel de la femme bengalie, de contribuer au progrès du pays, Apprendre à Etre, dans le même sens que BRAC, en définissait les exigences en ces termes:

Pour que l'intelligence populaire puisse accéder à ce rôle, qui est à sa portée, il faut qu'elle prenne conscience d'elle-même, de ses aspirations, de sa force qu'elle se "défatalise" et si l'on peut dire se dé-résigne, et cette assurance psychologique ne peut lui être donnée que par une éducation largement ouverte à tous.⁶⁷

b) Connaissance de la femme et progrès social.-Un fait notable au Bangladesh, et qui plus est, contribua grandement à la non-utilisation de tout le potentiel existentiel que représente la femme bengalie, réside dans la méconnaissance quasi générale envers elle. Non seulement la femme bengalie demeure-t-elle la grande silencieuse, mais c'est aussi la grande méconnue. Les statistiques estiment à 48% de la population totale du pays le pourcentage des femmes au Bengale. Le Docteur D'Souza, responsable de l'enquête pour le recensement menée par l'UNFPI, nous expliquait cet écart par l'impénétrabilité par les censeurs masculins, du mur derrière lequel l'Islam la garde cachée. Non seulement

67 Edgar Faure, Felipe Herrera, Abdul-Razzak Kad-doura et al., Apprendre à Etre, Le Monde sans Frontières, Fayard-Unesco, Paris, 1972, p. xxix.

doit-on attribuer à la 'purdah' l'ignorance entourant la femme, mais il importe de plus de situer ce phénomène dans sa signification religieuse réelle. Cette signification religieuse, Ralph Nicholas l'expliquait de la façon suivante:

The cultural system of Bengalee society has a firm root in a central set of meanings and values that may be regarded as 'religious' in very broad terms.⁶⁸

Le professeur Nicholas souligna l'ignorance générale des phénomènes sociaux spécifiques de la société bengalie. Il déplora, de plus, l'inaptitude à la recherche et le manque d'intérêt marqué des professeurs et des étudiants des sciences sociales diverses pour les problèmes sociaux réels au Bangladesh et pour la recherche appliquée, la tendance des études supérieures dans ce pays demeurant livresque, théorique et ne les habilitant pas à l'observation des phénomènes réels.⁶⁹

La moitié silencieuse que représente la population féminine de ce pays demeurera sans voix et sans issue tant que la place réservée à la fille et à la femme, par l'éducation formelle et continue demeurera ce qu'elle est actuellement. La capacité de production, d'affranchissement, de

⁶⁸ Ralph W. Nicholas, Some Uses for Social Anthropology in Bangladesh, The Ford Foundation, Dacca, July 1, 1973, p. 23.

⁶⁹ Ralph W. Nicholas, Social Science Research in Bangladesh, The Ford Foundation, Dacca, December 1973, p. 4. Professor of Anthropology, The University of Chicago.

libération de la femme, sa contribution à la croissance de la nation sous toutes ses formes dépendent et dépendront de la part que lui réservera l'éducation. Toute tentative de solution au problème de la croissance galopante de la population qui ne prévoit d'abord l'éducation des masses féminines des villages, ne peut qu'aboutir à un échec certain. Ainsi que le disait Apprendre à Etre:

(...) Il importe donc de ne jamais opposer l'éducation des adultes à l'éducation des enfants et des jeunes, le concept d'une éducation globale transcende cette apparente contradiction et en met les deux pôles, parallèlement et simultanément, au service des objectifs communs de l'éducation au sens large.⁷⁰

La négligence accusée par le Bangladesh à prendre les mesures nécessaires pour assurer la promotion de la femme bengalaise, par un effort massif d'éducation, risque de priver indéfiniment le pays de l'apport le plus précieux et le plus indispensable à sa croissance. Une telle négligence ne peut que conduire le Bengale oriental aux pires difficultés. Le Professeur Nicholas insista justement sur les répercussions graves de la quasi absence de la femme dans les sciences sociales:

Apart from the enormous waste of education and ability involved, the social sciences have suffered particularly from a shortage of women workers. The fact that there are practically no women actively engaged in social sciences research means that there is an almost complete absence of knowledge about the female half of Bengalee society. The cost of this ignorance in such critical areas as the national population programme is incalculable. Something should be done to bring many women into social science research.⁷¹

⁷⁰ Edgar Faure, Felipe Herrera, Abdul-Razzak Hadoura et al., Apprendre à Etre, op. cit., p. 232.

⁷¹ Professeur Ralph W. Nicholas, Social Science Research in Bangladesh, op. cit., p. 13.

c) Recherches de la Fondation Ford.--La mise en lumière du vécu de la femme bengalie demeure l'un des premiers objectifs à atteindre si l'on entend réellement engager au service du relèvement du pays, tout le potentiel humain qu'elle représente. Dans ce but, la Fondation Ford suscita et favorisa un mouvement de recherche et de publication au Bangladesh; initiative à l'origine de la formation du séminaire de recherche sur la condition de la femme.⁷²

La plupart des ouvrages issus de cette initiative revêtent un certain intérêt. Les démarches demeurent cependant plutôt superficielles et descriptives, ne gardant pas suffisamment le souci de pénétrer les causes profondes des problèmes. On y remarque aussi un manque de connaissance et d'analyse du village, c'est-à-dire du milieu de vie réel du bengali. Les recherches menées en milieu rural relèvent effectivement de l'initiative de chercheurs étrangers et non de femmes bengalies, la coutume ne permettant pas encore à ces dernières la liberté de mouvement requise pour la pénétration de leur propre milieu.

Voici, à ce sujet, une remarque de T. Scarlett Epstein, chercheur professionnel de l'Université de Sussex,

⁷² Women for Women, Research and Study Group 1975, University Press, Dacca, Bangladesh, 1975.

en ce qui concerne le rôle de la femme dans le développement:

I was greatly impressed by the abundance of interest and talent among social scientists in Bangladesh. However, I soon discovered a lack of systematic organization of rural studies, in particular depth studies. This was specially noticeable in investigation relating to the "Role of Women in Development".⁷³

Comme on a pu le constater, nombreuses sont les expériences de toutes sortes au Bangladesh: organisations d'aide, extérieures et locales, groupes de recherche, coopératives, etc. Une condition essentielle au succès de toutes ces initiatives continue cependant de manquer: la coordination de tous les efforts. C'est là le plus grand défi du Bangladesh, et ce défi à relever s'adresse au Gouvernement car, de lui, dépend la décision capitale et irrévocable d'engager toutes les ressources humaines et matérielles au service du relèvement du pays. A lui incombe la responsabilité de la mise en demeure et du financement d'institutions sociales adéquates et bien orientées. Beaucoup d'initiatives peuvent trouver leur origine dans l'institution privée, mais aucune de ces institutions, si efficace soit-elle, ne remplacera jamais l'engagement d'un gouvernement responsable.

⁷³ T. Scarlet Epstein, Professional Fellow, Institute of Development Studies, University of Sussex, Rural Social Sciences Development and the Role of Women in Rural Development, The Ford Foundation, Dacca, February 1975, Introduction, i.

Ainsi que le disaient, à l'intention de ce Gouvernement lui-même, les chercheurs Philip H. Coombs et Manzoor Ahmed, du Conseil International pour le développement de l'Education:

The challenge in Bangladesh is to seek out all such potential educational change-agents, external and internal, and to get them into collaboration.⁷⁴

7. Sommaire

La dernière étape de cette démarche nous conduisait au Bangladesh, au printemps/été 1976. A Dacca, nous rendions d'abord visite à l'UNFPI, à Miss Khan, personne intermédiaire entre l'UNESCO et le ministère de l'Education du Bangladesh. Ce premier contact aux Nations Unies nous renseignait sur la non permanence de représentants de l'UNESCO au Bangladesh, ainsi que sur la fonction exercée par le sous-ministre de l'Education, en tant que secrétaire de la commission nationale de l'UNESCO; consultants et spécialistes envoyés de l'UNESCO travaillant sous sa direction dans le pays.

Un autre point ressortait de notre interview avec Miss Khan, à savoir la non existence de stratégies éducatives réelles pour le Bangladesh et la quasi impossibilité dans laquelle le Gouvernement se trouve de promouvoir une planification éducative adéquate pour le pays. A ce sujet,

⁷⁴ Philip H. Coombs and Manzoor Ahmed, Thoughts on Educational Strategy for Rural Development in Bangladesh, The Ford Foundation, Dacca, November 1973, p. 9.

Miss Khan nous affirmait la non applicabilité des stratégies du Plan de Karachi aux problèmes d'éducation au Bangladesh.

Nous rencontrions également, aux Nations Unies, le Dr. Stanley d'Souza dont l'influence nous permit plusieurs ouvertures auprès des organisations d'aide à l'oeuvre au Bangladesh.

Il ressort de la consultation des documents gouvernementaux, Constitution, Premier Plan Quinquennal et Plans annuels, l'urgence d'une planification efficace et applicable pour le Bangladesh. Les documents gouvernementaux accusent tous une même carence à ce sujet, s'apparentant davantage à des discussions philosophiques sur les besoins d'éducation et la nécessité de planifier l'éducation, qu'à des stratégies réelles, orientées en fonction du milieu à élever et à transformer, aujourd'hui et maintenant, par la collaboration de chacun de ses citoyens. La création, en 1972, d'une Commission nationale de recherche sur le développement de l'éducation contribuait à prolonger l'attitude plutôt philosophique et détachée du Gouvernement, retardant de plus la mise en oeuvre d'une planification réelle et concrète de développement de l'éducation. Cette attitude théorique et détachée ne manqua d'attirer sur le Gouvernement les critiques du Professeur René Dumont et d'autres observateurs intéressés à la question bengalie.

Quant aux différents domaines de la stratégie éducative, on remarque les mêmes carences. La formation des maîtres, hommes et femmes, suffisamment nombreux et adéquatement préparés pour répondre aux besoins du milieu, reste à promouvoir.

Un certain effort a été déployé afin d'accélérer l'accès de la fille et de la femme à l'éducation. Les stratégies adoptées à cet effet demeurent cependant inadéquates, manquant de courage, l'effort de transformation de la mentalité sociale insuffisant, et la part de la contribution matérielle attendue du peuple dépassant les possibilités financières de la population en majorité paysanne et pauvre.

Le peu d'attrait des jeunes filles bengalies pour la vocation infirmière s'explique par la résistance sociale et les préjugés du peuple à l'endroit de cette profession. Le Gouvernement bengali, faute d'avoir vu à appuyer ses stratégies pour accroître les facilités d'accès au nursing d'un effort adéquat de transformation des mentalités envers cette profession, le nombre de jeunes filles choisissant d'y oeuvrer demeure toujours bien en deçà des besoins du Bangladesh.

L'éducation des adultes, l'éducation continue et l'alphabétisation demeurent des champs sous-développés de la stratégie éducative au Bangladesh. L'action du gouvernement

dans le domaine se résume à quelques généralités et souhaits, sans planification précise à l'appui. Ce manque de projets, résulta dans la non utilisation des capitaux disponibles à cet effet. Dans ce secteur de l'éducation, la décision du gouvernement d'étendre l'expérience pilote de Comilla à la largeur du pays ne pouvait que produire de faibles résultats. Au moment de la généralisation du projet pilote de Comilla à l'échelle nationale, BARD déviait déjà de sa vocation première. L'inaptitude du Gouvernement à saisir les leçons de l'histoire de ce projet, en officialisait les erreurs à l'échelle nationale.

L'état de misère régnant sur tout le Bangladesh après la guerre d'indépendance y attira des organisations d'aide de toutes allégeances et pays. La présence massive de l'aide étrangère créa un danger réel de dépendance et de soumission passive pour le bengali et le Bengale oriental tout entier. Afin de parer à ce danger réel de dépendance passive et de duplication inutile des efforts des agents de l'aide, un coopérant canadien, Gary Card, créa l'AVAB, organisme ayant pour but d'assurer une meilleure information, plus de coordination et de coopération entre les différents projets et organismes d'aide.

De toutes les initiatives d'assistance au Bangladesh, BRAC, par son origine bengalie et la philosophie sous-jacente à tous ses projets, attire davantage notre attention.

Un trait particulier domine l'action de BRAC, tant le projet santé que les projets d'éducation et de développement rural, à savoir le souci constant de susciter et de former des leaders locaux capables de favoriser la prise de conscience collective.

En dépit de tous les efforts de développement et d'éducation au Bangladesh, la femme demeure la grande inconnue, l'élément silencieux et négligé de la société bengalie. Cette situation risque de paralyser pour bien des années encore les efforts de développement économique, de relèvement social et de planification familiale. Une meilleure connaissance de la femme, de sa vie et de ses aptitudes réelles à contribuer au développement du pays améliorerait de façon certaine l'avenir du Bangladesh. Ce travail de mise en lumière du potentiel réel de la moitié silencieuse de la société bengalie, devrait constituer l'une des préoccupations premières des sciences humaines et de l'éducation sous toutes ses formes. Le Bangladesh doit à la Fondation Ford d'avoir suscité et assisté, dans ce sens, plusieurs initiatives de recherche au Bengale oriental dont le séminaire et la création du groupe de recherche 'Women for Women'.

ANNEXE IB

0.7. ADMISSION DES NOUVEAUX ETATS MEMBRES

ANNEXE IB

0.7. Admission des nouveaux Etats membres Résolution 0.7.1. La Conférence générale,

Considérant que la République populaire du Bangladesh a, le 8 septembre 1972, demandé son admission à l'Unesco.

Considérant également que cette république a, en formulant sa demande, proclamé son intention de se conformer à l'Acte constitutif de l'Unesco, d'accepter les obligations qui en découlent et de contribuer aux dépenses de l'Organisation,

Ayant noté que le Conseil exécutif a recommandé, à sa 90e session, d'admettre la République du Bangladesh comme Etat membre de l'Unesco,

Décide d'admettre la République populaire du Bangladesh comme Etat membre de l'Unesco.

1. Résolution adoptée à la séance plénière, le 19 octobre 1972.

ANNEXE IC

ACCES DE LA FEMME A L'EDUCATION EXTRASCOLAIRE

ANNEXE IC

Annexe III. Accès de la Femme à l'Education Extrascolaire -
Recommandation 771(XXX)G. adoptée par le Conseil
économique et social le 25 juillet 1960.

Le Conseil économique et social,

Considérant le rôle important de l'éducation extrascolaire dans la vie intellectuelle, sociale et économique de la femme,

Prenant note du rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture relatif à cette question,

1. Recommande aux Gouvernements des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des Institutions spécialisées de favoriser, en vue d'intensifier le développement de l'éducation extrascolaire pour les femmes, l'adoption de mesures appropriées aux fins suivantes:
 - a) Accroître l'efficacité des programmes d'éducation extrascolaire à tous les niveaux d'instruction et assurer que ces programmes soient adaptés aux besoins sociaux et économiques;
 - b) Assurer que les jeunes filles et les femmes aient les mêmes possibilités que les jeunes gens et les hommes de bénéficier de cette éducation, et notamment:
 - i) Intensifier les campagnes contre l'analphabétisme parmi la population féminine;
 - ii) Elever le niveau culturel général des femmes et les aider à acquérir des connaissances professionnelles spécialisées;
 - iii) Prévoir un nombre suffisant d'établissements d'enseignement ainsi qu'un cadre enseignant et des administrateurs compétents;
 - iv) Prévoir l'octroi de bourses pour permettre aux femmes de faire des études sur l'éducation extrascolaire;
 - v) Prévoir des bibliothèques, des musées, des auxiliaires visuels, ainsi que des expositions relatives à des méthodes ou du matériel intéressant à cet égard;

- vi) Encourager la création de services tels que pouponnières, crèches et jardins d'enfants afin d'aider les femmes mariées ayant des responsabilités familiales à profiter des possibilités d'éducation en question.
2. Invite l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et les autres Institutions spécialisées intéressées à favoriser, dans la mesure du possible, le développement et la mise en oeuvre des programmes d'éducation extrascolaire, et à assurer une participation complète des femmes à ces programmes.
3. Invite les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil ainsi que les institutions professionnelles à favoriser ce type de travail éducatif.

Unesco/ED/182, Accès des femmes et des jeunes filles à l'éducation extrascolaire, 60-00891, Nations Unies, Conseil Economique et Social, Commission de la Condition de la Femme, Quatorzième session, Point 7 de l'ordre du jour provisoire, E/CN.6/361, 14 janvier 1960, Distribution générale, Annexe 3, p. 1, Recommandations.

ANNEXE II

EDUCATION DES FILLES

ANNEXE II

EDUCATION DES FILLES

Etant donné les problèmes particuliers que pose dans plusieurs parties de cette région l'éducation des filles, compte tenu de l'expérience acquise par quelques Etats membres, les représentants ont notamment recommandé:

- i) d'organiser, sur le plan national et international, une campagne pour faire connaître l'importance de l'éducation des filles afin de créer dans le public un mouvement d'opinion favorable;
- ii) d'associer les femmes d'âge mûr de la collectivité locale à l'activité des écoles mixtes, afin de créer chez les parents et les élèves un sentiment de confiance, de sécurité;
- iii) de créer pour les filles, partout où cela s'impose, des écoles distinctes;
- iv) d'augmenter le nombre des institutrices;
- v) d'encourager les filles à fréquenter l'école en décernant des prix d'assistance, notamment sous forme de vêtements, de livres, de repas de midi, de bons de transport;
- vi) de créer, par l'intermédiaire d'organisations bénévoles, des crèches et des écoles maternelles;
- vii) d'assurer, aux divers degrés, la représentation des femmes dans les comités consultatifs de l'enseignement.

Les recommandations ci-après ont été formulées en vue d'accroître le nombre des institutrices:

- i) atténuation pour les institutrices, à titre exceptionnel, des conditions requises en matière d'âge et d'instruction;
- ii) création de cours accélérés à l'intention des femmes ayant une maturité suffisante pour pouvoir acquérir les qualifications exigées pour l'entrée dans une école normale;
- iii) construction de logements pour les institutrices, surtout dans les zones rurales;
- iv) réduction des frais de scolarité pour les filles dans les écoles secondaires.

Dans le domaine de l'éducation des filles, on aurait nettement avantage à recourir plus largement, pour compléter les ressources et l'action de l'Etat, aux services d'organisations féminines et autres organisations bénévoles.

ANNEXE III

REPARTITION DE 85 PAYS ET DE L'UNRWA EN FONCTION
DE LA PROPORTION DE FILLES DANS LES EFFECTIFS PRIMAIRES

ANNEXE III

Tableau 2

REPARTITION DE 85 PAYS ET DE L'UNRWA EN FONCTION
DE LA PROPORTION DE FILLES DANS LES EFFECTIFS PRIMAIRES/ 1

Pourcentage de filles dans les effectifs	P a y s		
égal ou supérieur à 46%	Albanie République fédérale d'Allemagne Fédération des Antilles Autriche Australie Belgique Birmanie Bulgarie Canada Ceylan Chili Chine Chypre Corée Costa Rica Cuba	Danemark Equateur Espagne Etats-Unis d'Amérique Finlande France Honduras Hongrie Israël (écoles hébraïques) Italie Japon Luxembourg Ile Maurice Norvège Nouvelle-Zélande Panama Paraguay	Pays-Bas Philippines Pologne Roumanie Royaume-Uni Salvador Suisse Tchécoslovaquie Thaïlande RSS d'Ukraine URSS Uruguay Venezuela Yougoslavie Antilles néerlan- daises Surinam Basutoland Swaziland
de 40 à 45%	Guatemala Indonésie Jordanie Madagascar Fédération de Malaisie	Monaco Pérou Singapour Viêt-nam Nouvelle-Guinée occidentale	Fédération de Rhodésie et du Nyassaland) (Rhodésie du sud) UNRWA
de 30 à 39%	Cambodge Inde Iran Koweït Nigeria	République arabe unie Sénégal Sierra Leone Tanganyika	Tunisie Turquie Fédération de Rhodésie et du Nyassaland) (Rhodésie du nord et Nyassaland)
de 20 à 29%	Congo (Léopoldville) Ethiopie Laos Libéria	Maroc Népal Ruanda-Urundi Soudan	République arabe syrienne Togo
de 10 à 19%	Tchad		

REPARTITION DE 85 PAYS ET DE L'UNRWA EN FONCTION
DE LA PROPORTION DE FILLES DANS LES EFFECTIFS PRIMAIRES/¹

2 of 2

Pourcentage de filles
dans les effectifs

P a y s

égal ou supérieur à 46%	Albanie République fédérale d'Allemagne Fédération des Antilles Autriche Australie Belgique Birmanie Bulgarie Canada Ceylan Chili Chine Chypre Corée Costa Rica Cuba	Danemark Equateur Espagne Etats-Unis d'Amérique Finlande France Honduras Hongrie Israël (écoles hébraïques) Italie Japon Luxembourg Ile Maurice Norvège Nouvelle-Zélande Panama Paraguay	Pays-Bas Philippines Pologne Roumanie Royaume-Uni Salvador Suisse Tchécoslovaquie Thaïlande RSS d'Ukraine URSS Uruguay Venezuela Yougoslavie Antilles néerlandaises Surinam Basutoland Swaziland
de 40 à 45%	Guatemala Indonésie Jordanie Madagascar Fédération de Malaisie	Monaco Pérou Singapour Viêt-nam Nouvelle-Guinée occidentale	Fédération de Rhodésie et du Nyassaland) (Rhodésie du sud) UNRWA
de 30 à 39%	Cambodge Inde Iran Koweït Nigeria	République arabe unie Sénégal Sierra Leone Tanganyika	Tunisie Turquie Fédération de Rhodésie et du Nyassaland) (Rhodésie du nord et Nyassaland)
de 20 à 29%	Congo (Léopoldville) Ethiopie Laos Libéria	Maroc Népal Ruanda-Urundi Soudan	République arabe syrienne Togo
de 10 à 19%	Tchad		
moins de 10%	Pakistan		

1. La Fédération de Rhodésie et du Nyassaland est comptée comme un pays bien que fournissant pour chacun des trois territoires des données séparées.

ANNEXE IV

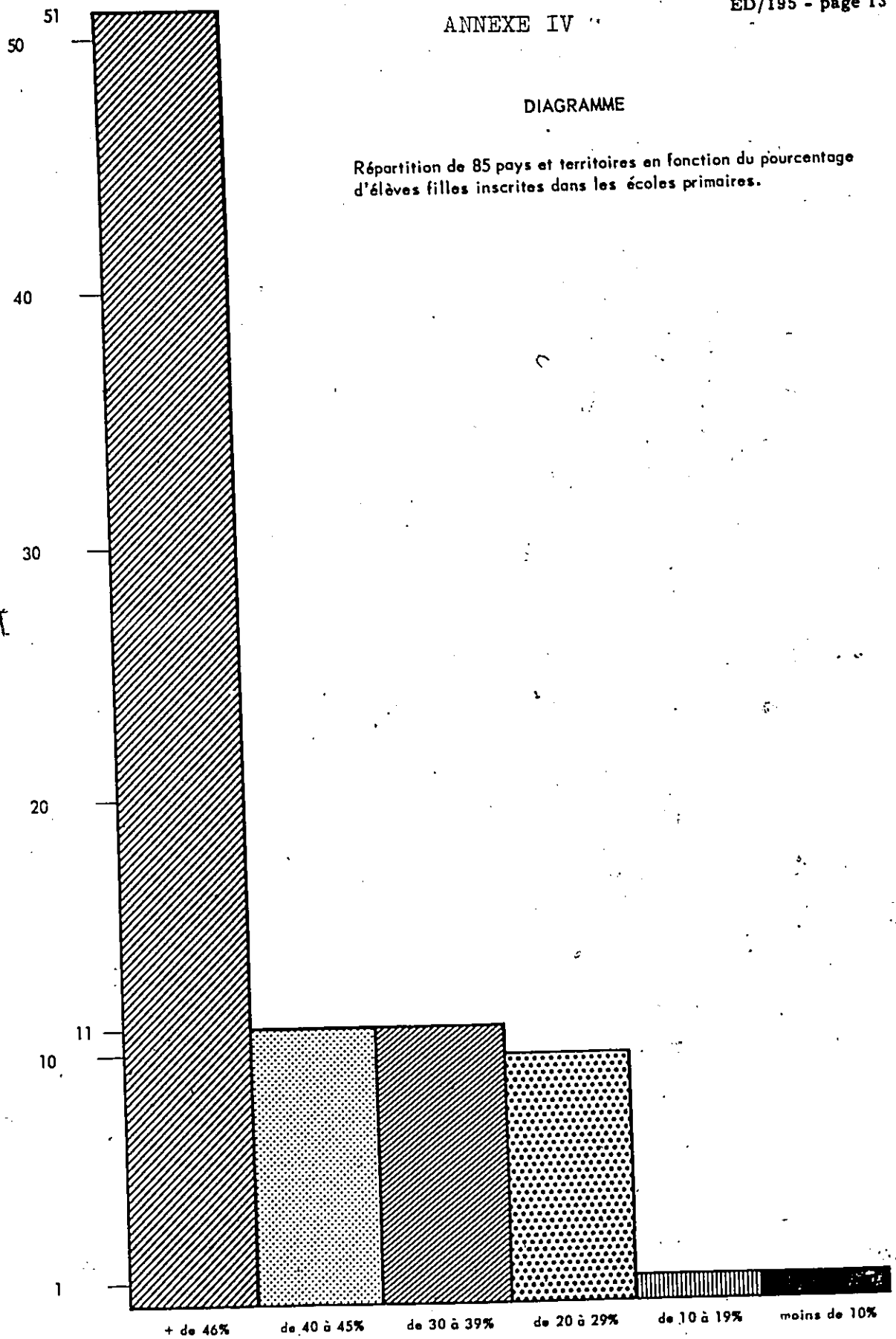
DIAGRAMME

REPARTITION DE 85 PAYS ET TERRITOIRES EN FONCTION
DU POURCENTAGE D'ELEVES FILLES INSCRITES
DANS LES ECOLES PRIMAIRES

ANNEXE IV

DIAGRAMME

Répartition de 85 pays et territoires en fonction du pourcentage d'élèves filles inscrites dans les écoles primaires.



ANNEXE V

ACCES DES JEUNES FILLES ET DES FEMMES A L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

ANNEXE V

ACCES DES JEUNES FILLES ET DES FEMMES A L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Recommandation 884(XXXIV)111 adoptée par le Conseil économique et social le 16 juillet 1962.

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur l'accès des jeunes filles à l'enseignement primaire et considérant que près de la moitié des jeunes gens d'âge scolaire dans le monde ne reçoivent pas un enseignement scolaire et que la proportion de jeunes filles qui fréquentent l'école est encore plus faible,

Considérant que l'accès à l'enseignement aidera les femmes à occuper la situation qui leur revient dans la vie culturelle, sociale et économique de leur pays,

Rappelant ses résolutions 652C(XXXIV) du 24 juillet 1957 et 821VB(XXXII) du 19 juillet 1961, ainsi que les résolutions 1657(XVI) et 1717(XVI) de l'Assemblée générale, en date du 18 et 19 décembre 1961, qui reconnaissent l'importance primordiale du problème de l'enseignement et de la suppression de l'analphabétisme,

Notant avec satisfaction les résultats des conférences régionales sur le développement de l'enseignement,

1. Recommande que les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées:
 - a) Envisagent, le cas échéant, dans l'élaboration de leurs plans, la nécessité d'étendre l'enseignement primaire, qui doit être universel, obligatoire et gratuit pour les jeunes gens des deux sexes;
 - b) Fassent en sorte que les deux sexes disposent de droits égaux et de facilités égales en ce qui concerne l'accès à l'enseignement primaire en utilisant des méthodes nouvelles lorsque celles-ci peuvent être utiles;
 - c) Prennent les mesures nécessaires pour intensifier la fréquentation des écoles primaires, en particulier par les jeunes filles;

- d) Prennent des mesures pour développer l'enseignement des adultes - en particulier ceux du sexe féminin - qui n'ont pas bénéficié d'un enseignement primaire;
 - e) Envisagent d'appliquer progressivement les conclusions et recommandations des conférences régionales sur le développement de l'enseignement;
 - f) Mettent pleinement en oeuvre les dispositions de la Constitution et de la Recommandation de l'Organisation des Nations Unies pour l'éduc(...) concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement.
2. Exprime l'espoir que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, dans ses travaux relatifs au développement de l'éducation, attachera une importance primordiale à ce que toutes les jeunes filles aient accès à l'enseignement primaire et à ce que cet enseignement soit dispensé aux adultes du sexe féminin qui n'en ont pas encore bénéficié.
3. Recommande aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et notamment aux organisations non gouvernementales féminines d'offrir leur concours sans réserve en vue du développement de l'enseignement, notamment afin d'utiliser dans la mesure où ce sera nécessaire et opportun, une aide bénévole et des moyens locaux.

ANNEXE VI

ESTIMATED POPULATION FOR THE COUNTRIES OF THE REGION
1960-1980 (thousands)

ANNEXE VI

TABLE A.1 - ESTIMATED POPULATION FOR THE COUNTRIES OF THE REGION.

COUNTRY	1960 - 1980 (thousands) ¹						Annual Rate of Increase %
	1960	1965	1970	1975	1980	1960-70 1970-80	
Afghanistan	12 300	13 416	14 632	16 155	18 277	18 277	1,8
Burma	22 325	24 732	27 584	30 990	35 000	35 000	2,1
Cambodia	5 715	6 512	7 443	8 595	9 833	9 833	2,7
Ceylon	10 415	12 050	13 939	16 161	18 717	18 717	3,0
China, Republic of	10 612	12 249	14 060	15 728	17 421	17 421	2,8
India	432 719	486 985	550 506	620 300	685 900	685 900	2,4
Indonesia	92 871	109 189	125 855	144 552	168 050	168 050	3,1
Iran	20 762	23 261	23 610	29 830	33 736	33 736	2,3
Korea, Republic of	25 037	28 810	32 849	37 450	42 830	42 830	2,3
Laos	2 322	3 626	2 971	3 362	3 803	3 803	2,5
Malaysia and Singapore	9 775	11 417	13 321	15 616	18 303	18 303	3,1
Mongolia	937	1 075	1 250	1 450	1 675	1 675	2,9
Nepal	9 302	9 953	10 861	12 046	13 794	13 794	1,6
Pakistan	99 944	113 956	128 839	147 355	169 718	169 718	2,6
Philippines	27 425	32 357	38 504	46 194	56 093	56 093	3,4
Thailand	27 152	31 972	37 775	44 872	53 643	53 643	3,4
Viet-Nam, Republic of	14 000	15 600	17 700	20 500	23 400	23 400	2,4
T O T A L :	823 613	935 560	1 064 399	1 211 156	1 370 198	1 370 198	2,6
							2,57

I. For sources of the population projections, used as basis for the estimates, see Appendix C, page 117.

Unesco, An Asian Model of Educational Development, op. cit., p. 114.

ANNEXE VII

ESTIMATED SCHOOL-AGE POPULATION IN ASIAN COUNTRIES
1960 and 1980 (in thousands)

ANNEXE VII

TABLE A 2. ESTIMATED SCHOOL-AGE POPULATION IN ASIAN COUNTRIES, 1960 and 1980
(in thousands)

Country	Year	6-21 Years	6-12 Years	13-17 Years	18-21 Years
Afghanistan	1960	4 429	2 330	1 311	788
	1980	6 915	3 418	2 050	1 447
Burma	1960	7 507	3 813	2 148	1 546
	1980	12 186	5 984	3 652	2 550
Cambodia	1960	2 059	1 082	582	395
	1980	3 825	1 913	1 126	786
Ceylon	1960	3 750	1 964	1 082	704
	1980	6 752	3 330	2 000	1 422
China, Republic of	1960	3 776	2 117	1 008	651
	1980	6 354	2 813	2 007	1 534
India	1960	151 836	75 142	44 912	31 782
	1980	255 929	122 010	78 038	55 881
Indonesia	1960	29 515	16 959	6 863	5 693
	1980	52 584	29 260	19 101	14 223
Iran	1960	7 468	3 931	2 209	1 328
	1980	12 721	6 295	3 806	2 620
Korea, Republic of	1960	8 723	4 404	2 523	1 796
	1980	15 754	7 436	4 670	3 648
Laos	1960	794	413	224	157
	1980	1 468	722	421	325
Malaysia and Singapore	1960	3 624	1 972	1 002	650
	1980	6 919	3 503	2 018	1 398
Mongolia	1960	280	156	70	54
	1980	490	273	121	96
Nepal	1960	3 344	1 689	980	675
	1980	4 917	2 500	1 400	1 017
Pakistan	1960	35 891	19 472	9 677	6 742
	1980	66 283	33 973	19 338	12 972
Philippines	1960	10 575	5 445	3 075	2 055
	1980	21 765	11 315	6 304	4 146
Thailand	1960	9 922	5 124	2 828	1 970
	1980	20 463	10 423	5 951	4 089
Viet-Nam, Republic of	1960	4 899	2 610	1 343	946
	1980	8 347	4 122	2 435	1 790

Country	Year	6-21 Years	6-12 Years	13-17 Years	18-21 Years
Afghanistan	1960	4 429	2 330	1 311	788
	1980	6 915	3 418	2 050	1 447
Burma	1960	7 507	3 813	2 148	1 546
	1980	12 186	5 984	3 652	2 550
Cambodia	1960	2 059	1 082	582	395
	1980	3 825	1 913	1 126	786
Ceylon	1960	3 750	1 964	1 082	704
	1980	6 752	3 330	2 000	1 422
China, Republic of	1960	3 776	2 117	1 008	651
	1980	6 354	2 813	2 007	1 534
India	1960	151 836	75 142	44 912	31 782
	1980	255 929	122 010	78 038	55 881
Indonesia	1960	29 515	16 959	6 863	5 693
	1980	52 584	29 260	19 101	14 223
Iran	1960	7 468	3 931	2 209	1 328
	1980	12 721	6 295	3 806	2 620
Korea, Republic of	1960	8 723	4 404	2 523	1 796
	1980	15 754	7 436	4 670	3 648
Laos	1960	794	413	224	157
	1980	1 468	722	421	325
Malaysia and Singapore	1960	3 624	1 972	1 002	650
	1980	6 919	3 503	2 018	1 398
Mongolia	1960	280	156	70	54
	1980	490	273	121	96
Nepal	1960	3 344	1 689	980	675
	1980	4 917	2 500	1 400	1 017
Pakistan	1960	35 891	19 472	9 677	6 742
	1980	66 283	33 973	19 338	12 972
Philippines	1960	10 575	5 445	3 075	2 055
	1980	21 765	11 315	6 304	4 146
Thailand	1960	9 922	5 124	2 828	1 970
	1980	20 463	10 423	5 951	4 089
Viet-Nam, Republic of	1960	4 899	2 610	1 343	946
	1980	8 347	4 122	2 435	1 790
TOTAL	1960	288 393	148 622	81 837	57 932
	1980	513 672	249 290	154 438	109 944

Source: Data based on estimates of the population 6-21 years of age by single years, which have been derived by applying Sprague multipliers to the national data distributed by five-year groups of age.

Unesco, An Asian Model, op. cit., p. 115.

2 of 2

ANNEXE VIII

PROGRESS OF A COHORT THROUGH GRADES, MOST RECENT PERIODS

ANNEXE VIII

TABLE 33. PROGRESS OF A COHORT THROUGH GRADES,
MOST RECENT PERIODS

Country	Cohort beginning in	G R A D E S					
		1	2	3	4	5	6
Afghanistan	1955	100	80	69	74	57	50
Burma	1956	100	33	26	² 19	-	-
Cambodia	1955	100	77	71	67	52	55
Ceylon	1956	100	76	69	64	57	51
China, Republic of	1957	100	95	94	92	92	88
India	1956	100	63	47	37	² 29	-
Korea, Republic of	1959	100	95	93	89	88	86
Laos	1956	100	45	49	23	16	13
Malaysia	1957	100	91	84	81	71	70
Singapore	1958	100	94	90	85	² 79	-
Mongolia	1961	100	96	94	-	-	-
Pakistan	1956	100	46	33	26	² 25	-
Philippines	1955	100	84	76	69	55	43
Thailand	1959	100	68	61	³ 53	-	-
Viet-Nam, Republic of	1959	100	73	60	45	40	-
Japan	1959	100	100	100	99	99	99

1 Figures for Indonesia not available

2 Indicates terminal grade in first stage

3 Figures relate to urban schools

Note. Estimation of the extent of wastage should distinguish between drop-outs and repeaters. Since data are not available for the two separately, reference to 'drop-outs' includes the repeaters (the majority of the latter do ultimately drop-out).

Unesco, An Asian Model of Educational Development,
op. cit., p. 88.

ANNEXE IX

ANNEXE IX

Le plan à long terme d'enseignement devra être établi d'après des données économiques et pédagogiques, qui y seront incluses et concerneront par exemple:

- i) la situation démographique et son évolution probable au cours de la période considérée, y compris les migrations intérieures et leurs répercussions sur le système d'enseignement, notamment en ce qui concerne l'exode rural, les déplacements de population entre classes riches et classes pauvres, ou entre métiers manuels et professions intellectuelles;
- ii) le profil économique du pays (présent et à venir), le produit national brut et les prévisions pour la période considérée;
- iii) le montant actuel, par secteur, des sommes investies dans la mise en oeuvre du plan, et leur évolution ultérieure probable;
- iv) l'inventaire des ressources humaines - évaluation et besoins;
- v) l'ordre des urgences dans le domaine de l'enseignement;
- vi) les problèmes et les obstacles auxquels se heurte l'enseignement. Exemples:
 - planificateurs et administrateurs,
 - personnel enseignant,
 - éducation des filles,
 - déperdition d'effectif et abandon en cours d'études, locaux,
 - matériel et bibliothèques,
 - financement;
- viii) les coûts unitaires;
- ix) la réforme et l'adaptation des programmes, le réaménagement des différentes branches de l'enseignement - enseignement général et professionnel (industriel et agricole), enseignement scientifique et artistique, enseignement technique et recherche;
- x) la technologie de l'éducation: efficacité des techniques d'enseignement et d'apprentissage; techniques et méthodes nouvelles d'enseignement et apprentissage;
- xi) les immobilisations et dépenses renouvelables afférentes aux différents degrés d'enseignement, diverses combinaisons possibles;

xii) l'aide extérieure en matière d'enseignement - tendances actuelles et prévisions, tenant compte non seulement de l'apport vraisemblable de devises étrangères, mais aussi du principe que, si les possibilités matérielles dépassent les possibilités financières du pays, une aide étrangère pourra combler l'écart.

D. Calendrier (à appliquer avec souplesse, suivant la situation et la demande de chaque pays).

9. a) Etablissement des plans à long terme d'enseignement

1963-64

(1)	(2)	(3)
Ceylan	Malaisie	Chine
Inde	Philippines	Corée
Pakistan	Singapour	Japon
	Thaïlande	
	Bornéo, Brunéi et Sarawek	
	(en accord avec le R.U.)	

1964-65

(1) A	(2)
Afghanistan	Cambodge
Iran	Indonésie
Népal	Laos
Birmanie	Viet-Nam

ANNEXE X

EDUCATION DES ADULTES, DES JEUNES ET DE LA FAMILLE:
ALPHABETISATION

ANNEXE X

EDUCATION DES ADULTES, DES JEUNES ET DE LA FAMILLE: ALPHABETISATION

1. Considérant la nécessité d'avoir des systèmes d'éducation harmonisés englobant tous les types et tous les niveaux d'enseignement, considérant également la disproportion qui existe entre les faibles ressources disponibles et les besoins en matière d'éducation,
2. Considérant les recommandations adoptées par la Conférence internationale de l'instruction publique et par le Congrès mondial de Téhéran sur l'élimination de l'analphabétisme et la résolution de la deuxième Conférence de l'Assemblée générale des Nations Unies,
3. Profondément inquiète du taux élevé d'analphabétisme des Adultes en Asie, et du fait que, pendant quelques années encore, un grand nombre de jeunes gens et de jeunes filles ne pourront avoir accès à l'enseignement scolaire ou bien auront quitté l'école sans avoir reçu une formation suffisante,
4. Convaincue que la lutte contre l'analphabétisme exige une action simultanée pour étendre l'enseignement primaire général ou pour remédier progressivement à l'analphabétisme des adultes, et que les plans généraux d'éducation devraient étendre leurs prévisions à ces deux secteurs qui doivent faire partie intégrante de l'éducation nationale,
5. Recommande:
 - i) que l'enseignement des illettrés comprenne des connaissances utiles qui leur permettent de contribuer à élever la productivité dans l'agriculture, l'industrie et l'artisanat, et de participer de façon active et fructueuse à la vie de la collectivité;
 - ii) que des programmes efficaces soient mis au point afin de produire et de diffuser des textes de lecture ainsi que de créer d'urgence des services de bibliothèque qui donnent aux personnes qui viennent d'apprendre à lire la possibilité d'utiliser leurs nouvelles connaissances;

- iii) que diverses organisations non gouvernementales, associations de travail, associations féminines, groupements de jeunes et associations religieuses jouent un plus grand rôle dans ces activités;
- iv) que les universités et les instituts d'enseignement supérieur soient appelés à participer de diverses manières à l'exécution des programmes d'alphabétisation des adultes et d'éducation continue, de préférence en créant des départements spéciaux de l'éducation des adultes;
- v) que des instituts de recherche entreprennent d'autres études des aspects tant interdisciplinaires qu'éducatifs et méthodes de l'éducation des adultes et des programmes d'alphabétisation;

6. Invite l'Unesco, étant donné le grand nombre d'illettrés dans la région:

- i) à étendre ses activités d'encouragement et d'assistance aux programmes nationaux d'alphabétisation;
- ii) à aider les Etats membres à établir des plans à mettre en oeuvre des projets d'alphabétisation fonctionnelle;
- iii) à exécuter des projets expérimentaux d'alphabétisation en Asie avec l'aide du fond spécial et d'autres institutions internationales et régionales compétentes;
- iv) à encourager la coopération et la coordination entre l'assistance internationale, les programmes régionaux tels que le Centre régional de matériel de lecture de l'Unesco et du Plan de Colombo, et les programmes d'aide bilatérale;

7. Demande aux Etats membres:

- a) d'inclure dans leurs plans d'éducation des dispositions en vue de développer les programmes d'alphabétisation des adultes et d'éducation permanente, afin notamment de former la main-d'oeuvre pour atteindre les objectifs économiques prioritaires;
- b) de faire figurer des programmes d'alphabétisation fonctionnelle dans les plans de développement économique et social prioritaires, tant présents que futurs;
- c) d'étudier la possibilité d'obtenir des ressources supplémentaires pour des programmes fonctionnels d'alphabétisation en ayant recours aux crédits de différents ministères; en instituant des fonds spéciaux d'alphabétisation auxquels les institutions gouvernementales

et non gouvernementales pourraient verser des contributions; et en employant des moyens législatifs pour encourager les entreprises publiques et privées à participer à ces programmes;

8. Demande aux Etats membres:

- i) d'encourager activement l'alphabétisation des adultes dans le cadre des plans, des priorités et des objectifs nationaux du développement;
- ii) d'élaborer et de proclamer une politique nationale assurant la direction et la coordination des activités des différents ministères et organisations gouvernementales et non gouvernementales;
- iii) d'utiliser les moyens d'éducation, les institutions, les maîtres et étudiants dont on dispose, et d'encourager la création de nouveaux moyens d'enseignement, d'institutions spécialisées et de nouveaux cadres pour l'alphabétisation des adultes;
- iv) de créer des conseils nationaux de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes ainsi qu'une administration spécialisée dans les Ministères de l'éducation, chargés de coordonner les efforts des autres départements et des autres organisations bénévoles;
- v) d'utiliser davantage les instituts régionaux existants pour la formation de personnel d'un niveau élevé et pour soutenir les programmes nationaux d'alphabétisation.

ANNEXE XI

ADMINISTRATION ET FINANCEMENT DES ECOLES AU PAKISTAN

ANNEXE XI

Schools in Pakistan may be managed by a Committee or Governing Body and partially financed, or entirely privately financed and run. A few are not "recognized".

In the East in 1967-1968 and in the West, in 1966-1967, the picture was as follows. (percentages)

	PRIMARY	SECONDARY	INTERMEDIATE	DEGREE COLLEGES
	East West	East West	East West	East West
GOVERNMENT	89.1 93.2	2.6 36.9	6.5 37.6	11.2 47.1
AIDED	9.4 2.8	91.8 23.3	59.8 8.4	84.0
ENTIRELY PRIVATE	2.5 4.0	3.9 39.8	33.7 53.8	2.8 52.1

... In the East, where 95 per cent of the population live in rural area, 94 per cent of primary schools, 99 per cent of junior high schools, 92 per cent of high schools, 60 per cent of intermediate colleges and 20 per cent of degree colleges were located in rural area in 1967/1968.

Unesco, Confidential, EFM/34/1, p. 17.

ANNEXE XII-A

EDUCATION - EAST PAKISTAN (1967/1968)

ANNEXE XII-A

EDUCATION - EAST PAKISTAN (1967/1968)

TABLE I

LEVEL OF EDUCATION	NUMBER OF INSTITUTIONS	ENROLMENT	% OF MALE ENROLMENT TO AGE GROUP	RATIO OF ENROLMENT TO AGE GROUP	% OF TOTAL ENROLMENT IN EACH LEVEL OR TYPE
Primary (grades I-V)	28,489	5,196,344	69.1	48.5 %	80.1
Middle (VI-VIII)	4,883	769,001	83.9	13.7 %	11.9
Secondary (IX-X)		297,253	87.9	8.4 %	14.6
Higher Secondary (XI-XII)	111	127,117	91.3	-	2.0
Technical Vocational and Professional (VI-XII)	111	23,242	89.7	-	0.4
Higher Education Degree Courses	142	73,767	89.8	-	1.1 (0.16% Techno- logical/Profes- sional)

ANNEXE XII-B

CONTROL OF SCHOOLS AND THEIR DISTRIBUTION

S

ANNEXE XII-B

TABLE II

CONTROL OF SCHOOLS AND THEIR DISTRIBUTION

	% URBAN	% Government
Primary	5.86	89.10
Secondary	7.50	2.60
Higher Secondary	39.64	6.50
Degree Colleges	80.37	11.20
Universities	100.00	0.00

Unesco, CONFIDENTIAL, EFM/34/1, op. cit., p. VII.

ANNEXE XII-C

TEACHERS

ANNEXE XII-C

TABLE III

TEACHERS

	NUMBERS	% TRAINED	APPROXIMATE STAFF STUDENT RATIO
Primary	106,882	62	1,48
Secondary	30,444	14	1,36
Primary Teacher Training	385	20	1,18
Secondary Teacher Training	121	99	1,16

Unesco, CONFIDENTIAL, EFM/34/1, op. cit., p. VII.

ANNEXE XIII

PAKISTAN: N.E.P. ENROLMENT TARGETS, 1975-1980

ANNEXE XIII

QUANTITATIVE TARGETS: The enrolment targets for 1975, 1980, 1985 are presented in the following Table:

TABLE I

PAKISTAN: N.E.P. ENROLMENT TARGETS, 1975-1980

	1 9 7 5		1 9 8 0		1 9 8 5	
	Total	As % of Age Group	Total	As % of Age Group	Total	As % of Age Group
Primary I-V	15,600,000	66	27,000,000	100	30,500,000	100
Middle VI-VIII	2,950,000	24	n.a.	-	16,500,000	100
Secondary IX-X	1,220,000	16	n.a.	-	n.a.	-

Source: New Education Policy (March 1970)

In addition, the N.E.P. sets targets without time limits regarding the distribution of secondary and higher education pupils between science and arts streams as follows:

Secondary Education (Grades IX-X): General - 40 per cent
Science/Vocational/Technical-60 per cent

Higher Education (Grades XI-XIV): Arts-50 per cent
Sciences-50 per cent

ANNEXE XIV

SUPPLY AND DEMAND FOR MANPOWER IN SELECTED OCCUPATIONS
EAST PAKISTAN, 1970-1975

1 of

ANNEXE XIV

SUPPLY AND DEMAND FOR MANPOWER IN SELECTED OCCUPATIONS

EAST PAKISTAN, 1970-1975

		1970			1975		
		Demand a/			Demand a/		
		HIGH	LOW		HIGH	LOW	
		SUPPLY	ESTIMATE	ESTIMATE	SUPPLY	ESTIMATE	ESTIMATE
I. ENGINEERING PERSONNEL							
A. Degree							
B.Sc.Civil Engineering	1,400	1,000	730	2,200	2,200	1,200	
B.Sc.Mechanical Engineering	550	500	400	1,360	1,200	800	
B.Sc.Electrical Engineering	590	750	350	1,400	1,200	600	
B.Sc.Chemical Engineering	180	245	200	400	625	350	
B.Sc.Metallurgical Engineering	40	50	13	95	200	80	
B.Sc.Architecture Engineering	75	180	40	180	425	100	
B. Diploma							
Civil Engineering and Survey Technology	3,470	5,000	3,650	7,365	11,000	5,600	
Mechanical Engineering	1,535	1,650	1,200	5,220	3,600	2,400	
Electrical, Radio, Electronics, Power	2,780	2,250	1,050	9,410	3,600	1,600	
Chemical Engineering	190	745	600	930	1,875	1,050	
C. Certificate (Skilled Craftsmen)							
Plumbing, Surveyor, Draughtsman	3,585	8,450	4,650	4,660	19,000	8,000	
Mechanical and Metal Electricians	7,230	17,000	11,700	11,875	33,000	21,600	
	900	2,125	900	1,260	3,400	1,400	
II. TEACHERS							
Primary and Secondary	95,900	197,000	134,500	146,890	362,800	189,000	
III. ACCOUNTANTS							
Diploma, B.Comm., M.Comm.	26,040	2,700	2,160	59,070	6,430	3,030	
IV. AGRICULTURE							
A. Degree							
B., B.Sc., M.Agriculture	1,100		1,100 ^b /	1,625		2,100 ^b /	
B., B.Sc. Animal Husbandry, M.Sc., D.V.M.	975		1,400 ^b /	1,390		5,825 ^b /	
B. Diploma							
	1,700		3,300 ^b /	2,860		6,000 ^b /	
C. Certificate							
	6,250		5,500 ^b /	7,225		10,000 ^b /	
V. OTHERS							
Textile-Diploma and Certificate	650	12,500	12,000	945	15,000	14,000	
Leather-Diploma and Certificate	215	1,900	1,800	260	2,700	2,300	
Graphic Arts-Diploma	60	325	300	463	1,050	650	
M.Sc.Natural Scientists	5,810	n.a.	n.a.	11,188	5,745	3,000	

		1970			1975		
		Demand a/			Demand a/		
		HIGH	LOW		HIGH	LOW	
SUPPLY	ESTIMATE	ESTIMATE		SUPPLY	ESTIMATE	ESTIMATE	
I. ENGINEERING PERSONNEL							
A. Degree							
B.Sc.Civil Engineering	1,400	1,000	730	2,200	2,200	1,200	
B.Sc.Mechanical Engineering	550	500	400	1,360	1,200	800	
B.Sc.Electrical Engineering	590	750	350	1,400	1,200	800	
B.Sc.Chemical Engineering	180	245	200	400	625	350	
B.Sc.Metallurgical Engineering	40	50	13	95	200	80	
B.Sc.Architecture Engineering	75	180	40	180	425	100	
B. Diploma							
Civil Engineering and Survey Technology	3,470	5,000	3,650	7,365	11,000	5,600	
Mechanical Engineering	1,535	1,650	1,200	5,220	3,600	2,400	
Electrical, Radio, Electronics, Power	2,780	2,250	1,050	9,410	3,600	1,600	
Chemical Engineering	190	745	600	930	1,875	1,050	
C. Certificate (Skilled Craftsmen)							
Plumbing, Surveyor, Draughtsman	3,585	8,450	4,650	4,660	19,000	8,000	
Mechanical and Metal Electricians	7,230	17,000	11,700	11,875	33,000	21,600	
	900	2,125	900	1,260	3,400	1,400	
II. TEACHERS							
Primary and Secondary	95,900	197,000	134,500	146,890	362,800	189,000	
III. ACCOUNTANTS							
Diploma, B.Comm., M.Comm.	26,040	2,700	2,160	59,070	6,430	3,030	
IV. AGRICULTURE							
A. Degree							
B., B.Sc., M.Agriculture	1,100		1,100 ^{b/}	1,625		2,100 ^{b/}	
B., B.Sc. Animal Husbandry, M.Sc., D.V.M.	975		1,400 ^{b/}	1,390		5,825 ^{b/}	
B. Diploma							
	1,700		3,300 ^{b/}	2,860		6,000 ^{b/}	
C. Certificate							
	6,250		5,500 ^{b/}	7,225		10,000 ^{b/}	
V. OTHERS							
Textile-Diploma and Certificate	650	12,500	12,000	945	15,000	14,000	
Leather-Diploma and Certificate	215	1,900	1,800	260	2,700	2,300	
Graphic Arts-Diploma	60	325	300	465	1,050	650	
M.Sc.Natural Scientists	5,810	n.a.	n.a.	11,188	5,745	3,000	

a) The Planning Department made three estimates, using different methods, for the manpower requirement in 1970 and 1975. Only the highest and lowest estimates are shown in this table. The methodology used to obtain the estimates is fully explained in the source.

b) Single estimate.

SOURCE: Government of East Pakistan, Planning Department, Manpower Planning in East Pakistan, 1969.

ANNEXE XV

PAKISTAN: FINANCIAL IMPLICATIONS OF THE N.E.P. 1980-1990:

~~REAL~~ RESOURCE NEEDS FOR PRIMARY, MIDDLE AND SECONDARY

EDUCATION AS A PERCENTAGE OF G.N.P.

ANNEXE XV

TABLE II

PAKISTAN: FINANCIAL IMPLICATIONS OF THE N.E.P. 1980-1990: REAL RESOURCE NEEDS FOR
PRIMARY, MIDDLE AND SECONDARY EDUCATION AS A PERCENTAGE OF G.N.P. (1)

	Assuming a 4 Per Cent Growth Rate			Assuming a 6 Per Cent Growth Rate		
	R e c u r r e n t E x p e n d i t u r e s			R e c u r r e n t E x p e n d i t u r e s		
	1969-1970	1980	1985	1990	1980	1990
Primary	0.36	1.27	1.17	1.05	1.05	0.87
Middle		0.28	0.76	0.69	0.23	0.57
Secondary	0.09	0.56	0.77	2.09	0.46	0.58
						1.44
	C a p i t a l E x p e n d i t u r e s (3)			C a p i t a l E x p e n d i t u r e s (3)		
	1969-1970	1970-1980	1980-1985	1985-1990	1980-1985	1985-1990
Primary	0.06	0.23	0.07	0.04	0.20	0.06
Middle		0.11	0.60	0.06	0.09	0.47
Secondary	0.11	0.27	0.45	2.20	0.25	0.35
						0.03
						0.05
						1.63

- (1) Teachers' costs per student, representing the largest part of unit costs, were assumed at the level used in the costing of the Fourth Plan because:
- a) they take into account the revised salary scales of June, 1970;
 - b) the structure of the teaching force is not expected to change considerably due to a large number of entrants, many not formally trained;
 - c) in the past, teachers' salaries have barely increased with the cost of living, but have never reflected increases in per capita G.N.P.
- (2) Total development expenditures, including replacement costs.
- (3) Annual average cost of expansion only (new facilities only).

ANNEXE XVI

EAST PAKISTAN: QUALIFICATIONS OF TEACHING STAFF,
1967-68

ANNEXE XVI

EAST PAKISTAN: QUALIFICATIONS OF TEACHING STAFF, 1967-68

	Non-Matric. or below Matric.	Matric.	Inter- mediate	Degree	Sub- Total
<u>P R I M A R Y S C H O O L S</u>					
<u>Untrained Staff</u>					
Male	5,198	31,903	1,072	241	38,414
Female	327	1,559	62	-	1,948
Total	5,525	33,462	1,134	241	40,362
<u>Trained Staff</u>					
Male	23,665	39,610	1,821	212	65,308
Female	609	585	18	-	1,212
Total	24,274	40,195	1,839	212	66,520
<u>S E C O N D A R Y S C H O O L S</u>					
<u>Untrained Staff</u>					
Male	1,508	7,057	6,052	3,121	17,738
Female	112	566	376	145	1,199
Total	1,620	7,623	6,428	3,268	18,937
<u>Trained Staff</u>					
Male	833	3,680	1,649	782	6,944
Female	111	190	130	136	567
Total	944	3,870	1,779	918	7,511

Source: Prepared by the Mission

Unesco, CONFIDENTIAL, EFM/34/2, op. cit., annexes, page 28.

ANNEXE XVII

PAKISTAN: IMPLICATIONS OF THE N.E.P. TARGETS REGARDING
PRIMARY EDUCATION (I-V)

ANNEXE XVII

PAKISTAN: IMPLICATIONS OF THE N.E.P. TARGETS REGARDING PRIMARY EDUCATION (I-V)

	1960	1965	1970	1975	1980	1985
Total Enrolment	5,480,000	7,440,000	10,500,000	15,600,000	27,000,000	30,500,000
Girls Enrolment	1,390,000	2,060,000	3,150,000	5,100,000	13,122,000	14,851,000
Teacher Stock	130,500	170,800	198,000	294,300	509,500	762,500
Pupil: Teacher Ratio	41	43	53	53	53	40
Female Teachers	11,700	19,900	24,000	38,900	100,200	---
Girl Pupils: Female Teachers Ratio	118	103	131	131	131	---

Notes: a) The 1975 enrolment is taken from the Fourth Plan Targets. The 1980 and 1985 enrolments are based on the N.E.P. targets.
b) The teacher stocks for 1975 onwards are based on the highest pupil: teacher ratio observed in 1970, since there is a little chance to expand and improve quality at the same time. From 1985 onwards, however, the pupil: teacher ratio could be improved.

Source: Pakistan Education Index, and the Fourth Educational Plan targets prepared by the Ministry of Education for the Mission.

ANNEXE XVIII

EAST PAKISTAN - PROJECTED GLOBAL ENROLMENTS AND COSTS
GRADES I-XII AND RELATED TEACHER TRAINING - 1970-1985

PROJECTED GLOBAL EXPENDITURES AND COSTS
UNITARY IX-XII AND RELATED TEACHER TRAINING
1970-85

	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1975-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1980-85
EXPENDITURE (in thousands)																	
Primary I-V	6,424	6,868	7,452	8,096	8,640	9,435	10,191	10,960	11,722	12,505		13,000	13,618	14,113	14,764	15,400	
Middle VI-VIII	997	1,209	1,281	1,433	1,585	1,995	2,103	2,205	2,315	2,401		4,194	5,352	5,762	6,462	7,272	
Secondary IX-X	369	400	432	466	504	541	581	629	670	715		765	819	879	938	977	
Higher Secondary XI-XII	189	195	202	209	218	227	231	248	263	282		296	311	365	396	422	
Teacher Training	7.7	7.7	7.9	10.8	13.4	19.4	32.1	48.9	60.9	77.4		89.9	94.4	94.4	94.4	94.4	
Total	7,987	8,680	9,375	10,215	10,960	12,223	13,083	14,491	15,691	17,080		19,093	20,214	21,213	22,634	24,169	
Recurrent Costs (Rs. million)																	
Primary	250.54	267.85	298.08	323.84	345.60	386.83	415.01	449.40	492.32	525.21		546.00	585.57	604.86	634.89	677.60	
Middle	79.76	96.72	102.48	114.64	125.00	125.09	125.03	136.30	178.50	210.06		296.52	321.12	345.72	387.72	416.38	
Secondary IX-XII	167.39	178.74	190.28	202.39	216.32	232.28	245.93	269.06	326.52	348.81		371.35	402.29	435.69	466.94	489.69	
Teacher Training	5.8	5.8	6.05	7.77	9.84	13.56	22.37	39.44	37.2	45.32		53.08	54.44	54.44	54.44	54.44	
Total	503.49	549.11	596.89	648.64	696.76	757.87	812.33	937.60	1014.54	1129.40		1266.95	1363.42	1442.71	1543.95	1658.01	
O.D.P. at 25% growth every five years at 1970/71 prices	35,400			40,230						50,290						62,863	
Recurrent cost as a % of O.D.P.	1.42%			1.73%						2.25%						2.64%	
Capital Costs (Rs. million)																	
Primary	56.54	73.28	109.42	120.41	121.65	121.30	125.88	127.13	128.38	131.40		133.31	136.49	140.34	149.27	154.38	713.78
Middle	38.06	38.32	38.78	39.14	39.50	193.80	64.10	64.70	96.50	103.76		104.72	114.77	115.82	132.02	148.37	615.7
Secondary	29.00	49.5	64.9	46.7	103.5	293.6	115.0	115.0	117.2	136.2		174	170.9	185.1	172.9	166.7	877.6
Teacher Training	5.0	6.0	7.0	26.0	86.0	130.0	30.0	22.0	88.0	8.0		4	4	4	4	5	12
Total	128.60	167.1	220.1	232.25	350.65	1,098.70	331.98	361.93	430.08	379.36		416.03	434.16	445.26	459.19	474.45	2,829.08

Source: Prepared by the Mission

1/ At Rs.44 per student
 2/ At Rs.60 per student until 1974-75, Rs.60 thereafter
 3/ At Rs.50 per student until 1976-77, Rs.50 thereafter
 4/ At Rs.50 per student in P.T.I.s; Rs.600 in new elementary teacher training colleges, and Rs.2,000 in Secondary teacher training colleges

POOR COPY

. ANNEXE XIX

PAKISTAN: FOURTH PLAN EDUCATIONAL TARGETS
AND PAST ENROLMENTS (1964-1974)

ANNEXE XIX

ANNEX III.01

PAKISTAN : FOURTH PLAN EDUCATIONAL TARGETS AND PAST ENROLMENTS

(1964-74)

ED/24
Annex - page 22

	1964-65			1969-70 (estimated)			1974-75 (target)		
	E. Pak.	W. Pak.	Total	E. Pak.	W. Pak.	Total	E. Pak.	W. Pak.	Total
1. Basic Education									
a) Primary schools (I-V)									
• Enrolment : total	4,200,000	3,100,000	7,300,000	6,300,000	4,200,000	10,500,000	9,100,000	6,500,000	15,600,000
• Enrolment : female	1,300,000	700,000	2,000,000	2,100,000	1,000,000	3,100,000	3,100,000	2,000,000	5,100,000
• Enrolment ratio :									
total	43 %	40 %	42 %	55 %	47 %	51 %	67 %	65 %	66 %
female	27 %	19 %	22 %	37 %	23 %	31 %	46 %	42 %	44 %
male	60 %	60 %	57 %	72 %	68 %	70 %	87 %	85 %	87 %
b) Middle schools (VI-VIII)									
• Enrolment : total	510,000	620,000	1,130,000	1,050,000	900,000	1,950,000	1,550,000	1,400,000	2,950,000
• Enrolment : female	60,000	130,000	190,000	230,000	250,000	480,000	380,000	350,000	730,000
• Enrolment ratio :									
total	9.2 %	14.3 %	11.4 %	17.9 %	19.4 %	18.6 %	21.9 %	25.1 %	23.5 %
female	8.2 %	6.0 %	3.9 %	8.0 %	10.3 %	9.4 %	10.8 %	13.0 %	12.0 %
male	16.2 %	22.2 %	19.0 %	27.7 %	26.8 %	27.3 %	32.7 %	36.3 %	34.5 %
2. Adult Education (during the 5 year period)									5,000,000
3. Secondary School (IX-X)									
• Enrolment : total	198,000	222,000	420,000	404,000	380,000	784,000	625,000	595,000	1,220,000
• Enrolment : female	20,000	46,000	66,000	76,000	78,000	154,000	141,000	133,000	274,000
• General : total	198,000	222,000	420,000	400,000	375,000	775,000	540,000	510,000	1,050,000
• General : female	20,000	46,000	66,000	75,000	75,000	150,000	130,000	120,000	250,000
• Voc. total	-	-	-	4,000	5,000	9,000	35,000	35,000	70,000
• Voc. Industrial : female	-	-	-	1,000	3,000	4,000	11,000	13,000	24,000
• Voc. Agricult. : female	-	-	-	-	-	-	50,000	50,000	100,000
4. Intermediate Ed. (XI-XII)									
• Total	80,000	103,000	183,000	210,000	163,000	373,000	255,000	238,000	493,000
• Arts	35,000	60,000	95,000	90,000	100,000	190,000	110,000	120,000	230,000
• Science	20,000	25,000	45,000	50,000	40,000	90,000	70,000	60,000	130,000
• Commerce	18,000	5,000	23,000	60,000	10,000	70,000	75,000	25,000	100,000
• Technical	4,000	10,000	14,000	10,000	13,000	23,000	30,000	33,000	63,000
5. Degree stage (XIII-V)									
• Total	29,000 1/2	39,000 1/2	68,000 1/2	72,000	75,500	147,500	85,000	99,500	184,500
• Arts				29,000	37,000	66,000	36,000	45,000	81,000
• Science				17,000	15,000	32,000	30,000	28,000	58,000
• Commerce				19,000	8,000	27,000	6,000	5,000	11,000
• Engineering				2,500	6,000	8,500	5,000	8,500	13,500
• Agriculture				1,500	3,500	5,000	3,000	5,000	8,000
• Medicine				3,000	6,000	9,000	5,000	8,000	13,000
6. Post-graduate									
• Total	3,500 1/2	8,000 1/2	11,500 1/2	11,300	18,500	29,800	16,150	23,250	39,400
• Arts				5,000	8,500	13,500	6,500	10,000	16,500
• Science				3,000	3,000	6,000	5,000	5,000	10,000
• Commerce				1,000	500	1,500	1,500	1,000	3,500
• Agriculture				100	200	300	400	500	900
• Engineering				50	50	100	250	250	500
• Law				2,000	6,000	8,000	2,000	6,000	8,000
• Education				150	250	400	500	500	1,000

Source: Ministry of Education, Islamabad.

1/ From the Pakistan Education Index, 1970

Note: The enrolment targets finally adopted in the Fourth Plan are the following: Primary schools - 14,600,000; Middle schools - 2,940,000; Secondary schools - 1,120,000; Intermediate Education - 440,000 (240,000 in the East and 195,000 in the West); Degree stage - 156,000 (78,000 in each Wing); Postgraduate - 39,000 (17,000 in East and 21,000 in West).

POOR COPY

ANNEXE XX

EAST PAKISTAN: FOURTH PLAN'S PHYSICAL TARGETS

ANNEXE XX

TABLE I

EAST PAKISTAN: FOURTH PLAN'S PHYSICAL TARGETS

	Assumed enrolment 1969-1970	Proposed enrolment 1974-1975	Increase	New Institutions
Primary I-V	6,300,000	9,100,000	2,800,000	5,000(1)
Middle V-VIII	1,040,000	1,540,000	500,000	220
Secondary IX-X	395,000	570,000	175,000	550
Intermediate Colleges XI-XII	200,000	255,000	55,000	25
Degree Level	58,000	78,000	20,000	16
Teacher Education				
PTI	7,000	20,000	13,000	52
JTC	1,000	4,700	In output	
TTC			2,300	6
Universities (post grad.)	13,000	17,000	4,000	3

(1) Plus 10,400 to be developped.

Source: Fourth Five-Year Plan, July 1970, op. cit., p. 38.

ANNEXE XXI

EAST PAKISTAN

IMPACT OF THE PRIMARY SCHOOL SYSTEM AND THE EAST PAKISTAN

ADULT LITERACY PROJECT UPON THE DECLINE OF ILLITERACY

1970-75

ANNEXE XXI

EAST PAKISTAN

IMPACT OF THE PRIMARY SCHOOL SYSTEM AND THE EAST PAKISTAN ADULT LITERACY PROJECT UPON THE DECLINE OF ILLITERACY 1970-75

Under 4th Five Year Plan	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974
Estimate N° enrolled in Class (IV) ^{1/}	834	965	1,088	1,210	1,332	1,45
Estimated N° completing Class (IV) successfully and, therefore, counted as tolerably literate (say 90%) ^{2/}	750.6	868.5	979.2	1,089	1,198.8	1,31
Estimated N° in the population aged 8+ ^{3/}	2,204.7	2,270	2,350	2,430	2,515	2,61
N° assumed to be left illiterate	1,454.1	1,401.5	1,370.8	1,341	1,316.2	1,29
N° expected to be enrolled under the proposed Adult Education Scheme ^{4/}	35	72	360	720	1,080	1,48
N° assumed to be awarded literacy certificates (a ratio of 4 enrolled to each certificate awarded falling to a ratio of (6:1) ^{5/}	9	16	72	130	180	24
Net deficit each year	1,445.1	1,385.5	1,298.8	1,211	1,136.2	1,05

^{1/} Assuming (a) the attainment of the target of 91m. enrolled; (b) a slightly improved % of the total enrolment in Classes I-V which is enrolled in Class IV (10% in 1965, 13% in 1970, 16% in 1975).

^{2/} There is approximately a 12% "drop-out" between Classes IV and V. This is gradually being reduced, but we may assume that the standard of literacy even of some who "drop-out" is at least as high as is represented by an Adult Literacy Certificate.

^{3/} Karwanski's projections.

^{4/} These are details of the project prepared by the Adult Education Committee.

^{5/} Out of 33,793 enrolled in 1967-68, 7,604 certificates were awarded (1:4.5).

ANNEXE XXII

PER STUDENT CAPITAL AND RECURRENT COSTS
EAST PAKISTAN, 1967-1968 (RUPEES)

ANNEXE XXII

PER STUDENT CAPITAL AND RECURRENT COSTS EAST PAKISTAN, 1967-1968 (RUPEES)

	Primary School	General High School	College	Primary Training Institute	Junior Training Institute	Teach Train Colleg
<u>CAPITAL COSTS PER STUDENT PLACE</u>						
Books	-----	7	9	137	15	8
Equipment	-----	39	60	39	39	28
Furniture	-----	27	36	123	23	35
Others (mostly construction)	180	256	1,844	3,486	5,728	5,71
<u>TOTAL:</u>	180	329	1,948	3,795	5,805	6,44
<u>RECURRENT COST PER STUDENT/YEAR</u>						
Personnel: Teachers	18.8	55.9	91.2	272.6	475.9	337
Others	-----	4.0	18.2	55.2	53.7	18
Maintenance: of Plant	-----	3.2		0.1		
Plant	-----	0.3		0.2		
Building	-----	1.5	0.6	0.3		2
Books	-----	0.8	0.6	2.3	1.3	
Equipment	0.1	2.8	1.9	0.7	1.3	
Miscellaneous	0.1	7.3	39.4	604.8	255.6	111
<u>TOTAL:</u>	19.0	75.8	151.9	936.2	787.8	65

Source: Government of East Pakistan, Planning Department,
Manpower Planning in East Pakistan, 1969, EPM/34/1.

WEST EAST PAKISTAN,

General High School	College	Primary Training Institute	Junior Training Institute	Teacher Training College	Technical Institute	Polytechnic Institute	Engineering College
<u>PLACES PER STUDENT PLACE</u>							
7	9	137	15	88	43	78	193
39	60	39	39	281	243	444	4,807
27	36	123	23	358	233	307	1,004
256	1,844	3,486	5,728	5,714	5,500	6,090	18,000
529	1,948	3,795	5,805	6,441	6,019	6,919	24,004
<u>COST PER STUDENT/YEAR</u>							
55.9	91.2	272.6	475.9	337.9	516.6	349.4	441.7
4.0	18.2	55.2	53.7	188.3	405.4	120.5	307.2
3.2		0.1		0.2	5.4	39.6	246.8
0.3		0.2			6.9	1.4	210.5
1.5	0.6	0.3		21.5		28.0	84.2
0.8	0.6	2.3	1.3		69.5	4.8	47.4
2.8	1.9	0.7	1.3		125.5	56.3	371.5
7.3	39.4	604.8	255.6	111.8	520.2	398.1	908.4
75.8	151.9	936.2	787.8	659.7	1,649.5	998.9	2,617.7

Planning Department,
Islamabad, 1969, EFM/34/1.

ANNEXE XXIII

CAPITAL AND RECURRING COSTS PER SEAT/STUDENT
AT VARIOUS LEVELS OF EDUCATION
DURING THE 4th PLAN (1970-1975)

1 of 1

ANNEXE XXIII

CAPITAL AND RECURRING COSTS PER SEAT/STUDENT AT VARIOUS LEVELS
OF EDUCATION DURING THE 4th PLAN (1970-1975)

LEVEL OF EDUCATION	Cost per Student/Seat during 4th Plan			
	Capital (Rs)		Recurring (Rs)	
	E. Pak.	W. Pak.	E. Pak.	W. Pak.
Primary (I-V)	126	102	39	51
Middle (VI-VIII)	300	250	30	88
High (IX-X) (Vocational)	2,000	1,500	300	300
High (IX-X) (General)	5,000	4,500	500	500
<u>Intermediate (XI-XII) (General)</u>				
Arts	3,000	2,500	300	300
Science	5,000	4,500	400	400
Commerce	1,000	1,000	350	350
<u>Intermediate (Technical)</u>				
Industrial	10,000	10,000	1,000	1,000
Agriculture	5,000	5,000	500	500
<u>Degree Stage (General)</u>				
Arts	5,000	4,500	500	500
Science	7,500	7,000	600	600
Commerce	5,500	5,000	500	500
<u>Degree (Professional)</u>				
Agriculture	15,000	13,000	2,000	2,000
Engineering	40,000	30,000	2,500	2,500
Medecine	50,000	40,000	4,000	4,000
<u>Post-Graduate (General)</u>				
Arts	(a)	(a)	1,000	1,000
Science	(a)	(a)	1,500	1,500
Commerce	(a)	(a)	1,000	1,000
<u>Post-Graduate (Professional)</u>				
Agriculture	20,000	16,000	4,000	4,000
Engineering	50,000	40,000	5,000	5,000
Medecine	(b)	(b)	5,000	5,000
Education	-	-	1,000	1,000
Adult Education	-	-	50	50
<u>Teacher Training (pre-service)</u>				
Primary	3,000	2,500	500	500
Middle	3,000	2,500	750	750
High	10,000	8,000	2,000	2,000

Primary (I-V)	120	102	77	71
Middle (VI-VIII)	300	250	30	88
High (IX-X) (Vocational)	2,000	1,500	300	300
High (IX-X) (General)	5,000	4,500	500	500
<u>Intermediate (XI-XII) (General)</u>				
Arts	3,000	2,500	300	300
Science	5,000	4,500	400	400
Commerce	1,000	1,000	350	350
<u>Intermediate (Technical)</u>				
Industrial	10,000	10,000	1,000	1,000
Agriculture	5,000	5,000	500	500
<u>Degree Stage (General)</u>				
Arts	5,000	4,500	500	500
Science	7,500	7,000	600	600
Commerce	5,500	5,000	500	500
<u>Degree (Professional)</u>				
Agriculture	15,000	13,000	2,000	2,000
Engineering	40,000	30,000	2,500	2,500
Medecine	50,000	40,000	4,000	4,000
<u>Post-Graduate (General)</u>				
Arts	(a)	(a)	1,000	1,000
Science	(a)	(a)	1,500	1,500
Commerce	(a)	(a)	1,000	1,000
<u>Post-Graduate (Professional)</u>				
Agriculture	20,000	16,000	4,000	4,000
Engineering	50,000	40,000	5,000	5,000
Medecine	(b)	(b)	5,000	5,000
Education	-	-	1,000	1,000
Adult Education	-	-	50	50
<u>Teacher Training (pre-service)</u>				
Primary	3,000	2,500	500	500
Middle	3,000	2,500	750	750
High	10,000	8,000	2,000	2,000
Technical	(c)	(c)	2,500	2,500
<u>Technical Training (in service)</u>				
Primary	-	-	450	450
Middle	-	-	550	500
High	-	-	950	950
Technical	-	-	1,200	1,200
College	-	-	1,350	1,350

- One new University to be established in each Province.
- One Medical University in each Province to be established at a cost of Rs. 90 million: (Rs 50 million in East and Rs. 40 million in West Pakistan).
- One technical teacher training college to be established in each Province: (Rs. 20 million in East Pakistan and Rs. 15 million in West Pakistan).

ANNEXE XXIV

PAKISTAN

ENROLMENT IN SECONDARY (VOCATIONAL) INSTITUTIONS

BY TYPE AND SEX

ANNEXE XXIV

PAKISTAN - ENROLMENT IN SECONDARY (VOCATIONAL) INSTITUTIONS BY TYPE AND SEX

TYPE OF INSTITUTION	1959-60	1964-65	1965-66	1966-67	1967-68 ⁺	1968-69 ⁺	1969-70 ⁺
All Institutions	<u>21,139</u>	<u>32,399</u>	<u>33,586</u>	<u>37,213</u>	<u>40,700</u>	<u>44,600</u>	<u>48,600</u>
Female	3,689	6,659	5,546	7,042	7,820	8,585	9,200
Agriculture	Total 311	425	345	350	375	400	450
Commercial	Total 1,390	2,452	3,090	3,925	4,600	5,125	5,850
Female	38	14	33	35	35	35	35
Engineering/Survey	Total 1,228	387	101	170	185	200	200
Fine Arts	Total 32	49	230	241	240	275	300
Female	3	3	74	31	35	50	65
Industrial/Technical	Total 8,916	14,053	15,499	19,092	20,900	23,100	25,000
Vocational	Female 2,467	3,569	3,086	4,508	4,900	5,300	5,700
Medical	Total 1,426	-	-	-	-	-	-
Female	41	-	-	-	-	-	-
Teacher Training	Total 7,186	15,133	14,321	13,435	14,450	15,600	16,800
Female	1,138	3,075	2,453	2,568	2,850	3,100	3,400

+ Estimated

Source: Central Bureau of Education
Islamabad.

Unesco, CONFIDENTIAL, EFM/34/2, op. cit.

ANNEXE XXV

SUPPLY AND DEMAND FOR MANPOWER WITH SECOND AND THIRD
LEVEL EDUCATION 1965-1980

ANNEXE XXV

SUPPLY AND DEMAND FOR MANPOWER WITH SECOND AND THIRD LEVEL EDUCATION 1965-1980

	EAST PAKISTAN			WEST PAKISTAN		
	Supply a-/	Demand b-/		Supply a-/	Demand b-/	
SECOND LEVEL EDUCATION						
1965	344	255	89	629	599	28
1970	549	339	210	856	824	32
1975	916	463	453	1,195	1,079	116
1980	1,485	646	839	1,699	1,441	238
THIRD LEVEL EDUCATION (Degree Holders)						
1965	61	46	15	122	102	20
1970	111	57	54	209	138	71
1975	190	86	104	319	189	130
1980	293	123	170	453	268	185

a/ Estimates based on actual enrolment data until 1975, on trend projection afterwards.

b/ Estimates obtained by using an econometric model of the Netherlands Econometric Institute. In the model, the required manpower stocks are correlated with GDP and Population. The annual growth rates of GDP chosen were:
East Pakistan, 1960-65: 4.5%; 1965-70: 5%; 1970-80: 7%
West Pakistan, 1960-70: 6.5%; 1970-80: 6%

Source: ILO/UNDP Manpower Planning Project.

ANNEXE XXVI-A

GOVERNMENT EXPENDITURE

GOVERNMENT EXPENDITURE AS PER CENT OF GDP (1968-1969):

Pakistan (1)	18.8 per cent
East Pakistan	10.7 per cent
West Pakistan	8.6 per cent

GOVERNMENT EXPENDITURE ON EDUCATION AS PER CENT OF TOTAL:

Government expenditure (1968-1969)

Pakistan (1)	7.6 per cent
East Pakistan	14.4 per cent
West Pakistan	16.2 per cent

GOVERNMENT EXPENDITURE ON EDUCATION AS PER CENT OF GDP
(1968-1969):

	<u>Total</u>	<u>Developmental expenditure</u>	<u>Recurrent expenditure</u>
Pakistan (1)	1.43	0.49	0.94
East Pakistan	1.43	0.79	0.64
West Pakistan	1.40	0.41	0.99

(1) Including expenditure by Central Government.

ANNEXE XXVI-A

GOVERNMENT EXPENDITURE

ANNEXE-XXVI-B

SECTORAL ORIGIN OF G.D.P. (percentage)
(at current factor cost)

ANNEXE XXVI-B

SECTORAL ORIGIN OF G.D.P. (percentage)
(at current factor cost)

	1959-1960	1964-1965	1968-1969
Agriculture	53.2	48.1	46.3
MinEng/quarrying	0.2	0.3	0.3
Manufacturing	9.3	11.1	11.3
Construction	2.1	4.5	5.3
Electricity/gas/water: sanatory services	0.3	0.7	0.8
Transportation/storage/ communication	5.9	6.2	6.5
Wholesale/retail trade	11.6	12.4	12.1
Banking/insurance	0.7	0.9	1.4
Ownership of dwellings	5.6	5.0	4.4
Public administration/ defense	4.2	4.4	6.1
Service	6.7	6.2	5.8
	100.0	100.0	100.0

ANNEXE XXVII

EAST PAKISTAN: PROPOSED PROJECT ITEMS

ANNEXE XXVII

EAST PAKISTAN: PROPOSED PROJECT ITEMS

Field	Proposed No.	Objective	No. of Institutions and/or places	Estimated Total Cost US\$	Technical Assistance and Scholarship component US\$
I. <u>Administration</u>	1	Study for reorganization of educational administrative structure	-	50.000	50.000
	2	Establishment of an Education Development Centre	-	682.500	410.000
II. <u>Basic Education</u>	3	Reform of teacher training for basic education	20 new 16.000 places	30.350.000	344.000
	4	New practical workshop training for rural youth	20 new 400 places	704.500	252.000
	5	Creation of farmer training centres	10 new	878.000	75.000
III. <u>Specialized Education</u>	6	Pre-investment study on the reorganization of the technical education system	-	41.700	41.700
	7	Redevelopment of the existing Technical Teacher Training College	1 existing	150.000	-
	8	Creation of an in-service training centre for agricultural extension workers	1 new	647.400	-
		Reorganization of Dacca's Management Development Centre	1 existing	547.000	535.000
TOTAL				34.051.100	1.707.500

ANNEXE XXVIII

LISTING OF ORGANIZATIONS
CONCERNED WITH REHABILITATION AND DEVELOPMENT
IN BANGLADESH

by the

ASSOCIATION OF VOLUNTARY AGENCIES IN BANGLADESH

The following is a list of organizations, embassies, and missions concerned with rehabilitation and development in Bangladesh. The list is exclusive of Bangladesh Government departments and agencies. The majority of agencies and organizations listed receive or impart external assistance; a few of the organizations do not receive or give external assistance, but have been listed merely for the sake of convenience. The listing is divided into three parts: (1) Multi-lateral organizations, (2) Embassies and bilateral organizations, and (3) Non-government private organizations. No attempt has been made to list the agencies under separate areas of development (i.e. health, agriculture, etc.) as the majority of agencies conduct their programs in terms of an integrated approach. Additions and corrections should be submitted to the AVAB office, 12/C, Block E, Mohammedpur, Dacca or P.O. Box 5045, Dacca 5, TEL: 316242.

Gary M. Card,
AVAB Director

(Revised March, 1975)

1. INTERNATIONAL LABOR ORGANIZATION

A. Campbell, Officer in Charge
House 500E, Road 7, Dhanmandi
P.O. Box 2061, Dacca
TEL: 317103

2. INTERNATIONAL MONETARY FUND (IMF)

Paul Host-Madsen, Representative
Bangladesh Bank Building,
Fourth Floor, Motijheel, Dacca,
TEL: 257222

3. WORLD HEALTH ORGANIZATION (WHO)

Dr. S.F.W. Street, WHO Representative
Dr. E.S. Han, Public Health Administrator
500/B, 2, Road No. 7, Dhanmandi, Dacca
GPO Box 250
TEL: Direct Lines--314622, 313713

* 4. WORLD BANK (IBRD)

Richard Clements, Res. Representative
Leonard Weiss, Deputy Representative
Bangladesh Bank Building,
Fourth Floor, Motijheel, Dacca
TEL: 257234, 257308, 280442-3
Direct: 256756

* 5. UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAM

Ercan Murat, Administrative Officer
David Winter, FAO
589, Road 17, Dhanmandi, Dacca
P.O. Box 224, Dacca
TEL: 317181-5, Direct: 315227

6. UNICEF

Perry O. Hanson, Representative
House 150/B, Road 13/1, Dhanmandi, Dacca
TEL: 315093-4, 315094, 313989

DIPLMATIC MISSIONS & BI-LATERAL AGENCIES1. APOSTOLIC NUNCIATURE

House No. N.W. (K) 9, Road No. 50,
Gulshan, Dacca, Box 361
TEL: 314246, 315006

2. AUSTRALIAN HIGH COMMISSION

Purbani Hotel Building,
(Ninth Floor), Motijheel, Dacca
TEL: 253015-18

3. BRITISH HIGH COMMISSION

DIT Building Annex,
Dilkusha Commercial Area, Dacca
TEL: 253251-53

4. EMBASSY OF THE PEOPLE'S REPUBLIC
OF BULGARIA

House No. 12, Road No. 127,
Gulshan, Dacca
Trade Section: P.O. Box 2089
TEL: 312344; 313317

5. EMBASSY OF THE UNION OF BURMA

House No. 500/D, Road 7, Dhanmandi
TEL: 311915

6. CANADIAN HIGH COMMISSION

R.W. McLaren, High Commissioner
John McRee, CIDA
House No. 69, Road No. 3,
Dhanmandi, Dacca
TEL: 315181; 315182; 315183;
312532; 316126
GPO Box 569

7. EMBASSY OF THE CZECHOSLOVAK SOCIALIST
REPUBLIC

House No. 12/A/CMS, 71 Gulshan Avenue,
Gulshan, Dacca
Mr. Adolspanz, Ambassador
TEL: 310673; 314786

8. ROYAL DANISH EMBASSY

HN(K) 21, Road No. 55
Gulshan, Dacca
TEL: 315131

9. EMBASSY OF FRANCE

House No. 354, Road 28,
Dhanmandi, Dacca
TEL: 311234; 311222

10. EMBASSY OF THE FEDERAL REPUBLIC
OF GERMANY

7 Green Road,
Dhanmandi, Dacca
P.O. Box 108
TEL: 245211-12

* AVAB MEMBERS

O: Agencies contacted

POOR COPY

11. EMBASSY OF THE UGANDIAN PEOPLE'S REPUBLIC
Mr. Iqbal Doshi, Ambassador
10, Road No. 9, Gulshan, Dacca
GPO Box No. 2100
TEL: 316001 & 314280
12. INDIAN HIGH COMMISSION
Sree Saran Sen, High Commissioner
House No. 120, Road No. 2 (Tibet House)
Dharmandi, Dacca
TEL: 313436; 313606; 311436
13. EMBASSY OF THE REPUBLIC OF INDONESIA
Mr. Tengku Maimun Mabsjah,
10 (PMS), Gulshan Avenue, Road No. 30,
Gulshan, Dacca
TEL: 310131-32
14. ITALIAN EMBASSY
18A, New Eskaton
Dacca
TEL: 242621; 257333
15. EMBASSY OF JAPAN
1 Shantinagar, Barua
GPO 458, Dacca
TEL: 242663; 243721; 243726; 242660
16. MYANMAR HIGH COMMISSION
Mr. Ali bin Abdullah, High Commissioner
14, Road 113, Gulshan, Dacca
TEL: 315091-92
17. ROYAL NEPAL EMBASSY
Bansurpur Lane, Change of Affairs
House No. 248, Road No. 21
Dharmandi, Dacca
TEL: 312907
18. ROYAL NETHERLANDS EMBASSY
W.A. Muller, Ambassador
No. 17, Road No. 59, Gulshan, Dacca
TEL: 315973; 315007
19. EMBASSY OF THE POLISH PEOPLE'S REPUBLIC
House GRI B-21, Road No. 14, Gulshan,
TEL: 317481
20. EMBASSY OF THE SOCIALIST REPUBLIC OF ROMANIA
Iosif Ghiga,
126 Gulshan Avenue
P.O. Box 970, Dacca
TEL: 312528; 311467
21. ROYAL SWEDISH EMBASSY
73 Gulshan Avenue, Gulshan
GPO Box 324, Dacca
TEL: 315534
22. EMBASSY OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS
N.E. (S) 9, Road No. 79,
Gulshan, Dacca
TEL: 310510
23. EMBASSY OF THE UNITED STATES OF AMERICA
David Porter, Ambassador
Adarjee Court, Motijheel, Dacca
TEL: 244201-10
USAID
Third Floor, Purbani Hotel
Motijheel Commercial Area, Dacca
TEL: 256010-9
24. EMBASSY OF THE SOCIALIST FEDERAL REPUBLIC OF YUGOSLAVIA
Dr. Donjan Kostic, Ambassador
House No. 14, Road No. 8, Gulshan
TEL: 317782; 315810; 315820

NON-GOVERNMENT DEVELOPMENT ORGANIZATIONS

1. ASIA FOUNDATION
Ben Kremenak, Representative
15/A, Road 6, Dharmandi, Dacca
TEL: 316021, 315922
Primarily a granting agency working through local institutions. Distributes textbooks in English to schools, colleges, universities, specialized and public libraries in Bangladesh. Involved in medical and health care education, public administration and university administration education.
2. ASIAN-AMERICAN FIBRE LAMP INSTITUTE
Richard Gillingham, Representative
Room 602, Purbani Hotel
TEL: 254051
Supports projects designed to strengthen social, educational, and economic status of trade union members.
3. AGRICULTURAL MISSIONS FOUNDATION, LTD
Peter Fender Zeng, Representative
Box 13, Feni
Provides funds for agricultural development work. One agriculturalist at Feni.
- * ANAN MEMORIS

POOR COPY.

4. ASSOCIATION OF ARTISTS
(Assisting SELF-HELP CHITTAGONG)
W. E. Gurganus, Committee Chairman
GPO Box 78, Chittagong
TEL: 80988 (Chittagong)

Assisting Self-Help Chittagong.
Developing low-cost techniques,
such as foot-powered irrigation
water pump.

5. ASSOCIATION OF VOLUNTARY AGENCIES
IN BANGLADESH
Gary H. Card, Director
12/C, Block E, Asad Avenue,
Mohammedpur, Dacca
P.O. Box 5045, Dacca 5
TEL: 316242

An information, publishing, and
coordinating center for agencies
involved in rural development
in Bangladesh.

- *6. AUSTRALIAN BAPTIST MISSIONARY
SOCIETY
S. Robinson, Secretary
60 Green Road, Dhanmandi
P.O. Box 859, Dacca 2
TEL: 317800

Housing, education, medical, and
agricultural programs. Operates
Broadbanks Dispensary (mobile clinic,
dispensary, hospital, leprosy service,
TB clinic) at Mymensingh.

7. AUSTRALIAN VOLUNTEERS ABROAD
Anne Thomas, Dacca representative
Sher-A-Bangla Hospital,
Dacca

Supplies volunteers, mainly in the
medical field, to Bangladesh insti-
tutions.

8. BANGLADESH ASSOCIATION FOR
MENTAL HYGIENE
Dr. M.K. Ali, Secretary
Mrs. H. Kamal, Jt. Secretary,
Teacher Student Centre,
Institute of Social Welfare &
Research,
Dacca University, Dacca

Sponsors mental health centers and
meetings, mostly in Dacca area.

9. BANGLADESH FAMILY PLANNING ASSOCIATION
Farrukh Ahmed Chowdhury, Executive
Director,
Mr. Akbar Kabir, Director,
2 Naya Paltan, Dacca
TEL: 242409, 257194

Family Planning.

10. BANGLADESH MAHILA FUNARBASWAN
KENDRIYA SANGHASTHA
Begum Sufia Kamal, President
Mrs. Taslima Huda, Secretary
Mrs. Taslima Abed, Treasurer
20 New Eskaton Road,
TEL: 312262

Organization for career women.

11. BANGLADESH MEDICAL ASSOCIATION
Dr. M.A. Quaderi, President
Dr. A.H. Shelim, Secretary
BMA House 15/2, Topkhana Road,
Dacca 3
TEL: 246671 (from 6-8 p.m)

Medical

12. BANGLADESH MEDICAL STUDENTS
ASSOCIATION
Dr. Zaidul Hasan, President
Kazi Alangir, Sec. Gen.
Old P.G. Hospital Premises
Dacca
TEL: 245241, 245291

Medical

* AVAB MEMBERS

POOR COPY

- *13. BANGLADESH MISSION (USA)
James F. McKinley, Chairman
T.E. Thurman, Relief Coordinator
House 1, Road 4, Dhanmandi
P.O. Box 99, Dacca 2
TEL: 315329
- Involved in agriculture, tubewells, housing, seed distribution, relief, and some medical projects in Feni, Comilla, Dacca, and Faridpur areas.
14. BANGLADESH NATIONAL SOCIETY FOR THE BLIND
Mrs. K.M. Hossain, Chairman
A.B. Siddique, Executive Director
6 Orphanage, Dacca 1
TEL: 282068
- Works with the blind in rehabilitation and education programs.
15. BANGLADESH RED CROSS SOCIETY
M.M. Tobarok Hossain, Sec. Gen.
Md. Saïdur Rahman, Deputy Secretary General (Operations)
62-63 Amin Court (Seventh Floor),
TEL: 259761
- Relief and rehabilitation.
- *16. BANGLADESH RURAL ADVANCEMENT COMMITTEE (BRAC)
F.H. Abed, Executive Director
3 New Circular Road, Maghbazar
Dacca
TEL: 259231
- Concentrates on agricultural development in Sylhet; functional literacy; publishes GONOKENDRA journal; exploring new teaching methods. Also involved in family planning, health, fisheries programs, and cooperatives.
17. BANGLADESH VOLUNTEER SERVICES CORPS
Mr. Amir-ul-Islam, M.P.
55 Dilkhusa Commercial Area
First Floor, Dacca 2
TEL: 256850
- Volunteer-supplying agency in educational, agricultural, health, community development, social work, and relief fields.
- *18. BANGLADESH WOMEN'S REHABILITATION & WELFARE FOUNDATION
Mr. Justice K.M. Subhan, Chairman
S. Jahungeer Haider, Director
104 Road 3, Dhanmandi, Dacca
TEL: 316356; 317223; 314329
- 33 programs centering around the vocational and professional training of women; secretarial training institute.
- *19. BANGLADESH WORK CAMPS ASSOCIATION
Lt. A. Gafur, Organizing Secretary
289/2 Work Camp Road,
Shahjahanpur North, Dacca 17
- WCA's five-year plan includes a vocational and technical training institute, camps, seminars, a youth hostel, library services, an audio-visual production center, and printing press training.
20. BAPTIST MISSIONARY SOCIETY (BZ)
N.J. Fade, Ian D. Brown
Mission House, P.O. Brahmanbaria
District of Comilla
- Education; agriculture
- *21. BROTHERS TO ALL MEN (BAM)
Jean Pierre Cebron, Administrator
140 Crescent Road, Kathalbagan
P.O. Box 380, Dacca 2
TEL: 313604
and
Aziz Lodge, Thanthania
P.O. Box 63, Bogra
- Comprehensive development program in twelve villages in Marchi Union, four miles from Shariakandi in Bogra District. Agricultural, health, irrigation, and women's programs.

* AVAB MEMBERS

POOR COPY.

- *22. CANADIAN UNIVERSITY SERVICE OVERSEAS (CUSO)
Raymond Cournoyer, Director
37 Indiana Road, P.O. Box 404
Dacca 2
TEL: 317684
- Places volunteers in medical, agricultural, cooperative, irrigation, and nutrition programs.
- *23. CARE
Dallas V. Vipond, Director
58/A Road 6, Dhanmandi
P.O. Box 226, Dacca
TEL: 317467-8; Direct: 317364
- Agriculture, rural education, experimental housing, appropriate technology, school construction, and nutrition feeding.
- *24. CATHOLIC RELIEF SERVICES (CRS)
Brother Donald Schmitz, Director
23 New Eskaton Road
Dacca
TEL: 256003
- Agriculture irrigation: deep and shallow tubewells, low lift pumps and research on small scale ground-water development and irrigation in Bangladesh; housing, relief goods, cyclone projects, test test relief work. Irrigation projects located in Mymensingh, Tangail, Jessore, Dinajpur, Rajshahi, and Kushtia districts.
25. CHOLERA HOSPITAL
David Nalin,
Mohakhali, Dacca 2
TEL: 310171-006; Res: 311518
- Medical
- *26. CHRISTIAN COMMISSION FOR DEVELOPMENT IN BANGLADESH (CCDB)
Sushanta Adhikari
Howard Jost
616 Road 18, Dhanmandi, Dacca
P.O. Box 367, Dacca 5
TEL: 316281, 314193, 317422/3
- Irrigation in Rajshahi District; hand sprayer project, health, fisheries, ice plant project.
- *27. CHRISTIAN ORGANIZATION FOR RELIEF AND REHABILITATION (CORR)
Fr. R.W. Timm, Director
23 New Eskaton Road, Dacca
TEL: 256003/7, 246471, 243547
- Involved in agricultural, educational, women's handicrafts, preventive health, test relief projects.
28. CHRISTIAN REFORMED WORLD RELIEF COMMITTEE
Peter Vander Zaag, Representative
Box 13, Feni
- Cooperates with the Mennonite Central Committee in its agricultural program.
29. CHURCHES OF GOD IN NORTH AMERICA INC.
L.A. Habecker, Representative
Mission House, Khanjanpur via Jaypurhat, Bogra District
- Housing, education, medical and public health programs at Bogra.
- *30. COMMUNITY DEVELOPMENT FOUNDATION/SAVE THE CHILDREN FEDERATION
David Hopkins, Director
60 Road 7, Dhanmandi, Dacca 5
TEL: 317454
- Housing, women's rehabilitation, children's and community nutrition, family planning, women's literacy programs in Nonkhali, Chittagong, and Comilla District.
- *31. CONCERN
Fr. Aengus Finucane, Director
283 Road 26, Dhanmandi, Dacca
TEL: 317237
- Places volunteers in health, agricultural, administrative, women's development, educational, and engineering projects.

32. CONSORTIUM OF BRITISH CHARITIES
G.R. Wallis, Project Director
P.O. Box 25,
586 Road No. 17, Dhanmendi, Dacca
TEL: 317723, 314623
- Agricultural mechanization program
at Noakhali and Bhola Island.
- *33. DEVELOPMENT STUDY CRICLE
M.M. Abdullah, Director
Academy for Manpower and Agro-Industrial Development, Daitul Aman,
Faridpur
TEL: Faridpur 3550
and
Shafiqur Rahman
9 Mutan Paltan Line
Azimpur, Dacca 9
- Irrigation, peanuts, rice, sugarcane
community farm project, with plans for
poultry and livestock. Located at
Faridpur.
34. DHARMARAJIKA ORPHANAGE
Suddhananda Bhikshu, Gen. Sec.
Buddhist Monastery,
Kamalpur, Dacca 14
TEL: 244413
- Orphanage for 40 children at Dacca.
35. DIABETIC ASSOCIATION OF BANGLADESH
Dr. M. Ibrahim, President
Mr. A.G. Hazari, Gen. Secretary
TEL: 280795
- Mobile clinic; dispensary; hospital;
leprosy service; TB clinic; nutrition;
family planning.
36. DOULAT SAMAJ KALLAN SAMITY
Zahiruddin Ahmed Bhuiyan, Secretary
Brahmanbaria, District of Comilla
- Rural development project, including
education and agricultural programs.
37. FAMILY PLANNING COORDINATING COUNCIL
Matthew Malakar, Secretary
Contact 549F, Road 14, Dhanmendi,
Dacca 5
TEL: 313923
- Coordination center for family planning
programs. (In process of organization).
38. FOOD FOR THE HUNGRY
Dulal Borpujari, Asian Director
Rose Borpujari, Assistant
10B Green Road, Dhanmendi,
P.O. Box 162, Dacca
TEL: 312388
- Poultry projects, seed distribution.
- (39) FORD FOUNDATION
George Zaidenstein, Representative
Stephen D. Biggs, Lincoln Chen,
Program officers
31 Road 3, Dhanmendi, Dacca
TEL: 317538
- Officers grants to Bangladesh in connection
with its program, which concentrates
on rural development and limitation of
population growth; concerned with social
status and productivity of women.
- *40. FOR THOSE WHO HAVE LESS
Peter Hiscock, Director
Charfesson Orphanage
Bhola Island,
Barisal District
- Orphanage. Vocational training in
agriculture.
41. FRANKLIN BOOK PROGRAMS INC.
M.A. Mannan Chowdhury, Managing Direct.
72 Road 2, Dhanmendi, Dacca
P.O. Box 63,
TEL: 314511; 314935
- Translates books into Bangali
- *42. GANAMILAN
M. Mohsin Ali, Chief Organiser
Gurudaspar, Rajshahi
- Involved in agricultural, health, literacy,
cottage industry, educational programs
at Gurudaspar, Rajshahi.

43. GANDHI PEACE FOUNDATION
 Ratipati Das Gupta
 C/O Circle Officer
 Jhikargacha, P.O. Jhikargacha
 P.S. Jhikargacha, Dist. Jessore
 TEL: Jhikargacha 28
 Occupational training; weaving.
44. GONOSHASTHAYA KENDRA
 Zafarullah Chowdhury, M.D., Director
 Bamanbari, P.O. Nayarhat, Savar
 Dacca
 RFS: Savar Ext. 316071, 242155
 Health education, maternity and child care, family planning, curative medicine, agriculture and nutrition, handicrafts, training paramedical workers.
45. GONO UNNAYAN PROCHESTA
 A. Rahman, Director
 Rajoir Thana, Faridpur
 Six major programs: adult functional education, community health care, co-operatives, vocational training, youth participation, and agriculture.
- *46. HEED
 Dr. M.V. Dunjoy, Director
 19/A Road 6, Dhanmandi, Dacca
 TEL: 315347
 Volunteer-supplying organization in health, agricultural, educational, and economic development fields.
47. HOLY CROSS FOREIGN MISSIONARY SOCIETY INC.
 Rev. Thomas Zimmerman, C.S.C.,
 District Superior,
 28 Zindabahr Lane, Dacca
 In cooperation with local lay officers, operates credit cooperatives headquartered in Dacca with affiliates in 25 mission centers in Dacca, Mymensingh, and Sylhet Districts. Operates Notre Dame College, high schools, industrial trade school, conducts relief distribution and operates hospitals and dispensaries.
48. INTERNATIONAL COMMITTEE OF RED CROSS
 Hubert Jean Richard, Head of Mission
 553 Road 14, Dhanmandi, Dacca
 TEL: 315031/2; 317676; 317433
 Medical program.
49. INTERNATIONAL PLANNED PARENTHOOD
 Farrukh Ahmed Chowdhury, Exec. Dir.
 Bangladesh Family Planning Association
 2 Naya Paltan, Dacca
 TEL: 242409; 257194
 Family planning.
50. INTERNATIONAL UNION FOR CHILD WELFARE
 Douglas Turner, Consultant
 House 364, Road 28, Dhanmandi
 P.O. Box 986, Dacca 2
 TEL: 314133
 Involved in rural development in Kaliakur Thana; improvement of socio-economic status with reference to the deprived and widowed families; rural social work, family planning, nutrition, adult education, handicrafts.
51. INTERNATIONAL VOLUNTARY SERVICES
 Winburn T. Thomas, Director
 549F Road 14, Dhanmandi, Dacca
 P.O. Box 344
 TEL: 313923
 Supplies volunteers for cooperative management, irrigation and water management; health and family planning, poultry and animal husbandry, agricultural extension, mechanization and machinery maintenance, grain storage, marketing, nursing, and physiotherapy projects. Audio-visual training materials projects. Integrated development program in Sylhet.

52. INTERNATIONAL VOLUNTARY SERVICES
DACCA UNIVERSITY
 G. Ahmad, General Secretary
 325 Jahurul Hahue Hall (2nd Floor)
 Dacca University
 Dacca
 TEL: 313952

Volunteer-supplying organisation
 for social, educational, health
 and agricultural projects.

53. JAPANESE OVERSEAS COOPERATION
VOLUNTEERS
 Kenichi Ito, Resident Representative
 67IC Road 32, Dhanmandi
 Dacca
 TEL: 311632

Supplies technical help.

54. THE JUTE WORKS
 Harley Snyder, Project Manager
 74 Indira Road, Farmgate
 P.O. Box 994, Dacca
 TEL: 344366; Res: 314717

Setting up central marketing cooperative
 to promote jute handicrafts cottage indus-
 try for smaller cooperative groups; spon-
 sors training courses; provides designer
 services; imports needed supplies.

55. KALAKANTA KHELAGHAR ASHAR
 New Colony, Asad Gate
 Dacca 7

Child welfare organization whose
 members are 14 years and younger.

56. KUMUDINI HOSPITAL
 P.O. Mirzapur
 Tangail

A 1,000 bed hospital involved in health,
 education, agricultural projects with
 plans for fisheries, poultry, and cattle
 programs.

57. LEAGUE OF RED CROSS SOCIETIES
 Sydney Smith, Chief Delegate
 Amin Court (Seventh Floor)
 Motishheel Commercial Area
 P.O. Box 628, Dacca 2
 TEL: 281590

Relief, feeding programs, medical and
 cyclone preparedness programs.

58. MEDICAL ASSISTANCE PROGRAMS INC.
 Contact through HEED,
 19/A Road 6, Dhanmandi, Dacca
 TEL: 315347

Provides support to HEED. Plans to
 operate an integrated development
 project concentrating on preventive
 medicine and agriculture. Medical
 relief.

59. MEDICAL MISSIONS SISTERS
 St. Theresa's Dispensary,
 Bandel Road, Pathatgaths, Chittagong.
 Sr. Marie Tobin, SCMI, MD, Dist. Sup.

Housing, medical and public health
 programs in Chittagong area.

60. MENNONITE CENTRAL COMMITTEE (MCC)
 Kenneth E. Koch, Director
 1/1 Block A, Mohammedpur
 Mirpur Road, GPO Box 785
 Dacca 2
 TEL: 317065; 316461

Volunteer programs in health, agricul-
 ture and marketing. Agricultural pro-
 jects located mostly in Noakhali.
 Conducts relief operations.

61. MISSIONARIES OF CHARITY
 Sister Iriscilla, Director
 26 Islampur Road,
 Dacca 1
 TEL: 252706

Sponsors Shishu Bhavan; medical dis-
 pensaries in five villages.

62. MONSIEUR FÉLIX WELFARE ASSOCIATION
Tofazzal Hussain Khokan, Chief Organiser
I.O. Village Shailan (via Shimulia)
Dacca District
In Dacca: Room 107, Sher-a-Bangla Hall,
Agricultural College Hostel,
Sher-a-Bangla Nagar, Dacca 15
- Rural development project, including poultry program, with plans for health, family planning, and cottage industries.
63. NABA JAGANN SANGSHAD
Mohammed Gulam Mustafa, Chief Organiser
Mohishaloha, Sauria, Manikgonj
- Integrated development project with plans for programs in agriculture, cottage industries, functional education, health and family planning.
64. NATIONAL COUNCIL OF CHURCHES IN BANGLADESH (NCCB)
(Jatiyo Church Parishad Bangladesh)
Rev. Subhas H. Sangma, Executive Sec.
9 New Eskaton Road
P.O. Box 220, Ramna, Dacca 2
TEL: 282869
- Test relief and agricultural and medical rehabilitation.
- *65. ORGANIZATION OF NETHERLANDS VOLUNTEERS (ONV)
Arnold A. Holleman, Director
296 New Elephant Road,
P.O. Box 681, Dacca.
- Volunteer-supplying agency working mainly in medical fields.
66. ORTHOPAEDIC & REHABILITATION HOSPITAL
Ronald Garst, M.D., Director
Shaheed Suhrawardy Hospital, Dacca
TEL: 316501; 311986; Res: 311459
- Medical
- *67. OXFAM
Cole P. Dodge, Director
House 646, Road 21, Dhanmandi
Box 568, Dacca
TEL: 315386
- Funding agency for such projects as agricultural education, agricultural workshop training, nutrition, health, jute marketing, transportation, etc.
- *68. PRESBYTERIAN MISSION U.S.
Dr. Herbert Codington, Representative
C/O 9 New Eskaton Road, Dacca
TEL: 282869 (NCCB)
- Medical relief and agricultural activities near Dacca and plans for involvement at Bogra.
- *69. QUAKER SERVICE
John Paul Kay, Director
375/A Road 29, Dhanmandi
P.O. Box 235, Dacca
TEL: 313901
- Rural development project at Rajoir Thana, Faridpur.
70. RADDA BARNER (THE SWEDISH SAVE THE CHILDREN FEDERATION)
Jan Lilja, Chief of Project
649 Road 21, Dhanmandi
P.O. Box 2124, Dacca
TEL: 311226
- Mother and child health project at Mirpur.

* AVAB MEMBERS

71. RAMKRISHNA MISSION
Swami Aksharananda,
27/1 Ramkrishna Mission Road,
Dacca 3,
TEL: 250054
- *72. RANGPUR DINAJPUR REHABILITATION SERVICE (Lutheran World Federation)
Edwin F. Medley, Director
404 Road 27, Dhanmandi, Dacca
TEL: 317872
- *73. PEOPLES FRATERNITY WELFARE ASSOCIATION
Hanif Khan, General Secretary
Village: Faota, P.O. Faota,
Nalchity, P.S., District of Barisal
74. SALVATION ARMY
Major Eva den Hartog
House 366, Road 27, Dhanmandi
P.O. Box 985, Dacca
TEL: 315930
- *75. SAVE THE CHILDREN FUND (UK)
M.K. Prossor, Coordinator
274 Road 27, Dhanmandi
P.O. Box 55 (GPO), Dacca
TEL: 310727 (RFS:); 311307 (Office)
76. SERVICE CIVIL INTERNATIONAL (SCI)
Prof. M. U. Ahmed, Chairman
Chowdhury Anwar Hussain, Secretary
Zohura Mansion, Room 18
27/1 Mymensingh Road (First Floor)
Dacca 2
TEL: 280644
- *77. SEVENTH-DAY ADVENTIST JANAKALYAN SANGSTHA (SAMS/SAJS)
R.M. Reish, Chairman
Garden Road, Shah Ali Bagh
Mirpur, Dacca 16
TEL: 382229
78. SILPA NET
(HELP BANGLADESH COMMITTEE IN JAPAN)
Akira Watanabe, Director
37/1 Lake Circus, Kalabagan,
GPO Box 332, Dacca
Dacca 5
79. SILPA KUTIR
Asiya N. Khoda,
Airport Road
Jessore
80. SISTERS OF THE HOLY CROSS
Sister Joseph Mary C.S.C., Regional
Sup.,
Holy Cross College, P.O. Box 518
Dacca 8
- Promotes social welfare through education and medical care.
- Involved in agriculture, medical projects, including an out-patient clinic and one 25-bed hospital, co-operative development, silk culture, weaving, boat-building, net-making projects in Rangpur and Dinajpur.
- Rural development project.
- Provides services in agriculture, educational and vocational training, housing, health, and social rehabilitation. Relief.
- Operates clinics which are child-oriented and have treatment rooms, health visitors; conducts services in prenatal care and family planning. Project areas include Bhola Island, Khulna, and mobile clinic in Mymensingh.
- Supplies volunteers and conducts projects in agricultural and vocational rehabilitation; health, housing, tubewells. Integrated project at Matlab.
- Involved in agriculture, education, tubewells, housing, clothing distribution, feeding program, mobile clinics, dental clinics, peanut butter manufacturing, soybean manufacturing; greenhouse vegetable project.
- Working in agriculture, fisheries, handicrafts, and health programs in Manikgonj.
- Women's social service association at Jessore.
- Operates village sewing cooperatives at Jalchutna, Mymensingh District and at Mathbari, Dacca District; Holy Cross College; high school, primary schools; involved in social work.

81. SOS CHILDREN'S VILLAGE INTER-NATIONAL IN BANGLADESH
Helmut Kutin, Project Director
1 Shamoli, Mirpur Road,
Dacca 15
TEL: 312409

Orphanage at Mirpur Road.
82. SWALLOWS IN DENMARK
Orla Jacobsen, Director
P.O. Box 66, Bogra

Health program and rehabilitation of orphans and destitute women in Bogra area.
83. SWALLOWS IN SWEDEN
Mrs. Anita Johansson
House 3, Road 112 Gulshan, Dacca
TEL: 311284
and
Mr. Ulf Johanson, Proj. Coordinator
"Eksjo" Nowshera, P.O. Lakshamannati
P.S. Bagatipara, Dist. Rajshahi
and
Mr. Daniel Asplund
Thanapara Project
P.O. Sardah, Dist. Rajshahi

Child feeding center, weaving factory, clinic, primary school, adult education, fishermen's cooperative, poultry farm, knitting group. Located at Thanapara, Rajshahi.
84. SWEDISH BAPTIST MISSION
(New Life Center)
Bengt Sunberg, Director
House 44, Road 4, Dhanmandi

Education, social, and medical project for infants and small children. Located at Mohammedpur, S-22 Block D, Nurjahan Road, Dacca.
85. THE SWEDISH FREE CHURCH AID
Leo Liljengren, Director
507 Road 7, Dhanmandi, Dacca
TEL: 317283

Rural development and relief distribution. Family and health care.
86. TEAR FUND
Contact through HEED,
19/A Road 6, Dhanmandi, Dacca
TEL: 315347

Funding agency; involved in jute product marketing.
87. TERRE DES HOMMES, INTERNATIONAL FEDERATION TERRE DES HOMMES (DUTCH)
Moslem A. Khan, Project Officer
15 Bailey Road, New Eskaton, Dacca

Mainly medical; feeding center for children.
88. TERRE DES HOMMES (FRANCE)
Anne Marie Griffaton, Representative
133 Green Road, Jahanara Gardens
TEL: 311668

Bi-hari camp work in Mohammedpur; medical clinic, plans for women's work.
89. TERRE DES HOMMES (SWITZERLAND)
Tim Bond, Field Director
Gopalganj, Faridpur

Social and occupational rehabilitation.
90. UNDER-PRIVILEGED CHILDREN'S EDUCATIONAL PROGRAM (Also Terre Des Hommes Denmark Representative)
L. Allan Cheyne, Director
270 Road 25, Dhanmandi, Dacca
TEL: 317003

Educational and vocational schooling for youth; feeding and medical.

91. UNCLE ERIK'S CHILDREN HELP
Thorð Dahl, Dacca Representative
House 660, Road 32, Dhanmandi
Dacca
TEL: 315236

Orphanage on Bhola Island with three main programs: an orphanage, training center for agricultural machine maintenance, and a women's program in mat-making.
92. UNITED TOWNS ORGANIZATION
BANGLADESH
Jorges Rodrigues Elizalde, French Representative
Mahmudul Haque, Director
56 Purana Paltan
P.O. Box 2027, Dacca
TEL: 281049

Town twinning projects with aid from Dutch, French, and Italian towns. Involved in integrated development projects.
93. UNITED YOUTH ORGANIZATION
A.H.M. Hainuddin Ahmed, President
Institute of Social Welfare and Research,
Dacca University
Dacca 5

College and university student social work organization.
- *94. VOLUNTEER SERVICE OVERSEAS
Stephen King, Field Director
(British Council) 5 Fuller Road, Ramna
P.O. Box 161, Dacca 2
TEL: 245271

Has 16 volunteers working in medical, teaching of English, and industrial and trade fields.
- (95) WOMEN'S CAREER TRAINING INSTITUTE
Mrs. Zarina Begum, Director
1 New Bailey Road, Dacca
TEL: 251270

Involved in women's professional education; production and marketing.
96. WOMEN'S VOLUNTARY ASSOCIATION
June Clements, Vice President
TEL: 310822
C/O Cottage Industries Shop
32 Bangabandhu Avenue,
Dacca
TEL: 250483

Welfare organization involved in cottage industries, crippled children's therapy, education, health, sewing, and relief.
97. WORLD MISSION PRAYER LEAGUE
Uzirpur Mission, Kantabari,
P.O. Rajshahi District
Rev. Hans Overby, Field Director

Operates a dispensary at Ammura. Construction of 20-bed hospital.
- * 98. WORLD RELIEF COMMISSION
Donald Smith, Director
62 Central Road
P.O. Box 825, Dacca
TEL: 312427

Agricultural program; developing co-operatives in South Khulna; medical, under-five clinics.
99. WORLD UNIVERSITY SERVICE INC. (WUS)
Dr. Wadudur Rahman, General Director,
Bangladesh, Reader, Dept. of History,
Dacca University, Dacca 2

Village development scheme under management of University of Chittagong WUS Committee. Supports Bangladesh Agricultural University at Mymensingh in a cross-breeding poultry research project; adult education classes, functional literacy.
- *100. WORLD VISION OF BANGLADESH
B.E. Fernando, Director
316-D Road 27, Dhanmandi
P.O. Box 5024, Dacca
Office TEL: 312458
Res TEL: 315704

Involved primarily in school construction, health projects. Located mostly in Sylhet and Mymensingh Districts. Emergency relief; food and medical supplies; child-care program; development projects.

* AVAB MEMBERS

POOR COPY

101. XAVIERIAN MISSIONARY FATHERS
Rev. S. Crestani
Bishop's House, Main Road, Sonandanga,
Khulna District
Involved in cooperatives, credit unions,
education, medicine and public health in
Khulna, Kushtia, and Jessore Districts.
102. Y.M.C.A.
Brother Nicholas, Director
8/7 Aurangzeb Road,
Mohammedpur, Dacca
TEL: 313942
Hostel; social rehabilitation.
103. Y.W.C.A.
Asrukona Das, Gen. Secretary
Miss Priscilla Fadlana, Program
Consultant
23 New Maghbazar Road, Ramna
P.O. Box 652, Dacca
TEL: 283526
Hostel; training programs and
rehabilitation.

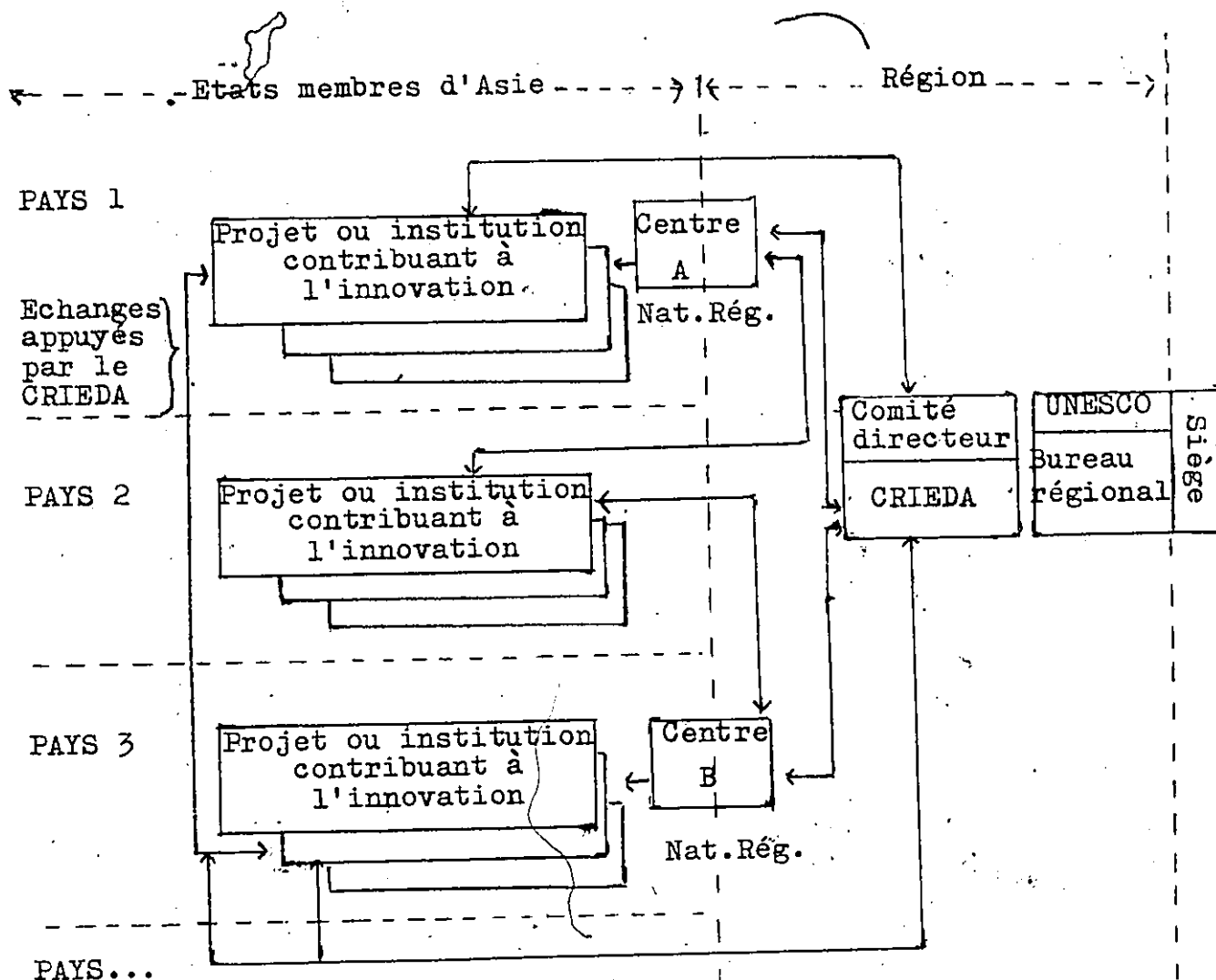
ANNEXE XXIX

MECANISME REGIONAL DE COOPERATION EDUCATIVE EN ASIE
CENTRE REGIONAL POUR L'INNOVATION EDUCATIVE EN VUE DU
DEVELOPPEMENT EN ASIE (CRIEDA)



ANNEXE XXIX

MECANISME REGIONAL DE COOPERATION EDUCATIVE EN ASIE CENTRE REGIONAL POUR L'INNOVATION EDUCATIVE EN VUE DU DEVELOPPEMENT EN ASIE (CRIEDA)



Unesco, Rapport d'un séminaire sur la coopération régionale dans le domaine de l'éducation, op. cit., p. 28.

ANNEXE XXX

TABLEAU 9

PROGRESSION DES TAUX DE SCOLARISATION
DANS L'ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE

TABLEAU 9 - PROGRESSION DES TAUX DE SCOLARISATION DANS L'ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE

ANNEXE XXX

1968 1960	Moins de 10	10-29	30-49	50-59	60-69	70-79	80-89	90 ou plus
80 ou plus								Ceylan Chine, Rép. de Corée, Rép. de Philippines Singapour
80-89							Thaïlande	Malaisie Viêt-nam, Rép. du
70-79								Birmanie Mongolie
60-69						Indonésie	Cambodge	
50-59					Inde			
30-49			Pakistan		Iran			
10-29			Laos Népal					
Moins de 10		Afghanistan						

NB. Les pays dont le nom est inscrit sous une case hachurée sont passés dans un groupe où le taux de scolarisation est supérieur, tandis que ceux dont le nom se trouve dans une case hachurée sont restés dans le même groupe.

ANNEXE XXXI

TABLEAU 13

PROGRES DES TAUX DE SCOLARISATION
DANS L'ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE

TAB. LEAU 13 - PROGRES DES TAUX DE SCOLARISATION DANS L'ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE

ANNEXE XXXI

1968 1960	Moins de 5	5 - 9	10 - 19	20 - 29	30 - 39	40 et plus
40 et plus						
30 - 39						Ceylan Mongolie
20 - 29					Corée, Rép. de	Chine, Rép. de Philippines Singapour
10 - 19			Birmanie Pakistan Thaïlande	Inde Iran Viêt-nam, Rép. du	Malaisie	
5 - 9			Cambodge Indonésie			
Moins de 5	Afghanistan Laos	Népal				

NB. Les pays dont le nom est inscrit sous une case hachurée sont passés dans un groupe où le taux de scolarisation est supérieur, tandis que ceux dont le nom se trouve dans une case hachurée sont restés dans le même groupe.

SOMMAIRE

SOMMAIRE

Le but de notre thèse était de cerner, dans les stratégies de développement de l'Education de l'UNESCO pour le Pakistan/Bangladesh, les implications de ces stratégies pour l'éducation de la femme bengalie.

Trois périodes historiques furent couvertes dans cette thèse. La première s'étend de 1960 à 1970 et constitue la période du Plan de Karachi. L'auteur met d'abord en lumière, à l'aide de la documentation de l'UNESCO, la situation de l'Asie avant la création du Plan de Karachi et la place réservée, à l'époque, à l'éducation de la fille et de la femme en Asie et au Pakistan. Il ressort de l'action de l'UNESCO un besoin urgent de concertation de tous les efforts de l'Asie au service de la planification éducative, ce qui conduisit à la création du groupe du Plan de Karachi et de la CEAEQ.

La thèse cerne d'abord l'évolution historique qui conduisit à la création du Modèle de développement de l'éducation pour l'Asie. La mise sur pied du Modèle, ses hypothèses et implications pour le Pakistan sont développées dans le premier chapitre.

Les priorités suivantes se dégagent de l'analyse du Modèle pour l'Asie: nécessité d'une planification éducative pour chaque pays membre du Plan, centrée sur les

besoins de développement du pays, vocation du Plan de Karachi en tant qu'aide ou instrument-guide pour les planifications nationales de l'éducation, scolarisation primaire universelle obligatoire pour tous achevée en 1980. Le Modèle repose sur l'hypothèse du droit de tous à l'éducation et suppose l'égalité des ~~chances~~ offertes à tous, garçons et filles.

La deuxième période historique couverte dans la thèse traite de la Stratégie éducative au Pakistan/Bangladesh 1969-73. L'analyse de la planification de l'éducation effectuée par le Pakistan, à la suite de sa participation au groupe du Plan, fait l'objet de ce chapitre. Les stratégies des principaux documents d'éducation pakistanaïs y sont analysées ainsi que les implications de ces stratégies pour l'éducation de la femme.

Il ressort de ce chapitre la difficulté de planification de l'éducation au Pakistan, tant à cause de l'ampleur du problème, de l'inefficacité de l'appareil de planification du pays, que du manque d'engagement du gouvernement dans la mise en place d'une planification centrée sur les besoins réels du milieu. Ces problèmes incitèrent le gouvernement pakistanaïs à solliciter l'aide de l'UNESCO et de la Banque Mondiale dans le domaine.

La stratégie éducative de l'UNESCO, pour le Pakistan/Bangladesh 1970-73, est cernée dans le troisième

chapitre. En réponse à une demande expresse du Pakistan, l'UNESCO mena une enquête approfondie du système d'éducation du pays. L'enquête y fut suivie de stratégies et projets pour le développement de l'éducation. L'UNESCO effectuait ensuite quelques missions éducatives dans le pays, afin d'y engager la mise en marche de la réforme de l'éducation préparée par elle.

Il ressort de la thèse l'évidence d'une action stratégique de l'UNESCO précise, soutenue, vigoureuse et appuyée de projets concrets pour le Bangladesh. Les implications théoriques de ces stratégies, quant à l'orientation à donner au système d'éducation au Bangladesh afin de l'habiliter à faire face plus adéquatement aux problèmes d'éducation du pays, ne posent aucun doute. Il en ressort très clairement l'urgence d'une attention immédiate à accorder à l'éducation de la fille et de la femme, cela appuyé de propositions concrètes. Les conséquences pour le pays de la négligence à donner à cet urgent problème de l'éducation de la femme l'attention qui s'impose ne posent aucun doute.

L'auteur doit cependant conclure à l'absence totale d'engagement de la part du gouvernement du pays concerné dans la mise en application des stratégies de développement de l'UNESCO. Les implications de ces stratégies pour l'éducation en général, et pour l'éducation de la fille et de la

femme bengalie, étaient très précises. Leur mise en application au Bangladesh n'a jamais été faite. La thèse tire la conclusion de l'inefficacité des stratégies de l'UNESCO au Bangladesh et de l'absence totale d'engagement du gouvernement bengali à la cause de l'éducation de la femme au Bengale oriental.